TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 105 | DERNIÈRE ÉDITION 3 | MARDI 14 OCTOBRE 1980

M. Adolfo Perez Esquivel prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix a été attribué pour 1980 à M. Adolfo Perez Esquivel. Architecte et sculpteur de nationalité argentine, M. Esquivel est le secrétaire général, pour l'Amérique latine, de l'organisation non-violente « Paix et Justice ».



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 85 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

La guerre entre l'Irak et l'Iran

Enlisement

Près de trois semaines après le début de la guerre irano-irakienne, l'offensive militaire de Bagdad piétine. Ce qui au début était conçu comme une « promenade militaire » s'est transformé en guerre d'usure. Les communiqués de victoire inlassablement répétés par les Irakiens n'arrivent plus à masquer le désenchantement de Bagdad devant l'enlisement des combats.

Pour les Irakiens, la déconvenue n'est pas seulement militaire, mais encore et surtout politique. Non seulement le régime de l'imam Khomeiny ne s'est pas effondré, mais il a trouvé des forces suffisantes pour porter de rudes coups à l'économie irakienne. Le mythe de l'« Irak, nouveau gendarme du Golfe » a été sérieusement ébranlé. Deux mois avant le début des hostilités, le président Saddam Hussein avait affirmé que les forces armées irakiennes étaient parfaitement capables d'assurer à elles seules la sécurité du Golfe et que Bagdad s'opposerait à toute intervention étrangère, en particulier américaine, dans la région. Les vingt et un jours de combats ont non seulement montré les limites de la puissance militaire irakienne, mais suscité une action américaine dans ce secteur, avec la livraison de quatre avions radars à l'Arabie Saoudite.

Bagdad paraît également amer devant le peu d'enthousiasme montré par les pays arabes modérés pour appuyer sa croisade contre le régime de Khomeiny. Hormis la Jordanie, lourdement tributaire de l'aide financière irakienne, les autres Etats arabes conservateurs ne semblent guère pressés, malgré leur aversion pour le régime islamique de Téhéran, d'emboîter le pas à l'Irak de Saddam Hussein. En acceptant sans hésiter les AWACS offerts par Washington, l'Arabie Saoudite a démontré qu'elle compte surtout sur le « parapluie » américain pour protéger ses puits de pétrole. Tel est également le point de vue des autres pays pétroliers du Golfe, qui redoutent une conflagration régionale mettant en péril leurs intérêts et privilèges. L'Egypte souhaite, certes, qu'une « sévère punition » soit infligée à l'Iran de Khomeiny, mais ne veut à aucun prix voir l'Irak sortir victorieux d'une guerre qui le consacrerait comme première puissance militaire de la région.

Autre sujet d'inquiétude pour Bagdad : le net infléchissement de la position soviétique en faveur de Téhéran, bien que l'on ne puisse pas parler encore d'un véritable retournement. Les raisons de ce changement sont diverses. Les dirigeants de Moscou sont d'abord mécontents de l'entreprise irakienne, qui complique singulièrement la situation au Proche-Orient, détruit le « front anti-impérialiste » — la Libye et la Syrie viennent de prendre ouvertement position pour l'Iran — et met le feu aux poudres dans une région proche de la frontière méridionale de l'Union soviétique. En dénonçant les provocations armées contre l'Iran, en affirmant que la guerre fait le jeu de l'« ennemi sioniste », l'U.R.S.S s'en prend publiquement aux Etats-Unis, mais elle adresse en même temps des reproches discrets à Bagdad.

A ces raisons de fond s'ajoutent d'autres sujets d'agacement, dont le moindre n'est pas l'engagement de plus en plus poussé des Etats-Unis dans la région à la suite de la guerre. Les chefs des diplomaties américaine et irakienne se sont rencontrés à New-York, bien qu'il n'existe pas de relations diplomatiques entre les deux pays, et Moscou peut y voir l'amorce d'un rapprochement qu'il redoute.

Si ce rapprochement est confirmé et accentué, les liens d'amitié et de coopération que Soviétiques et Irakiens ont su préserver au cours des récentes années contre vents et marées risquent de voler en éclats. Que restera-t-il alors du rêve de M. Saddam Hussein de devenir, en 1982, le champion des non-alignés, dont il assurera alors la présidence, si sa politique d'indépendance à l'égard des blocs ne peut survivre à une mésaventure militaire ?

Bagdad multiplie les raids aériens contre les villes du Khouzistan

L'Irak paraît avoir repris son offensive terrestre dans la province pétrolière iranienne du Khouzistan et affirme que ses troupes ont franchi la rivière Karoun, qui sépare le port de Khorramchahr de la ville d'Abadan. Téhéran, pour sa part, a mis en garde les populations des grandes villes du Khouzistan contre les dangers des bombardements aériens irakiens.

Officiellement neutre dans le conflit, l'U.R.S.S. semble incliner de plus en plus vers un soutien à l'Iran, et l'ambassadeur d'Union soviétique à Téhéran, M. Vinogradov, a eu, samedi, un nouvel entretien avec le président Bani Sadr.

Les Etats-Unis ont pour leur part renforcé leur dispositif militaire dans la région en ordonnant au croiseur lance-missiles « Leahy », qui se trouvait dans la mer d'Oman, de franchir le détroit d'Ormuz.

Avec les aviateurs de l'imam...

De notre envoyé spécial

Desfoul. — Du hublot du Fokker 27, on aperçoit une rivière scintillante, qui se fraie un chemin à travers une vaste plaine de sable blond et des rectangles de cultures verdoyantes. Nous survolons la base aérienne de Desfoul, l'une des plus grandes et des plus modernes du pays, l'avant-poste de la province du Khouzistan. *Il est 10 h. 30, dimanche 12 octobre.* La B.B.C. annonce : « *Desfoul est actuellement attaqué par l'armée irakienne de trois côtés* », faisant courir un frisson parmi les journalistes occidentaux entassés dans l'avion de transport de troupes. Quelques minutes plus tard, l'appareil se pose sur le vaste aéroport. Un grand panneau proclame : « *Soyez les bienvenus au Foyer des combattants.* »

Personne n'attendait ce groupe de journalistes détourné de sa destination initiale. Ahwaz ; la capitale du Khouzistan étant soumise à un intense bombardement qui devait durer sans discontinuer toute la journée de dimanche, le Fokker 27 a, en effet, été contraint d'atterrir à Desfoul.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Le Nordeste brésilien revisité

Une grève suivie par plus de deux cent cinquante mille travailleurs des plantations de canne à sucre a commencé le 28 septembre dans le Pernambouc, une des Etats du Nordeste, le Nordeste brésilien. C'est le plus vaste mouvement social dans la région depuis le coup d'Etat militaire de 1964. Au début de la récolte, les ouvriers entendent obtenir une augmentation substantielle de « l'indice de productivité ». Ce mouvement revêt une importance nationale, dans la mesure où le gouvernement a récemment décidé de lancer un vaste plan d'utilisation de l'alcool de canne comme source d'énergie alternative.

Notre correspondant au Brésil, Thierry Maliniak, a récemment visité le Nordeste. Il a constaté le lent déclin, en son fief séculaire, de la canne à sucre — aujourd'hui intensivement cultivée dans le Sud. L'une des conséquences de cette évolution est la croissance rapide et anarchique de Recife, capitale du Pernambouc.

(Lire page 6.)

Les difficultés de l'Italie

L'alourdissement du climat social provoqué par le conflit de la Fiat s'ajoute à la crise politique

La crise politique italienne ne devrait pas connaître son dénouement avant jeudi 16 ou vendredi 17 octobre, date à laquelle M. Arnaldo Forlani, chargé de constituer le nouveau gouvernement, pourrait faire connaître la composition de son cabinet. Le dirigeant démocrate-chrétien s'est longuement entretenu, samedi, avec M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., qui a rappelé à l'issue de l'entretien que l'attitude de son parti vis-à-vis du gouvernement dépendrait, « outre de son orientation politique et de son programme, d'autres éléments comme sa structure et surtout ses actes concrets ».

A la crise politique s'ajoute une très importante crise sociale. Après une semaine marquée par une grève générale de quatre heures et de nombreuses manifestations, dont la dernière a rassemblé quelque vingt mille étudiants samedi à Turin, le conflit qui oppose la direction de la Fiat aux syndicats de la métallurgie pourrait entrer dans une nouvelle phase avec l'examen des dernières propositions du ministère du travail en faveur d'une « requalification » des ouvriers « suspendus de travail » à Turin.

Le blocus de Mirafiori

De notre envoyé spécial

Turin. — La nuit paraît longue et froide à Mirafiori, dans la banlieue de Turin. Sur le corso Giovanni-Agnelli, les hommes des piquets de grève, vêtus de blousons ou de peaux de mouton, se serrent autour des braseros de fortune — quelques feux de planches allumés devant la porte numéro cinq, la grande entrée de l'usine Fiat, le plus important des cinq cents établissements du géant de l'automobile (cent quarante mille salariés) dans la région turinoise.

Cette porte numéro cinq est devenue pour toute l'Italie le symbole du « *blocus* », de la dure bataille qui oppose les grévistes de Turin à M. Agnelli, principal actionnaire de la Fiat. C'est vers cette usine, occupée depuis bientôt un mois, que convergent depuis une semaine tous les cortèges.

La rumeur nerveuse de Turin semble ainsi se déplacer vers ces grands boulevards du sud-ouest où ne règnent plus que les seigneurs de l'industrie automobile. Et c'est comme si toute l'Italie s'y était donné rendez-vous : on y entend tous les accents de la péninsule, surtout celui des paysans du Mezzogiorno, ces immigrés de l'intérieur.

« *Comment pourrions-nous retourner au pays*, s'exclame l'un d'eux. *Madona ! En Sicile, même dans les vignes d'Agrigente il n'y a pas de travail !* » Il y a beaucoup de Siciliens à Turin, à commencer par les carabiniers en uniforme noir qui, revolver au poing, montent la garde devant leurs véhicules en face de certains établissements publics.

JEAN BENOIT.

(Lire la suite page 43.)

POINT

Un seul tour pour la gauche

M. François Mitterrand s'est peut-être laissé entraîner un peu loin en dénonçant la complicité des deux hommes de Cro-Magnon, celui de la droite et celui du P.C. (MM. Giscard d'Estaing et Georges Marchais), qui sont, selon lui, « copains comme cochons ». On croyait ce genre d'excès de langage réservé à d'autres...

Il n'empêche que, même sans être « copains comme cochons », MM. Giscard d'Estaing et Marchais sont indubitablement en accord sur un point : ils spéculent tous deux sur un reclassement du P.S. (ou d'une partie du P.S.) après l'élection présidentielle, si l'actuel chef de l'Etat est réélu. On pourrait presque dire qu'ils le souhaitent tous deux. Cela va de soi pour M. Giscard d'Estaing. Et cela transparaît dans les propos tenus à la conférence nationale du P.C.F., tant il est vrai que le P.C. semble disposé à tout faire pour que son hypothèse de départ — le ralliement des socialistes à la majorité — soit confirmée par les faits.

Le meilleur moyen de repousser les socialistes vers le pouvoir est de créer les conditions de l'échec en le supposant acquis. Le second tour de l'élection présidentielle est ainsi « neutralisé ». Dans l'opposition, on ne joue plus gagnant au second tour, mais « placé » au premier. Le rapport des forces à gauche, tel qu'il sera établi par l'ordre d'arrivée, tend à devenir l'enjeu principal de la campagne.

Dès lors, la question est de connaître l'aptitude du P.S. à résister aux pressions dont il est l'objet et sa capacité à conserver, sur son propre programme, l'adhésion de l'électorat qu'il s'était constitué avec l'union de la gauche.

En abandonnant l'union, les partis de gauche — qui maintenant cessent de pratiquer entre eux le « dialogue républicain », — ne se sont-ils pas condamnés à renoncer tôt ou tard à l'idée même de victoire ?

(Lire page 11.)

Le tremblement de terre d'El Asnam

- Une énergie quinze fois supérieure à celle du séisme de 1954
- Mille cinq cents morts et neuf cents blessés déjà recensés

Trois jours après la catastrophe sismique qui a ravagé, le 10 octobre, El Asnam (ex-Orléansville), on avait recensé mille cinq cents morts et neuf cents blessés.

La cimenterie, une des rares entreprises industrielles de la ville, serait intacte, les silos à blé n'auraient subi que peu de dommages. Pourquoi ces installations ont-elles résisté alors que de très nombreux immeubles se sont effondrés ? On ne pourra répondre à cette question que lorsque l'inventaire des dégâts sera fait. On saura alors si les bâtiments détruits le 10 octobre dernier avaient été reconstruits après le séisme de 1954, et s'ils étaient conformes ou non aux normes antisismiques appliquées depuis 1955. Il reste que l'énergie libérée par le séisme du 10 octobre était quinze fois supérieure à celle du tremblement de terre de 1954.

« Les oiseaux ne sont pas revenus »...

De notre envoyé spécial
MICHEL BOLE-RICHARD

El Asnam. — « *Ça va recommencer ; regardez, les oiseaux ne sont pas revenus. Il n'y en a aucun dans les arbres.* » Ce vieil Arabe à la tête recouverte d'un large turban est sûr de lui. Il y a des signes qui ne trompent pas. Coïncidence ou prévision animale : la terre, effectivement, tremble de temps à autre, comme cela est normal après un violent séisme.

A une trentaine de kilomètres d'El Asnam, en direction d'Alger, les blessures du sol sont bien visibles. Les fractures ont provoqué des boursouflures dans les champs, craquelé la route et entraîné l'affaissement de pans entiers de montagne. Une cicatrice profonde qui court le long des coteaux et a fait dérailler un train de marchandises qui passait là au moment de la première secousse. Sur plusieurs centaines de mètres, les wagons, soudain désemparés, se sont enchevêtrés les uns dans les autres, tandis que la motrice se couchait en contrebas, fauchant une longue haie de cactus.

Le tremblement de terre s'est produit au beau milieu de la journée de vendredi, un jour férié. Les écoles, les bâtiments publics, les grands magasins étaient fermés. Une partie de la population était dans les rues ou dans les parcs. Seule, la grande mosquée connaissait une affluence inhabituelle. C'était l'heure de la prière du Dhor. « *Elle ne s'est pas écroulée, c'est un signe de Dieu*, raconte un jeune étudiant en médecine qui se trouvait là. *Cela s'est mis à vibrer de toutes parts, on sautillait sur place. Il était très difficile de tenir debout. Ce fut la débandade vers la sortie. Ceux qui arrivaient à franchir la porte étaient tués par les cailloux qui tombaient. J'ai attendu un peu et j'ai sauté par la fenêtre. Un nuage de poussière recouvrait la ville, on ne voyait pas à 1 mètre et on pouvait à peine respirer. J'ai rencontré des femmes toutes nues qui s'échappaient des bains maures, les yeux hagards, hébétées. Tout le monde courait dans tous les sens.* »

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR — Provocation

Le leader de l'ex-FANE, M. Marc Fredriksen a été blessé dimanche, à Rambouillet, vraisemblablement par des jeunes israélites constitués en « brigades » contre les néo-nazis. Ce sont peut-être les mêmes qui, samedi dernier, avaient tiré un coup de feu contre le local du mouvement Jeune Nation.

Le chanteur Pierre Dudan s'est vu interdire de se produire dans un café-théâtre de Paris parce que la direction a reçu des menaces contre celui qu'on accuse — à sa grande surprise — d'être antisémite.

La semaine dernière, un vieil homme de Neuilly a reçu au visage un liquide corrosif. Les agresseurs, se disant israélites, s'étaient trompés de cible.

Les auteurs de l'attentat de la rue Copernic se frottent les mains.

BRUNO FRAPPAT.

LA JOURNÉE MARIUS CONSTANT

Entre le pur et l'impur

Lorsqu'un concert de musique contemporaine fait salle comble, on a beau jeu de dénoncer la toute-puissance du snobisme et si l'on observe que les journées « Perspectives du vingtième siècle » organisées par Radio-France connaissent un succès qui ne se dément pas, certains ne manqueront pas de faire remarquer que l'entrée est libre. Pourtant, le fait est là et on s'étonnera qu'en dépit des résultats si encourageants, ces journées ne se renouvellent pas au moins une fois par mois ; on songe aux règlements des chorales d'entreprise du dix-neuvième siècle, qui précisaient jusqu'où devait aller l'enseignement afin que les ouvriers ne soient pas tentés de quitter leur travail pour se consacrer à la musique. Où irait la vie musicale si on donnait au public le goût de sortir des sentiers battus ?

Pour leur première manifestation de la saison, les responsables de Perspectives du vingtième siècle avaient choisi un lieu nouveau : l'église Saint-Merri, qui est devenue en quelques années une de celles où la musique est présente le plus régulièrement, souvent à portes ouvertes, et un compositeur : Marius Constant (né en 1925) qui, à travers les modes successives qu'a connues la musique depuis trente ans, a toujours su distinguer où était sa voie et la suivre sans se soucier d'être du lendemain plutôt que de la veille. Sa musique est d'aujourd'hui et, sans pour autant faire de concessions à la facilité, elle touche le public aussi bien par la façon dont elle intègre les techniques nouvelles que par les attaches qu'elle conserve avec la tradition.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 20.)

LE POIDS DES ARMES

Cette semaine s'ouvrent à Genève des conversations soviéto-américaines sur les euro-missiles dont Vladlene Kouznetsov souligne l'importance, tandis que François de Rose redoute qu'elles n'aggravent le déséquilibre entre les deux camps. L'amiral Delahousse montre que le choix du missile Trident, pour se substituer au Polaris, signifie que la Grande-Bretagne entend garder une force de dissuasion autonome.

Une négociation pleine de périls

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

LES conversations qui s'engagent à Genève entre Américains et Soviétiques constituent une grande première. Il s'agit de débroussailler le terrain pour une inclusion des missiles à moyenne portée stationnés en Europe dans une éventuelle troisième phase de la négociation sur la limitation des armes stratégiques (SALT 3).

Grande première, en effet, car jusqu'à présent Washington s'était toujours refusé à inclure dans le compte de ses moyens stratégiques les armes n'ayant pas la portée intercontinentale. Moscou insiste en revanche depuis plus de dix ans pour que la négociation porte aussi sur les armes américaines situées en Europe et susceptibles d'atteindre son propre territoire, désignées sous le nom de système sur bases avancées (*Forward Based Systems*, F.B.S.).

Sur ce point, par conséquent, l'ouverture de la négociation marque un revirement de la position américaine et un succès pour l'Union soviétique. Et pourtant l'événement est accueilli avec satisfaction en République fédérale, aux Etats-Unis et dans la plupart des capitales de l'OTAN. Outre-Rhin, parce que le gouvernement avait dû se mettre en flèche pour accepter le déploiement de ces engins sur son territoire et s'est trouvé contraint, pour des raisons tenant tant à *l'Ost politik* qu'à la pression d'une partie de l'opinion, à demander qu'une négociation Est-Ouest cherche à limiter de part et d'autre ces déploiements. Du côté américain parce qu'il s'agissait, en lâchant du lest, de relancer et d'alimenter la négociation principale portant sur les armes intercontinentales à l'égard desquelles la Maison Blanche espère toujours obtenir une réduction substantielle des plafonds.

Or contrairement à ce que suggère une analyse superficielle, une négociation sur les armes à moyenne portée est pleine de périls pour l'avenir de la sécurité sur le Vieux Continent.

Sans revenir sur les raisons qui rendaient nécessaire la décision de l'OTAN du 12 décembre 1979 de mise en place en Europe de ces missiles (1), rappelons que l'objectif du Kremlin, depuis plusieurs années, a été d'empêcher purement et simplement toute décision en ce sens de la part de l'OTAN. L'enjeu était de pousser à la rupture de continuité entre des opérations en Europe et celles pouvant impliquer le territoire des deux superpuissances. Dès lors, en effet, qu'il n'y aurait plus en Europe d'armes américaines susceptibles d'atteindre l'U.R.S.S., il serait plus facile, en temps de crise ou de conflit, de limiter les menaces ou les opérations aux seuls territoires des alliés des Grands à l'exclusion de ceux des Grands eux-mêmes. Autrement dit, de réaliser le découplage entre les armes de théâtre et les armes stratégiques, entre l'Europe et les Etats-Unis.

M. Brejnev avait même poussé sa pression au point de dire qu'il refuserait toute conversation sur les euromissiles aussi longtemps que l'OTAN n'aurait pas annulé sa décision de les produire. Il est révélateur du degré d'intoxication qui est le nôtre de constater que l'abandon de cette exigence, lors de la visite de M. Schmidt à Moscou, ait été tenu pour une victoire du chancelier et une preuve de l'esprit de conciliation du maître du Kremlin. Admirable concession ! Tout se passe comme si M. Brejnev, après avoir exigé, pour serrer la main des Occidentaux, qu'ils se soient d'abord coupé le bras, renonce seulement à ce préalable à condition que s'ouvre la négociation sur la manière de couper ce bras !

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La négociation, en effet, porte sur les armes ayant pour rayon d'action minimum la plus courte distance entre le territoire de la République fédérale et les régions occidentales de l'U.R.S.S. (environ 1 500 kilomètres). Elle laissera donc intacte la liberté de production et de déploiement des armes de portée inférieure. Et c'est là que se place la disparité la plus grave pour les Occidentaux : tous les engins soviétiques du champ de bataille (jusqu'aux obus d'artillerie en passant par les bombes aéroportées et les missiles d'une allonge de quelques centaines de kilomètres) frapperaient, en cas de conflit, l'Europe de l'Ouest, mais les armes analogues des alliés atlantiques ne pourraient atteindre que les satellites du pacte de Varsovie ou même, en cas d'avance rapide des forces ennemies, la République fédérale.

Un jeu biseauté

Le jeu serait donc parfaitement biseauté. Plus la réduction des missiles à moyenne portée serait grande plus elle nuirait aux Occidentaux. A la limite, en effet, une suppression complète des Pershing II et des missiles de croisière contre celle des SS 20 aurait pour seul résultat de priver l'OTAN de ses moyens d'atteindre la Russie, alors que celle-ci conserverait des milliers d'armes pour frapper l'Europe occidentale.

Que cette entreprise de mutilation des systèmes d'armes, qui seuls peuvent faire partager à l'Union soviétique le lot commun des pays menacés de « désanctuarisation » en cas de guerre en Europe, soit saluée d'applaudissements, ce paradoxe résulte de la priorité donnée à la forme sur le fond, lorsque le désir de dialoguer l'emporte sur l'étude de la substance du dialogue, lorsque les pressions de politique intérieure et extérieure priment les exigences de la sécurité.

Le seul espoir vient de ce que la négociation sera, ou serait, d'une telle complication qu'elle est appelée à durer très longtemps et que les chances d'accord sont réduites. En ce sens Washington et Bonn pourraient encore limiter les dégâts à condition qu'aucun moratoire ne vienne suspendre la production et la mise en place de ces engins jusqu'à l'aboutissement hypothétique d. SALT 3.

(1) Voir *le Monde* du 20 mai : « La raison du plus fort ».

(*) Ambassadeur de France.

Pourquoi Londres a choisi le Trident

par PAUL DELAHOUSSE (*)

NOUS savons, depuis le 15 juillet, que la Grande-Bretagne a choisi la coopération avec les Etats-Unis pour le renouvellement de sa force nucléaire stratégique. Une flotte de quatre, peut-être cinq sous-marins équipés du missile balistique américain Trident, porteur d'ogives nucléaires britanniques, remplacera, en début de décennie 90, l'actuelle force Polaris.

Compte tenu de l'appel à « *une coopération plus complète et plus étroite en matière de défense* », lancé à Bordeaux par Mrs. Thatcher, le 19 septembre, il convient de prendre la mesure d'une décision qui concerne au premier chef la Grande-Bretagne, mais également l'Ouest dans son ensemble et plus particulièrement l'Europe — donc la France.

On a pu croire ici ou là, ces dernières années, que Londres était prêt à l'abandon. C'était, une fois de plus, mal connaître les Anglais. Comment imaginer qu'ils allaient renoncer à une capacité qui, par-delà ses vertus proprement stratégiques, confère un poids particulier à celui qui la possède ? Le gouvernement conservateur, écartant la solution du « rafistolage » du Polaris et celle du Cruise Missile, moins coûteux que l'engin sous-marin, a choisi la voie royale du Trident. La signification de ce choix est claire : la Grande-Bretagne demeure puissance nucléaire « stratégique », elle garantit son indépendance pour « les cas où les intérêts suprêmes du pays seraient en jeu ».

Pendant longtemps, on n'a pas voulu, de ce bord-ci de la Manche, admettre que les Britanniques, dont on aime à dire qu'ils sont « inféodés » aux Américains, disposaient souverainement de leur force nucléaire stratégique. Certes, le prix payé pour se doter, dans les conditions de coût les moins sévères, de l'arme la plus performante est lourd : une dépendance logistique, sans impact instantané sur la liberté d'action opérationnelle mais capable d'en exercer un à terme, un retard technique et industriel qui se creuse dans le domaine des engins. Sous la réserve — importante — de ces contraintes, la Grande-Bretagne est libre de l'emploi de ses S.N.L.E. (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins).

L'affectation de cette force à l'OTAN — très précisément au SACEUR — ne doit pas masquer la réalité des choses, clairement définie en 1973 à l'intention de l'opinion nationale et étrangère par lord Carrington, alors ministre de la défense : « *Nous entendons maintenir l'efficacité d'une force de frappe nucléaire stratégique qui, tout en continuant à être à la disposition de l'alliance occidentale, nous donne une capacité de dissuasion indépendante.* » Réalité des choses confirmée à Paris en février 1979 par le ministre travailliste de la défense, Fred Mulley : « *A partir du moment où nous faisons l'acquisition d'un missile, il est entièrement sous notre contrôle national.* » Le Trident sera sous contrôle britannique, comme l'est aujourd'hui le Polaris. C'est là l'essentiel.

Rien à faire avec les Français

Il n'est pas sans intérêt, à cet égard, de constater la convergence profonde qui, par-delà les apparences, existe entre les politiques militaires de la Grande-Bretagne et de la France. Sur le chapitre de l'alliance, celle-ci se croit obligée de « s'opposer » de l'extérieur ; celle-là entend « peser » de l'intérieur. Mais l'une et l'autre fondent leur défense sur l'effort national et sur le degré d'indépendance qu'il est raisonnable de vouloir et d'escompter.

Deux solutions s'offraient à la Grande-Bretagne pour le renouvellement de sa force Polaris, hormis celle de l'effort purement national, estimée incompatible avec le maintien d'un appareil militaire d'ensemble équilibré : acheter aux Etats-Unis, ou coopérer avec la France.

Dès 1967, Edward Heath lançait l'idée de la coopération nucléaire entre les deux pays. Le parti conservateur la reprenait en 1970 dans son document « *Towards nuclear entente* », et il y a moins d'une année encore, en septembre 1979, l'amiral Hill-Norton, ancien chef d'état-major de la défense britannique, la présentait comme l'un des deux termes de l'alternative.

En effectuant le choix américain, la Grande-Bretagne tourne-t-elle le dos à l'Europe ? Se dérobe-t-elle à un moment où l'on parle de revitaliser le rôle de notre Vieux Continent ? Entend-elle opposer la « *special relationship* » anglo-saxonne au couple franco-allemand ? Quelle que soit la part des calculs insulaires de nos voisins d'outre-Manche, c'est ailleurs qu'est la cause déterminante du choix qui a été fait.

Le choix français était, de toute façon, difficile. Que cela plaise ou non, il nous faut comprendre qu'un amiral anglais, soucieux par métier d'efficacité opérationnelle, est naturellement partisan du missile le plus puissant, le plus performant, immédiatement disponible, moins coûteux sans doute. Il nous faut aussi comprendre, quelque douloureux que ce soit pour notre orgueil, que l'importance du parti communiste en France et l'irrationalité du R.P.R. constituent pour nous un handicap redoutable : « *Faire dépendre d'une coopération avec la France le renouvellement de la force Polaris exigerait un extraordinaire degré de confiance de la part d'un gouvernement britannique* » (1).

Difficile dès l'abord, le choix français était en tout état de cause rendu impossible par l'attitude de la France sur le sujet de la défense. Une coopération dans un domaine aussi sensible que celui de l'armement nucléaire — à supposer que nous l'eussions acceptée ou même souhaitée — dépasse le technique et l'industriel, elle n'est concevable qu'inscrite dans un dialogue sur la défense proprement dite.

La conversation recherchée en début de décennie 70 par le gouvernement Heath a été refusée au nom de l'indépendance. On voulait bien faire un Jaguar en commun, on aurait peut-être souhaité des échanges techniques nucléaires, mais un pays « indépendant » n'entre pas dans un dialogue sur la défense au sens le plus large du terme. A tort ou à raison, Londres arrivait, en 1972, à la conclusion « qu'il n'y avait rien à faire avec les Français » : le choix du Trident devenait plus inévitable encore que celui du F 16 en 1975 par les Belges, les Hollandais, les Danois et les Norvégiens.

Dans le chapitre « Développements européens » de son Livre blanc de mai 1980 sur la défense, l'U.D.F. écrit non sans quelque à propos : « si la solution du Trident américain est choisie de préférence à celle d'une coopération avec la France, ce choix sera source de difficultés ». Voilà qui est fait.

C'est cependant la défense — quoi qu'on en ait pensé à Paris — qui a été la motivation profonde du gouvernement britannique pour forcer les portes de la Communauté européenne entre 1970 et 1973. Motivation confirmée en 1974 aux Communes par Mrs Thatcher, devenue leader de l'opposition : « *la raison majeure de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est le problème de la paix et de la sécurité* ».

La situation dans le monde exige plus encore qu'il y a cinq ou dix ans, que les Européens abordent entre eux le problème de leur défense, dans le cadre d'une alliance atlantique qui demeure vitale, mais qui doit être repensée. La balle est dans notre camp. Il est bien de faire défiler nos régiments devant le chancelier Schmidt et d'offrir au prince Charles une tournée de nos popotes, il faut maintenant aller au fond des choses : en dépit du choix du Trident, la France doit prendre l'initiative du dialogue de la défense avec ses partenaires européens majeurs. Mrs Thatcher l'y a invitée.

Si nous ne le voulons pas, si nous croyons que nous ne le pouvons pas parce qu'il déplaît à nos intégristes de l'indépendance ou aux Soviétiques, les Britanniques feront le choix irrévocable des liens spéciaux avec les Américains, et les Allemands seront tentés de glisser dans le neutralisme. C'en serait fait de l'Europe européenne — que nous avons inventée. Et notre indépendance et notre sécurité seraient en grand péril.

(1) Ian Smart, International Institute for Strategic Studies, septembre 1977.

(*) Vice-amiral (C.R.), ancien attaché des forces armées à Londres.

Avec espoir mais sans illusions

par VLADLENE KOUZNETSOV (*)

LE rendez-vous de Genève ouvre un nouveau canal d'importance exceptionnelle de négociations sur le désarmement. Il s'agit de réduire le danger de guerre dans une région du globe où la densité du *face-à-face militaire* est la plus grande, où le moindre conflit local menace de dégénérer en une guerre nucléaire globale.

Washington a mis trois mois pour répondre à la proposition de l'U.R.S.S. et accepter les premiers contacts. Tout en étant satisfait de ce progrès dans la position américaine, on ne peut pour autant passer sous silence un fait inquiétant. Cet atermoiement est-il dû au hasard ? Peut-on accepter *l'explication* de Washington selon laquelle la campagne présidentielle aurait amené les dirigeants à négliger les affaires internationales courantes ?

C'est peu probable. Le « manque de temps » n'a point empêché Carter de proclamer *comme doctrine officielle* des U.S.A., une nouvelle stratégie nucléaire, lourde de conséquences dangereuses. Dans la capitale américaine, on invoque également la nécessité de consultations avec les membres de l'OTAN. Mais qu'a-t-on vraiment à examiner, si en décembre 1979 l'OTAN a pris la décision dite « double » qui prévoit non seulement l'installation en Europe de l'Ouest de nouvelles fusées nucléaires du Pentagone, mais aussi la détermination (si bien sûr cette détermination est sincère) d'entamer des pourparlers avec l'Union soviétique sur l'éventuelle limitation de ces vecteurs de moyenne portée ?

La veille de la rencontre Gromyko-Muskie à New-York, le président Carter a déclaré : « *Nous sommes en train de préparer des discussions préliminaires avec l'Union soviétique portant sur le contrôle des armes nucléaires du théâtre d'opérations militaires en Europe.* » « *Préliminaires* » ! Voilà qui attire l'attention. La tactique de Washington se précise déjà : faire traîner le stade préalable et, ensuite, les négociations jusqu'en 1983, date à laquelle tout sera prêt, aux Etats-Unis pour les éléments des nouvelles armes et en Europe de l'Ouest pour les aires de lancement.

La question de la limitation des armements nucléaires en Europe est trop importante pour admettre des lenteurs diplomatiques visant à placer l'autre partie dans une situation manifestement désavantageuse. Il s'agit d'abaisser le niveau du *face-à-face militaire* en Europe, de conserver la parité nucléaire sur le continent, de maintenir l'équilibre des forces entre le traité de Varsovie et l'OTAN.

A entendre les diplomates de haut rang d'Occident, cette dernière n'aurait pas de plus grand souci que de conserver la parité militaire. Souci louable. « *Sans la parité militaire Est-Ouest, la politique de coopération est difficilement imaginable. Si cette parité est rompue, tout bascule.* » Il n'est pas question de s'inscrire en faux contre cette opinion de M. Helmut Schmidt. Actuellement la parité n'est pas rompue. Mais la décision de l'OTAN sur le « surarmement » de l'Europe en fusées nucléaires menace de rompre cette parité.

« *L'OTAN et le pacte de Varsovie vivront au cours de cette décennie au bord d'un gouffre militaire.* » Telle est l'impression que s'est faite un journaliste de *Die Welt* après avoir visité le siège du bloc de l'Atlantique Nord à Bruxelles. C'est précisément le sort auquel le Pentagone et l'OTAN voudraient vouer l'Europe. Mais il existe aussi une autre perspective : abaisser le niveau du *face-à-face* armé, renforcer la détente militaire, la sécurité garantie. Le succès dans cette voie dépendra pour beaucoup des négociations sur la limitation des arsenaux nucléaires en Europe. Seront-elles constructives et efficaces ? L'Union soviétique aborde ces négociations sans illusions, mais aussi avec espoir. Elle les aborde pleinement consciente de sa responsabilité pour la paix sur le continent européen déjà si éprouvé.

* Commentateur de l'agence soviétique Novosti.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°



Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

étranger

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

L'imam Khomeiny a publié, dimanche 12 octobre, un « firman » (décret) donnant au « conseil supérieur de défense » les pleins pouvoirs concernant la conduite de la guerre, la gestion des régions en guerre, la politique étrangère — ce qui comble le vide institutionnel existant depuis le départ du gouvernement de M. Ghotbzadeh — et le contrôle de la presse. *Ce conseil, présidé par M. Bani Sadr, comprend* le premier ministre, le ministre de la défense, le chef d'état-major interarmes, le commandant des Gardiens de la révolution et deux conseillers nommés par l'imam, auxquels se joindra un député du Majlis (Parlement). Le président Bani Sadr a indiqué qu'il était à l'origine de cette concentration des pouvoirs.

Sur le plan diplomatique, à l'issue de la visite de vingt-quatre heures du roi Hussein à Djeddah, la Jordanie et l'Arabie Saoudite ont condamné, dimanche, les « agressions iraniennes » contre l'Irak. De son côté, l'agence syrienne Sana, a démenti, samedi, les accusations irakiennes selon lesquelles la Syrie aidait militairement l'Iran : « La Syrie garde son armement pour l'utiliser contre son ennemi principal, Israël », *ajoute-t-on à Damas. Enfin*, à Téhéran, M. Bani Sadr s'est entretenu avec l'ambassadeur soviétique, M. Vinogradov, au sujet des bombardiers Tupolev livrés à l'Irak « qui s'était engagé à ne les utiliser que contre Israël », a indiqué le chef de l'État iranien. A Washington, le Pentagone a ordonné au croiseur lance-missiles « Leahy », qui se trouvait dans la mer d'Oman, de franchir le détroit d'Ormuz.

Sur le plan militaire, les forces de Bagdad affirment avoir franchi le fleuve Karoun et encerclé l'importante base d'El-Daj, près de Khorramchahr (Nohammara pour les Irakiens), coupant *ainsi* Abadan et *Khorramchahr du* reste de l'Iran. Les Iraniens ont menacé l'Irak de raids de représailles en cas de poursuite des bombardements irakiens sur les villes et les objectifs non militaires. Dimanche, Bandar-Khomeiny, Ispahan, Abadan et Ahwaz ont été bombardés par l'aviation irakienne, tandis que les Iraniens lançaient des raids sur Ouane, Kout et Souleimaniyeh. Dans la province de Kermanshahan, l'armée iranienne semble avoir repoussé l'attaque irakienne sur Sar-e-Pol-e-Zahab.

Enfin, dans une interview à l'Associated Press, M. Bani Sadr s'est déclaré prêt à étudier favorablement la proposition de M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, d'un cessez-le-feu qui permettrait aux navires de commerce étrangers de quitter la zone des combats. Dans une autre interview publiée par le « Nouvel *Observateur » daté du lundi 13 octobre, le chef* de l'État relève qu' « on peut discuter sur les quelques centaines de kilomètres carrés que les Irakiens réclament », mais non sur le Chatt-el-Arab. Il ajoute : « Nous nous attaquerons à Ormuz *si* la guerre prend de l'ampleur *et* si les grandes puissances s'y engagent par pays interposés. »

Avec les aviateurs de l'imam

(Suite de la première page.)

La base paraît intacte. Les pistes sont en parfait état tout autant que les Hercule 130 qui y stationnent. Aucun Phantom n'est en vue. Les *chasseurs bombardiers* seraient bien protégés dans des abris souterrains, sous d'épaisses couches de béton. Le commandant de la base, le colonel Tabechfar, nous indique *« qu'une ou deux fusées sol-sol » sont tombées*, mercredi, sur la frange de cette *forteresse*, mais nous n'en verrons aucune trace dans la base, qui s'étend sur plus de 50 kilomètres carrés.

Une ville ravagée

« *Elle est imprenable* » nous répètent des pilotes, détendus et confiants. Les chars irakiens ont été refoulés ces derniers jours de quinze kilomètres : *ils étaient* à vingt-cinq kilomètres de la base, et ils sont actuellement à plus de quarante kilomètres. Une lointaine canonnade paraît confirmer la distance qui *nous sépare de la* ligne du front. Les attaques aériennes s'espacent.

« *Au début de la guerre, dit un* officier, *les chasseurs-bombardiers irakiens nous visitaient quotidiennement : nous n'avons pas eu de raid depuis quatre jours, et pour cause : ils viennent généralement par formation de cinq appareils et repartent avec trois ou quatre en moins. Le recours aux fusées sol-sol, dont la portée est de cent soixante kilomètres, est leur manière de manifester leur dépit et leur désespoir...* »

La plupart des engins sont tombés sur la population — environ 200 000 habitants — de la ville toute proche *de Desfoul, qui offre aux visiteurs* un spectacle de poignante désolation. Les fusées ont pulvérisé trois quartiers de la ville, des centaines de maisons et de magasins : il n'en reste plus que des amas de pierres et de ferrailles. Une odeur nauséabonde s'en dégage ; en dehors des cent soixante-dix tués dénombrés, d'autres cadavres *demeurent enfouis* sous les décombres. L'unique hôpital ne parvient pas à soigner les centaines de blessés. Le bilan aurait été beaucoup plus lourd si la popu*tion ne se terrait pas la nuit dans* des abris de fortune. Depuis le lancement des fusées à 22 h. 30 mercredi, l'artillerie irakienne a pris la relève ; elle bombarde l'agglomé*ration tous les soirs, ce qui tend à* démontrer que la ville, et non la base, est la principale cible de l'état-major irakien.

Pourquoi s'acharne-t-on sur la population ? Les réponses des badauds qui se rassemblent autour de nous fusent : « *Ils veulent nous terroriser ! Ils veulent provoquer la panique et le désordre ! Ils veulent vider les villes.* » Les femmes et les enfants ont été évacués. Les hommes, jeunes et vieux, sont déter*minés à défendre la ville « jusqu'à la dernière goutte de notre sang »*, lance un maçon. « *Ecoutez-moi bien*, reprend un vieux paysan, *nous nous accrocherons à ce sol avec nos ongles. Ils peuvent tout détruire, nous dormirons sous des tentes, puis nous reviendrons, puis nous reconstruirons tout, comme au Vietnam....* » L'analogie choisie n'est pas gratuite. Tout un chacun ici vous dira que *« l'impérialisme américain est derrière Saddam Hussein »*. La *moindre allusion à la neutralité de* Washington suscite un tollé d'imprécations vengeresses.

Le ronronnement d'un appareil audessus de nous provoque subitement un silence de mort. On dresse l'oreille. Les visages se tendent. Détente et sourires : « *Ce sont les nôtres* », nous dit, rassurant un étudiant de vingt et un ans. Mais où est l'armée de terre, nulle part visible ? demandons-nous. « *Nous n'en avons pas besoin. Nous sommes tous armés et entraînés par les Pasdarans* » (miliciens islamiques). Les armes, selon nos interlocuteurs, sont hétérogènes : mortiers antichars R.P.G., fusils, mitrailleuses kalachnikov venant des pays communistes se mêlent aux mitraillettes israéliennes *Ouzi et aux cocktails Molotov de* fabrication artisanale.

Le commandant de la base admet non sans réticence que « *la coordination entre l'aviation et l'armée de terre était défectueuse et laisse encore à désirer* ». Le colonel Tabechfar ne nie pas non plus que ses appareils ne sont pas « *généreusement pourvus* » en pièces de rechange. *D'où* sans doute la réduction récente des raids entrepris à partir de cette base contre les objectifs irakiens. « *En tout cas, nous sommes les plus forts* », *poursuit le colonel. Ne craint-il pas* les fusées irakiennes ? « *Non* », répond-il avec un grand éclat de rire avant d'ajouter : « *Ils n'en ont pas assez et leurs stocks s'épuiseront très prochainement.* »

Le colonel ne craint pas de *prendre* le contrepied des déclarations des divers responsables, dont celle de M. Moustapha Tchamran, membre du Conseil suprême de défense. Il déclare en anglais et le *répète à notre demande* : « *Selon des rapports que nous avons reçus de nos services de renseignement, les Soviétiques ne livrent plus de nouveaux matériels militaires à l'Irak.* » Il n'en reste pas moins, faisons-nous remarquer, que l'Iran lui non plus ne reçoit aucune aide étrangère. « *Qui vous a dit que nous n'avons pas de sources étrangères d'approvisionnement ?* », conclut avec un sourire *énigmatique le colonel Tabechfar.*

Un « super-gouvernement » militaire

Selon certaines sources dignes de foi — même si les pays en cause les *démentent*, — *la Libye, la Syrie et la* Corée du Nord livreraient des armes légères, non pas directement à l'État iranien, mais à diverses forces para*militaires dans le pays*, tels les *Pasdarans*. On ignore si ces livraisons sont effectuées avec ou sans le feu vert de Moscou.

En tout cas, l'ambassadeur soviétique, M. Vinogradov, se confiant à des *collègues occidentaux*, manifeste une anxiété grandissante. Il nie que Moscou ait offert de livrer des armes à l'Iran et réitère, en privé, les assurances qu'il a données au prési*dent Bani Sadr : l'U.R.S.S. s'abstiendra* de fournir à l'Irak des armements autres que ceux qui étaient en voie de livraison au début de la guerre.

Les dirigeants iraniens, disait-il à *l'un de ses interlocuteurs, ne com*prennent pas dans quelle situation délicate se trouve l'U.R.S.S., propagent des versions fantaisistes des conversations qu'il a eues avec eux *pour* se lancer ensuite dans des diatribes contre Moscou. M. Vinogradov paraît s'inquiéter surtout du *renforcement* du dispositif militaire américain dans la région et soutient que la *présence* des AWACS américains en Arabie Saoudite est destinée à « *espionner l'Union soviétique* ». Washingon, rappelle-t-il à ce propos, était sur le point de livrer six de ces radars volants au chah peu avant la chute du régime.

Les Iraniens s'intéressent peu aux subtilités des relations internationales. L'un des principaux sujets de *conversation, dimanche, parmi les* pilotes et les *homafars* (les techniciens de l'armée de l'air), à la base de Desfoul, était le décret de l'iman Khomeiny instaurant une sorte de *gouvernement de guerre chargé non* seulement de superviser les *forces* armées, mais aussi l'administration des régions pétrolières du Khouzistan, la presse (une censure officielle *est ainsi imposée pour* la première fois), les affaires étrangères et les diverses formations politiques désormais tenues à ne rien publier sans l'accord préalable de ce « *super-gouvernement* » militaire.

Le président Bani Sadr souhaitait la création d'un tel organisme de coordination afin, entre autres, de lui donner les moyens de neutraliser *ses adversaires qui contrôlent* l'administration de l'État. L'imam Khomeiny lui a donné satisfaction sur le principe, *mais, dans la pratique*, paraît avoir réduit davantage sa marge de manœuvre. Certes, le président demeure le commandant en chef des armées. Mais la composi*tion du nouvel organisme, et surtout* le contrôle qu'exercera le Parlement sur ses décisions, mettent le chef de l'État virtuellement à la merci des dirigeants du parti républicain *islamique de* l'ayatollah Behechti. « *M. Bani Sadr avait raison* », remarquaient des *homafars* en notre présence, « *un groupe politique tente de monopoliser le pouvoir, mais cette révolution est celle du peuple, et elle doit continuer* ».

ERIC ROULEAU.



● *Le porte-parole du gouvernement israélien, M. Aryeh Nahor*, a annoncé, le lundi 13 octobre, que la C.E.E. ouvrira l'an prochain un bureau à Jérusalem. Depuis 1978, les instances européennes avaient repoussé la demande israélienne de création de ce second bureau en annexe à celui qui doit s'ouvrir à Tel-Aviv — (A.F.P.)

RECTIFICATIF. — Le nouvel ambassadeur du Pakistan en France est le général Sahabzada Yaqub Ali Khan, et non pas Yayub, *comme* il a été écrit par suite d'une erreur d'impression dans *le Monde* du 8 octobre.

AVEC LES SOLDATS IRAKIENS SUR LE FRONT DU CENTRE

« Notre armée a un moral formidable... »

De notre envoyé spécial

Reza-Abad. — Ce n'est pas par hasard que dimanche 12 octobre, le lendemain de la traversée du fleuve Karoun par les forces irakiennes, les autorités de Bagdad ont amené deux groupes de journalistes, l'un à Bassora sur le front sud, l'autre sur le front du centre, bien au-delà de la ville de Mehran.

La première visite avait pour but de démontrer le succès d'une opération qui vise à isoler Khorramchar et Abadan et peut marquer un tournant dans le conflit. La seconde devait permettre de constater comment le bon droit *de l'Irak a été violé et rétabli par* son armée.

Il faut parcourir quelque *300 kilomètres* pour se rendre à Mehran par la route, alors que cette ville iranienne n'est qu'à *150 kilomètres à vol d'oiseau* à l'est de Bagdad. Dans ce secteur, après des mois d'accrochages frontaliers, se sont produits des incidents plus graves qui ont incité les Irakiens à réagir : le dimanche 7 septembre, la presse était convoquée au ministère de l'information et informée que le gros bourg de Badra et le village de Zurbatiya, au milieu d'une palmeraie, avaient été bombardés une nouvelle fois par les Iraniens et que cette situation ne serait plus tolérée. Les bombardements s'étaient, semble-t-il, poursuivis pendant quatre jours encore. Le *mercredi 17 septembre, le prési*dent Saddam Hussein annonçait devant l'Assemblée nationale que *l'accord d'Alger de mars 1975 était* désormais « *nul et non avenu* ».

A cheval sur un cours d'eau presque à sec, Badra se dresse au milieu d'une vaste plaine dominée par la chaîne du Zagros avec, au premier plan, le mont Kamar (la Lune), et au second, les Kabir Kuh (les Grands Monts, en iranien). La frontière qui longe ces montagnes de façon rectiligne fait brusquement deux avancées profondes dans la plaine en forme de mamelons, à partir *de Mehran, qui commande* la route d'Ilam, à 60 kilomètres au nord-est et de Desfoul, à 200 kilo*mètres au sud-est (des problèmes* frontaliers du même genre se sont posés dans le secteur de *Qasr-é-Chirin, plus au nord).*

Du côté irakien, la végétation est maigre et sèche ; du côté iranien, elle est riche et verdoyante, alors que le terrain est le même. L'explication ? Le général commandant la région, grand gaillard roux à moustaches, nous la donnera sans fioritures : « *Les accords prévoyaient que l'eau du barrage Kendjanjim sur la rivière Kendjan, près du poste de police de Reza-Abad, sur la route d'Ilam, serait partagée à 50 % entre les deux pays. Mais les Iraniens ont gardé toute l'eau pour eux... Après notre avancée, effectuée entre le 23 et le 25 septembre, nos soldats ont baptisé le barrage du nom de Saddam Hussein, puis ils ont cassé les digues de retenue pour que les paysans irakiens aient l'eau à laquelle ils avaient droit.* »

Des villages qui précèdent et suivent Mehran ont été abandonnés, tout comme cette ville où plus de cent maisons ont été détruites. Une semaine plus tôt — la région étant encore peu sûre, — les journalistes étaient repartis après s'être contentés de traverser la ville. Nous nous y promenons une bonne heure, notamment dans la grande rue avec son allée centrale en forme de jardin agrémentée d'un plan d'eau et dans la rue commerçante bordée de magasins aux portes béantes. L'armée irakienne tient solidement le terrain dans toute la région. Du deuxième classe au général, elle a aussi bon moral.

Le chauffeur de la Land Rover, qui nous conduit à *Reza-Abad*, à une quinzaine de kilomètres de Mehran, puis au barrage situé au-delà, est un Turkmène de Kirkouk, âgé de vingt-six ans. Il résume la situation de *façon* lapidaire, avec un enthousiasme évident : « *Ils avaient pris nos terres. Mais nous sommes les plus forts. Alors nous avons pris leurs terres à notre tour.*

— Mange-t-il bien ?

— *Oui, nous avons tout ce qu'il nous faut. Du lait, de la viande, du riz...*

— Les Iraniens sont-ils loin ?

— *A 10 kilomètres, mais ils ne nous font pas peur. Nous sommes une armée de héros.* »

Quelques coups de mortier ponctuent ses dires. Le colonel commandant la place précise que ses forces tiennent les sommets et *le défilé qu'on aperçoit* au bout de la route conduisant à Amirabad : « *Cette route est coupée, précise-t-il, un pont ayant été détruit.* »

Sur le chemin du retour, nous parcourrons une trentaine de kilomètres sur la route menant à Desfoul et ferons halte dans un *village* agricole à moitié détruit et transformé en camp retranché. « *Je ne comprend pas*, nous dit le général commandant le secteur, *pourquoi Bani Sadr a annoncé que Mehran avait été reprise par les Iraniens. Comme vous avez pu le voir, ce n'est pas le cas.* »

A la question de savoir pourquoi ses forces ne marchaient pas sur Desfoul, il répond : « *Nous avons accompli la mission fixée par le pouvoir politique. Nous n'avons pas de revendication sur les terres iraniennes. Nous voulons que les Iraniens reconnaissent nos droits. Mais si le pouvoir politique nous ordonne d'aller plus loin, nous irons. Comme vous l'avez vu, de vos propres yeux, notre armée est forte. Elle a un moral formidable.* »

La population confiante

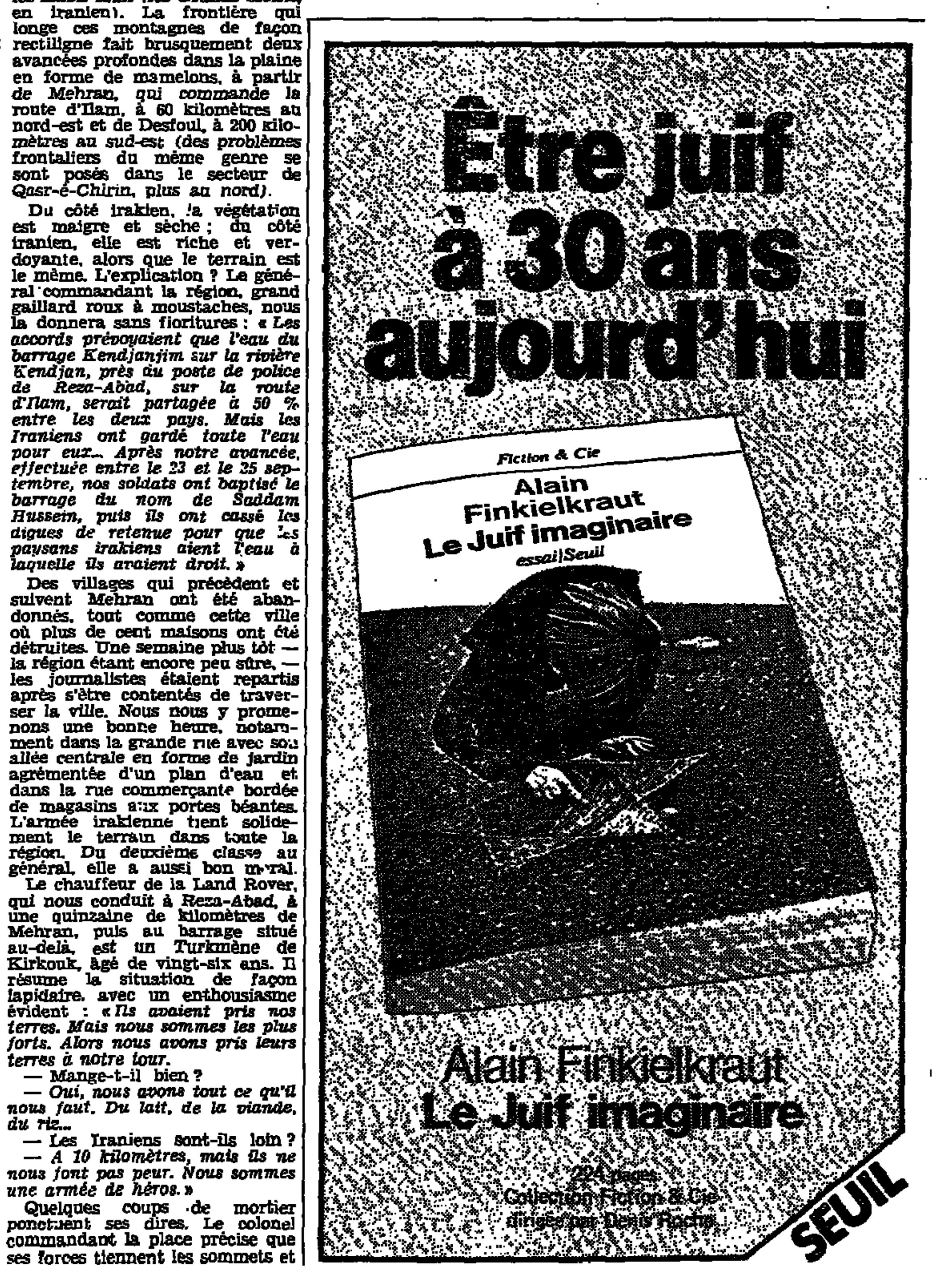
La consolidation des positions acquises et l'annonce du franchissement du fleuve Karoun ont fait une forte impression sur la population et lui ont rendu son enthousiasme.

Le conflit *s'est transformé en* guerre de positions. Les Irakiens avaient commencé à s'interroger *puis ils ont repris confiance en* voyant qu'ils ne manquaient de rien, que la fréquence des raids adverses diminuait et que l'armée irakienne préparait une nouvelle offensive.

Dimanche, on s'est arraché les journaux publiant les premières photos sur le franchissement du Karoun. En outre, bien qu'il soit encore trop tôt pour dresser des bilans, les Irakiens ont le sentiment que les dégâts causés, en particulier à Bagdad et dans la région de Bassora, sont plus spectaculaires que réellement importants. Sans doute du retard sera-t-il pris dans la réalisation de certains projets, mais les autorités se sont attachées à rassurer la population. *Le gouverneur de* la Banque centrale a annoncé que les réserves en or et en devises *atteignent 403 % des importations prévues*, de sorte que l'Irak pourrait « *tenir le coup* » *pendant un an, même s'il* n'exportait pas de pétrole et n'avait aucune rentrée d'argent. Il semble que le fonctionnement de nombreux puits de pétrole — en particulier ceux du champ de Roumeilah, dans le sud — ait été arrêté à titre préventif pour éviter les dégâts qu'auraient causés des bombardements. Au demeurant, l'Arabie Saoudite, et le Koweït se sont engagés à fournir de l'essence à l'Irak s'il venait à en manquer.

Les autorités *font* valoir qu'avec la péninsule arabique et la Jordanie, l'Irak bénéficie d'une « *profondeur stratégique* » et de possibilités que n'a pas l'Iran : « *coincé* » entre l'Afghanistan, *l'U.R.S.S.* et *l'Irak*, sa *seule* ouverture terrestre étant la Turquie. Elles soulignent que l'économie iranienne déjà désorganisée par les grèves contre le chah puis par la révolution islamique est beaucoup plus sensible à « *l'asphyxie* » à la suite des coups portés à Abadan, qui produisait plus de 80 % du pétrole iranien.

PAUL BALTA.



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Moscou prend de plus en plus nettement ses distances à l'égard de Bagdad

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques, qui refusaient de s'ingérer dans le conflit entre l'Irak et l'Iran et prenaient une attitude équilibrée entre les deux belligérants, sont-ils en train de basculer du côté de Téhéran ? S'il est prématuré de répondre par l'affirmative, la question ne s'en pose pas moins après le communiqué publié à l'issue de la visite du président syrien Assad à Moscou. Ce texte contient un paragraphe introduit à la demande de l'U.R.S.S. qui rend hommage au *« rôle historique de la révolution iranienne »*, alors qu'il fait le silence total sur l'Irak. Dans ses premiers commentaires, la presse soviétique n'omettait jamais de vanter les mérites respectifs des deux pays.

Si l'on se souvient que l'Irak a été l'un des pays arabes les plus ouvertement hostiles à l'intervention soviétique en Afghanistan, on comprend pourquoi le Kremlin n'a pas soutenu un pays auquel il est pourtant lié depuis 1972 par un traité d'amitié. La condamnation par le P.C. irakien de la politique de M. Saddam Hussein (*le Monde* du 8 octobre) est significative de l'attitude profonde de Moscou. Enfin, la rupture des relations diplomatiques entre Bagdad et Téhéran au lendemain de la signature du traité d'amitié soviéto-syrien est le signe d'un net refroidissement, d'un désaveu par Bagdad de la politique du Kremlin.

Ménager les Iraniens

Avec l'Iran, l'attitude soviétique est sensiblement différente. Malgré les démentis adressés à la presse internationale, il semble bien que l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Téhéran ait proposé une aide militaire. En tout cas, comme le remarquait le secrétaire général du parti communiste iranien, Toudeh, la *simple neutralité* soviétique constituait déjà une prise de position anti-irakienne, et si les critiques des dirigeants islamiques envers l'U.R.S.S. n'ont guère cessé, les Soviétiques ont manifesté une grande patience, avalant toutes les couleuvres sans protester, comme s'ils tenaient avant tout à ménager les Iraniens.

On serait en droit de penser que, à long terme, l'Iran représente dans la stratégie du Kremlin, une pièce plus importante que l'Irak, du fait de sa situation géographique, de ses richesses et de l'importance de sa population.

Le principal argument qui pourrait retenir les Soviétiques de prendre parti pour Téhéran serait la volonté de ne pas se couper des pays arabes ; mais cette considération a perdu de sa valeur puisque l'unité arabe a, une nouvelle fois, montré sa fragilité à l'occasion de ce conflit. Sans doute l'U.R.S.S. n'a-t-elle jamais admis, du temps même du chah, que l'Iran joue le rôle de gendarme du Golfe, et elle peut craindre que l'intégrisme musulman ne fasse tache d'huile au Proche-Orient, voire dans ses propres républiques d'Asie centrale.

Mais l'orientation anti-américaine du régime de l'imam Khomeiny l'emporte, pour l'U.R.S.S., sur toute autre considération. Les deux seuls mérites de la « révolution iranienne » (le terme de « révolution islamique » est évité) cités par le communiqué soviéto-syrien sont précisément la chute du chah et la liquidation de la mainmise américaine sur l'Iran. Pour le moment, la République des mollahs est un moindre mal, car les autres hypothèses ne sont pas faites pour plaire aux dirigeants soviétiques, qui doivent redouter qu'une déstabilisation plus poussée de leur voisin conduise soit à la victoire des « réalistes » prêts à composer avec Washington, soit à un coup d'Etat perpétré par des militaires pro-occidentaux par formation et par nécessité.

L'hypothèse de la décomposition de l'Etat iranien sous les coups de boutoir irakiens pourrait, certes, offrir quelques occasions à l'U.R.S.S., mais, outre le fait qu'elle ne semble pas en passe de se réaliser, Moscou a suffisamment de soucis avec l'Afghanistan d'un côté, avec la Pologne de l'autre, pour ne pas être tenté par une nouvelle aventure.

En exprimant un soutien à la révolution iranienne, qui fait suite à de nombreux avertissements, les Soviétiques indiquent la limite au-delà de laquelle ils considéreraient que leurs propres intérêts sont en danger. Tout au long de la révolution iranienne, ces avertissements étaient adressés aux Américains, mais ne sont-ils pas valables aussi pour les Irakiens, que ceux-ci fassent ou non le jeu de Washington ?

DANIEL VERNET.

LA FRANCE ENVOIE EN RENFORT DANS L'OCÉAN INDIEN LA FRÉGATE LANCE-MISSILES « SUFFREN »

La France a décidé d'envoyer dans l'océan Indien la frégate lance-missiles *Suffren* en renfort de la flotte de combat et de soutien qui y stationne en permanence. Déplaçant plus de 6 000 tonnes à pleine charge, ce bâtiment moderne — il est en service depuis 1967 — emporte notamment des missiles sol-air Masurca, des armes de lutte anti-sous-marine Malafon et des missiles mer-mer Exocet.

Le départ de Toulon du *Suffren* pour l'océan Indien était prévu de longue date, pour remplacer l'escorteur d'escadre *la Galissonnière* qui s'y trouve depuis plusieurs mois. Mais les événement du Proche-Orient ont contraint les autorités à avancer le départ du *Suffren* qui relèvera, dans la zone même, *la Galissonnière*. En temps normal, en effet, les bâtiments appelés à se relayer se contentent de se croiser sur le chemin.

Ainsi, la force navale de la France dans l'océan Idien sera maintenue à son niveau actuel sans la moindre perte, même momentanée, de puissance de feu éventuelle.

Le *Suffren* rejoindra l'escorteur d'escadre lance-missiles *Bouvet* que la France a déjà envoyé de métropole en renfort dans l'océan Indien. En plus de ces navires, la France maintient une flotte affectée en permanence dans la zone, avec notamment quatre avisos escorteurs (*Commandant-Bourdais*, *Victor-Schoelcher*, *Commandant-Rivière* et *Doudart-de-Lagrée*), un bâtiment atelier *(Jules-Verne)*, un pétrolier ravitailleur (*la Charente*), un navire de transport (*Champlain*), trois patrouilleurs (*l'Epée*, *Altair* et *Etoile-Polaire*) et deux navires de débarquement.

En principe, à la fin d'octobre, l'aviso escorteur *Amiral-Charner*, qui vient de subir un carénage à Lorient, partira, lui aussi, de Toulon pour rallier l'océan Indien et y remplacer un des quatre avisos présents.

Égypte

LIBÉRATION DE SIX FRÈRES MUSULMANS

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Les six Frères musulmans qui demeuraient en prison à la suite des arrestations intervenues au printemps à Minieh, en Haute-Egypte, à l'occasion d'incidents anticoptes qui provoquèrent la mort de deux personnes ont été libérés par ordre du tribunal régional de sûreté de l'Etat, à la fin de septembre, apprend-on de source islamique.

Lors de la présentation des militants islamiques devant cette juridiction, leurs défenseurs ont fait valoir, selon la même source, que le procès intenté pour « *conspiration* » à ces jeunes musulmans était « *monté de toutes pièces par le gouvernement* », « *Halte à l'humiliation de la jeunesse islamique* », « *Honte à la magistrature* », se serait écrié l'un des avocats de la défense, Mᵉ Abdallah Selim, tandis qu'un lieutenant-colonel de la police aurait avoué que les arrestations de Frères musulmans n'avaient pas eu lieu en flagrant délit de violence, mais « *dans l'enceinte de mosquées* » et « *sur instruction du directeur de la sûreté* ». Après cette déposition l'officier de police a, semble-t-il, été muté d'office hors de Minieh.

Les forces de l'ordre ont, d'autre part, empêché les membres des confréries islamiques de Minieh de manifester leur joie à l'occasion de la fin des poursuites contre leurs camarades.

Si les relations restent très tendues depuis le printemps entre le gouvernement et la haute hiérarchie copte à laquelle le raïs reproche de « *provoquer* » l'islam majoritaire égyptien (plus de 85 % de la population) en « *complotant* » avec les coptes émigrés en Amérique du Nord, rien n'indique que l'indulgence dont le pouvoir vient de faire preuve à Minieh à l'endroit de quelques jeunes intégristes va s'étendre à l'ensemble du mouvement extrémiste islamiste. Un bon test sera l'application ou non, au cours de l'année universitaire de la récente interdiction des activités au sein des facultés des organisations islamistes étudiantes.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

ASIE

Japon

Quand les Soviétiques s'opposent à un milliardaire chasseur de trésors...

Tokyo. — Un trésor en or et en platine dans une épave, un criminel de guerre nippon devenu le plus puissant « parrain » de l'extrême droite et le Kremlin. L'intrigue d'une nouvelle superproduction à la James Bond ? Ce sont là les éléments d'une controverse diplomatique entre Moscou et Tokyo qui, dimanche 5 octobre, n'a fait que monter d'un degré : M. Ryoichi Sasakawa, richissime éminence grise du monde politique et fondateur de la ligue anticommuniste mondiale, qui a investi quelque 14 millions de dollars dans la chasse au trésor actuellement menée dans l'épave du croiseur de la flotte tsariste *Amiral-Nakhimov*, coulé en 1905 par les Japonais, a en effet déclaré qu'il était prêt à échanger les lingots d'or et de platine qui gisent par 100 mètres de fond dans le détroit de Tsushima contre les quatre îles des Kouriles occupées par les Soviétiques depuis la seconde guerre mondiale.

A qui appartient l'épave de *l'Amiral-Nakhimov* ? « *On ne peut y toucher sans un accord préalable avec les autorités soviétiques* » est venu dire, vendredi dernier, le chargé d'affaires soviétique au ministère japonais des affaires étrangères. « *L'épave se trouve dans les eaux territoriales nippones* », dit-on du côté japonais, sans grande conviction car, juridiquement, l'affaire est si compliquée que les experts n'ont pas encore trouvé un précédent dans la jurisprudence internationale pour trancher. D'abord, depuis soixante-quinze ans, les Soviétiques n'ont pas réclamé l'épave; ensuite le croiseur ayant été coulé lors de la bataille navale de Tsushima, qui fut d'ailleurs décisive pour les Japonais dans cette guerre qui dura deux ans (1904-1905), peut être considéré, selon les lois de la guerre de l'époque, comme une prise ; enfin l'U.R.S.S. a-t-elle hérité les droits de la Russie tsariste pour revendiquer le navire ? D'un autre côté, l'épave ne se trouve dans les eaux territoriales japonaises que depuis trois ans, lorsque la limite de

De notre correspondant

celles-ci a été portée à douze milles.

Les recherches commencées le 16 septembre ont permis de découvrir une dizaine de lingots de platine, ce qui semble confirmer l'existence, à bord de l'épave, d'un trésor en pièces d'or et en métaux précieux évalué à 3,8 milliards de dollars. M. Sasakawa, qui a financé l'opération sur sa propre fortune, entend faire don du trésor pour promouvoir « *le bonheur de l'humanité* ». Il a ordonné la reprise des recherches « *même si les Soviets envoient des navires de guerre, nous continuerons* », a-t-il affirmé. Cette chasse au trésor, qui irrite Moscou — sans doute moins, pense-t-on à Tokyo, par désir de s'octroyer pièces d'or et lingots que pour ne pas créer un précédent pouvant conduire à l'exploration de l'épave d'un sous-marin nucléaire, qui se trouve au large d'Hawaï — remet surtout en lumière le rôle et les activités du puissant M. Sasakawa.

Un « empire » de 1 milliard de dollars

Tous les Japonais connaissent le visage de ce grand manipulateur des coulisses de la vie politique : pratiquement, chaque jour, une publicité à la télévision le montre en grand-père souriant entouré d'enfants pratiquant les arts martiaux, avec des séquences de courses de hors-bord et un drapeau japonais claquant au vent : « *les profits des courses vont aux œuvres charitables* », dit le commentaire. Agé de quatre-vingts ans, M. Sasakawa est, entre autres, le président de la Fédération des organisateurs de courses de hors-bord, sur lesquelles se greffe un système de paris. Il dispose, en ce domaine, d'un monopole qui lui assure la majorité de ses revenus. Sa fortune personnelle s'élève à 80 millions de dollars, mais, en fait, il contrôle un empire d'une valeur d'un milliard de dollars. Ayant des connections partout, non sans liens avec le milieu, M. Sasakawa a fait et défait des ministères : c'est notamment lui qui a mis au pouvoir, en 1954, M. Sato, le demi-frère de son ami, l'ancien premier ministre Kishi. Il est demeuré extrêmement puissant dans les milieux politiques jusqu'à ces dernières années : « *Il n'y a qu'un homme devant qui je m'incline : c'est l'empereur* », dit-il.

Fils d'un fabricant de saké d'Osaka, M. Sasakawa a commencé sa fortune en spéculant à la Bourse. Devenu riche, il crée son parti politique d'extrême droite et dirige une compagnie aérienne. En 1939, il se rend à Rome pour demander à Mussolini de créer une organisation fasciste privée entre les puissances de l'axe. Il est élu à la Diète en pleine guerre. Sans le moindre remords pour ses actions passées, M. Sasakawa manifeste toujours une grande admiration pour le Duce. Criminel de guerre de la classe A, écroué en même temps que M. Kishi et M. Kodama, ancien espion en Chine qui sera plus tard, lui aussi, l'une des éminences grises de la politique nippone, M. Sasakawa se lie avec les deux hommes.

Il sort de prison sans avoir été jugé, sans doute à la suite d'un marché avec les Américains, dont la grande préoccupation à la fin des années 40 est la montée du communisme en Chine. Puis il refait rapidement fortune grâce aux courses de hors-bord et la promotion des intérêts japonais en Asie du Sud-Est et au Proche-Orient.

Opération de relations publiques destinée à cacher des activités moins avouables ? M. Sasakawa se veut en tout cas un philanthrope : c'est sans doute l'un des plus grands donateurs du monde. Il a récemment proposé de donner 1 million de dollars à l'UNESCO pour créer un prix de la paix, ce qui provoqua un tollé dans l'opposition. Jusqu'à ces derniers jours, il était question qu'il participe au financement de la visite du pape au Japon, prévue au début de l'année.

PHILIPPE PONS.

Chine

Pékin souhaiterait obtenir l'aide de Washington pour moderniser son armée de l'air

Pékin. — Les responsables de la défense chinoise donnent apparemment la priorité à la modernisation de leurs forces aériennes. Divers projets, intéressant d'autres armes, ont été suspendus en vertu de la politique économique de « *réajustement* » qui a entraîné cette année une réduction de l'ordre de 13 % du budget militaire. Plusieurs signes indiquent que ces mesures d'austérité n'affectent pas directement l'aviation. Or l'industrie aéronautique chinoise n'est pas elle-même en mesure de répondre aux besoins que l'on entend satisfaire.

Au mois de janvier dernier l'agence Chine nouvelle a fait état d'essais en vol effectués sur un appareil de combat de fabrication chinoise pouvant théoriquement voler à trois fois la vitesse du son. Mais elle a elle-même rendu compte des conditions de l'expérience en des termes à faire dresser les cheveux sur la tête. Selon les spécialistes occidentaux, l'appareil en question est un biréacteur à ailes delta qui n'existerait encore qu'à une demi-douzaine d'exemplaires et serait incapable de réaliser en vol les performances pour lesquelles il a été conçu.

Les aviateurs chinois se sont donc tournés vers des fournisseurs étrangers soit pour améliorer les appareils dont ils disposent déjà, soit pour s'en procurer de nouveaux.

Un contrat vient ainsi d'être conclu avec la firme Marconi Avionics, filiale de la British Electric, pour un montant de 95 millions de dollars. Il s'agit ici de systèmes électroniques de repérage des objectifs et de tir destinés aux appareils Mig 19 dont la Chine possède quelque deux mille exemplaires.

D'autre part, Pékin s'intéresse depuis longtemps à l'avion britannique à décollage vertical Harrier. Les experts chinois auraient cependant tempéré l'enthousiasme initial en faisant observer que l'emploi d'appareils aussi perfectionnés supposait l'existence et le fonctionnement sans défaillance de services techniques et logistiques au sol que l'armée de l'air chinoise aurait du mal à assurer.

De notre correspondant

C'est dans ces conditions que les responsables chinois se sont tournés vers les constructeurs américains.

Selon des sources dignes de foi, chinoises et occidentales, la Chine serait particulièrement intéressée par deux types d'appareils : le Phantom F4, déjà vendu non seulement à des pays membres de l'OTAN mais également au Japon, à l'Iran, à Israël, etc., et le F 15, lui aussi vendu à l'étranger, notamment à l'Arabie Saoudite Ces deux appareils sont construits par Mc Donnel Douglas, qui est également le constructeur d'avions de transport civils DC 9 super 80, pour lesquels des conversations sont en cours avec la Chine depuis deux ans.

Washington a dit et répété que la livraison à la Chine de matériel militaire « offensif » tel que des avions de combat était exclue. Seules sont officiellement autorisées les ventes d'équipements logistiques ou à usage « mixte » civil et militaire, tels que moyens de transport terrestres et aériens, systèmes d'observation, ordinateurs, etc.

Il semble bien cependant, si l'on en croit certains spécialistes occidentaux, que des conversations exploratoires ou préliminaires aient été engagées dès l'été dernier entre des représentants chinois et les constructeurs américains. Les mêmes spécialistes relèvent le nombre élevé des missions américaines, représentant des groupes liés à l'industrie d'armement, qui se sont succédé en Chine.

Du côté chinois on n'envisage nullement l'achat massif d'appareils qui rendraient les forces aériennes nationales dépendantes, en cas de conflit, de la bonne volonté politique d'un fournisseu rétranger. Les contrats envisagés seraient de nature « technologique », c'est-à-dire comportant la livraison d'un nombre limité d'appareils (quelques dizaines au plus) et l'acquisition de licences permettant la fabrication progressive en Chine même de séries plus importantes.

Du côté américain, il apparaît que l'on cherche, sans revirement trop brutal, à réserver l'avenir. Les ventes des Etats-Unis à la Chine ont décuplé en trois ans pou. dépasser légèrement 1 700 millions de dollars en 1979, mais ce volume pourrait encore augmenter considérablement dans les prochaines années. A condition toutefois, comme Washington le sait parfaitement, qu'une proportion convenable de commandes militaires soit acceptée en même temps que les commandes civiles.

ALAIN JACOB.

Le Monde

publiera demain

- **FRANCE-CHINE** : Le point des relations avant le voyage présidentiel, de notre correspondant Alain Jacob ; des recherches agronomiques complémentaires, par Maurice Arvonny.
- **IDÉES** : Rue Copernic (témoignages et répliques).
- **MÉDECINE** : Une interview du docteur Cline sur les manipulations génétiques pratiquées sur deux jeunes femmes.

هكذا من الأصل

DEUX POINTS DE VUE SUR LE PROBLÈME CORÉEN

Pour la coopération entre le Nord et le Sud

par PHILIPPE MACHEFER (*)

LES temps du « miracle coréen » étant révolus, semble-t-il, les contradictions politiques et sociales de la société sud-coréenne apparaissent désormais au grand jour.

Sur le plan des intérêts français, les grandes sociétés nationales qui ont largement investi en Corée du Sud (P.U.K., Rhône-Poulenc, Creusot-Loire) vont sans doute connaître une stagnation du chiffre d'affaires *qu'elles effectuent dans ce pays*, ce qui conduit, avec logique, nos responsables du commerce extérieur à *mettre en avant nos petites et moyennes industries afin de préserver la présence commerciale française dans cette partie du monde*. Approuveront tous ceux qui sont persuadés qu'il faut davantage armer *nos P.M.I. pour affronter la bataille* du commerce extérieur. Mais, même si l'on admet, avec M. Jean François-Poncet, *que* la croissance de la Corée du Sud n'est pas arrêtée et ne connaît qu'un palier (1), il reste utile de jeter un regard sur l'autre Corée, celle du Nord, et d'envisager les possibilités commerciales qu'elle peut offrir, dès lors que les règlements des dettes de cet Etat à l'extérieur sont en cours et que son gouvernement affirme sa volonté de négocier sur les bases habituelles aux *entreprises occidentales*.

De ce point de vue, la réouverture d'une représentation commerciale à Pyongyang serait souhaitable. De même l'intensification *de* relations culturelles, jusqu'à présent fort modestes, permettrait à la France, si l'on songe à l'importance des *relations* que la Corée du Nord entretient *avec certains pays francophones* d'Afrique, de retrouver une place, ne serait-ce que linguistique, dans une *région d'où elle est, à cet égard*, quasi totalement absente.

Reste posée la question diplomatique. *La France ne reconnaît, en effet*, que la seule République de Corée (du Sud).

* * *

Entraînée dans la deuxième guerre mondiale par le Japon, qui l'occupait depuis 1910, la Corée a été victime des arrangements des grandes puissances et divisée à l'issue du conflit. Engagée, avec l'appui ou l'intervention de la Russie soviétique et de la Chine *pour* le Nord, et l'aide militaire massive des Etats-Unis et de quelques puissances, dont la France, pour le Sud, dans une terrible guerre civile, la Corée reste, trente ans après le déclenchement de cet affrontement, toujours divisée.

Il n'est pas, dans le monde, de *frontière plus imperméable que celle* qui sépare le nord et le sud du pays. Il n'existe même pas de liaisons *postales et dix millions de Coréens* dont les familles sont séparées n'ont jamais reçu de nouvelles des leurs.

La formule « à l'allemande », voulue par le régime de Séoul, c'est-à-dire la consolidation du *statu quo* par la reconnaissance des deux Etats et leur entrée simultanée à l'ONU, n'a pas abouti. C'est qu'un tel scénario ignore les particularités du contexte historique, moral et géopolitique du problème de la Corée, pays d'un même peuple, avec les mêmes traditions historiques deux fois millénaires et dont la nation aspire à retrouver, un jour, son unité.

Le dégagement des grandes puissances dans la région constitue l'élément international de la question.

Il nous faut, pour le percevoir avec lucidité, abandonner le schéma *selon lequel* la *Corée du Sud serait* une sorte de bastion du monde libre, où celui-ci défendrait ses *valeurs de la liberté individuelle* contre un bloc monolithique constitué autour d'un totalitarisme hégémonique soviétique. C'est une vision qui date de la guerre froide des années 50.

La Corée du Nord a 1 400 kilomètres de frontières communes avec la Chine et 15 kilomètres avec l'U.R.S.S. Certes, elle conserve des liens commerciaux importants avec la Russie, et c'est *par la ligne aérienne Moscou-Pyongyang* que l'on gagne le plus facilement ce pays. Ses liens avec la *Chine cependant ne cessent de se* développer. Le président nord-coréen, Kim Il-sung, a donné son *appui à Pékin dans le conflit sino-vietnamien*. En ce qui concerne la question afghane, Pyongyang n'a ni *approuvé ni condamné l'action de* Moscou.

Cela signifierait-il un alignement sur la Chine ? On constatera, plus certainement, que la Corée du Nord s'efforce, dans des conditions difficiles, de suivre une politique indépendante. Elle souhaite, donc, le développement de ses échanges avec le monde industrialisé capitaliste. Le Japon est, aussi, devenu *son premier partenaire non communiste*.

* * *

Au Sud, si Washington a soutenu le régime du défunt général Park *et continue d'entretenir* des troupes dans le pays, affirmant, à chaque période de crise intérieure, qu'il *s'opposera par la force* à toute tentative agressive du Nord — ce dont ce dernier se garderait bien, — la *Corée du Sud ne paraît pas, pour* autant, constituer un élément indispensable du système de sécurité des *Etats-Unis, et l'opinion américaine* ne semble pas prête à accepter l'idée d'un conflit dont la cause se *situerait quelque part sur la ligne* de démarcation de Panmunjom.

Dans de telles *conditions*, le *dégagement des grandes puissances* paraît bien se heurter à des obstacles qui relèvent davantage de *considérations de prestige* que de préoccupations stratégiques réelles. Au cours de sa campagne électorale de 1976, M. Carter s'était engagé à retirer, progressivement, les troupes américaines. Il nous faudrait faire effort pour nous libérer, face à la Corée du Nord, de la mentalité archaïque héritée de la guerre froide, ce que nous avons su accomplir pour la Chine.

Le dégagement réalisé, le processus de réunification doit être le fait des Coréens eux-mêmes. La vigueur *du sentiment national*, au Sud comme au Nord, et la fierté d'un long passé font que les Coréens n'entendent pas *prendre leurs ordres à l'étranger*.

On observera pourtant que l'accroissement des inégalités sociales en Corée du Sud et une excessive préoccupation accordée à la sécurité intérieure du régime ont constitué et continuent de représenter des facteurs retardant l'ouverture du débat avec le Nord. Tant il est évident qu'une société mal intégrée ne peut être à *son aise dans ses contacts avec* une société à système économique et social différent et aussi fortement *intégrée dans ce système que l'est* la société nord-coréenne.

C'est en tenant compte des *caractéristiques propres à chacun des* deux Etats coréens, mais en ayant présent à l'esprit l'intérêt pour la *paix dans cette région du monde* de l'amorce d'un règlement de la question coréenne, que nous sommes *conduits à envisager la* recherche d'un système de coexistence entre le Nord et le Sud à *partir d'un processus d'apaisement* régional, du rétablissement des échanges d'informations sur les *familles, du développement d'échanges* économiques. Le dialogue qui a tourné court en 1972 doit aller dans *ce sens quand il reprendra. La* constitution d'un organisme de coopération intergouvernemental, tel *qu'il était déjà prévu dans le* communiqué commun Nord-Sud du 4 juillet 1972 serait un premier pas *vers la formation de cette confédération* proposée par le Nord qui, tout en respectant les régimes des *deux Etats constituants*, en assurerait la représentation unique à l'ONU. Cette dernière, dont les *Etats-Unis se firent le mandataire* en 1950 et dont le drapeau couvre encore la présence américaine au Sud, étant appelée, à notre avis, à jouer un rôle déterminant dans le rétablissement de la paix.

Sans s'ingérer dans un tel processus, la France aurait grand intérêt à en souhaiter l'heureux aboutissement.

(*) Sénateur (P.S.) des Yvelines.

(1) Débat de politique étrangère, Sénat, 27 juin.

Il n'y a qu'une Corée, mais...

par PIERRE-BERNARD COUSTE (*)

AYANT visité *ces dernières années* et à plusieurs reprises la République populaire dé*mocratique de Corée, dont la capitale* est Pyongyang, et la République de Corée, dont la capitale est Séoul, *et ayant rencontré de nombreux responsables* de la vie politique et économique des deux Corées, j'ai *constaté, malgré la division du* trente-huitième parallèle, cicatrice des affrontements récents entre les *deux parties de la Corée, les traits* fondamentaux et identiques des Coréens dont les qualités méritent *d'être soulignées. Il n'y a bien, en* effet, qu'une Corée.

C'est vrai aujourd'hui, comme ce le fut dans *l'histoire centenaire* de ce pays de vieille civilisation, les Japonais eux-mêmes en convinrent au début de ce siècle, alors que ce pays ne faisait qu'un.

Mais s'il n'y a qu'une Corée, des réalités s'imposent à l'observateur qui a grande sympathie pour ce *peuple*.

Quelles sont ces réalités ?

La plus évidente est que la séparation entre les deux Corées a un caractère absolument imperméable du point de vue de la communication entre les familles, tant du point de vue postal que téléphonique, que les politiques économiques et sociales poursuivies dans chacune des deux parties de la Corée sont, à l'évidence, très différentes dans leur philosophie et dans leurs résultats.

La réunification de la Corée dé*pend évidemment et essentiellement* des Coréens eux-mêmes. C'est pourquoi toutes les initiatives venant du *Nord ou du Sud tendant à cette* réunification ne peuvent être suivies qu'avec intérêt. Mais les responsables politiques de ces deux parties de la Corée peuvent-ils trouver un langage commun alors que les liens qui les unissent, pour la Corée du Sud, aux Etats-Unis, au Japon et au monde occidental et, pour la Corée du Nord, à la Russie soviétique et à la Chine demeurant si évidemment présents ?

L'éventuelle réunification constituant un facteur de paix et de sta*bilisation dans cette partie de l'Asie*, elle mettrait un terme au risque permanent d'affrontements militaires entre les deux Corées. Il semble donc que ce serait *au niveau du Conseil de* sécurité, parmi ses membres permanents, et donc par la France, qu'à l'occasion *de la* prochaine Assemblée générale des Nations unies des initiatives pourraient être prises.

Quelles pourraient être ces initiatives ?

Proposer la reconnaissance diplomatique des réalités, c'est-à-dire que l'Union soviétique et la Chine *reconnaissent Séoul, et que la* France, les Etats-Unis, le Japon et les alliés occidentaux reconnaissent *le régime de Pyongyang. Les conséquences* de cette initiative pourraient être de voir siéger aux Nations unies les deux Républiques de Corée. Ce serait certainement une des voies permettant, dans le cadre des Nations *unies et le moment venu, d'organiser* des élections libres selon des procédures qui auraient pu être l'objet *de discussions approfondies entre* les deux Républiques et suivant les désirs de leurs peuples.

Mes collègues (1) qui se sont rendus en République populaire de Corée ont été impressionnés, comme moi-même, par les propos du maréchal Kim Il-sung quand il a déclaré que ce qu'il recherchait, c'était le bien des Coréens, et semble-t-il avant même le maintien et le développement du communisme.

N'est-ce *pas en outre la première* fois que le secrétaire général du *comité central du Parti du travail* reçoit un Américain, le congressman Stephan Solarz (2), tenant compte *par là-même de la situation mouvante* qui se développe en Corée du Sud.

N'est-ce pas alors l'occasion par des initiatives politiques de donner aux responsables coréens la possibilité de démontrer que, pour eux comme pour nous, il n'y a qu'une Corée, et qu'en tout état de cause nous désirons avoir des relations avec l'ensemble du peuple coréen, quels que puissent être ses choix.

(*) Député du Rhône (apparenté au R.P.R.), membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, *président* du groupe d'études pour l'extension des relations économiques, culturelles et d'amitié avec la République populaire démocratique de Corée.

(1) La délégation du groupe d'études pour l'extension des relations économiques, culturelles et d'amitié avec la République populaire démocratique de Corée comprenait MM. Brunhes (P.C.F.), de Gastine (R.P.R.), Vivien (P.S.), Feretti (U.D.F.).

(2) Stephan Solarz est représentant démocrate de l'Etat de New-York.

DIPLOMATIE

Prévus pour le 13 octobre à Genève

LES POURPARLERS SUR LES EUROMISSILES NE S'OUVRIRONT PAS AVANT LE MILIEU DE LA SEMAINE

Les entretiens préliminaires sur les armements eurostratégiques, qui devaient s'ouvrir ce lundi 13 octobre à Genève entre Soviétiques et Américains, ne commenceront pas avant le milieu de la semaine, peut-être le jeudi 16, rapporte notre correspondante Isabelle Vichniac. Ni la délégation américaine, qui sera dirigée par M. Spurgeon Keeny, directeur adjoint de l'Agence américaine pour le désarmement et le contrôle des armements (ACDA), ni la délégation soviétique, dont la composition n'est pas connue, n'étaient arrivées ce lundi sur les bords du Léman. Du côté américain, qui semble avoir pris l'initiative de l'ajournement, on fait valoir que ce lundi est la « journée de Christophe Colomb », jour férié aux Etats-Unis.

MM. Muskie et Gromyko s'étaient pourtant mis d'accord lors de leur entrevue du 25 septembre pour ouvrir les entretiens préliminaires le 13 octobre. Selon certaines rumeurs, dont fait état l'A.F.P., M. Carter serait *moins* désireux maintenant d'ouvrir trop tôt ces conversations, de peur de prêter le flanc aux critiques de M. Reagan contre les SALT et sa politique envers l'U.R.S.S. Rappelons que les deux parties ne sont d'accord ni sur l'ordre du jour ni sur l'objectif immédiat à assigner à ces pourparlers.

● *A l'occasion du voyage du président de la République en Chine.* France-Inter propose une série de reportages qui seront diffusés du 14 au 21 octobre au cours des journaux d'information, ainsi que quatre rendez-vous fixes par jour, dont trois en direct de Chine.

D'autre part, sur TF 1, Yves Mourousi présentera le journal de 13 heures en direct de Shanghaï, tandis que Gérard Saint-Paul et Alain Fernbach suivront l'ensemble du voyage.

AMÉRIQUES

Le Nordeste brésilien revisité

I. — LA LENTE MORT DE LA CANNE A SUCRE

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAK

Recife. — Après Recife, alors que le véhicule s'enfonce dans l'intérieur, les régions se succèdent, clairement délimitées comme dans un livre de géographie. C'est d'abord la zona da mata, collines verdoyantes et humides qui évoquent plutôt les Midlands anglais que le Nordeste — le Nord-Est — brésilien. A l'approche de l'agreste, l'ocre succède au vert, et les bosquets s'étiolent. Le *sertao* s'installe progressivement, au fur et à mesure que le terrain s'aplanit. Végétation rachitique de branches et d'épines jaunies par la poussière de la terre assoiffée, soleil de plomb et vent asséchant les visages.

Au cœur du Nordeste, l'Etat de Pernambouc semble immuable. Il faut, pour s'en dissuader, revenir à Recife, à 2 500 kilomètres au nord de Rio, hier l'une des villes les plus politisées du pays. Qui a vécu la longue hibernation politique imposée au Brésil pendant quinze ans par le régime militaire s'étonne aujourd'hui de voir MM. Francisco Juliao et Miguel Arraes discuter dans une librairie la problématique nationale, ou M. Gregario Bezerra recevoir, dans une modeste maison des faubourgs, des dirigeants syndicaux.

L'Etat abrite aujourd'hui le plus grand nombre d'exilés politiques du pays. Il constitue donc un test pour la politique d'ouverture du régime militaire. D'autant qu'il est traditionnellement la poudrière sociale du Brésil. C'est là qu'en 1955 un avocat peu connu, M. Francisco Juliao, a fondé une Société agricole des planteurs, esquisse des Ligues paysannes, première organisation syndicale rurale qui inquiéta fort les militaires en son temps.

C'est là qu'un fils de paysans, M. Gregorio Bezerra, qui allait devenir l'un des principaux dirigeants du parti communiste, mit sur pied, au début des années 60, dans la région des cannes à sucre, un important réseau de syndicats paysans. C'est là qu'un front populaire, regroupant le parti socialiste de M. Juliao, les communistes, divers groupements de gauche et, plus mollement, le parti travailliste, porta, en 1963, au gouvernement de la région M. Miguel Arraes. Les velléités de transformation sociale de cet ancien préfet de Recife inquiétèrent le président Goulart lui-même, qui envisagea de destituer l'incommode gouverneur.

Eliminés de la scène politique par le coup d'Etat militaire de 1964, emprisonnés, exilés, MM. Arraes, Bezerra et Juliao sont, comme bien d'autres, de retour. Au moment de leur arrivée à Recife, en octobre 1979, un mouvement de grève s'esquissait parmi les deux cent cinquante mille travailleurs de la canne à sucre pour la première fois depuis 1964. Il a repris cet automne, sur une plus grande échelle.

Les exilés reconnaissent que l'appareil qui soutenait autrefois les grands mouvements de mobilisation populaire dans la région se trouve aujourd'hui démantelé. « *Tous les anciens dirigeants des Ligues paysannes que j'ai revus sont devenus des travailleurs migrants* », affirme M. Juliao.

C'est que la répression a été plus violente encore ici que dans les grandes villes du sud du pays. La quasi-totalité des syndicats de la zone sucrière ont souffert d'une *intervençao* du gouvernement militaire : les directions élues, destituées, ont été remplacées par des éléments imposés d'en haut. La plupart des dirigeants ont perdu leur emploi et ont dû changer de région. Nombre d'entre eux furent même emprisonnés et torturés. Jusque-là exempt, contrairement à Rio-de-Janeiro et à Sao-Paulo, des vices du *peleguismo* (c'est-à-dire de la dépendance du mouvement ouvrier à l'égard du pouvoir), le Pernambouc connut à son tour un système syndical plus représentatif des employeurs que des travailleurs. La cassure fut donc profonde, et les organisations populaires d'hier en sont encore à panser leurs plaies.

Le pays, cependant, a changé. Les contradictions sociales se sont aggravées. Aujourd'hui, il est devenu l'image caricaturale de la crise économique et sociale dont souffre le Brésil. Et personne, même dans les milieux officiels, ne cache sa crainte de l'avenir.

Depuis des siècles, le Pernambouc vit de la canne à sucre. Elle y est cultivée dans la *zona da mata*, cette frange de terre verdoyante de 60 kilomètres de large environ qui s'étend le long de l'océan Atlantique, coincée entre les sables du littoral et l'aridité du « polygone de la sécheresse » de l'intérieur. Culture extensive d'exportation, occupant les seules terres humides de la région, elle a relégué les petits agriculteurs à l'intérieur, vers l'*agreste*, région intermédiaire qui court parallèlement à la *zona da mata* et dernier refuge d'une végétation déjà jaunie et poussiéreuse avant le le soleil de l'implacable *sertao*.

A l'époque du cycle du sucre, le Pernambouc était la base économique du pays tout entier. Mais il a depuis souffert d'une lente et progressive dégénérescence, qui prend l'aspect d'une agonie. La canne à sucre, implantée dans la région il y a quatre cents ans, à une époque où l'on ne songeait guère à la mécanisation, a occupé des terrains valonnés, ce qui rend difficile la modernisation. Aujourd'hui, la région doit faire face à la concurrence de l'Etat de Sao-Paulo, moderne et efficace, dont les rendements sont très supérieurs, vu l'utilisation massive d'engrais. Or, 1 hectare donne 63 tonnes de canne à Sao-Paulo, et 48 seulement dans le Pernambouc.

Il y a trente ans, on produisait ici encore 32 % du sucre du pays, et Sao-Paulo 28 %. Aujourd'hui, les pourcentages sont passés respectivement à 15 et 50 %. Entre 1967 et 1976, le taux de croissance moyen de l'agriculture, dans le Pernambouc, a péniblement atteint 1,8 % par an, contre une moyenne de 4,4 % dans les deux décennies antérieures. Les fluctuations du cours international du sucre ont achevé de compliquer la situation. « *Au début des années 70 lorsque les cours étaient favorables, tout le monde a commencé à s'endetter pour agrandir ses installations, stimulé par le gouvernement* », explique M. Gilson Machado, président du Syndicat des propriétaires d'usines sucrières. « *Quelques années après, lorsqu'il a fallu commencer à rembourser, les cours sont tombés* », poursuit-il.

La politique de bas prix agricoles imposée par le gouvernement militaire à l'époque du « miracle économique » a contribué à aggraver la crise. « *Depuis plusieurs années, le prix de la canne est inférieur au coût de production* », affirme le président des fournisseurs de canne, M. Antonio Celso Cavalcanti, qui nous montre une étude selon laquelle la différence serait, cette année, de 32 %. « *C'est là une situation sans issue, d'autant que 70 % des planteurs de canne sont des petits producteurs. La plupart d'entre eux ne sont pas propriétaires de la terre, mais la reçoivent en location des usines sucrières, ce qui leur interdit de se reconvertir à d'autres activités.* » Entre des planteurs qui demandent une hausse du prix de la canne et des *usineiros* (propriétaires des usines où l'on extrait le sucre) qui invoquent la concurrence de Sao-Paulo la crise paraît sans solution.



Ses principales victimes sont les travailleurs. Tant les syndicats patronaux que les milieux officiels reconnaissent que la situation sociale dans la *zona da mata* est tragique. Puis, ils invoquent la conjoncture pour justifier l'immobilisme ! Le deuxième plan de développement de l'Etat pour 1980-1983 reconnait la réalité d'une « *prolétarisation du travailleur rural* ». Elle y est expliquée comme « *une conséquence de la pénétration des relations capitalistes dans les campagnes, laquelle a abouti à la constitution d'une force de travail migrante dans le secteur de la canne* ».

Pendant des siècles, sous l'égide d'un système de type paternaliste, les travailleurs du sucre avaient bénéficié d'une certaine stabilité. Le système esclavagiste était, à la fin du dix-neuvième siècle, une structure patriarcale, où le grand propriétaire nourrissait ses travailleurs, à défaut de les payer. Ce n'est qu'à l'époque de la *zafra* (récolte) qu'il faisait appel à un petit nombre de salariés, les *corumbas*, petits agriculteurs abandonnant pour quelques mois leurs cultures de l'*agreste*, vers lesquelles ils retournent ensuite.

En basculant dans un système d'économie moderne, le Pernambouc a connu un bouleversement de ses structures sociales. La politique de bas prix agricoles, les incitations gouvernementales en faveur de l'élevage, faible employeur de main-d'œuvre : tout cela a définitivement chassé de l'*agreste* des milliers de petits agriculteurs. Une étude du sociologue Bonifacio Andrade montre qu'entre 1959 et 1970 les cultures ont augmenté dans l'*agreste* de 13 %, les troupeaux de 141 %. « *Le bœuf chasse l'homme* », dit-on proverbialement dans la région.

Les ruraux qui ont dû quitter l'*agreste* sont arrivés dans la *zona da mata* à l'époque où la crise s'y développait. Les cultivateurs de canne et les *usineiros* — profitant de la situation du marché de l'emploi qui leur devenait favorable, et désireux d'éviter à l'égard des travailleurs les obligations sociales imposées à l'époque de M. Arraes — eurent recours massivement aux salariés saisonniers.

C'est ainsi que se sont multipliés les *boias frias* (1), ces travailleurs migrants et sans terre qui vont de plantation en plantation. Installés le plus souvent dans les quartiers marginaux des petites villes de la *zona da mata*, payés en dessous du salaire minimum, à 5 ou 6 francs par jour, ils sont transportés en camion par les *gatos* — les recruteurs de main-d'œuvre qui parcourent la région au service des planteurs de canne.

Travailleurs migrants, ils perdent donc le droit à l'usufruit de 2 hectares de terre que leur reconnait pourtant le statut de la terre promulgué en 1964 par le régime militaire pour détendre le climat dans les campagnes. Ils se retrouvent sans protection, et la plupart sans document de travail. Selon les chiffres officiels de l'enquête nationale sur les domiciles réalisée en 1976, 54 % des travailleurs des neuf Etats du Nordeste n'ont pas de carte de travail légale. Les *boias frias* constituent un réservoir de main-d'œuvre difficilement « syndicalisable », vu leur instabilité. Ils peuvent servir à briser les grèves des travailleurs à emploi fixe.

Après quelques années d'existence incertaine, nombre d'entre eux tentent, finalement, l'aventure de l'émigration vers la ville. Qui voyage aujourd'hui dans l'intérieur de Nordeste ne rencontre que vieillards, femmes et enfants. La plupart des jeunes en âge de travailler ont définitivement quitté la région. Sao-Paulo reste leur grand pôle d'attraction. Toutes les petites bourgades de l'intérieur, même celles qui ne sont pas directement reliées aux grandes villes de la région, ont leur service d'autobus directs pour Sao-Paulo. La grande métropole méridionale est sans doute aujourd'hui, dans ses faubourgs industriels, la plus grande ville « nordestine ».

Pour ceux qui hésitent à franchir les 3 000 kilomètres qui les séparent de Sao-Paulo, l'alternative est l'entassement à Recife. Or la principale ville du Nordeste n'est guère en condition de les accueillir. Elle tend à devenir la plus incontrôlable des villes brésiliennes.

Prochain article :

RECIFE VILLE « BOUFFIE »

(1) Littéralement : les « bouffe-froid », car ils apportent leur gamelle avec eux pour déjeuner sur le terrain.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'arrivée bruyante de la « nouvelle droite évangélique » sur la scène électorale

Washington. — *« Le sujet le plus important de cette campagne présidentielle n'est ni la politique étrangère ni le chômage ou l'inflation,* écrivait récemment un éditorialiste du *New York Times, c'est le rôle de la religion dans la politique américaine. »* Sans aller aussi loin, on peut constater l'arrivée bruyante de la « nouvelle droite évangélique » sur la scène électorale. Si les candidats à la Maison blanche sont obligés d'en tenir compte, les grandes confessions religieuses ne cachent pas leur inquiétude. Le 6 octobre, des responsables baptiste, luthérien, catholique et juif ont réuni une conférence de presse commune à Washington pour dénoncer ce mouvement, qui menace, selon eux, la séparation entre les Eglises et l'Etat.

Les « evangelicals » proviennent de plusieurs familles religieuses : baptiste surtout, mais aussi méthodiste, presbytérienne, luthérienne, espiscopalienne et même catholique. Ils se distinguent des Eglises protestantes traditionnelles par leur conservatisme et leur recrutement plus populaire, avec une forte proportion de sudistes, de ruraux, de femmes et de Noirs. Une récente enquête de l'institut Gallup les avait évalués à *30 millions*, soit *19 %* de la population américaine, en partant de la définition suivante : *ce sont des chrétiens qui se déclarent « nés à nouveau » (born again)*, veulent appliquer la Bible à la lettre et convertir leurs proches.

De notre correspondant

La séparation des Eglises et de l'Etat n'a jamais été très claire dans ce pays où, souvent, tout semble se confondre : la foi en Dieu, la charité quotidienne et l'espérance en la destinée de l'Amérique. Les grandes confessions sont mal placées pour dénoncer l'activité politique des « evangelicals ». Dans les années 60, beaucoup de leurs responsables s'étaient engagés dans la bataille des droits civils ou du pacifisme, et aucun libéral n'avait songé alors à dénoncer une « christianisation » des affaires publiques. Les pasteurs des Eglises protestantes noires sont d'ailleurs réunis ces jours-ci à Chicago avec l'intention de refaire surface. Les désordres récents de Miami et d'ailleurs ont confirmé leur perte d'influence sur la communauté noire, et ils estiment urgent de réagir.

La nouveauté de cette campagne électorale n'est donc pas l'engagement politique des chrétiens, mais l'arrivée sur scène de chrétiens qui méprisaient la politique. Car les « evangelicals » professaient jusqu'à présent une foi privée, ils cherchaient à se mettre en règle avec le ciel plutôt qu'à bâtir le royaume de Dieu sur terre. Leurs nouveaux leaders ne se contentent pas de pourfendre à haute voix la laïcité des écoles publiques, l'homosexualité et l'avortement, ainsi que l'amendement à la Constitution sur l'égalité entre hommes et femmes : ils s'en prennent aux impôts trop lourds, aux accords sur la limitation des armements stratégiques, au sort réservé à Taiwan.

Une dimension nationale

L'autre nouveauté est la dimension nationale du mouvement. Les Eglises protestantes américaines ont toujours été très fragmentées, et leurs ministres n'exerçaient qu'une influence locale. Les « evangelicals », *eux, coordonnent* leurs activités, font un usage massif de la radio — très écoutée dans les milieux ruraux — et de la télévision.

Séparées de l'Etat en vertu du premier amendement constitutionnel, les Eglises américaines ont été poussées à la concurrence. Il existe depuis longtemps un libre marché de la religion, dans lequel les réussites se comptent en nombre de fidèles. En général, les Eglises ont essayé de s'adapter aux évolutions de la société, mais, paradoxalement, ce sont ceux qui refusent l'adaptation, les « evangelicals », qui ont maintenant le vent en poupe. Non seulement ils ne s'adaptent pas, mais ils veulent imposer leur morale, menaçant ainsi le pluralisme fondamental du *melting pot* américain.

Le leader le plus en vue est le révérend Jerry Falwell, qui a fondé l'association La majorité morale (quatre millions de membres déclarés). Agé de quarante-sept ans, ce pasteur baptiste de Virginie apparaît comme la grande vedette de l'« evangelisme électronique ». Son service dominical est diffusé par plus de six cents chaînes de radio et de télévision. Homme d'affaires avisé, M. Falwell travaille en liaison avec d'autres groupes « evangelicals » qui se sont jurés de barrer la route du Congrès à un certain nombre de candidats libéraux. Les menaces de ce nouveau lobby sont prises au sérieux : il a déjà fait perdre les primaires de l'Alabama à M. John Buchanan, républicain modéré et... pasteur baptiste.

Le révérend Falwell affirme ne soutenir aucun candidat à l'élection présidentielle. *« Je me prononce sur des thèmes, non sur des hommes »*, répète-t-il. Mais chacun a deviné que son thème favori s'appelait Reagan. Le candidat républicain s'était taillé un grand succès le 22 août à Dallas devant dix-sept mille « evangelicals ». Il avait mis en doute la théorie de l'évolution et donné de la Constitution américaine une interprétation assez peu laïque.

Les « evangelicals » ne sont guère différents politiquement de l'ensemble des Américains si l'on en croit le sondage Gallup d'août dernier. Près de la moitié se déclarent démocrates, et un bon tiers ne sont pas inscrits sur les listes électorales. On se demande s'ils vont effectivement changer de camp et, comme l'affirme le pasteur Falwell, voter en plus grand nombre que les fois précédentes.

Le plus curieux est que M. Carter (baptiste), M. Reagan (presbytérien) et M. Anderson (libre Eglise d'Amérique) se déclarent tous trois « evangelicals ». Mais seul le premier est vraiment perçu ainsi par les « chrétiens nés à nouveau ». L'image du prédicateur de l'église de Plains demeure vivace, même s'il représente un courant minoritaire — plus moderne et plus social — de cette famille religieuse aux contours très vagues.

« Le président Carter nous a déçus », disent un certain nombre de pasteurs « evangelicals ». Ils lui reprochent ses décisions politiques mais aussi le choix de ses collaborateurs. Seront-ils suivis par leurs troupes ? Le cardinal-archevêque de Boston a fait une douloureuse expérience aux primaires du mois dernier dans le Massachusetts. Il demandait aux fidèles de ne pas voter pour les candidats favorables à l'avortement, et ce sont justement ces candidats qui ont été désignés dans ces circonscriptions à majorité catholique.

ROBERT SOLÉ.

LES VISAS ACCORDÉS A QUATRE NÉO-NAZIS BELGES SONT ANNULÉS

Marietta (Géorgie) (*A.P.*). — Le département d'Etat a annulé, samedi 11 octobre, les visas de quatre dirigeants de l'organisation néo-nazie flamande Vlaamse Militanten Orde, qui avaient rencontré le même jour le militant raciste américain J.B. Stoner. Un porte-parole du service de l'immigration d'Atlanta (Géorgie) a précisé que les quatre ressortissants belges avaient accepté de quitter les Etats-Unis dimanche plutôt que d'être soumis aux procédures d'expulsion.

M. Stoner et une cinquantaine de ses partisans avaient organisé une réunion sur la question de l'immigration non blanche aux Etats-Unis, à laquelle ont participé les quatre néo-nazis flamands. M. Stoner, un avocat de Marietta âgé de cinquante-six ans, dirige le parti national, une petite organisation qui défend la thèse de la *« suprématie blanche »*.

EUROPE

Pologne

M. Kania s'entretient à Varsovie avec M. Baïbakov responsable soviétique de la planification

Varsovie (*A.F.P.*). — M. Kania, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais a reçu, samedi 11 septembre, M. Nicolas Baïbakov, vice-premier ministre soviétique et président de la commission du Plan. Selon l'agence PAP, l'entretien, auquel assistaient le premier ministre, M. Pinkowski, et M. Olszowski, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, a porté sur la coopération économique polono-soviétique.

D'autre part, *Trybuna Ludu*, organe central du parti, a précisé que le comité des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, qui doit se réunir dans le courant de la deuxième quinzaine d'octobre dans la capitale polonaise, examinera des *« questions relatives à la conférence de Madrid (C.S.C.E.) et à la convocation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe. On peut s'attendre que la réunion des ministres aura une grande importance pour le dialogue Est-Ouest. »*

L'agence Tass n'a pas publié cet ordre du jour et sa publication par *Trybuna Ludu* déroge à la règle du silence qui a sans cesse prévalu dans de pareils cas. Elle vise sans doute à rassurer une opinion très attentive à toute réaction des autres pays du camp socialiste et de l'U.R.S.S.

Cette impression est renforcée par le fait que *Trybuna Ludu* consacre un commentaire à l'événement, ce qui est inhabituel ; le journal écrit que le comité des ministres des affaires étrangères n'est qu'un *« organe d'appoint »* dont le but est d'*« approfondir la coopération politique des pays de la communauté socialiste dans l'arène internationale »*. Il précise aussi que la prochaine Assemblée n'est pas une réunion extraordinaire puisque le comité se réunit, en principe, deux fois par an et que c'était au tour de la Pologne d'être le pays hôte.

M. Kania a également reçu samedi les réalisateurs Andrzej Wajda et Jerzy Kawalerowicz en leurs qualités respectives de président et président honoraire de l'Association des cinéastes polonais. Les professionnels du cinema ont exposé à M. Kania les problèmes de l'industrie du film et l'ont informé des préparatifs du prochain congrès extraordinaire de leur association. Les deux parties, a indiqué l'agence PAP, sont convenues de la nécessité de maintenir à son niveau actuel la production cinématographique et de régler les problèmes en suspens sur la base d'une coopération entre l'Association des cinéastes et le ministère de la culture. La cinématographie est l'un des secteurs dans lesquels le conseil des ministres avait récemment décidé de réaliser des économies.

D'autre part, quatre nouveaux syndicats indépendants ont été enregistrés le 11 octobre. En tout douze organisations ouvrières ont acquis une personnalité juridique leur permettant d'agir en toute légalité. Seize autres demandes, dont celle du syndicat Solidarité (rassemblement de trente-cinq syndicats indépendants dirigé par Lech Walesa) sont encore à l'étude.

L'enregistrement du Syndicat des employés civils de l'armée retient l'attention, car le tribunal lui a reconnu une dimension nationale. Ce fait est d'une importance particulière dans la mesure où le tribunal a justement fait obstacle à l'enregistrement du syndicat Solidarité parce que ce dernier entend être agréé à l'échelle nationale. Récemment, le tribunal avait aussi différé l'enregistrement du Syndicat indépendant des retraités et pensionnés avec siège à Wroclaw qui demandait aussi l'autorisation d'exercer ses activités sur l'ensemble du pays.

● *Une exposition Charles de Gaulle* devait être inaugurée ce lundi 13 octobre, à Varsovie, au palais Casimir, siège du rectorat, par M. Gaston Palewski, président de l'Institut Charles de Gaulle. Elle rassemble les panneaux photographiques et les affiches illustrant la vie du général de Gaulle et les grands thèmes de sa pensée qui avaient déjà été présentés à Paris, en novembre 1978, à l'Hôtel de Ville.

Suisse

LA POLICE A DISPERSÉ DE NOUVELLES MANIFESTATIONS DE JEUNES A ZURICH

(De notre correspondant.)

Berne. — Quelque cinq cents jeunes gens ont défilé samedi 11 octobre, dans le centre de Lausanne, derrière une banderole proclamant : *« Nous ne voulons pas d'un monde où la garantie de ne pas mourir de faim se paie par le risque de mourir d'ennui. »* Contrairement à la semaine précédente, les forces de l'ordre sont demeurées pratiquement invisibles, et aucun incident notable n'a été signalé.

A Zurich, au contraire, la police est intervenue en force le même jour pour disperser de jeunes mécontents qui avaient investi la fameuse Bahnhofstrasse. Dans une atmosphère de kermesse, les manifestants avaient entrepris d'informer les passants et d'ouvrir le dialogue. Des tracts réclamaient la réouverture du Centre autonome, la libération des personnes encore détenues et des logements à des prix abordables pour les jeunes Zurichois. — J.-C. B.

Espagne

Le gouvernement semble décidé à accélérer le processus de régionalisation

M. Oreja, ancien ministre des affaires étrangères, a été nommé gouverneur général du Pays basque, a-t-on annoncé samedi 11 octobre à Madrid. Il est le premier gouverneur nommé dans le cadre du régime d'autonomie. Il assumera les pouvoirs résiduels laissés au gouvernement central et assurera la liaison entre Madrid et l'administration régionale.

De notre correspondant

Madrid. — La situation se complique sur l'échiquier politique basque au moment où Madrid semble décidé à débloquer le processus de régionalisation. Frappée par une série d'arrestations, la coalition Herri Batasuna (Union populaire), qui a le soutien d'environ 15 % des électeurs basques, menace de passer à la clandestinité. Les autorités ont commencé à sévir contre Herri Batasuna lorsque l'un de ses dirigeants, M. José-Antonio Urbiola, a publiquement identifié ses objectifs à ceux de l'aile militaire de l'ETA. A la suite de cette déclaration, M. Urbiola est détenu depuis plus d'un mois à la prison de Carabanchel à Madrid. Après l'arrestation d'un autre dirigeant de la coalition, le porte-parole de Herri Batasuna a déclaré : *« S'il nous faut passer à la clandestinité, Herri Batasuna disparaîtra des institutions et emploiera d'autres méthodes de combat. S'ils nous traquent, qu'ils nous traquent dans la lutte. »*

Malaise également au sein de l'autre coalition, Euskadiko Eskerra (la gauche basque), proche de l'aile politico-militaire de l'ETA (moins violente et extrémiste que l'aile militaire). M. Mario Onaindia, l'un des dirigeants de cette coalition, a critiqué *« l'inquiétant virage stratégique »* que semblait indiquer l'assassinat par les « polimili » d'un dirigeant local de l'Union du centre démocratique du premier ministre, M. Suarez.

La radicalisation des politico-militaires a coïncidé avec une nouvelle offensive de l'aile militaire de l'ETA, qui a fait dix morts en un peu plus d'une semaine au Pays basque. Cette recrudescence des attentats séparatistes va de pair avec quelques progrès sur l'application du statut basque d'autonomie, que l'ETA militaire rejette.

Le transfert, longtemps attendu, d'une série de compétences du pouvoir central au gouvernement basque a permis au président de ce gouvernement, M. Carlos Garaicoechea, de rencontrer à Madrid M. Suarez. Cet entretien était le premier depuis la négociation du statut, il y a plus d'un an. Le dirigeant a obtenu la création d'une chaîne de télévision basque, mais n'est pas parvenu à un accord permettant la mise sur pied d'une police autonome.

En Galice — troisième « nationalité historique » espagnole, avec le Pays basque et la Catalogne, et autre front de revendication autonomiste, — les parlementaires de tous les partis se sont mis d'accord sur une série de modifications au projet de statut. La voie est ouverte pour un référendum, qui pourrait avoir lieu avant la fin de l'année.

(Intérim.)

EUROPE

Turquie

UN MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

MM. Demirel et Ecevit sont remis en liberté

De notre correspondant

Ankara. — Le Conseil national de sécurité a autorisé MM. Ecevit et Demirel, respectivement président du parti républicain du peuple et président du Parti de la justice, à regagner leur domicile le samedi 11 octobre, après un séjour d'un mois *« sous la protection de l'armée »* dans un centre de vacances militaires. Le même jour, dix-neuf parlementaires du Parti de la justice et quarante-sept du parti républicain placés sous garde à vue depuis près d'un mois ont été libérés (trois élus républicains restent détenus). Plusieurs dirigeants syndicalistes ont été eux aussi relâchés.

MM. Ecevit et Demirel, dont les photos réapparaissent en bonne place dans la presse, s'abstiendront probablement de faire des déclarations dans un proche avenir. Les militaires leur ont fait savoir qu'ils pouvaient communiquer librement avec l'extérieur et recevoir à leur domicile sans aucune discrimination.

En revanche, l'ancien colonel Turkes, chef du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) amené à Ankara, jeudi, en compagnie de M. Erbakan, chef du Parti du salut national (pro-islamique), après un séjour dans la base navale d'Uzunada, près d'Izmir, n'a pas bénéficié d'un sort aussi favorable. M. Turkes et vingt-huit de ses amis, dont seize parlementaires ont été écroués à la prison militaire d'Ankara. M. Turkes et ses partisans sont passibles de l'article 149 du code pénal, prévoyant des peines allant de six à vingt ans de prison pour les auteurs d'actions armées contre le gouvernement, ou tendant à *« inciter le peuple à la révolte »*. On croit savoir que les responsables du Parti du mouvement nationaliste et de ses organisations annexes risquent d'être mis en cause, notamment à propos d'incidents sanglants entre les membres de sectes religieuses.

M. Erbakan et plusieurs de ses amis sont accusés pour leur part d'avoir violé l'article 163 du code pénal qui réprime les menées antilaïques. Cependant, le tribunal militaire a décidé de relâcher M. Erbakan et six autres dirigeants, lesquels seront laissés en liberté avant d'être jugés.

D'autre part, le Conseil national de sécurité a approuvé un remaniement au sein du haut commandement. Vingt - quatre généraux des forces terrestres, six de l'armée de l'air et sept amiraux, ainsi que trois colonels se sont vu attribuer de nouvelles responsabilités.

Le Conseil national de sécurité, a demandé ce changement afin d'éliminer tout risque de politisation de l'armée. Le chef de l'Etat, le général Evren remarquait, il y a deux semaines, devant les cadets de l'école militaire d'Ankara, que l'armée devrait se garder de se mêler de politique pour le bien du pays. *« Seuls, nous, les cinq membres du Conseil, étions obligés d'agir politiquement, et cela en respectant toute la hiérarchie militaire. »* Il avait confirmé qu'il comptait abandonner le pouvoir dès que possible.

ARTUN UNSAL.

Grande-Bretagne

Les rumeurs sur la démission prochaine de M. Callaghan avivent les oppositions au sein du parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — Le conflit entre les tendances du mouvement travailliste s'aggrave avec le choix du futur dirigeant du parti. M. Callaghan, qui doit rendre publique, mercredi 15 octobre, sa décision de se maintenir ou non à la tête du Labour, est soumis à des pressions contradictoires qui pourraient l'amener à modifier ses premières intentions.

Selon certaines indiscrétions, il serait prêt à prendre sa retraite immédiatement, ce qui aurait pour conséquence l'élection d'un nouveau chef par le groupe parlementaire exclusivement, selon la formule en vigueur, mais en fait condamné par le dernier congrès de Blackpool (qui préfère un autre collège électoral). Qu'il le veuille ou non, M. Callaghan, en prenant sa retraite, accomplirait un geste politique favorisant la droite et le centre du parti, majoritaires dans le groupe parlementaire. M. Healey aurait les plus grandes chances d'être élu, conformément aux vœux des modérés. Ceux-ci escomptent qu'une fois en place, il sera ultérieurement confirmé dans ses fonctions par le futur collège électoral dont la composition reste à déterminer.

En revanche, la gauche fait pression sur M. Callaghan pour qu'il reste à son poste jusqu'à la mise en place du nouveau système de désignation du leader. A la rigueur, elle accepterait que M. Michael Foot, premier adjoint de M. Callaghan, remplace temporairement ce dernier jusqu'à l'élection, au printemps, du dirigeant du parti selon la nouvelle formule. Une élection décidée par le seul groupe parlementaire, a déclaré M. Heffer, un des dirigeants de la gauche *« serait la pire des folies. Elle déferait les décisions de notre congrès »*.

Néanmoins, la droite et le centre sont passés à l'offensive Soixante-deux députés travaillistes, dont plusieurs porte-parole du cabinet fantôme, ont signé dimanche une déclaration rappelant que le devoir du groupe parlementaire était d'élire le nouveau leader conformément aux statuts, c'est-à-dire dans le cas de vacance ou à l'occasion d'une nouvelle session parlementaire. La déclaration implique clairement que le choix du leader (et donc, éventuellement, d'un futur premier ministre) ne saurait dépendre de la décision d'un collège au sein duquel les militants et les syndiqués disposeraient d'une influence disproportionnée par rapport à celle des quelque 11 millions d'électeurs travaillistes.

Certains parlementaires notent que la formule du nouveau collège électoral pourrait aboutir à la désignation d'un dirigeant n'ayant pas le soutien de la majorité du groupe parlementaire travailliste, ce qui placerait la reine dans une situation difficile le jour où elle serait appelée à lui demander de former un gouvernement.

HENRI PIERRE.

هكذا من الأصل



Carlos Antonio indique à notre photographe l'endroit précis au bar-transit où il a trouvé le sac de voyage.

Qui a laissé son sac de voyage ici?

Le 24 septembre (un beau mercredi d'été de la Saint-Martin, température à midi 23 degrés C) à 14 heures 30, Carlos Antonio, barman au bar-transit de l'aéroport intercontinental de Zurich, a déposé un sac de voyage aux objets trouvés. Après l'examen de routine, le bagage a été enregistré sous le numéro 13/114698. Son propriétaire ne s'est pas encore manifesté.

Bien entendu, rien d'étonnant à ce que parmi les 21 000 personnes, qui passent en moyenne chaque jour dans le hall des départs, l'une oublie parfois quelque chose. Surtout lorsqu'on connaît le minutage des correspondances à Zurich. Heureusement, on ne perd pas un sac de voyage sans s'en apercevoir. Malheureusement, le – ou la – propriétaire n'a pas eu l'idée de le rechercher au bar-transit de l'aéroport de Zurich.

Donc en accord avec les autorités responsables et, bien sûr, à la demande instante du barman Carlos Antonio qui se reproche (à tort ou à raison) de n'avoir pas remarqué le sac de voyage à temps, nous avons décidé de lancer cet appel.

La perte de ce sac a certes provoqué cet appel, mais nous voulions depuis longtemps rappeler les possibilités uniques de correspondances des aéroports suisses, l'accueil attentionné réservé aux voyageurs en transit ainsi que le service de premier ordre de Swissair.

Ainsi, cher – ou chère – propriétaire, c'est au bar-transit de l'aéroport de Zurich (Suisse, cœur de l'Europe pour les communications) que vous avez oublié votre sac de voyage et qu'il y a été retrouvé.

Signalement du sac de voyage trouvé à l'aéroport de Zurich le 24 septembre: 55x35x25 cm, cuir marron, une poche extérieure avec porte-étiquette vide.

Souvenez-vous: le bar se trouve à environ 40 mètres des guichets de transit. A deux pas de la banque, de la poste, des téléphones, du kiosque, du traiteur, du tax-free shop, de l'horloger-bijoutier, du bar à café, des restaurants, du magasin de souvenirs, de la gare, des portes d'embarquement. En d'autres termes: vous avez laissé votre bagage dans l'aéroport intercontinental où tout se trouve à deux pas de tout.

Vous y êtes à présent?

Alors, ayez la gentillesse de prendre contact avec le bureau des objets trouvés de Swissair, CH-8058 Zurich-Aéroport. Ou avec le bureau Swissair le plus proche. Carlos Antonio et nous-mêmes vous en serions reconnaissants.

swissair

GGK

LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ALGÉRIE

APRÈS LE SÉISME DE 1954

Orléansville avait été partiellement reconstruite selon les normes para-sismiques

Pour la deuxième fois en vingt-six ans, El Asnam (ex-Orléansville) a été partiellement détruite. On peut donc se demander pourquoi une seconde catastrophe n'a pas été évitée après le séisme de 1954.

Certains des premiers témoignages parvenus d'El Asnam font état d'une ville détruite à 80 % ; selon d'autres, 60 à 80 % des constructions se seraient effondrées. De telles variations dans l'évaluation des dégâts ne doivent pas étonner. Les personnes qui ont survécu à une telle catastrophe ou les premières équipes de secours sont traumatisées par l'horreur de la situation et ont tendance, en toute bonne foi, à exagérer les dégâts. En outre, il est très difficile d'estimer l'ampleur des dommages dans les heures qui suivent un violent séisme : partout il y a des gravats, et des éboulements barrent les rues.

Il est certain, toutefois, que les dégâts sont très importants. Mais il faudrait savoir quels immeubles se sont écroulés et quels bâtiments ont « tenu bon » Sans un tel inventaire, qui ne pourra évidemment être fait avant quelques semaines, il est impossible de savoir si les mesures prises après le séisme de 1954 ont été efficaces ou non.

Après le tremblement de terre de 1954, le gouvernement français a nommé successivement deux commissaires à la reconstruction d'Orléansville. Le premier, M. Gérard Blachère, était absolument convaincu de la nécessité d'appliquer des normes anti-sismiques. Sa conviction était d'autant plus méritoire qu'à l'époque beaucoup de gens ne croyaient pas à la probabilité d'une nouvelle secousse survenant au même endroit (ou presque) après un laps de temps assez court. On rédigea donc d'urgence en 1955 des recommandations provisoires dont les spécifications étaient « douces ».

Ces recommandations ont été suivies sous l'impulsion de M. Blachère, puis de son successeur, M. Louis Gas, qui était, lui aussi, tout à fait convaincu de la nécessité de construire selon des normes anti-sismiques dans la région d'Orléansville. Entre-temps, M. Blachère était devenu directeur du Centre scientifique et technique du bâtiment (à Paris) et, grâce à lui, furent élaborées en 1962 les « règles para-sismiques 62 » applicables aussi bien en France qu'en Algérie. L'Algérie est devenue indépendante la même année : les nouvelles « règles para-sismiques 69 » (publiées en 1969) ne concernent donc que le territoire français, mais elles ont été choisies comme normes de construction par les autorités algériennes.

Ainsi tous les bâtiments édifiés sous l'autorité directe des commissaires à la reconstruction l'ont-ils été selon les normes en vigueur à l'époque. Ils ont d'ailleurs été contrôlés par la Socotec (Société de contrôle technique de la construction). Mais toute la ville n'avait pas été détruite en 1954. On y trouve donc actuellement des bâtiments antérieurs à 1954, d'autres édifiés selon les recommandations de 1955, d'autres construits selon les « règles para-sismiques 62 » et d'autres enfin selon les « règles para-sismiques 69 ».

Quinze fois plus d'énergie

L'ampleur des dégâts du 10 octobre peut cependant s'expliquer en partie par deux raisons :

● La magnitude (1) du séisme de 1954 était de 6,7, alors que celle du tremblement de terre du 10 octobre dernier était de 7,5. Or, de 6,7 à 7,5, l'énergie libérée est multipliée par un facteur 15 Une magnitude de 7,5 ne s'était probablement jamais vue en Afrique du Nord de mémoire d'homme. Mais la mémoire humaine sur ce sujet et dans cette région est courte : elle ne doit couvrir guère plus d'un siècle et demi, à quelques exceptions près.

A une vingtaine de kilomètres de l'épicentre d'un séisme d'une telle magnitude (comme l'est El Asnam), il est probable que, le 10 octobre, l'intensité a dépassé, au moins par endroits, le degré X que personne n'avait jamais pensé devoir être atteint en Algérie. Or, selon les « règles para-sismiques 69 » — les plus strictes, — on a construit à El Asnam de manière à se protéger complètement pour une intensité de VIII et, partiellement, pour une intensité de IX. Le surcoût de la construction capable de résister à ces intensités est de 2 à 4 % du prix d'une construction de bonne qualité (la bonne qualité est une notion essentielle) Pour résister à une intensité IX-X, le surcoût serait probablement de 20 à 30 %. Construire pour des intensités supérieures est techniquement possible, mais le surcoût atteindrait alors des valeurs telles que la construction devient pratiquement impossible.

L'augmentation du surcoût s'explique par le fait que, d'un degré d'intensité au suivant, les accélérations du sol doublent. Et pour le haut de l'échelle d'intensité, les efforts imposés aux bâtiments sont tels qu'ils changent les données du problème.

● La population de la ville a augmenté extrêmement vite : dix-huit mille cinq cents habitants avant la guerre, trente-cinq mille en 1954, quarante mille au début des années 60, cent vingt mille maintenant Il est donc certain que de très nombreuses habitations ont été construites artisanalement sans qu'aucun ingénieur ait été consulté.

YVONNE REBEYROL.

(1) La magnitude d'un séisme mesure l'énergie libérée au foyer. L'échelle de Richter définit la magnitude d'une échelle qui, en l'état actuel des choses, comporte 9 degrés (s'inscrivant en chiffres arabes). L'intensité mesure les dégâts selon l'échelle M.S.K. 64 (la plus utilisée) comportant 12 degrés (s'inscrivant en chiffres romains). Il y a donc pour chaque séisme une seule magnitude, mais plusieurs intensités, puisque les dégâts diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'épicentre. Rappelons que le foyer est l'endroit plus ou moins profond du sous-sol où se produit le choc initial et que l'épicentre est l'endroit situé sur la surface de la terre à la verticale du foyer.

MESSAGES DE SYMPATHIE

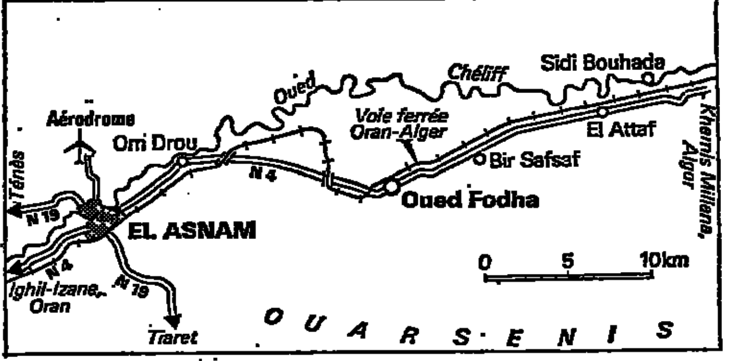
Les messages de sympathie continuent à affluer à Alger. Ils émanent de personnalités très diverses : le pape Jean-Paul II, la reine Elizabeth (Grande-Bretagne), le président Carter (Etats-Unis), le roi Hussein (Jordanie), M. Zhao Ziyang (Chine), MM. Leonid Brejnev et Alexis Kossyguine (U.R.S.S.), M. Nicolae Ceaucescu (Roumanie). M. Hafez Al-Assad (Syrie), M. Cvijetin Mijatovic (Yougoslavie), M Habib Bourguiba (Tunisie)... notamment.

En outre, de nombreuses personnalités françaises, politiques ou non, ont envoyé aux autorités algériennes des messages traduisant leur émotion.

Mille cinq cents morts et neuf cents blessés ont déjà été recensés

(Suite de la première page.)

En l'espace de quelques minutes, une ville de près de 120 000 habitants a été détruite totalement à 30 % et endommagée à 80 %. Le centre a été particulièrement touché. Des habitations tiennent encore debout par miracle. Des bâtiments se sont inclinés à 20 degrés. Des maisons apparemment intactes se sont complètement effondrées à l'intérieur. Le palais de justice, la mairie, le marché, le commissariat, le siège du parti, les Galeries algériennes, n'existent plus. L'hôpital, la grande mosquée, sont complètement disloqués, éventrés, à demi affaissés. Plus qu'un bombardement : un cataclysme. Un tressaillement d'une violence inouïe. Comme si une main gigantesque s'était appuyée sur El Asnam, épargnant seulement quelques zones.



La cité An-Nasr, au cœur de la ville, où vivaient 3 000 habitants, s'est effondrée comme un château de cartes. Jamais expression n'aura été plus appropriée. An-Nasr n'est plus qu'un amas de décombres de 20 000 mètres carrés. Une succession de dalles de ciment empilées les unes sur les autres, réduisant à quelques dizaines de centimètres la hauteur d'un étage, écrasant le mobilier, emprisonnant les corps de victimes Un jeune homme, âgé de dix-sept ans, contemple ce qui fut son logis. Son père et trois de ses sœurs sont là, enfouis. Pas une larme, pas un geste de révolte. Ils sont nombreux comme lui.

Plus frappant encore, l'Hôtel Cheliff, deux cents chambres, construit récemment et qui, selon un architecte, l'avait été suivant les normes antisismiques, n'a plus que 2,50 mètres de haut. Les quatre étages se sont écrasés comme un mille-feuilles, aplatissant la salle de restaurant, où se trouvaient environ trois cents personnes, dont un groupe de Japonais.

Jusqu'à présent, aucune victime n'a été recensée parmi les cinq cent vingt résidents ou coopérants français. L'un d'eux raconte qu'il a la vie sauve parce qu'il a eu la présence d'esprit de s'abriter dans un coin de la pièce où il se trouvait. Un autre, qui était en train de déjeuner dans la montagne avec une dizaine de collègues, est sorti, ainsi que ses amis, juste avant que la maison ne s'affaisse.

Une vieille dame française montre ce qui reste de son immeuble sur une photo publiée par *El Moudjahid*. Elle était partie se promener.

Toute la wilaya (département) d'El Asnam et la vallée du Cheliff ont été touchées. Plusieurs villages sont complètement détruits. Le long de la route, la population creuse des tombes dans les cimetières. El Abadia, le centre où se trouvent les boutiques, n'est qu'un amas de pierres et de poutres enchevêtrées. Une pelleteuse fouille les décombres pour retrouver une fillette de quatre ans. Un chien, miraculeusement protégé par une porte renversée, est retiré sain et sauf. Partout l'armée veille pour éviter les pillages. Un voleur, surpris en train de dérober des bijoux, échappe de peu au lynchage.

« Soyons solidaires »

La tragédie est partout accueillie avec un étonnant sang-froid, une grande dignité. Rares sont les familles qui ont été épargnées Ni pleurs ni cris, pourtant. Chacun est calme, résigné : le fatalisme. Dans les jardins de l'hôpital transformés en morgue, des corps enveloppés dans des couvertures ont été déposés à même le sol. Dessus, un papier maintenu par une pierre, avec un nom. Un vieillard, impassible, découvre un à un les visages de ceux qui n'ont pas été identifiés pour retrouver l'un des siens Il s'est déjà rendu, en vain, dans les trois centres de secours improvisés à la hâte

Dans l'un d'entre eux, un médecin allemand qui vient d'arriver tente d'arracher à la mort une fillette victime d'un traumatisme crânien : sans affolement ni précipitation, malgré le va-et-vient incessant des ambulances et les navettes des brancardiers. Au lycée agricole, transformé en hôpital, un autre médecin, Algérien, lui, s'est écroulé dans la pelouse, terrassé par la fatigue. Images de tous les lendemains de catastrophe, spectacle toujours déroutant du malheur.

Les secours sont arrivés. Les secours arrivent. La route d'Alger-El Asnam, la nationale 4, est un flot continuel de voitures, d'ambulances, de camions. Le président Chadli Bendjedid, accompagné du ministre de l'intérieur, M. Boualem Benhamouda, de M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée populaire nationale, et de quelques membres du parti, s'est rendu sur les lieux. Toute l'Algérie s'est tournée vers El Asnam dans un immense élan de solidarité.

A Alger, des souscriptions ont été ouvertes. On collecte des vêtements, des aliments et « *tous produits pouvant être utiles* ». « *Une couverture, un litre de sang peuvent sauver des vies humaines. Soyons solidaires* », déclare un tract du F.L.N. et de l'U.N.J.A. (Union nationale des jeunes Algériens). Des équipes médicales arrivent des pays d'Europe avec du matériel sanitaire, des médicaments, des hôpitaux mobiles. Un détachement de pompiers de Paris est sur place Des infirmières françaises sont au travail Un travail souvent difficile, car El Asnam n'a plus ni eau ni électricité et le téléphone est hors d'usage dans un rayon de 100 kilomètres.

La population dort en plein air, sous des tentes confectionnées tant bien que mal avec des draps, des feuilles de matière plastique, dans les parcs, les terrains vagues, au milieu des champs. Les soldats de l'A.L.N. qui distribuent du pain, des boissons, de l'eau, du lait, doivent subir un véritable assaut. Certains villages n'ont pu encore être ravitaillés. Mais, petit à petit, tout se remet en place : une vie précaire reprend. On récupère ce qu'on peut sous les décombres : quelques objets, quelques vêtements. De véritables bric-à-brac s'amassent sur les trottoirs. Certains, en plein désarroi, ont tout perdu et regardent, figés, ce qui fut leur ville, leur maison, leur rue D'autres critiquent les anciennes autorités « coloniales » qui, après la catastrophe des 9 et 10 septembre 1954, n'ont pas, selon eux, reconstruit la ville suivant des normes antisismiques.

Pendant ce temps, les bulldozers, les grues, les engins d'excavation et les marteaux pneumatiques ont commencé à fouiller les décombres afin de dégager les morts, de sauver les survivants. La ferraille est découpée au chalumeau pour accéder aux poches où sont retenues prisonnières des victimes coincées sous des blocs de béton. Emouvante scène qu'offrent ces deux fillettes qui se sont jetées sur leur sœur remontée à la surface après des heures d'efforts tandis que la mère, grièvement blessée, était emmenée sur un brancard. Insoutenable moment quand cet homme, un bras et un pied écrasés par des poutres de béton, gisant à côté de son épouse, morte, un enfant dans les bras, et qui, de son bras valide, aide les sauveteurs en enlevant les cailloux. Un chirurgien l'amputera sur place pour l'extraire. Ses onze enfants sont près de lui, emmurés, blessés, certains décédés.

Drame qui se renouvelle un peu partout dans les tas de gravats que les sauveteurs sondent dans l'espoir de découvrir quelque souffle de vie. Soudain une main qui dépasse entre deux énormes blocs. Elle bouge. Les sauveteurs la prennent pour faire comprendre à l'emmuré qu'ils sont présents, que l'impossible va être tenté. Mais comment s'y prendre ? Un sentiment d'impuissance envahit les pompiers face à ce fil ténu de vie qu'il ne faut pas briser dans un excès de précipitation.

Il faudra encore des jours et des jours avant que l'espoir de retrouver un survivant disparaisse. Les autorités pourront alors établir le nombre des victimes. Pour l'instant toutes les estimations avancées sont le plus souvent exagérées. Dimanche soir, le préfet de la wilaya faisait état de 1 500 morts et de 900 blessés. Le Croissant-Rouge, de son côté, a avancé le chiffre de 20 000 victimes, et la Croix-Rouge internationale celui de 14 000. Aucun recensement sérieux n'a encore été fait, notamment dans les douars. Le sous-directeur de l'information a annoncé, pour sa part, qu'il y avait environ 140 000 sinistrés pour toute la wilaya, dont 100 000 pour la seule ville d'El Asnam. Actuellement, l'heure n'est pas aux comptes. Le président Chadli Bendjedid a donné des directives, qui se décomposent en trois phases : « *Tout d'abord, sauver les personnes encore sous les décombres, prévenir toute épidémie, prévoir des villages de toile et des logements préfabriqués pour les sinistrés ; ensuite, évaluer les pertes et protéger les biens ; enfin, reconstruire El Asnam en tenant compte des expériences des régions exposées à ce genre de catastrophe naturelle.* »

Mais les habitants d'El Asnam n'en sont pas encore là. Pour eux commence, à l'entrée de l'hiver, une vie difficile. Certains sont déjà partis, d'autres recherchent un moyen de locomotion pour quitter leur ville martyre. Ils viennent déjà grossir les faubourgs surpeuplés d'Oran et d'Alger.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A LA GOUTTE-D'OR

Un café de la Goutte-d'Or, samedi après-midi. L'Algérien solitaire, est debout au bar. Il a aligné des photos devant lui, qu'il dévisage, immobile, en s'agrippant à son verre : un vieux couple édenté, une jeune femme souriant timidement, un adolescent le regard sombre, des enfants... Lentement, silencieusement, des larmes glissent le long de ses moustaches et tombent dans son pastis.

Le barman a un geste d'irritation. Déjà saoul l'après-midi ! Quel chagrin veut-il noyer ? Drame familial ? Aventure sentimentale ? Mal du pays ?

La réponse : El Asnam.

A. W.

Un vaste mouvement international de solidarité

Répondant à M. Mouloud Belaouane, président du Croissant-Rouge algérien, qui a lancé un appel le 11 octobre sur les antennes de la télévision française demandant « *des secours de toute urgence* » et « *de quoi soulager des dizaines de milliers de blessés* », un vaste mouvement de solidarité s'est développé, dans le monde entier, en faveur des sinistrés et des victimes d'El Asnam

Plusieurs dizaines d'équipes médicales — au total quelque quatre cents médecins — de nombreuses nationalités sont déjà arrivées en Algérie.

De tous côtés, les gouvernements et les organismes de secours envoient du personnel, du matériel, de l'argent. Un des problèmes les plus importants est la coordination de tous ces secours en Algérie même Mais, comme l'a fait remarquer la Ligue des sociétés de Croix-Rouge de Genève, « *les secours devront se poursuivre pendant plusieurs semaines* ».

Dès à présent, quatorze sociétés de Croix-Rouge ont répondu à l'appel lancé par la Ligue et ont déjà promis une aide atteignant au total 400 000 dollars (1 680 000 francs) La Ligue a dépêché en Algérie des spécialistes qui vont dresser sur place une liste précise des besoins.

Parmi les pays qui ont déjà envoyé ou vont envoyer des équipes médicales, du matériel et de l'argent, on peut citer la France, les Etats-Unis, la Suisse, la Grande-Bretagne, l'Australie, le Japon, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique, le Danemark, la Norvège, la Finlande, la Tunisie, la Libye, la Jordanie, la Syrie, le Koweït, les Emirats arabes unis, le Canada, l'Allemagne fédérale, la Yougoslavie l'Allemagne de l'Est, l'Espagne.

Adresses pour les dons

● *Croix-Rouge française* 17, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris. C.C.P 660.00 Paris, en précisant « *Algérie* ».

● *Secours populaire français* : 9, rue Froissart, 75003 Paris. C.C.P. 654.37 H Paris, en précisant « *médecins du Secours populaire français* ».

● *Secours catholique* : 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07 C.C.P 56.20 09 K Paris.

● *C.G.T* C.C.P 6284 Paris, en précisant « *solidarité Algérie* »

● *Action d'urgence internationale* (A U I.) 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. tél. 285-13-58 C.C.P 6.887 00 T Paris (mention « *Algérie* »)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● EMBUSCADE MEURTRIERE CONTRE DES SOLDATS SOVIETIQUES. — Plusieurs militaires soviétiques ont été tués le 9 octobre, à Kaboul, le camion dans lequel ils se trouvaient étant tombé dans une embuscade tendue par des résistants, a-t-on appris le 12 octobre à New-Delhi. — *(A.P.)*

Cambodge

● UN EMISSAIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE. — M Robert Jackson, émissaire spécial de M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, vient d'achever une visite au Cambodge au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Heng Samrin, chef du gouvernement de Phnom-Penh. — *(Reuter.)*

Cameroun

● PROTESTATION AUPRES DU GOUVERNEMENT TCHADIEN. — M. Ahmadou Ahidjo, président du Cameroun, a adressé, samedi 11 octobre, un télégramme de protestation à M Goukouni Oueddeï, président du gouvernement d'union nationale du Tchad (GUNT), à la suite du « viol de l'espace aérien camerounais effectué à plusieurs reprises par un avion non identifié » qui a bombardé N'Djamena jeudi et vendredi. — *(A.F.P. Reuter.)*

Côte-d'Ivoire

● CINQUIEME MANDAT POUR M HOUPHOUET-BOIGNY — Seul candidat à la présidence, M. Félix Houphouët-Boigny, qui briguait à soixante-quinze ans, dimanche 12 octobre, son cinquième mandat présidentiel, a obtenu 99,99 % des suffrages exprimés. — *(A.F.P.)*

République Sud-Africaine

● FORMATION D'UN NOUVEAU SYNDICAT NOIR. — Un syndicat de travailleurs de la presse, réservé aux Noirs, a été formé dimanche 12 octobre au Cap pour remplacer l'ancienne Union des écrivains d'Afrique du Sud (WASA), dissoute le jour même. Le nouveau syndicat, l'Association sud-africaine des travailleurs des médias (MWASA) représentera tous les Noirs employés dans « *l'industrie des médias* », contrairement à la WASA qui regroupait uniquement les journalistes noirs. — *(A.F.P.)*

Taiwan

● VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAIN — M Pieter Botha est attendu, ce lundi 13 octobre, à Taiwan pour une visite de cinq [illegible] à celui de M. Sun Yun-suan, premier ministre de Taipeh, en République Sud-Africaine, en mars Les deux gouvernements ont signé, samedi un accord de coopération économique et commerciale — *(A.F.P., Reuter.)*

Union soviétique

● L'U.R.S.S. PRIEE D'OUVRIR LES ARCHIVES SUR TROTSKI AU NOM DE LA CHARTE D'HELSINKI — Un congrès international sur Léon Trotski, organisé à Follonica, en Toscane, pour le quarantième anniversaire de l'assassinat du fondateur de la IVe Internationale, demande aux dirigeants soviétiques d'assurer le libre accès du public à toutes les sources bibliographiques relatives à Trotski et d'ouvrir l'ensemble des archives permettant de mieux connaître son rôle. Quelque 17 500 ouvrages et documents, ont d'autre part rappelé deux orateurs, furent cédés, peu avant sa mort, par Trotski à la bibliothèque Houghton, de Harvard, et sont accessibles au public, conformément à ses vœux. — *(A.F.P.)*

● M. ANATOLE CHTCHARANSKI a été hospitalisé pour des douleurs dorsales et stomacales à la suite d'une chute faite le 23 septembre. L'activiste juif est traité à l'hôpital du camp de Perm. Arrêté en 1977, il fut condamné en 1978 à trois ans de prison et dix ans de camp de travail sévère. La visite que sa mère devait faire en décembre a été annulée par les autorités. — *(U.P.I.)*

Yougoslavie

● UN ARTICLE DE M DJILAS — Soumis par les autorités yougoslaves depuis octobre 1979 à l'interdiction de publier et de prendre la parole en public, M. Milovan Djilas vient d'écrire un article dans la revue des socialistes et démocrates en exil *Wasa Rec (Notre parole)*, éditée à Londres. Il affirme que « *la perte de la patrie est le malheur suprême* », et que « *la Yougoslavie est partout où se trouvent les fils de ses peuples* » et invite les forces démocratiques yougoslaves de l'étranger à une collaboration efficace avec celles du pays C'est la première fois qu'une personnalité politique aussi prestigieuse que M. Djilas tend la main à l'émigration démocratique.

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

LA CONFÉRENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

M. Marchais est présenté comme le candidat du « changement »

La conférence nationale du parti communiste, réunie le samedi 11 et le dimanche 12 octobre à l'hôtel de ville de Nanterre (Hauts-*de-Seine*), a *désigné* à l'unanimité, sur la proposition du comité central, M. Georges Marchais comme candidat à l'élection présidentielle. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune, après la présentation du rapport *introductif* par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat (« le Monde » daté 12-13 octobre), ont exposé et illustré, devant les mille trois cents participants (délégués élus par les comités fédéraux, membres du comité central *et* parlementaires), les raisons qui justifient la présentation d'un candidat à l'élection de 1981.

Comme l'avait souligné M. Fiterman, cette candidature n'a pas la même signification que celle de Jacques Duclos en 1969. Il ne s'agit pas, comme alors, d'un pis-aller face au refus des socialistes de présenter un candidat commun. Jacques Duclos avait fait campagne pour l'union de la gauche, contre la S.F.I.O., qui, en présentant M. Gaston Defferre, se préparait à soutenir, au second tour, la candidature *centriste* de M. Alain Poher. *Cette fois*, le P.C.F. sollicite un vote sur la perspective d'accession au socialisme qu'il a définie lors de ses deux derniers congrès.

Mme Francette Lazard, membre du bureau politique, a souligné que le P.C.F. avait renouvelé sa stratégie au vingt-deuxième congrès (février 1976) et au vingt-troisième (mai 1979). Le parti avait en effet élaboré, il y a cinq ans, sa conception du « socialisme aux couleurs de la France » et mis en avant le mot d'ordre d'« union du peuple de France ». Celui-ci avait été compris, à l'époque, comme recouvrant seulement une *tentative* d'élargissement de l'union de la gauche ; il apparaît, maintenant, comme une transition vers l'« union à la base », préconisée aujourd'hui par *le parti communiste*.

La démarche du P.C.F. a été éclairée également par M. Henri Malberg, premier secrétaire de la fédération de Paris, qui, répondant sans le citer à l'article publié par son prédécesseur dans ces fonctions, M. Henri Fiszbin (« le Monde » du 11 octobre), a critiqué ceux qui « pleurent l'union disparue ». Comme M. Malberg, M. Roland Leroy, membre du bureau politique, *a souligné l'échec des expériences d'union* du Front populaire, de la libération et du programme commun de gouvernement, le parti socialiste ayant à chaque fois permis à la bourgeoisie de « sauver ses intérêts ». En entendant M. Leroy situer du côté du pouvoir ceux qui *entretiennent la « nostalgie du programme commun »*, on avait le sentiment d'assister au triomphe de celui qui avait été, lors du vingt et unième congrès, en octobre 1974, l'artisan du virage aboutissant à la campagne actuelle du P.C.F. *Triomphe paradoxal*, puisque M. Leroy avait été écarté du secrétariat du parti en mai 1979.

Abordant cette élection dans une perspective tout à fait différente de celle qui était la sienne en 1965, en 1969 et en 1974, le parti communiste entend compter ses voix, ce qui explique qu'il refuse de répondre à la question de son attitude au second tour. Il dénonce cette question comme un « *piège* », *car ou bien il annonce* qu'il se désistera, et il favorise le candidat socialiste, ou bien il annonce le contraire, et il risque que des électeurs se détournent de lui et choisissent l'abstention ou le vote pour le P.S. *En gardant le silence ou en indiquant* seulement, comme l'a fait M. Malberg, que le premier tour dira si les « conditions du changement » sont réunies, les dirigeants communistes cherchent à préserver les chances d'un vote de protestation en faveur de leur candidat, *seul candidat du « changement » et « candidat* anti-Giscard ».

Bien que M. Marchais, dans son discours de clôture, n'ait pas cité le P.S., le rapport de M. Fiterman et les interventions entendues pendant la *conférence laissent prévoir* une campagne dure contre la « fuite à droite » des dirigeants socialistes, dont M. Alain Bocquet, député du Nord, *s'est demandé* s'ils ne préparaient pas leur ralliement à l'actuel chef de l'Etat réélu. M. Malberg a, lui aussi, *évoqué cette hypothèse*, qui dessine ce que pourrait être la conduite du P.C.F. à l'avenir : tout faire pour favoriser un reclassement de la gauche non communiste (M. Fiterman avait déjà insisté sur l'exemple *donné par M. Robert Fabre*, ancien dirigeant des radicaux de gauche, qui a accepté le poste de médiateur) afin de libérer un espace d'expansion possible pour passer de la consolidation au renforcement de son influence.

PATRICK JARREAU.

La discussion s'engage, samedi 11 octobre, à partir du rapport présenté par M. Fiterman. M. Claude Llabres (Haute-Garonne), membre du comité central, déclare : « *Les luttes ne sont pas un Aventin pour scruter le ciel de l'union. C'est l'union. Les problèmes du changement sont posés par les luttes et se trouvent de plus en plus résolus par elles.* » Mme Yvette Saintier (Paris) traite des employés, dont le rapport avec la classe ouvrière est fait, dit-elle, de « *différence* » et de « *solidarité* ». « *Parti de la classe ouvrière,* [le P.C.] *est aussi leur parti* », assure-t-elle, mais il doit, vis-à-vis d'eux, « *développer toute* [sa] *politique* ».

M. Marcel Rigout, député de la Haute-Vienne, membre du comité central, estime que le fait que le P.C.F., ait, dès l'origine, condamné le Marché commun, qu'il se soit *opposé à l'intégration européenne* et qu'il combatte l'élargissement de la C.E.E., explique « *le maintien et même, dans certaines régions, le progrès* » de son influence en milieu rural. M. Jean-Claude Sandrier (Cher) souligne que le parti communiste doit jouer « *pleinement* » son rôle dans les luttes sociales, afin d'y favoriser la « *prise de conscience de la nécessité du changement* ».

Après la lecture d'un télégramme de Louis Aragon, membre du comité central, qui, absent de Paris, salue « *Georges, notre candidat à l'élection présidentielle* ». Mme Francette Lazard, membre du bureau politique, explique que « *le vingt-troisième congrès, après le vingt-deuxième a confirmé la capacité* [du P.C.F.] *à renouveler sa réflexion, sa stratégie, en portant des analyses au niveau des problèmes neufs qui se posent dans un monde en mutation, dans un pays où, depuis 1968, la question d'un changement de société domine la vie nationale* ». Il s'agit, selon Mme Lazard, d'une situation *neuve par rapport aux données antérieures de notre histoire, aux périodes du Front populaire et de la Libération, originale par rapport à la réalité d'autres pays, d'autres régions du monde ; une situation qui, donc, appelle des réponses neuves, sans modèles, sans que puissent être répétées ni même simplement adoptées ou modernisées des formules qui furent positives en leur temps* ».

M. Marc Bruyère (Loire), membre du comité central, décrit la lutte des travailleurs de Manufrance et le soutien populaire qu'elle reçoit. M. Guy Besse (Dordogne), membre du comité central, souligne que la situation actuelle est différente de celle des années 30, car, dit-il « *la grande bourgeoisie ne peut plus, comme alors, tabler sur la guerre mondiale pour sortir de la crise* ».

M. André Lajoinie, membre du bureau politique, déclare que les socialistes se livrent à « *une course de vitesse avec Giscard dans l'atlantisme* ». Il souligne que la démarche du P.C.F. « *exclut tout-accord chloroforme* [du type programme commun] *et toute spéculation sur le second tour, piège qu'on nous tend pour faire oublier l'importance du vote communiste au premier tour* ».

M. Henri Malberg (Paris), membre du comité central, constate : « *On nous somme, ça et là, de renouer l'union de la gauche, de rencontrer le P.S., de rechercher des convergences.* » Cette attitude, estime-t-il, suppose que l'on « *jette un voile pudique sur le chemin accompli à reculons par le P.S. depuis 1977* ». Il ajoute : « *Il n'est pas d'échappatoire à la situation créée après 1977.* »

M. Malberg observe que, par trois fois, lors du Front populaire, à la Libération et après la signature du programme commun, « *l'union P.S-P.C., pourtant née dans l'allégresse, s'est mal terminée* ».

« *Ce qui est mort en 1978*, ajoute-t-il, *ce n'est pas l'idée de l'union de la gauche, c'est l'idée que l'on pouvait se préserver des renoncements du P.S. par la seule force des accords.* »

Mme Marianne Lesniak (Nord) *évoque* le rôle des femmes dans les luttes sociales de sa région. M. François Asensi (Seine-Saint-Denis) dénonce l'action des partis de la majorité et du P.S. pour réduire la représentation du P.C. dans son département. M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, déclare que le secteur nationalisé est « *menacé de dénationalisation* », selon une politique qui, *dit-il*, correspond à celle que le P.S. avait défendue, en 1977, lors des négociations sur le programme commun.

Mme Josiane Voyant (Val-de-Marne), membre du comité central, estime que le « *rejet de la politique* », entretenu par la décision sur la « *bande des quatre* », est l'« *obstacle essentiel* » que rencontre l'action du P.C. dans la jeunesse. M. Alain Amicabile (Meurthe-et-Moselle-Nord), membre du comité central, dénonce la « *casse des usines* » et la « *casse des hommes* » dans le bassin sidérurgique lorrain.

M. LEROY : voir au-delà du Front populaire

M. Roland Leroy, membre du bureau politique, déclare : « *Il y a un grand effort à faire pour que le parti aide l'ensemble des travailleurs à comprendre que, à situation nouvelle, il faut des solutions nouvelles. Je pense à certains, qui ne voient pas au-delà de solutions essayées au front populaire ou à la Libération.* » M. Leroy invite ses auditeurs à se demander pourquoi les « *hommes du pouvoir* », au travers des moyens d'information, « *essaient d'éveiller la nostalgie du programme commun* ».

« *La bourgeoisie française*, explique-t-il, *a eu peur lors du Front populaire et lors de la signature du programme commun. Les deux fois, elle a pu sauver ses intérêts. Elle croit disposer pour toujours du moyen de conjurer le danger, qui serait le déséquilibre de la gauche en faveur du P.S.* » Cette fois, souligne M. Leroy, les travailleurs ont la possibilité de changer cette situation. Le directeur de *l'Humanité* critique *le Monde* (« *la bourgeoisie faite journal* », dit-il) et *Libération* (« *qui sert les intérêts de la pire bourgeoisie* »). Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, député des Hauts-de-Seine, dénonce la politique gouvernementale en matière de santé.

Dimanche 12 octobre, un délégué du Gard relate l'action des mineurs du bassin de l'Adrecht pour obtenir la poursuite de son exploitation et le maintien de leur emploi. M. Alain Bocquet, député du Nord, membre du comité central, déclare que la visite de M. Giscard d'Estaing dans le Nord-Pas-de-Calais, les 9 et 10 octobre, « *n'a apporté aucune réponse aux grands problèmes* » de cette région, bien que le chef de l'Etat ait « *changé de discours sur le charbon* », ce qui est à mettre au compte des luttes menées par le P.C. et la C.G.T. « *L'objet essentiel de la visite de Giscard d'Estaing était ailleurs* », affirme M. Bocquet. Il estime que l'accueil que le président de la République « *a reçu des dirigeants socialistes, Pierre Mauroy en particulier, l'a, à n'en pas douter, conforté dans son dessein de ramener le P.S. dans le giron de la droite* ».

Selon M. Bocquet, ce que M. Mauroy, président socialiste du conseil régional et maire de Lille, appelle le « *dialogue institutionnel* » n'est « *rien d'autre que la collaboration de classes nouvelle formule* ». « *Le parti socialiste*, se demande-t-il, *ne considère-t-il pas comme d'ores et déjà acquise la réélection de M. Giscard d'Estaing et ne prépare-t-il pas son ralliement ?* »

Mme Marie-Thérèse Goutmann, député de Seine-Saint-Denis, MM. Georges Gosnat, trésorier du parti, et Guy Hermier prennent la parole.

M. Paul Mercica (Val-de-Marne), maire de Vitry-sus-Seine, déclare : « *Dans la gestion communale, nous constatons toujours davantage les convergences entre les positions du P.S. et la politique du pouvoir giscardien.* »

Mme Nicole Gay (Rhône) évoque les luttes sociales dans son département et dénonce le soutien que le P.S. « *apporte à la politique du pouvoir* ».

Interviennent ensuite M. Louis *Vianet*, membre du C.C. ; Mme Janine Porte, député des Bouches-du-Rhône ; Daniel Lacroix (Hauts-de-Seine) et Pierre Goldberg, député.

M. MARCHAIS : Giscard d'Estaing ennemi n° 1

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, indique que cent vingt-deux mille exemplaires du livre de M. Marchais, *l'Espoir au présent*, ont été payés par les fédérations, qui diffusent le livre, ce qui, souligne-t-il, n'est qu'une première étape. M. Lucien Sève, membre du comité central, qui préside la séance, soumet au vote une résolution désignant M. Marchais comme candidat à l'élection présidentielle ; ce texte est approuvé à l'unanimité.

M. Marchais remercie de leur confiance les participants à la conférence. Il souligne que cette élection présidentielle est la première à laquelle le P.C.F. présente un candidat chargé de promouvoir les perspectives propres du parti, en l'occurrence celles qu'ont traitées les vingt-deuxième et vingt-troisième congrès.

M. Marchais poursuit : « Ceci doit être clair pour tous : quand il y va des intérêts des travailleuses et des travailleurs et de l'avenir du pays, on ne transige pas dans le combat contre le capital exploiteur, contre son pouvoir politique et contre celui qui en assume la direction. Pas plus qu'avec aucun autre politicien du capital, je ne transigerai jamais avec Valéry Giscard d'Estaing, qui est aujourd'hui l'ennemi numéro un de la classe ouvrière, de la démocratie et du progrès de la France. »

M. Marchais déclare que le P.C.F. mène le combat pour la justice, la liberté et la solidarité et que ce combat « *est celui du renouveau national, d'une nouvelle grandeur* ». Il ajoute : « *Rapporté à la crise d'aujourd'hui, ce combat a un nom : c'est le combat pour le changement. Et c'est le combat pour réaliser l'union de toutes les forces qui, dans leur diversité, veulent le changement. En fonction de celui-ci nous nous déterminons et nous déterminerons en toute circonstance. Vous avez fait de moi le candidat du changement.* »

Le secrétaire général affirme : « *Mon arme sera la vérité.* » Il dénonce « *le spectacle dérisoire des politiciens* ». Il indique : « *Je propose solennellement que tous les partis, tous les candidats acceptent, dans la dignité, le vrai débat sur le fond des problèmes. Pour moi, quelle que soit leur réponse, je m'en tiendrai à ce débat. Lutte et clarté, voilà nos seuls moyens.* »

M. MITTERRAND : au second tour, le P.C. restera entre deux eaux.

M. Mitterrand a pronostiqué dimanche 12 octobre à Montbéliard *(Doubs)* que, *au second* tour de l'élection présidentielle, les communistes « *resteront entre deux eaux* ». Il a ajouté : « *La direction du parti communiste ne dira pas : on se désiste pour le candidat socialiste. Si elle disait cela, les électeurs communistes ne voudraient pas perdre leur temps et voteraient directement socialiste au premier tour. Mais elle ne dira pas non plus « bonnet blanc, blanc bonnet » parce que dans ce cas-là elle en ferait fuir encore plus.* »

● *M. Marchais* a affirmé, dimanche 12 octobre, sur *TF 1*, que la question de l'attitude de son parti au second tour de l'élection présidentielle est « *totalement inopportune aujourd'hui* ». Il a souligné que l'objectif de son parti est de rassembler le plus grand nombre de voix possible, « *car l'expérience prouve que le parti communiste n'est pas assez fort et qu'il faut lui donner la force et la place qui lui reviennent dans le pays* ». Interrogé sur les propos de M. Mitterrand à son sujet, M. Marchais a déclaré que le premier secrétaire du P.S. semble ne pas se sentir « *concerné* » par sa proposition « *d'avoir, dans la dignité, un grand débat sur le fond concernant les problèmes posés au pays* ».



POLITIQUE

LE SÉMINAIRE DE L'ISER SUR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Organisé par l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches) que dirige M. Jean Pronteau, délégué auprès du premier secrétaire du P.S., le séminaire consacré à la social-démocratie, qui s'est tenu du vendredi 10 au dimanche 12 octobre à Gouvieux (Oise), a rassemblé des représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, ainsi que des membres des partis communistes italien et espagnol. Le thème choisi — « le mouvement ouvrier européen : social-démocratie et socialisme » — *était de nature à faire avancer l'idée d'une gauche européenne unitaire : ce séminaire a, sans nul doute, constitué une nouvelle étape vers la mise sur pied d'une eurogauche.*

Dans le même temps, les socialistes français ont pu souligner l'isolement du P.C.F. au sein de la gauche européenne. Ainsi, M. François Mitterrand, qui clôturait cette manifestation, a raillé le caractère « préhistorique » *du P.C.F. avant de dénoncer* « la complicité des deux hommes de Cro-Magnon, celui de la droite et celui du P.C. », *qui sont, a-t-il dit,* « copains comme cochons ».

Un pas de plus vers l'eurogauche

Le précédent séminaire de l'ISER avait été consacré au stalinisme. Il était donc logique que celui-ci fût centré sur le bilan et les perspectives de la social-démocratie. Récusant à la fois le capitalisme et les sociétés bureaucratiques de l'Est européen, les socialistes et sociaux-démocrates de l'Ouest sont à la recherche d'un projet, d'une « troisième voie », qui permettrait d'instaurer un socialisme de la liberté, dégagé de la logique des blocs.

Cette recherche va de pair avec un bilan critique de leurs propres expériences — du moins pour ceux d'entre eux qui ont à leur actif une pratique du pouvoir — et des transformations qu'il permet. Si l'on a pu constater au fil des débats que les socialistes de l'Europe du nord, accoutumés à l'exercice du pouvoir, souffrent peut-être d'une « insuffisance de théorie », tandis que ceux de l'Europe du sud, plus souvent dans l'opposition, souffrent d'une « insuffisance de pragmatisme », le message le plus fort est sans doute venu de Suède. Quarante ans de social-démocratie n'ont pas empêché la bourgeoisie de remettre en cause les fondements mêmes de cette expérience, a expliqué M. Carl Lidbom (P.S.D.), ancien ministre suédois du travail, valorisant ainsi le propos de M. Mitterrand. Ce dernier a en effet affirmé : « *Il faut savoir que le grand capital ne joue pas le feu. Il ne consent que des trêves.* » Si bien que les acquis qui paraissaient le plus solidement ancrés en France, parce que nés du programme du Conseil national de la Résistance, appliqués à la libération et approuvés par les trois grandes forces politiques, sont aujourd'hui remis en cause par la droite.

Or cette remise en cause est générale. Si l'on excepte la R.F.A., l'Autriche et le Danemark, le contexte européen est celui d'un recul de la gauche et d'un rapport de forces favorable au capital.

Au défi externe que constitue la crise mondiale, M. Jacques Delors a montré qu'il faut ajouter un défi interne. « *La social-démocratie*, a expliqué le président de la commission économique de l'Assemblée européenne, *est victime de ses propres succès.* »

Les social-démocraties européennes n'échappent pas, en effet, aux contradictions des économies mixtes provoquées par la crise. Si tout le monde s'est trouvé d'accord, avec M. Lionel Jospin, pour reconnaître aux socialistes allemands et autrichiens la capacité d' « *atténuer les conséquences néfastes de la crise* », les Français ont souligné que seule une « rupture » avec le capitalisme, que ces socialistes n'ont pas voulu opérer, pourrait permettre d'atténuer ces contradictions. Cette rupture passe par une socialisation accrue des moyens de production. Celle-ci doit s'accompagner, également, aux yeux des travaillistes britanniques, d'un protectionnisme sélectif.

Mais une majorité de socialistes européens, a souligné M. Delors, récusent cette thèse en invoquant les avantages d'une société décentralisée et d'une économie de marché. Aussi M. Delors a-t-il proposé de réfléchir aux cinq composantes d'un possible dépassement de la social-démocratie, à savoir : la recherche d'un nouveau modèle de développement, d'une action sur l'offre par la planification, d'une décentralisation de la gestion des risques sociaux et des services collectifs, d'un approfondissement de la démocratie économique, ainsi que d'une lutte contre « *les causes profondes* » de l'inflation.

Ainsi rénovées, les économies mixtes pourraient faire face au défi interne. Reste le défi externe, qui peut difficilement trouver une réponse hors d'Europe. Et pour recréer un rapport de force favorable au travail, il importe d'unir le gauche européenne. L'apparition d'un eurocommunisme a permis aux deux composantes du mouvement ouvrier d'esquisser un rapprochement idéologique. Ce rapprochement peut aujourd'hui être poussé plus loin. « *Le développement de l'eurogauche répond à des intérêts urgents* », a affirmé M. Fernando Claudin, représentant du P.S.O.E. « *Il faut refaire l'unité du mouvement ouvrier, car le destin du socialisme se situe en Europe occidentale* », a renchéri M. José Sandoval, représentant du P.C.E.

M. MITTERRAND : la complicité de la droite et du P.C.

Tous les obstacles sont cependant loin d'être levés : ils tiennent essentiellement aux rapports qu'entretiennent socialistes et communistes dans leurs propres pays, comme l'a souligné M. Giuseppe Tamburano, représentant du P.S.I. De fait, le séminaire a pâti de la crise gouvernementale italienne : celle-ci a avivé les querelles entre P.C.I. et P.S.I., au point que M. Pronteau a dû renoncer à inviter M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. ; et, par voie de conséquence, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a fait état d'un « empêchement inéluctable ». Le colloque de l'ISER n'a donc pas eu le relief et le retentissement espérés.

Dans ces conditions, M. Mitterrand a constaté qu' « *il est plus aisé, lorsque l'on est à Paris, de trouver des convergences avec les communistes italiens que lorsque l'on est socialiste à Rome* ». Il a ajouté : « *Il faut cependant éviter de se laisser égarer par le prisme des luttes locales pour s'efforcer de trouver un point moyen.* »

Evoquant l'eurocommunisme, qui se limite pour le moment, selon lui, à « *des actes de courage* », M. Mitterrand n'a pas manqué d'exploiter à son profit l'isolement du P.C.F. au sein de la gauche européenne (1), en développant l'idée d'une « complicité objective » entre la droite et les communistes français. « *Même si le grand capital paraît aujourd'hui très fort,* a-t-il expliqué, *il faut se rendre compte qu'il se noyait quand une main secourable s'est tendue, quand le P.C.F. l'a tiré de l'eau.* »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) L'eurogauche est vivement critiquée dans l'ouvrage de M. Georges Marchais, *l'Espoir au présent*.

LES ÉLECTIONS CANTONALES

MOSELLE : canton de Bitche (1er tour).

Inscr., 9 819 ; vot., 6 754 ; suffr. expr., 6 537. MM. Joseph Schaeffer, m. de Bitche, mod maj., 2 846 voix ; Robert Niederberger, U.D.F.-C.D.S., 2 214 ; Emile Eitel, P.S., 1 149 ; Fernard Beckrich, P.C., 328. *Il y a ballottage.*

[Le siège était vacant depuis l'annulation du deuxième tour des élections cantonales de mars 1979, qui avait vu M. Joseph Schaeffer (mod. maj.) l'emporter sur le conseiller général sortant, M. Robert Niederberger (U.D.F. - C.D.S.), avec quatorze voix d'avance sur 7 866 suffrages exprimés. A la suite d'un recours déposé par M. Niederberger, le tribunal administratif de Strasbourg, puis le Conseil d'Etat, avaient pris cette décision, estimant que trente-quatre procurations de vote n'avaient pas été établies devant les autorités réglementaires.

Les résultats du premier tour de mars 1979 avaient été les suivants : inscr., 9 639 ; vot., 6 987 ; suffr. expr., 6 780 ; MM. Niederberger, 2 005 ; Schaeffer, 1 828 ; Jean Lucas, P.S., 1 370 ; Raymond Nirrengarten, R.P.R., 1 126 ; Fernand Beckritch, P.C., 451. Au second tour, il y avait eu 7 220 votants et 7 866 suffrages exprimés sur 9 687 inscrits. M. Schaeffer était arrivé en tête avec 2 630 voix devant M. Niederberger, 2 616, et Lucas, 1 820.

Par rapport au premier tour de mars 1979, M. Schaeffer gagne plus de seize points de pourcentage : 43,53 % contre 26,96 %. M. Niederberger améliore moins sensiblement sa position : 33,86 % contre 29,57 % en 1979. En revanche, les deux candidats de gauche reculent : le P.C. passe de 6,65 % à 5,01 % et le P.S. de 20,20 % à 17,57 %.]

YONNE : canton de Cheroy (1er tour).

Inscr., 4 675 ; vot., 2 981 ; suffr. expr., 2 838. MM. Henri de Raincourt, U.D.F.-P.R., 1 866 voix, ELU ; Philippe Tomas, sout. P.S. et M.R.G., 571 ; Georges Julien, P.C., 218 ; Mme Jeanne Varet, écol., 183.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jacques Piot, député R.P.R., récemment décédé, qui avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1976, avec 2 022 voix contre 662 à M. Daniel Badot (P.S.) et 413 à M. Jean-Pierre Cogerino (P.C.), sur 3 097 suffrages exprimés, 3 198 votants et 4 360 inscrits.

M. de Raincourt est élu avec 65,75 % des suffrages exprimés, alors que Jacques Piot, dont il était le gendre, avait été réélu en 1976 avec 65,28 % des voix.

Le candidat soutenu par le P.S. et le M.R.G. obtient 20,11 % des suffrages, soit moins que les 21,37 % recueillis par le représentant du P.S. en 1976. Le P.C. enregistre un recul plus sensible : 7,68 % contre 13,33 %. Mme Varet, qui avait pris l'initiative d'implanter un village de harkis dans la commune de Saint-Valérien, recueille 6,44 % des suffrages exprimés.]

LE CONGRÈS D'AIX-EN-PROVENCE

Les radicaux considèrent que M. Giscard d'Estaing est «le plus apte» à faire prévaloir leurs «priorités»

malgré un bilan très critique du septennat

Le parti radical aurait sans doute pu faire l'économie de son congrès d'Aix-en-Provence. Nul ne doutait que, au terme de ces assises, il prendrait à l'avance position en faveur de M. Valéry Giscard d'Estaing si celui-ci est candidat à un nouveau mandat présidentiel. Nul ne doutait, non plus, que la formulation de ce soutien serait assortie de réserves et de critiques. Réserves et critiques d'autant plus appuyées que les radicaux n'ont pas de politique de rechange et que leur seul moyen d'exister dans la majorité est de crier plus fort que les autres.

C'est en tout cas une conception tactique semblable à celle-ci qui guidait M. Bariani. Et M. Bariani a véritablement crié très fort. Plus fort que le plus grincheux des radicaux n'aurait pu prévoir. Trop fort sans doute, car son discours, lancé sur un ton passionné, à un rythme endiablé, avec des envolées aussi violentes qu'inattendues, créa un véritable malaise dans le congrès et, surtout, au sein de la direction. Il provoqua une nouvelle cristallisation de la vieille rivalité entre le président du parti et le vice-président élu, M. Jean-Pierre Prouteau, et réveilla une querelle de personnes du plus mauvais effet. Cette querelle prit de l'ampleur pour bientôt faire oublier le reste du débat aux responsables impliqués. Elle était d'autant plus inutile qu'elle ne reposait pas sur des divergences politiques de fond et que, de toute façon, la conclusion du discours-tornade de M. Bariani n'était nullement un appel à la sécession (ce qui aurait été logique) mais un constat en faveur de la supériorité (« technique » !) de M. Giscard d'Estaing.

Une polémique pour rien, donc ; des discours pour rien. Un congrès pour rien. Et encore, le pire aurait pu être évité si tout cela n'avait été émaillé d'effusions théâtrales, de poignées de main pour la galerie, d'embrassades (car, chaque fois qu'il jugeait un discours réussi, M. Bariani se levait pour embrasser l'orateur !). Avec, pour finir, la plongée dans le vaudeville : une poignée de main presque refusée par M. Bariani à M. Prouteau, suivie d'une nouvelle embrassade, générale et définitive celle-là, mais aussi peu convaincante que les précédentes.

Le jugement le plus terrible sur ce congrès était prononcé peu après par le président d'honneur, ancien président de la formation, M. Gabriel Péronnet : « Ce n'est plus le parti radical socialiste, c'est le parti ridicule socialiste ! »

NOËL-JEAN BERGEROUX.

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Le quatre-vingtième congrès du parti radical s'est ouvert le samedi 11 octobre en séance publique à Aix-en-Provence.

Au cours de la séance du matin, M. Jean Thomas Nordmann, vice-président du parti, estime que le prochain septennat, « *quel que soit le choix des radicaux* » ne peut « *pas être semblable au précédent* ». M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat, vice-président élu, rappelle sa conception de la « *réforme républicaine* » et M. Olivier Stirn souligne que le parti radical doit se doter d'une « *stratégie claire qui doit viser à aider le chef de l'Etat à refaire un centre gauche plus large* ». M. Edgar Faure, ancien président du Conseil sous la quatrième République, présente quatre propositions selon lesquelles le parti radical doit être : « *le parti de la ruralité, le parti de la libre entreprise à l'échelle humaine* » ; il doit œuvrer pour « *donner leur véritable envergure aux nouvelles institutions régionales et européennes* » ; enfin il doit être « *l'un des artisans d'une renaissance spirituelle à forme pluraliste* ».

Parmi les orateurs qui prennent ensuite la parole, Mme Brigitte Gros, sénateur, sœur de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président du parti, affirme que l'élection présidentielle n'est pas la priorité des priorités et que les radicaux ne doivent pas nécessairement se prononcer dans l'immédiat.

M. BARIANI : des privilèges

M. Didier Bariani, président du parti, intervient ensuite. Son discours va être par moments très violent, interrompu par des applaudissements que l'orateur se plaira à relancer. Il souligne que les résultats de la politique du gouvernement « *appellent un jugement qui doit être nuancé, si ce n'est négatif* ». La lutte contre l'inflation, la politique industrielle, l'emploi, la fiscalité, la régionalisation, la politique extérieure sont autant de domaines dans lesquels il juge sévèrement l'action du pouvoir. Il dénonce en particulier « *les privilégiés qui soutiennent le chef de l'Etat et empêchent la réforme fiscale de passer au Parlement* ».

Sur ces différents points, il déclare notamment : « *Nous sommes profondément déçus par les rêves évanouis et les projets avortés du septennat qui s'achève.* » Il réclame un renforcement du contrôle parlementaire, cite Alain pour stigmatiser « *les détenteurs du pouvoir qui ont tendance à en abuser* », condamne l'attitude de la France dans le conflit du Proche-Orient et à l'égard de l'O.L.P. Il aborde ensuite la question de l'élection présidentielle et déclare :

« *Il est certain que le septennat passé ne nous a pas apporté tous les motifs de satisfaction que nous en attendions et que la déception est vive chez beaucoup d'entre nous (...). A ces déceptions on peut ajouter celles qui résultent des choix du gouvernement face à la montée du chômage et à la menace qui pèse sur l'avenir professionnel des Français, face à la baisse du pouvoir d'achat et au tour de vis sur les revenus de nos concitoyens alors que la hausse des prix s'accroît lourdement, sans parler de certains aspects de la politique extérieure de la France.* »

« Techniquement le meilleur »

Le président du parti radical poursuit : « *L'élection présidentielle est une sorte de concours. Il s'agit de choisir le meilleur c'est-à-dire le plus apte à diriger le pays, particulièrement en période de crise. Cette aptitude me paraît en définitive plus importante que le jugement que l'on peut porter sur le courant de pensée dont le candidat est issu.*

» *A cet égard, je crois que Valéry Giscard d'Estaing reste techniquement le meilleur. Assurément il n'est pas issu de nos rangs, assurément il émane de milieux sociaux assez éloignés des nôtres, assurément son environnement politique est traversé par des penchants conservateurs. Mais le choix à faire ne relève pas de la sentimentalité. (...) J'accorderai donc au chef de l'Etat un préjugé favorable sous bénéfice d'inventaire (...) même si jusqu'à présent l'environnement conservateur du président et l'influence des courants réactionnaires qui traversent la majorité l'ont emporté sur les bonnes intentions.* »

M. PROUTEAU : Foire du Trône

Ce discours abondamment applaudi par une majorité des délégués provoque quelques remous. A la tribune officielle, MM. Olivier Stirn et Jean-Pierre Prouteau donnent des signes de nervosité, et de nombreux conciliabules s'ouvrent. M. Manuel Diaz, ancien responsable du M.R.G. et proche collaborateur de M. Robert Fabre, déclare : « *Moi, je viens de l'union de la gauche. Les socialistes auxquels vous faites des clins d'œil, j'ai payé pour les connaître et je ne veux plus en entendre parler. Ces clins d'œil sont vains si nous restons dans la majorité présidentielle. Ou alors, il faut être clair : puisque nous sommes réunis en congrès souverain, quittons la majorité et rejoignons l'opposition.* »

A partir de ce moment, le congrès se partage entre ceux qui ont approuvé le discours de M. Bariani et ceux qui ont été surpris par la violence du ton. Les travaux se poursuivent dimanche matin et les membres radicaux du gouvernement répondent au président de leur parti. M. Jean-Pierre Prouteau relève la « faiblesse » du discours, sa « démagogie », il juge certains arguments « rustiques » et ironise sur les effets oratoires de M. Bariani en les qualifiant « *d'effets de Foire du Trône* ».

On apprend aussitôt dans les travées de la presse que M. Bariani, ne pouvant laisser passer de tels propos, va répondre... Mais, auparavant, M. Olivier Stirn intervient (après que M. André Rossinot, secrétaire général, eut rappelé les progrès réalisés dans l'organisation du parti depuis un an et reproché à M. Prouteau son absence aux réunions des organes de direction). M. Stirn déclare à l'adresse de M. Bariani : « *C'est vrai que tu as eu des mots qui ont choqué certains d'entre nous. (...) On ne peut à la fois être dans la majorité et ne voir que les aspects négatifs de la politique du gouvernement.* » Puis le secrétaire d'Etat prêche pour la réconciliation immédiate des deux adversaires : « *Il nous faut l'union*, dit-il, en se tournant vers MM. Prouteau et Bariani, *je vous demande de vous serrer la main.* » M. Prouteau se lève pour obtempérer. M. Bariani reste assis en regardant la salle, l'œil sombre. Il fait non de la tête, mais M. Stirn le tire par l'épaule. Le président du parti radical hésite encore puis se lève et serre brièvement la main de M. Prouteau.

La réconciliation ne semble pas très concrète... On oublie immédiatement qu'elle a commencé quand M. Yves Galland, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, monte à la tribune et reproche à M. Prouteau et à ses clubs République et Démocratie de ne pas être solidaires du reste du parti radical. Il stigmatise aussi l'absentéisme du vice-président aux réunions de la direction.

Après les interventions de MM. Guy Gennesseaux, Tidiane de Mali d'Omo Hoova, président de la fédération du Rhône, et Michel Durafour, ancien ministre, M. Bariani monte à la tribune. Il déclare : « *Je sais qu'un certain nombre de cadres du parti pensent que j'ai été trop fort. Mon message est que nous, gens de gauche, nous ne voulons pas que la droite se serve de nous pour faire une politique qui est la sienne, avec notre caution. (...) Je suis petit-fils d'instituteur, mon père travaillait au cabinet d'un ministre socialiste, j'ai milité aux jeunesses socialistes* (1). *Jean-Pierre Prouteau aussi est d'origine modeste. (...) L'intérêt supérieur du parti est l'unité. Nous sommes peu, et il faut se battre pour que la gauche pèse sur la politique de la majorité. (...) Ce que je n'ai pas fait tout à l'heure, je vais le faire maintenant, car je ne veux pas que le congrès se termine sur une impression de division.* »

M. Bariani descend alors de la tribune de l'orateur et va embrasser M. Prouteau.

Le congrès est clos quelques minutes plus tard après l'adoption à l'unanimité de la motion, dont M. Bariani conclut la lecture en disant : « *Telles sont les propositions que je soumets au congrès au nom de l'ensemble de la direction du parti et malgré mon discours d'hier...* (2). »

(1) M. Didier Bariani est aussi ancien chargé de mission du O.N.P.F.

(2) Cette motion présente sept priorités (contrôle parlementaire, éducation, emploi, justice sociale, réforme fiscale, politique énergétique et politiques extérieure. Elle se termine par ces lignes : « *Telles sont les priorités que le parti radical socialiste entend voir mettre en œuvre lors du prochain septennat. Il lui apparaît que Valéry Giscard d'Estaing est le plus apte à les faire prévaloir. Les radicaux socialistes appellent à la constitution d'une autre majorité pour lui en donner les moyens indispensables.* »

Après le scrutin du 28 septembre

Les nouveaux groupes du Sénat

La composition politique du Sénat, après le renouvellement partiel du 28 septembre et la constitution des groupes, est la suivante :

23 COMMUNISTES.

Mmes Marie-Claude Beaudeau (Val-d'Oise); Danielle Bidard (Seine-Saint-Denis); MM. Serge *Boucheny (Paris); Raymond* Dumont (Pas-de-Calais); Jacques Eberhard (Seine-Maritime); Gérard Ehlers (Nord); Pierre *Gamboa (Essonne); Jean Garcia* (Seine-Saint-Denis); Bernard Hugo (Yvelines); Paul Jargot (Isère); Charles Lederman (Val-de-Marne); *Fernand Lefort* (Seine-Saint-Denis); Anicet Le Pors (Hauts-de-Seine); Mme Hélène Luc (Val-de-Marne);

MM. James Marson (Seine-Saint-Denis ; Louis Mineti (Bouches-du-Rhône) ; Jean Ooghe (Essonne) ; Mme Rolande Perlican *(Paris) ; MM. Marcel Rosette* (Val-de-Marne) ; Guy Schmaus (Hauts-de-Seine); Camille Vallin (Rhône); Hector Viron (Nord); *Michel Cargar (Guadeloupe, apparenté).*

69 SOCIALISTES.

MM. Antoine Andrieux (Bouches-du-Rhône) ; Germain Authié (Ariège) ; André Barroux (Puy-de-Dôme) ; Gilbert Baumet (Gard) ; Gilbert Belin (Puy-de-Dôme) ; Noël Berrier (Nièvre) ; Jacques Bialski (Nord) ; *Marc Bœuf (Gironde) ; Charles* Bonifay (Bouches-du-Rhône) ; Jacques Carat (Val-de-Marne) ; René Chazelle (Haute-Loire) ; *Bernard Chochoy (Pas-de-Calais) ; Félix Ciccolini (Bouches-du-Rhône)* ; Raymond Courrière (Aude) ; Roland Courteau (Aude) ; Georges Dagonia (Guadeloupe) ; Michel Darras (Pas-de-Calais) ; Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis) ; Gérard Delfau (Hérault) ; Lucien Delmas (Dordogne) ; Michel Dreyfus-Schmidt (Belfort) ; Henri Duffaut (Vaucluse) ; Guy Durbec (Var) ; Emile Durieux (Pas-de-Calais) ; Léon Eeckhoutte (Haute-Garonne) ; Jules Faigt (Hérault).

Claude Fuzier (Seine-Saint-Denis) ; Gérard Gaud (Drôme) ; Jean Geoffroy (Vaucluse) ; Mme Cécile Goldet (Paris) ; MM. Roland Grimaldi (Nord) ; Robert Guillaume (Nièvre) ; Maurice Janetti (Var) ; Tony Larue (Seine-Maritime) ; Robert Laucournet (Haute-Vienne) ; André Lejeune (Creuse) ; Louis Longequeue (Haute-Vienne) ; Philippe Machefer (Yvelines) ; Philippe Madrelle (Gironde) ; Michel Manet (Dordogne) ; Marcel Mathy (Saône-et-Loire).

Pierre Matraja (Bouches-du-Rhône) ; André Meric (Haute-Garonne) ; Gérard Minvielle (Landes) ; Paul Mistral (Isère) ; Michel Moreigne (Creuse); Pierre Noé (Essonne) ; Bernard Parmantier (Paris) ; Louis Perrein (Val-d'Oise) ; Jean Peyrafitte (Haute-Garonne) ; Maurice Pic (Drôme) ; Edgard Pisani (Haute-Marne ; Robert Pontillon (Hauts de-Seine) ; Roger Quilliot (Puy-de-Dôme) ; Mlle Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône).

MM. René Regnault (Côtes-du-Nord) ; Roger Rinchet (Savoie) ; Gérard Roujas (Haute-Garonne) ; André Rouvière (Gard) ; Robert Schwint (Doubs) ; Franck Sérusclat (Rhône) ; Edouard Soldani (Var) ; Georges Spénale (Tarn) ; Edgar Tailhades (Gard) ; Fernand Tardy (Alpes-de-Haute-Provence) ; Jean Varlet (Nord) ; Marcel Vidal (Hérault) ; Albert Pen (St-Pierre-et-Miquelon) et Raymond Tarcy (Guyane) apparentés.

39 GAUCHE DEMOCRATIQUE. (dont 13 M.R.G., rattachés administratifs).

MM. Beaupetit (Loir-et-Cher) ; J. Béranger (Yvelines), M.R.G. ; Georges Berchet (Haute-Marne) ; René Billères (Hautes-Pyrénées), M.R.G. ; Stéphane Bonduel (Charente-Maritime), M.R.G. ; Edouard Bonnefous (Yvelines) ; Jacques Bordeneuve (Lot-et-Garonne) ; Louis Brives (Tarn), M.R.G. ; Jean-Pierre Cantegrit (Français établis hors de France) ; Georges Constant (Lot) ; Charles de Cuttoli (Français établis hors de France) ; Etienne Dailly (Seine-et-Marne ; Emile Didier (Hautes-Alpes), M.R.G. ; François Giacobbi (Haute-Corse), M.R.G. ; Paul Girod (Aisne) ; Mme Brigitte Gros (Yvelines) ; MM. Gustave Héon (Eure) ; Pierre Jeambrun (Jura) ; André Jouany (Tarn-et-Garonne), M.R.G. ; France Lechenault (Saône-et-Loire), M.R.G. ; Bernard Legrand (Loire-Atlantique) ; Max Lejeune (Somme) ; *Charles-Edouard Lenglet (Somme)*, rattaché ; Jean Mercier (Rhône), M.R.G. ; Pierre Merli (Alpes-Maritimes ; Josy Moinet (*Charente-Maritime*), M.R.G. ; André Morice (Loire-Atlantique) ; Georges Mouly (Corrèze) ; Jacques Moutet (Pyrénées-Atlantiques) ; Gaston Pams (Pyrénées-Orientales) ; Jacques Pelletier (Aisne) ; Hubert Peyou (Hautes-Pyrénées), M.R.G. ; Joseph Raybaud (Alpes-Maritimes) ; Paul Robert (Cantal) ; Victor Robini (Alpes-Maritimes) ; Abel Sempe (Gers), apparenté ; Michel Rigou (Charente-Maritime) M.R.G. ; Pierre Tajan (Tarn-et-Garonne), M.R.G. ; René Touzet (Indre).

67 UNION CENTRISTE.

MM. Alphonse Arzel (Finistère) ; Octave Bajeux (Nord) ; René Ballayer (Mayenne) ; Jean-Pierre Blanc (Savoie) ; Maurice Blin (Ardennes) ; André Bohl (Moselle) ; Roger Boileau (Meurthe-et-Moselle) ; Charles Bosson (Haute-Savoie) ; Jean-Marie Bouloux (Vienne) ; Raymond Bouvier (Haute-Savoie) ; Jean *Cauchon (Eure-et-Loir)* ; Pierre Ceccaldi-Pavard (Essonne) ; Adolphe Chauvin (Val-d'Oise) ; Auguste Chupin (Maine-et-Loire) ; Jean Cluzel (Allier) ; Jean Collin (Essonne) ; François Dubanchet (Loire) ; Charles Ferrant (Seine-Maritime) ; André *Fosset (Hauts-de-Seine)* ; Jean Francou (Bouches-du-Rhône) ; Henri Goetschy (Haut-Rhin) ; Jean Gravier (Jura) ; Marcel Henry (*Mayotte*) ; Rémy Herment (Meuse) ; René Jager (Moselle) ; Louis Jung (Bas-Rhin) ; Pierre Lacour (Charente) ; Jean Lecanuet (*Seine-Maritime*) ; Edouard Le Jeune (Finistère).

MM. Bernard Lemarie (Côtes-du-Nord) ; Louis Le Montagner (Morbihan) ; Georges Lombard (Finistère) ; Jean Madelain (Ille-et-Vilaine) ; Kléber Malecot (Loiret) ; Daniel Millaud (Polynésie) ; Claude Mont (Loire) ; Jacques Mossion (Somme) ; Dominique Pado (Paris) ; Francis Palmero (Alpes-Maritimes) ; Paul Pillet (Loire) ; Alain Poher (Val-de-Marne) ; Raymond Poirier (Eure-et-Loir) ; Roger Poudonson (Pas-de-Calais) ; Maurice Prevoteau (Marne) ; André Rabineau (Allier) ; Jean-Marie Rausch (Moselle) ; Guy Robert *(Vienne) ; Marcel Rudloff* (Bas-Rhin) ; Pierre Salvi (Val-d'Oise) ; Jean Sauvage (Maine-et-Loire) ; Pierre Schiele (Haut-Rhin) ; Paul Seramy (Seine-et-Marne) ; *René* Tinant (Ardennes) ; Lionel de Tinguy (Vendée) ; Raoul Vadepied (Mayenne) ; Pierre Vallon (Rhône) ; Louis Virapoulle (la Réunion) ; Joseph Yvon (Morbihan) ; Charles Zwickert (Haut-Rhin).

Rattachés administratifs :

MM. Marcel Daunay (Ille-et-Vilaine) ; Charles Durand *(Cher) ; Jacques Genton* (Cher) ; Alfred Gerin (Rhône) ; Yves Le Cozannet (Côtes-du-Nord) ; Marcel Lemaire (Marne) ; Roger Lise (*Martinique*) ; *Georges* Treille (Deux-Sèvres).

52 REPUBLICAINS ET INDEPENDANTS (R.I.).

MM. Michel d'Aillières (Sarthe) ; Bernard Barbier (Côte-d'Or) ; *Jean Benard-Mousseaux* (Indre) ; André Bettencourt (Seine-Maritime) ; Philippe de Bourgoing (Calvados) ; Louis Boyer (Loiret) ; *Marc Castex (Gers) ; Jean Chamant* (Yonne) ; *Lionel Cherrier* (Nouvelle-Calédonie) ; Auguste Cousin (Manche) ; Pierre Croze (Français établis hors de France) ; Michel Crucis (Vendée) ; Jacques Descours Desacres (Calvados) ; Louis de la Forest (Ille-et-Vilaine) ; Jean-Pierre Fourcade (Hauts-de-Seine) ; Jean-Marie Girault (Calvados) ; Paul Guillard (Loire-Atlantique) ; Paul Guillaumot (Yonne) ; Baudouin de Hauteclocque (Pas-de-Calais) ; Léon Jozeau-Marigne (Manche) ; Pierre Labonde (Aube) ; Jacques Larche (Seine-et-Marne) ; Guy de la Verpillière (Ain) ; Modeste Legouez (Eure) ; Henri Torre (Ardèche), apparenté ; Pierre Louvot (Hauts-de-Seine) ; Marcel Lucotte (Saône-et-Loire) ; Raymond Marcellin (Morbihan) ; Hubert Martin (Meurthe-et-Moselle) ; Serge Mathieu (Rhône) ; Jacques Ménard (Deux-Sèvres) ; Michel Miroudot (Haute-Saône) ; Paul d'Ornano (Français établis hors de France) ; Guy Petit (Pyrénées-Atlantiques) ; Jean-François Pintat (Gironde) ; Richard Pouille (Meurthe-et-*Moselle) ; Jean Puech (Aveyron)* ; Jules Roujon (Lozère) ; Roland Ruet (Ain) ; Pierre Sallenave (Pyrénées-Atlantiques) ; François *Schleiter (Meuse) ; Robert Schmitt* (Moselle) ; Albert Sirgue (Aveyron) ; Michel Sordel (Côte-d'Or) ; Pierre-Christian Taittinger *(Paris) ; Jacques Thyraud (Loir-et-Cher)* ; René Travert (Manche) ; Albert Voilquin (Vosges) ; Frédéric-Wirth (Français établis hors de France).

Rattachés administratifs : MM. Louis Martin (Loire) ; Henri Olivier (Orne) ; Bernard Pellarin (Haute-Savoie).

41 R.P.R.

MM. Michel Alloncle (Charente) ; Jean Amelin (Marne) ; Hubert d'Andigné (Orne) ; Henri Belcour (Corrèze) ; Amédée Bouquerel (Oise) ; Yvon Bourges (Ille-et-Vilaine) ; Jacques Braconnier (Aisne) ; Raymond Brun (Gironde) ; Michel Caldagues (Paris) ; Pierre Carous (Nord) ; Jacques Chaumont (Sarthe) ; Michel Chauty (Loire-Atlantique) ; *Jean Chérioux (Paris)* ; François Collet (Paris, successeur de M. Jean-Louis Vigier) ; Marcel Fortier (Indre-et-Loire) ; Robert *Galley (Aube) ; Lucien Gautier* (Maine-et-Loire) ; Michel Giraud (Val-de-Marne) ; Adrien Gouteyron (Haute-Loire) ; Jean-Paul Hammann (Bas-Rhin) ; Bernard Hugo (Ardèche) ; Marc Jacquet (Seine-et-Marne) ; Paul Kauss (Bas-Rhin) ; Christian de La Malène (Paris) ; Maurice Lombard (Côte-d'Or) ; Michel Maurice-Bokanowski (Hauts-de-Seine) ; Geoffroy de Montalembert (Seine-Maritime) ; Roger Moreau (Indre-et-Loire) ; Jean Natali (Oise) ; Makapé Sosefo Papilio (Wallis-et-Futuna) ; Charles Pasqua (Hauts-de-Seine) ; Christian Poncelet (Vosges) ; Georges Repiquet (Réunion) ; Roger Romani (Paris) ; Maurice Schumann (Nord) ; René Tomasini (Eure) ; Jacques Valade (Gironde) ; *Edmond Valcin (Martinique)* ; Paul *Malassagne (Cantal) apparenté.*

Rattachés administratifs :

MM. Marc Bécam (Finistère) ; Louis Souvet (Doubs).

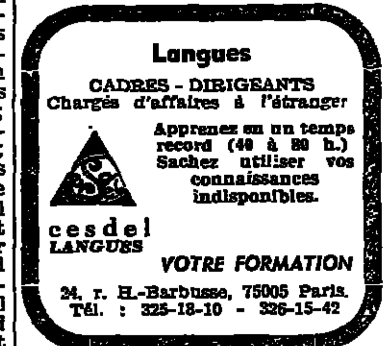
13 SENATEURS NON INSCRITS.

MM. Pierre Bouneau (Landes) ; Raymond Bourgine (Paris) ; Henri Caillavet (Lot-et-Garonne) ; Francisque Collomb (Rhône) ; Jean Desmarets (Nord) ; Hector Dubois (Oise) ; Yves Durand (Vendée) ; Edgar Faure (Doubs) ; Léon-Jean Gregory (Pyrénées-Orientales) ; Jacques Habert (Français de l'étranger) ; Roland du Luart (Sarthe) ; Charles Ornano (Corse-du-Sud) ; Pierre Perrin (Isère).

Un lettre de M. Pierre Jagoret (P.S.)

A la suite des récentes élections sénatoriales, marquées notamment par le maintien des candidats communistes au second tour dans le département des Côtes-du-Nord, nous avons reçu de M. Pierre Jagoret, député (P.S.) et maire de Lannion, une lettre dans laquelle on lit notamment :

Le revirement n'est pas de notre fait, mais de celui de l'appareil communiste. Un dirigeant national avait été spécialement dépêché de Saint-Brieuc le 28 septembre [*jour du scrutin*], afin de convaincre les grands électeurs communistes de voter pour la droite. Si un sénateur socialiste a malgré tout pu être élu, c'est grâce au soutien d'un certain nombre d'électeurs communistes qui ont refusé de se prêter aux manœuvres tortueuses échafaudées par les dirigeants communistes.





Le Monde

société

LES SUITES DE L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

M. MARC FREDRIKSEN A ÉTÉ BLESSÉ PAR UN COMMANDO, A RAMBOUILLET

Des groupes juifs revendiquent cette agression

Un correspondant anonyme a revendiqué, environ deux heures après, au nom d'une Résistance juive, l'agression dont a été victime, dimanche 12 octobre, vers 10 h. 45, devant la gare de Rambouillet (Yvelines), M. Marc Fredriksen, principal animateur des Faisceaux nationalistes européens (F.N.E.), l'organisation néo-nazie qui a remplacé la FANE (Fédération d'action nationale et européenne).

M. Fredriksen, qui se laisse pousser la barge depuis l'attentat de la rue Copernic, était venu en voiture de Paris attendre, à la gare, cinq autres membres des F.N.E. — dont deux jeunes Eurasiens — quand il a été attaqué par un commando d'au moins une dizaine de jeunes gens, armés de bâtons et de manches de pioches. M. Fredriksen, qui a compté, pour sa part, une trentaine d'agresseurs, croit avoir reconnu des *« juifs d'Afrique du Nord, aux cheveux crépus »*, dont certains, a-t-il affirmé, avaient revêtu des vestes de l'armée israélienne.

Quatre militants néo-nazis ont réussi à s'enfuir et à se réfugier au commissariat de Rambouillet pour y chercher secours, mais M. Fredriksen a été rattrapé, sur la place de la gare, et violemment frappé. Il a été blessé d'un coup de couteau à la cuisse gauche et souffre d'une fracture de la main, ainsi que de nombreuses contusions au visage. Il ne devrait pas quitter l'hôpital de Rambouillet avant trois jours. Rappelons que le tribunal de Paris doit rendre, le 17 octobre, son jugement dans le procès fait à M. Fredriksen pour incitation à la haine raciale.

Un autre membre des F.N.E. a été légèrement blessé : il s'agit de M. Philippe Vicher, âgé de vingt-quatre ans, recherché depuis plusieurs jours par les policiers chargés de l'enquête sur les auteurs de l'attentat de la rue Copernic. Après avoir été soigné, M. Vicher a été placé en garde à vue.

Qu'allaient faire les militants néo-nazis à Rambouillet ? *« Une marche de santé en forêt »* a expliqué, sur son lit d'hôpital, l'animateur des F.N.E. Ses camarades et lui-même étaient en tenue de sport quand ils ont été attaqués. Toutefois, dans son communiqué de revendication à l'A.F.P., la *« résistance juive »* a précisé que ces *« néo-nazis s'entraînaient aux armes à feu dans la forêt »*. Les policiers du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Versailles n'ont cependant trouvé aucune arme sur les membres des F.N.E. ni dans la voiture de M. Fredriksen.

D'autres correspondants anonymes, se présentant comme de *« simples participants à l'opération de Rambouillet »*, ont affirmé, dans l'après-midi, que *« les militants fascistes étaient puissamment armés, revolvers à la ceinture et fusils à canon scié »*. L'agence Reuter a également reçu à son siège parisien, une communication téléphonique revendiquant l'agression au nom des *« Brigades juives »*.

[Malgré les appels au calme, lancés par les institutions juives depuis la série d'attentats antisémites des dernières semaines, cette action — si elle a bien été organisée par des israélites — traduit la radicalisation d'une frange de jeunes juifs. Des militants affirmant appartenir aux « Brigades juives » avaient déjà revendiqué deux opérations, ces dernières semaines : le 5 octobre, deux jeunes gens circulant à motocyclette avaient tiré un coup de feu contre le siège de l'organisaiton d'extrême-droite l'Œuvre française, dirigée par M. Pierre Sidos, qui avait été interpellé, comme une trentaine de militants, par des policiers de la brigade criminelle et placé en garde à vue, avant d'être relâché.

Le 8 octobre, M. Charles Bousquet, âgé de quatre-vingt-quatre ans, était victime de son homonymie avec un militant connu de l'extrême droite, M. Pierre Bousquet. Un commando des Brigades juives lui avait lancé de l'acide au visage, à son domicile de Neuilly, dans les Hauts-de-Seine (« le Monde » du 10 octobre).]

● *Les deux militants libertaires*, qui avaient été interpellés, le mardi 7 octobre à Lyon, au terme de la manifestation de protestation contre l'antisémitisme, ont été remis en liberté. Ils avaient participé au défilé sous une banderole portant la mention : *« Contre tout fascisme, l'action directe »* (*Le Monde* du 9 octobre).

M. BONNET : une résolution sans faille.

Dans un entretien publié ce lundi 13 octobre dans *France-Soir*, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, déclare notamment : *« Des résultats importants ont été obtenus par la police dans sa lutte contre le terrorisme de tous bords. Du côté de l'extrême gauche, les principaux responsables d'Action directe ont été livrés à la justice. Du côté de l'extrême droite — et c'est moins connu, peut-être, à moins que ce ne soit délibérément dissimulé — il faut savoir que douze personnes ont été inculpées depuis le début de l'année. La résolution du gouvernement est sans faille. Il entend mener contre tous les terrorismes une lutte sans merci. »*

Dans le même entretien, M. Bonnet précise que les perquisitions dirigées contre l'ex-FANE et d'autres groupements d'extrême droite ont permis à la police d'établir une liste de trois mille quatre cents noms *« de militants et de sympathisants »*.

M. CHIRAC : une absence de volonté politique

Faisant allusion au projet « sécurité et liberté » et à l'attentat de la rue Copernic, M. Jacques Chirac a déclaré, samedi 11 octobre, au cours de la réunion à Paris de deux cent cinquante militants de l'Action ouvrière professionnelle de son mouvement : *« Les conclusions que l'on tire en matière réglementaire ou législatives de la situation actuelle pour renforcer telle ou telle procédure ou la modifier ne sont pas une solution au problème auquel nous sommes confrontés. La solution est dans l'expression d'une volonté politique. Nous avons en réalité les moyens juridiques de faire respecter la légalité républicaine si nous le voulons. Hélas ! le problème, c'est que nous ne le voulons pas. C'est cela, en réalité, qui est le point faible de nos dispositifs aujourd'hui. Il appartient au gouvernement, probablement sensibilisé par les événements récents, de prendre conscience que la sécurité, au-delà des exigences que cela implique en matière de moyens, c'est aussi et avant tout une question de conviction et de volonté politique. »*

LES MANIFESTATIONS A L'ÉTRANGER

A l'occasion d'un débat organisé à la synagogue de Stockholm, samedi 11 octobre, M. Ola Ullsten, ministre suédois des affaires étrangères, a déclaré, nous indique notre correspondant : *« le récent attentat contre la synagogue de Paris doit être un avertissement pour tous. Des attentats analogues peuvent être perpétrés en Suède aussi »*. A la suite de ce débat, plusieurs centaines de personnes ont défilé devant l'ambassade de France et y ont remis une lettre.

Plusieurs centaines de juifs britanniques ont défilé, dimanche 12 octobre, à Londres, à l'appel du groupe des parlementaires juifs britanniques, pour manifester leur soutien et leur sympathie à la communauté israélite française. Mme Margaret Thatcher, premier ministre, s'était fait représenter.

Une centaine de jeunes Israéliens ont défilé, dimanche 12 octobre, dans les rues de Jérusalem. La plupart, récemment immigrés de France, scandaient des slogans : *« Une seule solution, retour à Sion. »*

● *Les autorités chypriotes* n'ont jamais délivré de passeport ou de carte d'identité chypriote au nom d'Alexandre Panadrygou, a annoncé, lundi 13 octobre, la police chypriote. Cette précision a été donnée à la suite des informations selon lesquelles le propriétaire de la moto piégée de la rue Copernic, à Paris, aurait été porteur d'un passeport chypriote. — *(A.F.P.)*

● *Après les menaces reçues par certains avocats*, notamment ceux du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le conseil de l'ordre des avocats de Paris *« rappelle qu'il est du devoir des avocats d'assurer la défense en justice de toute personne, quel que soit le crime dont elle est accusée, comme la défense de toutes les victimes (...) »*.

● *Un office à la grande synagogue de Paris.* — Un office sera célébré, jeudi 16 octobre, à 18 h. 30, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire, à la mémoire de toutes les victimes de l'attentat de la rue Copernic. Le Consistoire central israélite de France et l'Association consistoriale israélite de Paris invitent la population à assister à cet office.

Un colloque du R.P.R. sur la délinquance et la sécurité

Peyrefitte, connais pas

Le R.P.R. a réussi, samedi 11 octobre, le tour de force de réunir, à Paris, un colloque sur la prévention, la délinquance et la sécurité, en passant pratiquement sous silence le nom de M. Alain Peyrefitte, son projet « sécurité et liberté » et le rapport sur la violence dont il est l'auteur. Seule exception à la règle : une allusion de M. Chirac à des « réformes législatives » qui, selon lui, et malgré le vote quasi unanime de ses amis, *« ne sont pas une solution »*. La championne incontestée de ce difficile slalom est Mme Solange Troisier, médecin-inspecteur général des prisons, qui a exalté l'action de *« nos gardes des sceaux, Jean Foyer, Michel Debré »*, et qui a mis au crédit... du directeur de l'administration pénitentiaire l'effort actuel de la chancellerie en faveur des prisons.

Nul n'est prophète en son pays, pas même M. Peyrefitte, sous le coup, il y a quelque temps, d'une procédure d'exclusion du R.P.R., qui s'est, depuis, perdue dans les sables. Il aurait pourtant été intéressant de connaître le sentiment des deux cent cinquante policiers, magistrats, avocats et gardiens de prison, membres des sections d'Action ouvrière et professionnelle du mouvement, qui participaient à ce colloque, sur un projet qui aura bientôt force de loi et un rapport sur la violence qui fait figure de doctrine officielle en matière de prévention.

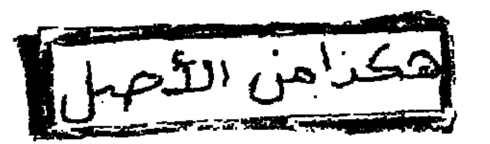
Deux discours

Au lieu de cela, on n'a guère entendu que des propos d'un extrême bon sens sur les dangers de la violence à la télévision et sur la nécessité d'un habitat *« familial et humain »*. Pour les orateurs, *« la prévention est une question d'éducation »*, la délinquance *« un problème de civilisation et de société »*, etc.

Au-delà de ces considérations, le R.P.R. tient deux discours. Le premier, policé, émane de M. Chirac qui plaide pour l'adoption d'une loi-programme, qui redonnerait à la police *« un standing sans lequel on ne s'impose pas »*, et juge *« irresponsables »* les mises en cause de celle-ci. L'autre, plus musclé, est celui des policiers militants du R.P.R., qui applaudissent le président de Légitime défense, M. François Romério, présent ès qualités, lorsqu'il déclare : *« Pour les policiers qui veulent faire leur devoir, il n'y a pas deux solutions : ou bien ils sont les plus forts et ils sont poursuivis, ou bien ils sont les plus faibles et le ministre de l'intérieur vient épingler sur leur cercueil une décoration qui ne les ramène pas à la vie. »* Encouragé par ces propos vigoureux, un participant a souhaité que l'on puisse prolonger au-delà des quarante-huit heures légales la garde à vue des jeunes délinquants qui, sinon, *« recommencent aussitôt »*. Un autre a réclamé davantage de contacts policiers-élèves, afin de combattre l'influence pernicieuse des professeurs *« gauchistes »*.

Ce n'est pas ce discours que M. Chirac a qualifié de *« sève nouvelle »* pour la réflexion du mouvement, mais celui des rapporteurs des commissions où il avait été affiné et parfois combattu. Il n'empêche que le président du R.P.R. a préféré flatter ses interlocuteurs policiers très nombreux, plutôt que de calmer leur ardeur, au risque de voir ses propos passer pour une absolution.

BERTRAND LE GENDRE.



Les conditions de séjour des étrangers en France

POINT DE VUE

LE VRAI VISAGE DE LA LOI BONNET

par le Père
ANDRÉ LEGOUY (*)

Si la loi Bonnet, sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, fut votée en décembre 1979 par les parlementaires de la majorité — après les avatars que l'on sait, — ce ne fut pas faute de mises en garde et de dénonciations réitérées, venues de tous les horizons.

Avons-nous assez répété que les dispositions de cette loi visaient en fait à renforcer le pouvoir discrétionnaire de l'administration sur tous les étrangers, qu'elles mettaient en cause les libertés fondamentales, les droits acquis, et que nul ne pouvait jurer de l'utilisation qui en serait faite par le pouvoir en place ou ses successeurs. (Voir notre article « Le malentendu », *le Monde* du 16 juin 1979.) En vain.

Devant toutes les objections, les *plus averties, les plus étayées, qui* lui étaient faites, M. Christian Bonnet ne savait que s'indigner du procès d'intention que, *paraît-il*, on lui intentait, et redire, la main sur *le cœur, qu'il ne s'agissait pour lui* que de se donner les moyens d'empêcher l'immigration « *clandestine* » et de débarrasser le pays d'une frange infime d'étrangers qui *constituaient une pègre*. Et M. Jean Foyer, le président de la commission des lois, subtil complice du ministre de *l'intérieur* en cette occasion, renchérissait benoîtement *pour emporter le vote décisif de* l'Assemblée après le rejet du projet par le Sénat, déclarant que celui-ci n'avait d'autre but que de « *freiner une immigration clandestine et parasitaire qui n'est de l'intérêt ni des immigrés eux-mêmes ni des travailleurs français. Il garantit les libertés mieux que la législation antérieure.* » (*Le Monde* du 30 juin 1979.)

Sur quoi, les députés de la majorité votèrent la loi Bonnet qui, après un dernier dérapage devant le Conseil constitutionnel, est entrée en vigueur le 10 janvier 1980.

Et maintenant ?

Et maintenant, certains de ces députés semblent soudain surpris d'apprendre par la presse qu'il n'y avait rien d'autre dans le dossier d'expulsion de Simon Malley qu'une note de quelques lignes ainsi rédigée : « *S'est maintenu sur le territoire français malgré le refus de renouvellement de son autorisation de séjour provisoire.* » (*Le Monde* daté 21-22 septembre 1980.) *Comment ? M. Simon Malley ne pouvait* tout de même pas être expulsé sur un pareil motif ? Mais si, bien sûr, messieurs les députés. Et non seulement M. Simon Malley, mais chaque *jour, dans toutes les préfectures,* des dizaines de travailleurs anonymes, avec femmes et enfants, même en bas âge, même nés en France ! Nous n'avions cessé de vous *le crier et vous vous êtes* bouché les oreilles.

Ne comprendrez-vous pas enfin le *mécanisme* ?

On se donne le pouvoir légal d'expulser tous les étrangers en situation « *irrégulière* » (on est déjà loin de la notion de « *clandestin* ») et, comme on possède déjà le pouvoir *exorbitant de fabriquer autant d'irréguliers* qu'on en désire en refusant le renouvellement du titre de séjour ou du titre de travail, on fait définitivement de l'ensemble des étrangers *en France une population asservie et* traquée, dont on réduit le nombre à volonté. Faut-il, par exemple, trouver le moyen de présenter des chiffres du chômage en baisse avant les élections *présidentielles* ? Qu'à cela ne tienne ! la loi Bonnet *est là pour dégraisser le trop-plein* des demandeurs d'emploi...

Faut-il se concilier, pour ces *mêmes élections, les voix de la* « France profonde » des Dupont-Lajoie ? La loi Bonnet est là pour prouver aux « bons Français » qu'on les protège contre l'invasion des « *métèques* » *qui leur prennent leur* pain, leur travail, leurs logements... et leurs femmes.

Faut-il *faire* plaisir à quelque potentat allié, gêné par un organe de presse qui s'exprime librement en France ? La loi Bonnet permettra *d'en expulser le directeur* étranger après avoir refusé de *lui* renouveler son titre de séjour.

Voilà, messieurs de la majorité, ce que vous avez voté.

Si c'est *cela* que vous vouliez, bravo ! Mais ayez le courage de vos opinions, et avouez-le.

Si ce n'est pas cela que vous vouliez, alors reconnaissez que vous êtes une fois de plus les dindons de la *farce gouvernementale*.

(*) Jésuite, membre du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI).

Des personnalités protestent contre l'expulsion du directeur d'« Afrique-Asie »

Une pétition intitulée : « Incroyable : dénoncer les crimes est criminel » vient d'être publiée à la suite de l'expulsion de M. Simon Malley, directeur du journal *Afrique-Asie*. En voici le texte :

« *Parce qu'*Afrique-Asie *a dénoncé calmement et courageusement depuis de longues années les crimes du régime raciste sud-africain et ceux des chefs d'Etat assassins et tortionnaires qui gouvernent de nombreux autres Etats africains pour le compte de l'impérialisme, le ministre de l'intérieur Bonnet a osé déclarer que certains articles de ce journal constituaient des appels au meurtre exprimant ainsi l'idée nouvelle et incroyable que la dénonciation des crimes est criminelle, alors que les auteurs des meurtres et des tortures sont reçus en France en grande pompe.*

» *Parce qu'il les a dénoncés, Simon Malley a été expulsé de France dans des conditions infâmes après une mascarade juridique. On espère ainsi rendre impossible la publication d'Afri*que-Asie.

» *Nous, soussignés, prenant fait et cause pour* Afrique-Asie, *l'aiderons par tous nos moyens, et ceux qui veulent le faire taire nous trouverons en travers de leur chemin.* »

Parmi les premiers signataires de cette pétition on relève notamment les noms de Mmes et MM. :

Robert Ageron, Nouri Albala, Henri Alleg, François Ascher, Etienne Balibar, Michel Beauvillard, Simone de Beauvoir, Paul Blanquart, général Paris de Bollardière, Marie Bonnafé, Huguette Bouchardeau, Claude Bourdet, Christian Bourguet, Jean Bruhat, Suzanne de Brunhoff, Georges Casalis, François Charbonnier, Jacques Chatagnier, Jean Chesnaux, Bernard Chouraqui, Robert Davezies, Régis Debray, Philippe Druet, René Dumont, Jean Elleinstein, Monique Estournet, Maxime Le Forestier, René Frydman, Maurice Goldring, Pierre Halbwachs (professeur), Eric Hazan, André Jacoby, Alain Joxe, Cécilia Joxe, Elie Kagan, Alain Krivine, Georges Labica, Victor Leduc, Henri Lefebvre, André Lentin, Albert-Paul Lentin, Colette Magny, Robert Merle, Paul Milliez, Gilles Perrault, André Prenant, Yvonne Quilès, Madeleine Rebérioux, Catherine Ribero, Antoine Spire, Jean Suret-Canal, Philippe Texier, Maurice Tournier (maître de recherches au C.N.R.S.), Mᵉ Vidal-Naquet, Madeleine Riffaud, Jacques Rosner, Marcel Bluwal, Ariane Mnouchkine, Jean-Louis Barrault, Madeleine Renaud, Hélène Cixous, Wilfrid Burchett, Anne Burchett, Anne Philipe, le Père Buannic, Pierre et Françoise Daix, Alain Guérin, Hélène Tournaire, Francis Teitgen, Henri Leclerc, Jean-Edern Hallier, René Andrieu, Robert Lambotte, Annie Girardot, Jean-Pierre Mignard, André Jeanson, Jehan de Wangen, René Rognon, Patrice Chéreau, David Rousset, Francesca Solleville, Martine Sarcey, Claude Roy, Alain Mac-Moy, Suzanne Flon, Guy Séligman, Catherine Clément, Françoise Xenakis, Roger Blin, Jacques Biot, Pascale Breugnot, Félix Guattari, Gérard Soulier, Antoine Lazarus, Vercors, Jean Wiener, Georges Hourdin et Jacques Debû-Bridel.

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un arrêt rendu le 13 février 1980 par la 11ᵉ Chambre, Section A, des Appels Correctionnels de la Cour de PARIS, il est extrait ce qui suit :

Un jugement rendu le 28 juin 1979 par la 17ᵉ Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a déclaré Walter THAYER, Directeur de publication de l'« INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE », ayant pour Avocat Mᵉ Jean-Loup MONTIGNY, coupable du délit de diffamation publique envers M. Gérard Adam de VILLIERS, ayant pour Avocat Mᵉ Etienne LEMOINE, et Mme Annick de VILLIERS, ayant pour Avocat Mᵉ Jean-François CHILOUX.

Le délit de diffamation résultait de la publication en pages une et deux du journal « HERALD TRIBUNE », daté du 17 novembre 1978, d'un article intitulé « BOCHGRAVE, de la revue « NEWSWEEK » et d'autres journalistes accusés de corruption ». « Des collaborateurs de presse accusés de corruption par un ancien collaborateur du SHAH. »

Sur appel de Walter THAYER et de la Société anonyme « INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE », la Cour devait confirmer le jugement en ce qu'il avait condamné Walter THAYER à la peine de 2 000 francs d'amende et déclarer la Société « INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE » civilement responsable.

La Cour condamne d'autre part THAYER à payer 5 000 francs à titre de dommages et intérêts à Gérard de VILLIERS et 5 000 francs de dommages et intérêts à Mme Annick de VILLIERS, ordonnant en outre la publication d'extraits de l'arrêt aux frais de THAYER dans trois journaux choisis par les parties civiles, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser la somme de 3 000 F.

La Cour a retenu que l'objectivité de THAYER ne peut résulter, comme il le prétend, de mises au point postérieures à l'article litigieux ; qu'il revenait au contraire à ce journaliste de ne pas publier sans vérifier la sincérité de son informateur, des imputations pouvant nuire à des tiers.

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DU COLLECTIF DES ÉTUDIANTS LIBÉRAUX

Mme Saunier Seïté s'en prend « aux apparatchikis du P.C. »

Pour son deuxième anniversaire, le Collectif des étudiants libéraux de France (CELF), animé par de jeunes giscardiens, a réuni, du 9 au 12 octobre, à Orléans, une centaine de délégués nationaux.

Ce forum était destiné, selon les responsables, à « former les cadres et futurs cadres du mouvement aux techniques du syndicalisme étudiant » *et à leur permettre de rencontrer des personnalités universitaires. Après M. Charles Debbasch, conseiller technique du président de la République pour l'éducation, la recherche et la culture, après des présidents d'université, des directeurs de centres régionaux des œuvres universitaires, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, est intervenue le 12 octobre. Elle a demandé aux jeunes libéraux qu'ils participent aux élections aux conseils d'université afin que ceux-ci ne restent plus sous* « la coupe du parti communiste ».

De notre envoyé spécial

Orléans. — Un peu moins nombreux que l'an dernier à Brest, les étudiants du CELF semblent néanmoins plus au fait des structures et de la vie des universités (*le Monde* du 5 septembre 1979). Il est vrai que l'année universitaire 1979-1980 a été fertile en événements qui ont permis aux adhérents de se familiariser avec les réalités de l'enseignement supérieur. « *Sur tous les sujets — participation aux conseils, étudiants étrangers, habilitation des diplômes, Vincennes, — le CELF a été présent* », souligne son président, M. Patrick Gérard. Mais l'année qui commence risque d'être « *difficile* ». Face aux « *forces d'inspiration communiste* » qui font tout pour que la rentrée soit agitée, le CELF veut mettre en place « *des cadres bien formés, compétents, connaissant bien les dossiers, sachant répondre aux arguments de l'opposition* ». Dans ce but, les adhérents du CELF s'entraînent aux techniques d'expression orale et écrite, s'initient aux budgets des universités ou à la loi d'orientation.

« *Il faut faire des polycopiés et des conférences-débats* », explique un adhérent de l'université de Paris-Dauphine, tandis qu'un étudiant de Nice vante les mérites du stand de rentrée « *installé sous les panneaux affichant les horaires des cours* ». Contrepoint à un optimisme général, un étudiant de Brest avoue son désespoir, expliquant avec un peu de tristesse qu'il est « *tout seul* » à défendre les intérêts du CELF dans son université.

Est-ce pour rassurer cet adhérent isolé que Mme Saunier-Seïté a glorifié « *le grand syndicat libéral (...) le seul face à l'UNEF-Renouveau et à l'UNEF-Soufflot* (1) »? Elle a, sans doute, pensé à l'aider en révélant que si le Sénat puis l'Assemblée nationale ont décidé, en juin dernier, d'augmenter le nombre de sièges de professeurs dans les conseils d'université et d'abaisser le quorum étudiants (*le Monde* du 19 juin 1980), c'est « *pour permettre aux libéraux de s'exprimer* ». « *C'est pour vous*, a répété Mme Saunier-Seïté aux adhérents du CELF, *que cette loi a été faite.* » Jusqu'ici, selon elle, les sièges dans les conseils étaient occupés par les « *permanents communistes de l'UNEF-Renouveau et par les apparatchikis du parti communiste* » qui ne traitaient pas des vrais problèmes et se contentaient de formuler « *des réquisitoires préparés place du Colonel-Fabien* ».

Grâce à la nouvelle répartition des sièges dans les conseils, le ministre pense que les choses vont changer. C'est pourquoi elle a conseillé aux étudiants du CELF de participer aux élections, qui auront lieu avant le 15 décembre. Elle a souhaité, bien sûr, qu'ils soient élus et qu'ensuite ils veillent dans ces conseils au choix des personnalités extérieures. Plutôt que « *l'instituteur communiste* », elle préconise de coopter « *des hommes de qualité, des parlementaires, de grands syndicalistes* ». Elle attire aussi l'attention sur l'élection du président d'université, « *un choix important* », et pour cela elle assure aux étudiants « *l'aide des professeurs* ».

Les adhérents du CELF ont applaudi le ministre dans ses multiples charges contre « *l'impérialisme idéologique (...) et la domination marxiste* », mais ils se sont montrés plus réservés sur la nécessaire suppression d'habilitations à délivrer des diplômes au nom de « *la qualité* ». Une petite faille dans le large front des libéraux réunis à Orléans.

SERGE BOLLOCH.

(1) Nom de la rue où se trouvait, avant la scission, le siège de l'UNEF. Mme Saunier-Seïté fait sans doute allusion à l'UNEF indépendante et démocratique.

Remise des palmes académiques à des « professionnels »

M. Giscard d'Estaing récompense ceux qui ont fait « quelque chose d'essentiel pour l'emploi »

En présence de MM. Christian Beullac, ministre de l'éducation, et Jacques Legendre, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. Valéry Giscard d'Estaing a assisté, samedi 11 octobre, à la Sorbonne, à la remise de palmes académiques d'une promotion exceptionnelle, « *éducation concertée* ». Cette cérémonie était destinée à récompenser cent soixante-quatorze personnes, venues surtout d'entreprises (1), pour leur contribution à la mise en place, durant l'année scolaire 1979-1980, des « *séquences éducatives* » pour certains élèves des lycées d'enseignement professionnel (LEP).

« *C'est la première fois que sont magnifiés en même temps le monde de l'entreprise et le monde de l'éducation.* » C'est par ces mots que M. Christian Beullac a ouvert une cérémonie qu'il juge « *historique* ». Ayant touché huit cents établissements et trente mille élèves en 1979-1980, l'éducation concertée représente pour le ministre « *une conversion profonde de l'institution scolaire, de ses modes de fonctionnement et de ses relations avec l'environnement* »

Le président de la République voit de son côté, dans cette « grande œuvre », une solution aux problèmes d'emploi des jeunes. Insistant sur la « *responsabilité particulière* » du système éducatif « *au moment où le mot le plus répété, notamment par la jeunesse française, est celui d'emploi* », M. Giscard d'Estaing a affirmé que « *la formation professionnelle ne doit pas être enfermée dans la salle de classe* ». Plaidant pour un « *rapprochement de l'école et de la vie économique* », il a demandé « *que les formations proposées répondent bien aux besoins des professionnels* » et que les jeunes soient convaincus « *de la nécessité d'obtenir une qualification pour leur avenir* ».

L'éducation concertée dont « *personne ne conteste plus la nécessité* » (2) et qui illustre « *la capacité de dynamisme de l'enseignement professionnel public* » prend ici sa place. Le chef de l'Etat a annoncé qu'elle sera « *l'un des points forts du plan quinquennal de formation professionnelle que le gouvernement prépare* », l'objectif étant de faire passer le nombre d'élèves en séquences éducatives à 400 000 (il devrait être de 50 000 en 1980-1981). Ainsi, a ajouté M. Giscard d'Estaing, « *on aura changé les conditions de formation professionnelle des jeunes Français ; on aura traité cet écueil fondamental : l'arrivée de 200 000 à 300 000 jeunes par an sur le marché du travail sans formation professionnelle* ». « *Chacun de ceux qui ont été décorés aujourd'hui*, a-t-il conclu, *peuvent se dire qu'ils ont fait quelque chose d'essentiel pour l'emploi (...), sans doute le plus grand problème de la France aujourd'hui (...) dont dépend la confiance et l'optimisme de notre jeunesse.* »

(1) Trente-cinq enseignants et cent trente-neuf représentants d'entreprises, dont : trente-six chefs d'entreprise et industriels, quarante-deux cadres et agents de maîtrise, vingt-deux contremaîtres et chefs d'ateliers, onze ouvriers et employés.

(2) Le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) a boycotté la cérémonie, parce qu'il « *condamne sans réserve* » l'éducation concertée, « *mise en place de l'alternance école-entreprise à l'intérieur du système éducatif* ».

LE DIRECTEUR DES ÉCOLES EN TOURNÉE

Des programmes « clefs en main »

Directeur des écoles au ministère de l'éducation, M. René Couanau a tenu à présenter lui-même, lors de voyages en province, les nouveaux programmes du cycle moyen de l'école élémentaire, adoptés en juin dernier (« le Monde » du 28 juin). Une brochure regroupant les nouveaux programmes et instructions sera distribuée dans les semaines à venir à chacun des cinquante-cinq mille enseignants concernés.

De notre envoyé spécial

Rennes. — « *La publication d'un texte au* Bulletin officiel *ne suffit pas. Il n'y a pas au ministère de l'éducation un bouton sur lequel appuyer pour mettre en marche l'armée rouge !...* » M. René Couanau ne doute pas un instant des vertus de l'explication sur le terrain. Le directeur des écoles s'est fait sa religion : depuis vingt ans, de très bonnes circulaires ont été publiées et pourtant le système éducatif n'a que très peu évolué.

Aussi, les nouveaux programmes du cycle moyen mis au point, a-t-il décidé de jouer le rôle d'un commis voyageur de la pédagogie. Après Rouen, le 25 septembre, et Versailles, le 3 octobre, il était récemment à Rennes. Entouré de ses collaborateurs et de trois membres de l'inspection générale, il a passé la journée, en présence du recteur, avec les inspecteurs d'académie, les directeurs et directrices d'école normale, les inspecteurs départementaux de l'éducation des deux académies de Rennes et de Nantes. Cent cinquante cadres de l'éducation qu'il a informés, écoutés et, espère-t-il, convaincus.

Différences de niveau ·

A ses yeux, l'enjeu est de taille. Les nouvelles instructions débordent le cadre du cycle moyen, c'est-à-dire des deux années qui achèvent l'école élémentaire et ouvrent la voie d'entrée au collège. Elles intéressent « *toute l'école primaire* ». Sur elles devront « *se caler* » les classes qui précèdent : cycles préparatoire et élémentaire, voire la section des grands de la maternelle. Elles sont décisives pour la continuité de la scolarité obligatoire.

Au passage, M. Couanau donne du pied dans quelques fourmilières : « *Nous avons appelé un chat un chat et dictée la dictée : il n'y a pas de maîtrise de la langue sans la possession de certains mécanismes.* » Cela ne signifie pas un retour en arrière, mais « *une synthèse qui ne veut ni larguer les ancrages du passé ni fermer les voies de l'innovation* ». L'éducation civique et morale « *doit être une préoccupation permanente* » qui appelle un « *engagement personnel* » de l'instituteur.

Quant au constat des différences de niveau des élèves au seuil du collège, M. Couanau rappelle que 40 % seulement des enfants étaient présentés autrefois au certificat de fin d'études. Pour n'être pas nouveau, le problème n'en est pas moins préoccupant. « *L'hétérogénéité des élèves issus des écoles primaires, que le collège unique a mise en évidence, même si elle préexistait à son institution, doit être impérativement réduite.* » M. Christian Beullac devrait très prochainement faire le point à ce sujet. Discret sur les intentions du ministre, M. Couanau n'exclut pas, pour sa part, qu'à terme la réflexion aboutisse à remettre en cause les structures de l'école loin en amont du collège et, peut-être, à briser la notion de classe confondue avec le groupe d'enfants du même âge.

Le directeur des écoles estime que si, dans trois ans, les nouvelles instructions, qu'il est venu livrer « clefs en main », ont commencé de pénétrer les classes, le but visé sera atteint. Cen rendez-vous n'est pas si lointain. « *Maintenant, vous avez de bons textes en main...*, a-t-il averti. *Ne posez plus de questions à l'administration ; à vous de prendre des initiatives.* » Les instituteurs de cours moyen vont avoir à faire des devoirs le soir à la maison...

CHARLES VIAL.

JUSTICE

LA FIN DU PROCÈS DU TALC MORHANGE

Un « ratage » judiciaire

Dans une affaire aussi complexe que celle du talc Morhange — qui provoqua en 1972 la mort de trente-six bébés et l'intoxication de cent soixante-huit autres — la justice est contrainte de s'en rapporter aux scientifiques. Au terme du procès en appel, qui s'est achevé vendredi 10 octobre devant la cour de Versailles, les conclusions des principaux experts chargés d'éclairer le tribunal de Pontoise, le professeur Martin Bouyet, spécialiste en épidémiologie, furent pourtant la cible des avocats chargés de défendre les intérêts de la société Givaudan-France, inventeur et fabricant du redoutable hexachlorophène, et de son directeur, M. Hubert Flahaut, condamné en première instance à dix-huit mois de prison avec sursis. Mᵉ Robert Badinter et le bâtonnier Henri-Paul Moinet ont refusé que le procès du talc mal conditionné et auquel fut additionné par erreur 6,35 % d'hexachlorophène, ne devienne le procès du bactéricide lui-même, produit dont la dangerosité est nulle lorsqu'il est employé à des doses normales.

La « hargne » du professeur Bouyet fut dénoncée avec d'autant plus d'ardeur que son rapport, qualifié par le bâtonnier Moinet de « machination et de supercherie scientifique », avait pesé lourd en première instance pour la condamnation de M. Flahaut. Plus de trois années ont été perdues pour prouver que l'hexachlorophène était — à doses excessives — capable de tuer, ce que tout le monde savait. « *Dix babouins ont été sacrifiés pour rien*, a dit Mᵉ Badinter, *pour les besoins d'une expertise inutile, qui a coûté 2 millions de francs aux contribuables. Cette affaire a été marquée au coin du malheur du préjugé et de la confusion.* »

Si elle s'est efforcée de prouver que les produits chimiques étaient dangereux à hautes doses — ce que tout le monde savait — l'instruction, longue de sept ans, n'a pas pu répondre aux questions-clés sur les vraies responsabilités. En cela, en effet, on peut parler comme Mᵉ Badinter de « *ratage* » judiciaire.

Arrêt le 5 décembre.

DAMIEN RÉGIS.

SCIENCES

Après plus de six mois dans l'espace

LES COSMONAUTES SOVIÉTIQUES SONT REVENUS SUR TERRE

Les deux cosmonautes soviétiques Valeri Rioumine et Leonid Popov, en orbite depuis le 9 avril dernier, sont revenus sur Terre samedi 11 octobre, à 10 h. 50 (heure française), après avoir battu le record du plus long séjour dans l'espace : 184 jours 20 heures et 12 minutes contre les 175 jours et 36 minutes de Vladimir Liokhov et... Valeri Rioumine.

Dès l'atterrissage de leur module de descente, à environ 180 kilomètres au sud de la ville de Djezkagan (Kazakhstan), l'équipage de Soyouz-37 a été soumis à une série de tests médicaux. Ces examens ont, selon les Soviétiques, montré que les deux hommes avaient bien supporté leur long séjour en apesanteur, prenant même, ce qui est exceptionnel, du poids pendant leur mission : 3,2 kilogrammes pour Popov et 4,7 kilogrammes pour Rioumine. D'autre part, les cosmonautes soviétiques semblent avoir pu, dès leur retour, mener une vie relativement normale, témoignant ainsi des progrès faits dans les programmes de réadaptation aux conditions terrestres.

Ainsi, l'équipage soviétique aura passé un peu plus de six mois en apesanteur. Six mois pendant lesquels se sont succédé expériences médicales, cultures de plantes, prises de vues (trois mille cinq cents clichés de la Terre) et fabrication de matériaux (une centaine de semi-conducteurs ont été produits, ainsi que cent cinquante échantillons de revêtement).

Rioumine et Popov auraient probablement pu continuer encore. Le lancement récent d'un engin de ravitaillement Progress-11 en direction de Saliout-6 pouvait le laisser penser. Mais la décision prise par les responsables de la mission de ne pas laisser aux deux hommes le vaisseau Soyouz-38 de l'équipage soviéto-cubain, plus « frais » que leur Soyouz-37, a donné le signal du retour.

Les Soviétiques préfèrent avancer à pas comptés, mais l'on peut s'étonner qu'ils n'aient pas attendu quelques jours de plus pour que Rioumine soit le premier homme à avoir passé — en trois missions — un an dans l'espace.

Après ces vols records et ces missions multiples, la station Saliout-6 qui a déjà reçu la visite de douze équipages, et a été ravitaillée par onze Progress, recevra-t-elle de nouveaux équipages ? Son ravitaillement récent en combustibles et matériel par Progress-11 peut le laisser supposer. Mais il semble peu probable qu'il s'agisse de vols de longue durée, tant il est vrai, de l'aveu même des Soviétiques, que « tout ce qui pouvait être changé ou réparé » sur Saliout-6 l'a déjà été.

FAITS DIVERS

● *Sauvetage de deux des trois marins prisonniers du chalutier « Elodie ».* — Deux des trois marins prisonniers du chalutier lorientais *Elodie* qui s'était retourné en mer samedi 11 octobre ont été sauvés dans la soirée du dimanche 12 par des plongeurs de la marine nationale. Avec l'aide d'une vedette des affaires maritimes et d'un hélicoptère de la protection civile, ces plongeurs ont réussi à libérer les trois hommes après plusieurs essais infructueux dus au mauvais état de la mer. Deux étaient encore en vie, après avoir passé trente-six heures dans le chalutier renversé (*le Monde* daté 12-13 octobre).

Le Monde

sports

FOOTBALL

LA VICTOIRE (7-0) DE L'ÉQUIPE DE FRANCE A CHYPRE

Le prix du sérieux et de la réussite

De notre envoyé spécial

Limassol. — C'est à Limassol, escale chypriote forcée pour Richard Cœur de Lion, victime d'un naufrage sur le chemin de la troisième croisade vers Jérusalem, que les footballeurs de l'équipe de France ont entamé victorieusement la leur, le 11 octobre, avec l'ambition d'atteindre l'Espagne en juin 1982 pour la phase finale de la Coupe du monde. Ils devront pour ce faire terminer à l'une des deux premières places d'un groupe de qualification composé par les Belges, les Chypriotes, les Irlandais et les Néerlandais.

Les amateurs de statistiques retiendront que la France, en battant Chypre par 7 à 0, a profité de cette première escale pour réussir son plus gros score depuis 1957 (8 à 0 contre l'Islande) et a obtenu le plus large succès de son histoire à l'étranger, tandis que les Chypriotes connaissaient leur plus lourde défaite à domicile depuis l'indépendance de l'île et la proclamation de leur république, le 16 août 1960.

Un homme au moins n'est pas près d'oublier la visite de l'équipe de France. A la veille de la rencontre, M. Michalakis Kyprianou, le jeune président de la fédération chypriote de football, confiait déjà son étonnement. Jamais une équipe visiteuse n'avait autant pris au sérieux un match dans ce pays à peine plus grand que la Corse et comptant à peu près cent fois moins d'habitants (six cent cinquante mille) et de footballeurs (quinze mille) que la France.

A l'heure où, sur les plages, les touristes nordiques s'adonnaient à un soleil encore estival, les joueurs français terminaient leur deuxième séance d'entraînement de la journée dans le cadre enchanteur de la « vallée heureuse », une enclave militaire britannique conçue comme un club de vacances pour amateurs de loisirs sportifs, où ils venaient de suer sang et eau.

Avec le recul il serait facile d'ironiser sur les propos tenus alors par Michel Hidalgo, le directeur des équipes de France, qui « redoutait un tel match où les Français avaient tout à perdre et rien à gagner ». Plus encore que la valeur modeste des footballeurs chypriotes il craignait surtout les conditions particulières du match. Depuis le début de la saison, les joueurs français n'avaient pas encore disputé de rencontre diurne. Quand ils le font, en hiver, la température est loin d'atteindre les 25-30 degrés qui les attendaient à Chypre.

Comparses

Voués au rôle de comparses dans les compétitions internationales, les footballeurs chypriotes ont néanmoins tiré parfois profit de cet environnement pour piéger quelques adversaires et réussir des coups d'éclat comme récemment leur match nul contre la Roumanie en éliminatoires du championnat d'Europe 1980, et surtout le retentissant succès, la saison dernière, de l'Omonia de Nicosie sur l'Ajax d'Amsterdam, défait par 4 buts à 0, en Coupe européenne des clubs champions.

Dans une épreuve où, en cas d'égalité entre deux ou plusieurs équipes, la qualification à la Coupe du monde 1982 se fera à la différence entre les buts marqués et encaissés, il convenait non seulement de gagner, mais encore avec le plus grand écart de buts possible, ce que n'avait pas vraiment su faire l'Irlande victorieuse par 3 à 2, le 26 mars à Nicosie. C'est pour mettre toutes les chances de son côté dans ce domaine que Michel Hidalgo avait demandé et obtenu d'être sur place trois jours avant la rencontre pour procéder à deux entraînements à l'heure inhabituelle du match et de disposer de tout l'encadrement des grandes campagnes avec deux entraîneurs nationaux, un médecin, un masseur et même un cuisinier. Ainsi, outre l'administration habituelle des défatigants autorisés, le docteur Vrillac devait, cette fois, veiller sur l'alimentation des joueurs afin de limiter la déshydratation et de reconstituer les réserves en sels minéraux des organismes.

Si on ajoute que Michel Hidalgo avait décidé de faire confiance à des joueurs chevronnés avec, par exemple, le rappel de Didier Six et surtout d'Henri Michel, sélectionné pour la cinquante-huitième fois (1) pour suppléer, au poste de défenseur libre, aux forfaits de Marius Trésor, blessé, et de Christian Lopez, grippé, on constate que les Français avaient préparé le match avec beaucoup plus de sérieux que les Chypriotes, dont le championnat national débutera seulement le 19 octobre et qui alignaient au coup d'envoi Sotiris Kaiafas, leur avant-centre vedette, blessé au genou droit et incapable de courir.

Ce sérieux dans la préparation ne saurait toutefois expliquer à lui seul l'ampleur du score pour cette équipe de France qui, malgré un jeu de qualité, péchait, ces dernières années, par son manque d'efficacité en compétition.

Comme le faisait remarquer Michel Platini après le match, l'équipe de France, qui joue encore avec trois attaquants classiques devant trois milieux de terrain alors que ses grandes rivales européennes n'opèrent plus qu'avec deux attaquants de pointe pour quatre milieux de terrain, est déjà mieux structurée pour dominer un adversaire plus faible qu'elle.

A cet atout, il convient aussi d'ajouter cette fois la réussite avec le premier but, inscrit dès la cinquième minute par Bernard Lacombe interceptant un dégagement raté d'Andréas Papacosta sur une remise en jeu aux 6 mètres, et presque aussitôt suivi par deux buts de Michel Platini (14e et 23e minutes). Comme un boxeur touché d'entrée, l'équipe chypriote était d'emblée conditionnée psychologiquement pour la défaite.

Malgré deux pénaltys provoqués par Michel Platini et transformés par Jean-François Larios (40e et 77e minutes), il a fallu attendre les six dernières minutes et la rentrée de Jacques Zimako pour retrouver une équipe de France aussi efficace qu'au début du match avec deux buts de Didier Six et Jacques Zimako. Le travail préparatoire du Lyonnais Jean Tigana et des Stéphanois Michel Platini et Jean-François Larios a en effet trop souvent été gâché par les maladresses des ailiers Bruno Baronchelli et Didier Six, gênés par les fréquentes montées offensives des arrières français sur un terrain étroit.

Ces maladresses justifient la réaction à chaud de Michel Hidalgo, qui regrettait que son équipe n'ait pas profité de l'occasion pour s'imposer par une dizaine de buts. Mais il s'est vite rallié à l'opinion de Guy Thys, le sélectionneur de l'équipe de Belgique, venu le féliciter, en replaçant cette performance dans le contexte international : « Bravo. 7 à 0, il faut quand même le faire ! »

GÉRARD ALBOUY.

(1) Henri Michel rejoint Robert Jonquet à la deuxième place des joueurs français les plus sélectionnés derrière Roger Marche, appelé soixante-trois fois.

ATHLÉTISME

Joëlle Audibert, première championne de France de marathon

Le Strasbourgeois Fernand Kolbeck n'est pas parvenu à rejoindre Alain Mimoun au palmarès des championnats de France de Marathon. L'Alsacien qui, pour sa dernière course sur la distance fatidique de 42 195 mètres, souhaitait décrocher un sixième titre national, n'a pas résisté, au 32e kilomètre, à l'accélération de Michel Lelut. Le gardien du stade de Viry-Châtillon a en effet dynamité le petit peloton de huit coureurs qui avait pris ses distances avec les quelque quatre cents autres concurrents dès le 5e kilomètre. Toutefois, celui-ci ne faisait que tirer les marrons du feu pour le postier de Lyon, Bernard Bobes, qui comblait son retard au 35e kilomètre. Pris alors de vomissements, le champion de France 1979, qui n'a pas été retenu pour les Jeux olympiques, sut malgré tout conserver l'ascendant sur Lelut, dont le talon droit était ensanglanté, pour terminer les quatre boucles de 10 kilomètres dans les rues de Montataire (Oise) en 2 h. 15 min. 42 sec.

Vingt et une minutes quarante-sept secondes plus tard, le 69e concurrent à franchir la ligne d'arrivée était... une femme : Joëlle Audibert, postière à Lyon comme Bobes. Un petit bout de femme âgée de vingt-neuf ans devenait championne de France de marathon. Pour la première fois, les femmes étaient autorisées à se mesurer officiellement aux hommes et en même temps qu'eux sur cette distance.

Pour une fois, les hommes n'ont pas la vedette. Et, d'ailleurs, ce n'est que justice. En 1980, un championnat de marathon, où ni Charbonnel ni Coux ne sont au départ, c'est un plat sans sel, même si tous les mangeurs de bitume patentés sont là.

Non, la vedette à 14 h. 30 lorsque le starter libère les quatre cents coureurs, c'est une femme haute comme trois pommes, qui l'accapare : Chantal Langlacé. Avec son maillot rouge aux armes de l'Amiens université club et ses boucles folles, elle ne l'a pas volé. Il y a deux ans, elle avait établi la meilleure performance mondiale féminine du marathon (2 h. 35 min. 15 sec.) (1), puis la rupture d'un tendon d'Achille l'avait fait oublier avant qu'à la surprise générale elle ne batte, le 8 septembre dernier, la meilleure performance mondiale féminine sur 100 kilomètres, en 7 h. 27 min. 22 sec. De plus, ce titre de championne de France, le premier qui soit mis en jeu pour les femmes au bout des 42,195 kilomètres par la Fédération française d'athlétisme, c'est un peu grâce à elle.

Pour des raisons qui se perdent dans la nuit des temps athlétiques et dans les recoins de l'inconscient des dirigeants de fédération, les femmes n'avaient pas le droit de s'aligner sur des distances supérieures à 3 000 mètres jusqu'au début des années 70 et surtout pas en même temps que les hommes. Chantal Langlacé a été l'une des premières à braver ces ukases. Ses premières courses longues sur route, ce « prof de gym » d'Amiens a dû les disputer sous un « pseudo de mec » afin de pouvoir retirer son dossard.

« 100 bornes » par semaine

Heureusement, depuis quelque temps les organisateurs ne sont plus effrayés à la perspective de voir des femmes s'aligner sur les longues distances. Au reste, on s'est aperçu que la masse graisseuse du « sexe faible » (20 % du poids du corps contre 14 % pour les hommes) constitue un handicap dans les épreuves de résistances, mais un avantage dans les épreuves d'endurance. De surcroît, les femmes possèdent une meilleure thermo-régulation du corps, c'est-à-dire qu'elles transpirent moins au cours d'un effort de longue durée et échappent ainsi au « coup de pompe » qui guette les marathoniens entre le 30e et le 31e kilomètres.

Bref, bien que les autorités sportives aient autorisé les femmes à participer à des épreuves officielles dès 1973 aux Etats-Unis et 1975 en Grande-Bretagne et en République fédérale d'Allemagne, ce n'est qu'en 1980 que la Fédération française s'est décidée à franchir le pas. Sans doute grâce au concours financier d'une marque américaine de produits cosmétiques qui a pris en charge les frais des trente-quatre concurrentes sélectionnées pour avoir couru la distance en moins de trois heures trente.

Pour son premier marathon en 1973, à Neuf-Brissac, Chantal Langlacé avait fait beaucoup mieux. C'est dire qu'elle fait figure, dimanche, de favorite pour ce titre qu'elle désire ardemment. Et on la voyait déjà... mais c'était sans compter sur la concurrence de Sylvie Fouache, qui a réalisé pour son deuxième marathon à Montréal, début septembre, une très bonne performance, et de Joëlle Audibert, la Lyonnaise, qui a accumulé les blessures après avoir été deux fois championne de cross, en 1973 et 1974.

Toutes trois vont rester dans le même groupe jusqu'au 25e kilomètre. Là, Chantal Langlacé commence à lâcher prise. S'est-elle moins bien remise de sa récente performance sur 100 kilomètres qu'elle ne croyait ? Toujours est-il que celle qui a été surnommée « marathon woman » devra se contenter d'une troisième place, d'un bouquet de fleurs avec en prime une grosse déception.

La deuxième, Sylvie Fouache, a perdu ses chances au ravitaillement du 30e kilomètre. Dans la bousculade, elle a pris une vingtaine de mètres de retard, et s'est retrouvée seule sans personne pour la « retirer » sur les talons de Joëlle Audibert. Cette Lyonnaise en était à son troisième marathon, mais les deux premiers remontaient à cinq ans. Depuis, elle traînait la poisse. Or, tout à coup, à vingt-neuf ans, elle, qu'on a repêché pour ces championnats, tient à nouveau sa chance. Alors, elle n'écoute pas les garçons autour d'elle, qui lui conseillent de modérer son allure parce que ses temps de passage sont rapides. Non, avec ses petites jambes nerveuses, elle martèle l'asphalte, oubliant tout, même ses intestins qui la trahissent.

Et la voilà, 2 h. 37 min. 29 sec. après avoir franchi la ligne de départ, qui coupe la ligne d'arrivée. Elle aurait été le 69e homme. Elle est la première femme. Toute à sa joie, pas même essoufflée. Elle est loin pourtant de s'entraîner autant que certains autres concurrents qui ont plus de 140 kilomètres par semaine. Elle ne dépasse pas les « cent bornes » pour ne pas perdre le plaisir de courir. Car, en dépit de ses parents qui ont vainement cherché à l'orienter vers la gymnastique ou la natation, elle a toujours aimé courir. Elle regrette néanmoins de ne pas pouvoir se préparer mieux. « C'est dur d'aller à l'entraînement après le travail de 8 h.-17 h. » Moment d'amertume effacée d'un geste. Il ne reste que la victoire. Et la preuve par trente-quatre que les femmes peuvent s'aligner sans honte dans une course sur route aux côtés des cracks masculins de la spécialité.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Depuis lors, la Norvégienne Greta Waitz a porté ce record à 2 h. 27 min. 33 sec.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Le Britannique Michael Mac Lead a remporté les Foulées rennaises disputées sur 8,5 kilomètres dans les rues de la ville en parcourant la distance en 26 minutes 6 secondes. Il a distancé l'Allemand de l'Ouest Hans Juergen Orthmann de 18 secondes et le Français Francis Gonzales de 41 secondes. L'épreuve féminine, courue sur 3 kilomètres, a été gagnée par la Soviétique Elena Sypatova en 11 minutes 9 secondes.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(quatrième journée)

*Le Mans b. St. français-Evry	104-87
*Tours b. Antibes	103-83
*Caen b. Limoges	75-71
Villeurbanne b. *Mulhouse	93-79
*Orthez b. Challans	104-95
*Avignon b. Nice U. C.	78-62
Monaco b. *Nice B. C.	87-79

Classement. — 1. Tours, Le Mans et Caen, 12 pts ; 4. Stade français-Evry et Villeurbanne, 10 ; 6. Orthez, Challans, Avignon et Monaco, 8 ; 10. Mulhouse et Antibes, 6; 12. Limoges, Nice B. C. et Nice U. C., 4.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(dixième journée)

GROUPE A

*Montpellier et Angoulême	0-0
*Besançon et Martigues	2-2
Gueugnon b. *Libourne	3-0
*Marseille et Béziers	0-0
*Toulouse b. Saint-Dié	1-0
Thonon b. *Ajaccio	2-0
*Avignon b Tavaux	2-1
*Montluçon b. Cannes	1-0
*Corbeil b. Grenoble	2-1

Classement. — 1 Gueugnon, 15 pts; 2. Montpellier et Besançon, 14 : 4. Béziers, 13 ; 5. Toulouse, Angoulême et Thonon, 12 ; 8. Martigues et Avignon, 11 ; 10. Marseille et Montluçon, 9 ; 12. Cannes et Ajaccio, 8 ; 14.. Grenoble, Saint-Dié et Corbeil, 7 ; 17. Libourne, 5 ; 18. Tavaux, 4.

GROUPE B

*Rouen b. Brest	2-1
*Thionville b. Châteauroux	2-0
*Le Havre b. Blois	3-0
*Quimper b. Nœux	1-0
Reims b. *Guingamp	3-0
*Abbeville b. Rennes	3-1
*Limoges b. Montmorillon	3-0
*Orléans b. Paris F.C.	2-1
*Dunkerque b. Caen	2-1

Classement. — 1. Rouen, 15 pts ; 2. Thionville, 14 ; 3. Le Havre et Quimper, 13 ; 5. Brest, 12 ; 6. Limoges et Abbeville, 11 ; 8. Nœux, Reims, Guingamp, Châteauroux et Blois, 10 ; 13. Orléans et Montmorillon, 8 ; 15. Dunkerque et Rennes, 7 ; 17. Caen, 6 ; 18. Paris F.C., 5.

Handball

COUPE D'EUROPE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE
(premier tour, match aller)

Atletico Madrid b. *Gagny .. 21-17

Rugby

A Clermont-Ferrand :
Sélection française b. Japon .. 43-25

A Neath :
Pays de Galles B b. France B 13-0

SPORTS ÉQUESTRES

Frédéric Cottier, champion de France de saut d'obstacles

Frédéric Cottier, vingt-six ans, champion de France de saut d'obstacles 1980 avec l'alezan *Flambeau C*, sur le compte duquel nous avons eu déjà l'occasion de nous extasier, voilà un résultat en tous points conforme à la logique sportive, laquelle rechigne à voir triompher le héros chanceux et météorique d'un jour pour être, le suivant, à peine digne d'une vente de réforme.

La logique, d'ailleurs, a régné en maîtresse, dimanche 12 octobre, au Grand-Parquet de Fontainebleau transformé, soit dit en passant, en petite Sibérie, sous un ciel hideux. Compte tenu des gains additionnés au cours des épreuves précédentes, nous trouvons en effet à la seconde place Gilles Bertran de Balanda, champion de France version 1979, pilotant un autre phénomène de l'élevage français, l'étalon *Galoubet*, dont les cabrades et les croupades, d'un obstacle à l'autre, font tout bonnement la pige aux sauteurs en liberté de Saumur. Nous tenons en Sa Majesté *Galoubet* une « nature », une bête de théâtre comme nous n'en vîmes sans doute jamais sur notre sol, nos souvenirs personnels longuement scrutés.

L'erreur de ses propriétaires — comme leur prêtent les échos sonores des pistes — serait de vouloir lui faire mener deux carrières à la fois : celle d'étalon, d'une part, et celle de stayer, d'autre part. Le jour où il prendra goût aux jeux d'Eros, adieu la joie d'avaler des obstacles, adieu le bonheur de nous enflammer par ses numéros à décourager l'épithète.

« La victoire, c'est pour moi »

L'alezan *Flambeau C*, qu'il convient, dit-on, d'aborder au montoir avec toutes sortes de cérémonies, nous ravit et nous émeut par sa profonde honnêteté. Avec lui, toute réserve devient inconvenance. Point de sujet plus respectueux à l'obstacle et l'on comprend pourquoi tant d'étrangers louchent sur cet animal irréprobablement bâti qui demeure, Dieu merci ! la propriété de l'Etat et, pour ce motif, n'est pas à vendre. A Rome, en mai, nous vîmes ce fils d'*Un Prince*, étalon de pur sang du Haras national de Saint-Lô, nous régaler de toute la gamme de ses talents en franchissant cinquante-six obstacles en quarante-huit heures sans en effleurer un seul. Il a pour lui, hâtons-nous de le préciser, un cavalier doté d'un doigté supérieur et de beaucoup de caractère. Le souci de la victoire le saisit véritablement aux tripes. A cheval, un totalitaire. « La victoire, c'est pour moi ; la demi-mesure c'est pour les autres. »

Mais voyons la piste du Grand-Parquet spongieuse après les pluies diluviennes de la veille. La finale comprenait treize obstacles dont la cote variait entre 1,50 m et 1,60 m, au total seize efforts en comptant le double, le triple et la rivière (4,10 m). Quinze couples étaient appelés à disputer cet ultime tournoi. Favori, du moins sur le papier : Marcel Rozier et *Echo de Cavron* (dix ans) qui, dans les épreuves précédentes, avait totalisé le maximum de bonifications. Doit-on le rappeler ? Les chevaux ne sont pas des pendules. *Echo de Cavron* a, derrière lui, une carrière en dents de scie. Un jour, il signe un chef-d'œuvre, le suivant, sa caboche lui prescrit le sabotage et il en abuse. Or, dimanche, après avoir été brillant les jours passés, le voici au bord de la délinquance : un festival de barres renversées prive son cavalier du quatrième titre (le dernier datant de 1974) auquel son talent pouvait prétendre. « Mon cheval, devait-il nous confier, est allergique au Grand-Parquet. Cela ne veut pas dire qu'il soit allergique à la grande « musique », son palmarès en témoigne. »

Ce redoutable concurrent écarté, restait aux jeunes loups l'occasion de s'expliquer, un couteau entre les dents, et ils ne s'en privèrent pas. L'épreuve se courait en deux manches, et, au terme de la première, trois cavaliers seulement avaient réussi un sans-faute : Gilles Bertran de Balanda, Frédéric Cottier et Hervé Godignon pilotant le bai *Gitan* en forme ascendante. Après le deuxième tour, il y eut barrage, seuls restant en lice Cottier et Balanda. Ce dernier l'emporta de haute lutte. Mais en additionnant les points obtenus au fil des épreuves, Cottier sortait vainqueur du marathon. Ainsi, Gilles Bertran de Balanda, gagnant de la finale, du moins inscrite sous cette appellation au programme, perdait, ô paradoxe ! son titre de champion de France. Ce règlement n'étant accessible qu'aux initiés laissa tout de même ébaubi le public auquel il eût été séant de donner une explication.

A noter, à titre de délassement, la victoire de P. Linget dans le championnat de France des cavaliers de deuxième catégorie. En dressage, c'est-à-dire au chapitre des allures artificielles, cela dit sans esprit de dénigrement, la palme a été remportée par Mme Otto Crépin, en selle sur le hongre *Caprici*.

ROLANT MERLIN.

CYCLISME

LE GRAND PRIX DES NATIONS

Vandenbroucke aussi bien qu'Hinault en 1978

De notre envoyé spécial

Cannes. — En d'autres temps, le Grand Prix des Nations eût souffert de l'absence de Bernard Hinault. Cette fois, le renoncement du champion du monde a profité, dans une certaine mesure, à une épreuve qui a gagné en attrait ce qu'elle a perdu en qualité. Vainqueur trois années de suite en battant ses propres records, le Breton a laissé le champ libre à ses adversaires.

De fait, ce Grand Prix des Nations « open » paraissait doublement ouvert et il le fut encore plus qu'on ne l'imaginait. Francesco Moser en était le favori logique. Deuxième derrière Hinault en 1978, puis en 1979, il avait de bonnes raisons de croire à ses chances et d'envisager enfin la réussite après plusieurs tentatives infructueuses. L'Italien se méfiait surtout du Norvégien Knudsen, un excellent rouleur présumé en bonne condition, du Danois Oersted qui détient le record de l'heure amateurs et éventuellement de Joop Zoetemelk bien que la forme du Néerlandais fût imprécise. Il se trompait. Le danger venait d'ailleurs.

La victoire, dimanche 12 octobre, a récompensé l'élégant Jean-Luc Vandenbroucke, un Belge de vingt-six ans, que l'on tient depuis plusieurs saisons pour l'éternel espoir du cyclisme. Le résultat ne constitue pas, à proprement parler, une surprise. Vandenbroucke est un spécialiste de l'effort individuel caractérisé par un style d'une grande pureté et une puissance très supérieure à la moyenne. Mais ses performances assez irrégulières inspiraient la méfiance. Quatrième des Nations en 1978 et septième l'an dernier à plus de 6 minutes de Bernard Hinault, il avait été devancé en ces deux occasions par Moser.

C'est un homme métamorphosé que nous avons retrouvé sur le parcours fortement accidenté de Cannes-Valbonne (deux circuits de 45 kilomètres). Pointé en cinquième position au 13e kilomètre derrière Knudsen, Vallet, Gisiger et Moser — juste devant Vigneron — il s'est emparé du commandement au 25e kilomètre pour reléguer finalement Gisiger à 2 min. 53 sec. et Moser à 3 minutes juste. Ce qui veut dire qu'il aurait pu rejoindre l'Italien, les coureurs partant précisément de trois en trois minutes, et qu'il fait aussi bien que Hinault en 1978.

La bonne surprise de ce Grand Prix des Nations sans Hinault, nous la devons à Jacques Bossis, récent vainqueur du Grand Prix de Fourmies. Il précède Knudsen mais aussi Kuiper et n'a concédé qu'une petite seconde à Moser. En revanche, la déroute de Marc Mediot, seizième à plus de neuf minutes, semble plus inquiétante. On peut se demander si le jeune Breton, qui vient de passer professionnel, est la petite merveille annoncée et s'il n'a pas été usé prématurément comme tant d'autres à un âge où il convient de ménager son organisme.

Enfin, ce Grand Prix des Nations n'a été marqué par aucune innovation technique. Cela surprend à une époque où les constructeurs travaillent sur l'aérodynamique des bicyclettes. Les professionnels auraient-ils moins d'imagination que les amateurs soviétiques qui emploient dans les courses contre la montre des cadres plongeants et des roues avant plus petites afin d'améliorer le coefficient de pénétration ? La plupart des coureurs disposaient, dimanche, d'un vélo léger. Mais, en 1933, Léon Le Calvez — injustement pénalisé pour cela — utilisait déjà une machine pesant moins de 6 kilos.

JACQUES AUGENDRE.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 octobre à 0 heure et le mardi 14 octobre à 24 heures :

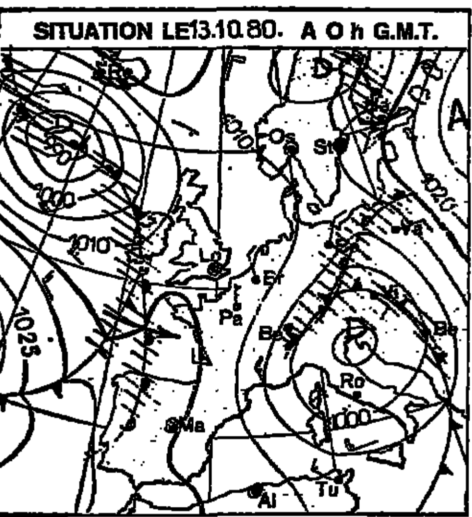
Une perturbation venant de l'Atlantique abordera la France dès lundi soir. Elle traversera tout notre pays dans la journée de mardi.

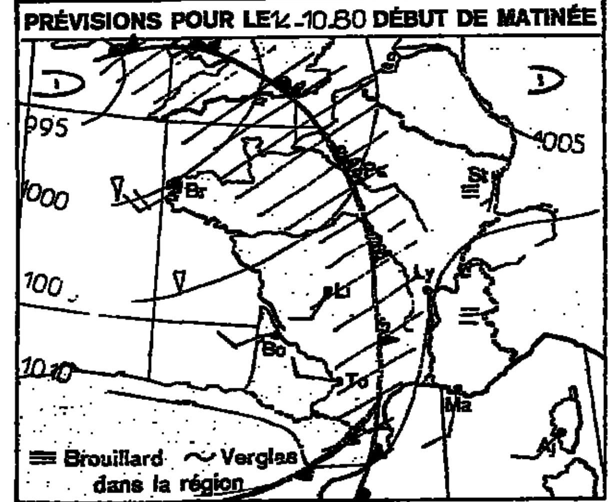
Mardi 14 octobre, il pleuvra le matin de la Bretagne aux Pyrénées occidentales. Plus à l'est, le ciel sera peu nuageux, mais il fera assez froid dans l'Est et le Nord-Est, où il y aura des brouillards. Au cours de la journée, le temps couvert et pluvieux gagnera tout le pays, mais les pluies deviendront intermittentes l'après-midi et le soir dans l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest. Les vents viendront du sud-ouest ; ils seront assez forts près des côtes et au large, modérés dans l'intérieur. Les températures minimales seront en hausse dans le Nord, la région parisienne, l'Ouest et le Sud-Ouest, en baisse dans l'Est et le Nord-Est. Les températures maximales, en hausse dans le Centre et le Nord-Est, varieront peu ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Ajaccio, 16 et 9 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 15 et 5 ; Bourges, 9 et 4 ; Brest, 13 et 4 ; Caen, 13 et 6 ; Cherbourg, 11 et 4 ; Clermont-Ferrand, 8 et 7 ; Dijon, 8 et 7 ; Grenoble, 11 et 5 ; Lille, 13 et 3 ; Lyon, 8 et 6 ; Marseille, 15 et 10 ; Nancy, 9 et 6 ; Nantes, 15 et 1 ; Nice, 18 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 1 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 15 et 11 ; Rennes, 14 et 1 ; Strasbourg, 9 et 7 ; Tours, 14 et 3 ; Toulouse, 13 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

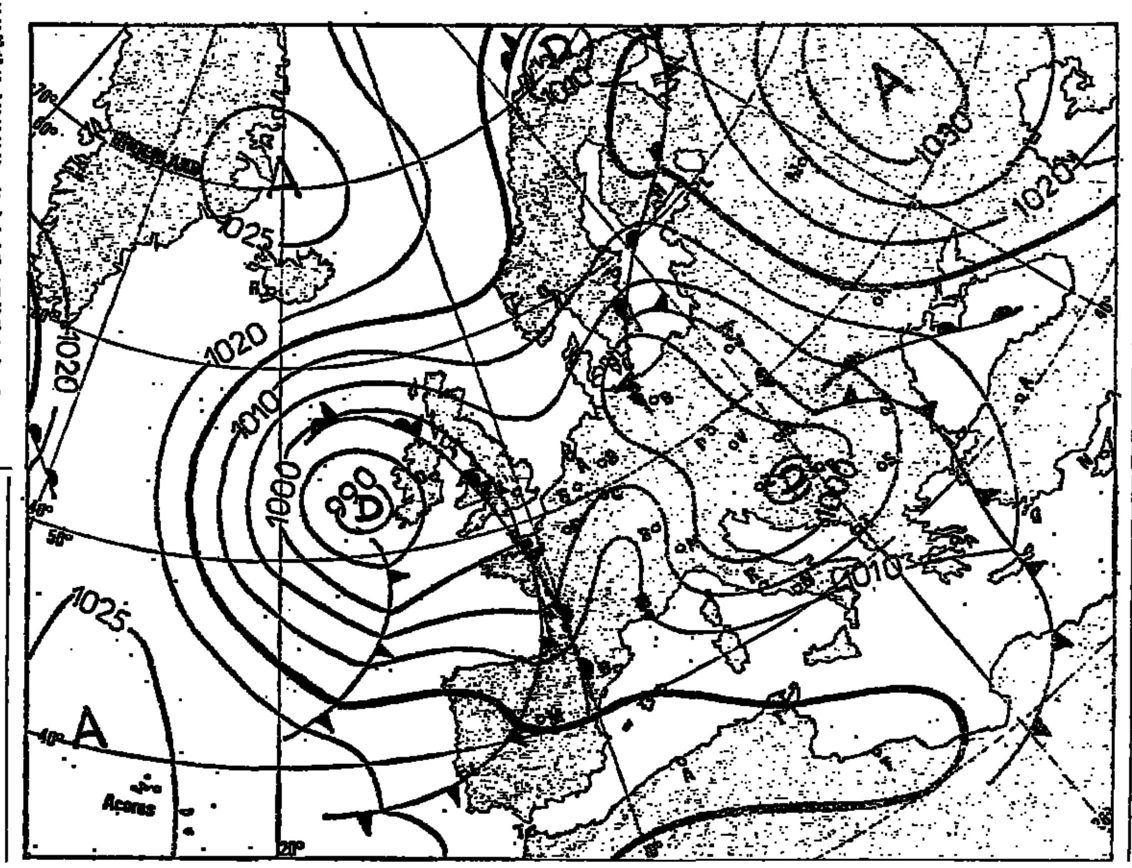
Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13 degrés ; Amsterdam, 13 et 1 ; Athènes, 24 et 21 ; Berlin, 13 et 8 ; Bonn, 12 et 1 ; Bruxelles, 11 et 2 ; Le Caire, 33 et 20 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 11 et 3 ; Genève, 9 et 6 ; Lisbonne, 19 et 14 ; Londres, 13 et 0 ; Madrid, 18 et 8 ; Moscou, 14 et 2 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 12 et 7 ; Palma-de-Majorque, 18 et 12 ; Rome, 18 et 12 ; Stockholm, 10 et 6.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 13 octobre, à 7 heures, de 1 012,1 millibars, soit 759,1 millimètres





PRÉVISIONS POUR LE 14 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 12 octobre 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

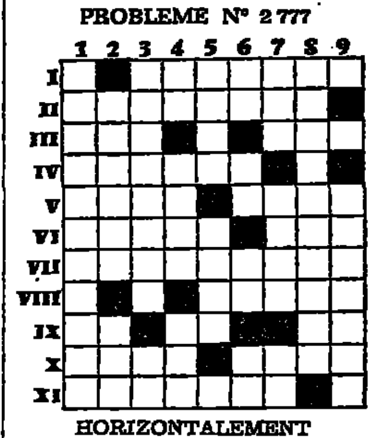
● Complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret du 7 mai 1980.

UN ARRETE

● Portant revalorisation des prestations des régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 777



HORIZONTALEMENT

I. Risque d'être bien abîmé après le transport. — II. Leurs interventions suscitent souvent des éclats. — III. Utile pour celui qui veut se pousser. Direction. — IV. Peut boucher un trou quand on a la dent creuse. — V. Déesse. Doit se reposer au commandement. — VI. Prénom de femme de lettres. Fils arabe. — VII. Est parfois mise au bout de la ligne. — VIII. Etre occupé comme un dormeur. — IX. Rejoignit le troupeau. Doivent être respectés. Mer (épelé). — X. Sigle d'une organisation internationale. Vieux jeu. — XI. Coulent souvent en hiver.

VERTICALEMENT

1. Peut se faire d'un trait de plume. — 2. Se couvrir de végétation. Enleva. — 3. Etre à la hauteur. Met au courant (épelé). — 4. Préposition. Roi d'Iolcos. Pas comme l'écossais. — 5. Est malade quand il y a des calculs. Jolis couverts. — 6. Pas neuf. Possessif. Au bout du compte. Etre bien ouvert (épelé). — 7. Est vulgaire depuis longtemps. Phase, autrefois. Un peu d'essence. — 8. Entre lesquelles on devrait donc trouver des ressemblances. — 9. Devient plus solide quand elle est galvanisée.

Solution du problème n° 2 776

Horizontalement

I. Lamentations. — II. Baladeuse ; Sueur. — III. Ire ; Issant ; Inné. — IV. Email ; Tests. — V. Net ; Eléments ; Eu. — VI. Ossu ; Essaü ; Eté. — VII. Agit ; Rat ; Ipéca. — VIII. Irrévocable ; Onc. — IX. Sien ; Na ; Alfange. — X. As ; Te ; Réa. — XI. Néron ; Io ; Simmel. — XII. Aromate ; Toi. — XIII. Note ; Sensée. — XIV. Epié ; Rêva Te. — XV. Prélevés ; Cassés.

Verticalement

1. Bienfaisance. — 2. Larme ; Grise ; Er. — 3. Aléatoire ; Rampe. — 4. Ma ; Stentor ; Il. — 5. Ediles ; Enoncé. — 6. Nés ; Luron ; Mo. — 7. Tus ; Acariâtre. — 8. Asa ; Méta ; Otées. — 9. Tentes ; Bar. — 10. Tenailles ; Sac. — 11. Os ; Stupéfaite. — 12. Nuits ; Monts. — 13. Sens ; Economisés. — 14. Un ; Etang. — 15. Prévue ; Celliers.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 14 OCTOBRE

« L'abbaye de Saint-Martin-des-Champs », 14 h. 30, 292, rue Saint-Martin, Mme Allaz.

« Simon Vouet au château des Lions », 15 h., mairie de Port-Marly, Mme Chapuis.

« Hôtel des monnaies », 15 h., 11, quai Conti, Mme Hulot.

« L'Ecole nationale supérieure des beaux-arts », 15 h., 17, quai Malaquai, Mme Vermeersch.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« La franc-maçonnerie », 15 h., devant l'entrée, 16, rue Cadet, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Saint-Séverin, Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., devant l'église Saint-Séverin, Mme Ferrand.

« La maison de Balzac », 15 h., 47, rue Raynouard, D. Fleuriot.

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les Halles, la tour de Jean Sans Peur, la Cour des miracles », 15 h., 16, rue Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

19 h., 62, rue Madame : « La légende d'Osiris et les croyances funéraires de l'ancienne Egypte » (Arcus).

19 h., 5, rue Largillière : cours sur « l'Egypte éternelle, le pays et les hommes » (Nouvelle Acropole).

19 h. 30, 13, rue Etienne-Marcel : « L'épanouissement du cœur et de l'esprit » (Méditation transcendantale).

20 h., 5, rue Largillière, M. Schwarz : « Le livre des morts tibétains ou le grand itinéraire de l'âme » (Nouvelle Acropole).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut : « Celtes, Angles, Saxons, Vikings : le temps des légendes » (Musées nationaux et monuments historiques).

CARNET

TROISIÈME AGE

Pour racheter des cotisations

Avec l'élection présidentielle en 1981 et l'Année internationale des personnes âgées en 1982, est-ce une période faste qui s'engage pour les retraités? Une des prochaines libéralités des pouvoirs publics sera la réouverture de la période de rachat des cotisations d'assurance-vieillesse.

Cette possibilité de rachat de cotisations part d'une volonté de justice. Elle autorise les Français, qui n'auraient pu — involontairement — profiter de la législation en matière de pension du régime général, à pouvoir s'aligner sur les avantages procurés à leurs compatriotes.

Bien que les décrets instaurant cette réouverture du délai de rachat de cotisations ne soient pas encore définitivement adoptés, les grandes lignes des nouvelles dispositions sont dégagées. La nouvelle échéance devrait être arrêtée au 1er juillet 1982. Le précédent délai s'était éteint le 1er juillet 1979.

Déjà, les caisses régionales d'assurance-maladie et la Caisse nationale d'assurance-vieillesse pour la région parisienne acceptent les demandes de rachat de cotisations ou de validation gratuite (1).

Une nouveauté fondamentale du texte devrait introduire certaines obligations : acheter la totalité des années manquantes, à moins que le total des années cotisées et rachetées ne dépasse une durée fixée, probablement, à vingt ans. En effet, les cotisants réguliers du régime général de l'assurance-vieillesse ne choisissent ni le nombre de trimestres pour lesquels ils aimeraient cotiser ni la période de paiement des cotisations. Dans ces conditions, les intéressés autorisés à racheter des cotisations se trouvaient relativement favorisés en pouvant sélectionner les trimestres pour ouvrir droit au minimum de pension, par exemple.

Les bénéficiaires

Face à cette théorie, les attitudes divergent. Certains voudraient que le rachat soit absolument total et aille au-delà des trente-sept ans et demi de cotisations, le cas échéant, comme pour un salarié « normal ». D'autres estiment qu'il faudrait se limiter à trente-sept ans et demi ou encore à quinze ans de cotisations : le seuil pour obtenir la pension minimum non « proratarisée ». Les conseillers d'Etat vont, prochainement, devoir choisir et se prononcer.

Cette réouverture des possibilités de rachat de cotisations, réclamée en partie par les Français ayant travaillé à l'étranger et en outre-mer (salariés ou non), leur sera particulièrement profitable puisqu'elle prolonge les « périodes » susceptibles de rachat jusqu'au 1er juillet 1982. Et ce dans le cadre de la loi de 1965 sur l'assurance volontaire qui leur est applicable.

Autres bénéficiaires touchés par cette décision : les salariés ayant exercé en France du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1946, ou jusqu'au moment où leur assurance est devenue obligatoire. Il ne peut s'agir que de retardataires n'ayant pas encore régularisé leur situation lors des précédentes périodes de rachat.

Un troisième décret va viser la validation gratuite de périodes de salariat pour des Français employés en Algérie. Mais, il n'y a pas allongement des périodes prises en considération. Elles restent les mêmes, c'est-à-dire du 1er avril 1938 au 1er avril 1953.

Le rachat a les mêmes effets sur la pension que le versement habituel de cotisations. En outre, un retraité peut augmenter ainsi le montant d'une pension déjà liquidée. Elle est, alors, révisée en fonction de ces trimestres supplémentaires. Le paiement de rachat pourra s'échelonner sur quatre ans. A condition, bien sûr, qu'il soit réglé avant l'âge de soixante-cinq ans (2).

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Caisse nationale d'assurance-vieillesse, 110-112, rue de Flandre, 75019 Paris.

(2) Les Français ayant la qualité de rapatriés au titre de la loi du 26 décembre 1961 peuvent obtenir une subvention pour effectuer ce rachat auprès du Service central des rapatriés, 92, boulevard Victor-Hugo, 92000 Clichy. Ils peuvent aussi demander un délai de dix ans pour effectuer ce paiement.

● *La politique de la vieillesse aux Etats-Unis et en France.* Tel sera le thème d'une session d'études organisée par le C.P.D.G. (Centre pluridisciplinaire de gérontologie) du 20 au 24 octobre 1980, à Paris.

● *Journée gérontologique.* Le centre pluridisciplinaire de gérontologie organise, avec le concours de l'UDIAGE (Union départementale d'information et d'action gérontologique) et le soutien de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Isère, une série de « Journées départementales » destinées aux personnes engagées dans la constitution de secteurs gérontologiques dans le cadre du PAP 15.
• C.P.D.G., 5, rue de la Liberté, 38000 Grenoble. Tél. : (76) 54.67.28.

● *Retraites de l'Etat.* Pour accélérer le règlement des droits à pension de retraite de l'Etat, de nouvelles dispositions réglementaires viennent d'entrer en application. Elles prévoient que les fonctionnaires auront obligatoirement deux ans avant l'âge normal d'entrée en jouissance de leur pension, communication d'un état général de leurs services faisant le bilan de la carrière accomplie. D'autre part, des délais stricts seront imposés aux administrateurs gestionnaires pour chacune des opérations conduisant au règlement des droits à pension de retraite.

VIE SOCIALE

LE CONGRÈS DES BUREAUX D'AIDE SOCIALE. — Le 48e congrès de l'UNBASF (Union nationale des bureaux d'aide sociale de France et d'outre-mer) est organisé au Touquet du 14 au 17 octobre. Trois commissions débattront des sujets suivants : désarroi et montée de la violence chez les jeunes; actions en faveur des personnes âgées dépendantes ; les bureaux d'aide sociale face à la réforme des collectivités locales.
• UNBASF, 26, rue de la Bienfaisance, 59200 Tourcoing. Tél. : (20) 01.74.63.

EXPOSITION

CHAMPIGNONS. — Le Salon du champignon est organisé jusqu'au 19 octobre dans l'Orangerie du jardin des plantes (Muséum national d'histoire naturelle), 43, rue Buffon, 75005 Paris Tous les jours, de 9 h 30 à 17 heures.

Décès

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu, de

M. Jean BOIZEAU,

le 10 octobre 1980.
De la part de :
Mme Edmond Boizeau, sa mère,
M. Pascal Boizeau,
M. et Mme Patrice Boizeau,
ses enfants,
Emmanuel, Violaine et Nicolas Boizeau, ses petits-enfants,
M. et Mme Michel Boizeau,
M. et Mme Bernard Boizeau,
ses frères et belles-sœurs,
Jean-Marc, Frédéric, Philippe et Dominique Boizeau, ses neveux et nièce,
Des familles de Berlhe, Vigny, Postel.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 octobre, à 9 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e, et l'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, à Guerquesalles, près Vimoutiers (Orne).
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ils rappellent au souvenir de tous ses amis, son épouse,

Yvonne,

décédée le 25 septembre 1978.
60, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

— L'équipe de « Minute » s'associe dans la douleur à la famille de

Jean BOIZEAU,

son directeur et ami.
Il a succombé le 10 octobre 1980, dans la matinée, alors qu'il venait d'arriver au journal. La mort l'a frappé à son bureau d'où il dirigeait notre équipe depuis neuf ans. Le destin lui aura accordé d'être jusqu'aux dernières secondes ce qu'il a été toute sa vie : un journaliste.
C'est notre consolation au moment où il nous quitte.
[Le Monde du 11 octobre.]

— M. Louis Dagnaud,
Jean-Philippe et Emmanuelle,
M. et Mme Pierre Besnard,
Et toute leur famille,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Mme Louis DAGNAUD,
née Jeannine Besnard,

survenu le 8 octobre 1980.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 11 octobre, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.
36, rue Perronet,
92200 Neuilly.

— Le docteur et Mme Jean-Paul Dardel et leurs enfants,
M. et Mme Alain Dardel et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Dardel et leurs enfants,
M. et Mme Christian Dardel,
Mme Lagasse-Urban,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc DARDEL,

survenu le 10 octobre 1980, à Sanary-sur-Mer.
L'inhumation aura lieu le mardi 14 octobre 1980, au cimetière Montmartre, à 17 heures.
« Anitika », impasse des Lilas,
64700 Hendaye.
30, rue de Châtillon,
92170 Vanves.
3, rue Jean-Houdon,
78370 Plaisir
23, rue Muller,
75018 Paris.

— Mme Jean Dodu,
Et ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DODU,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 10 octobre 1980, dans sa soixante-dix-septième année.
Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 14 octobre 1980, à 14 heures, en l'église Saint-Benoît d'Issy.
Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue J.-Voisembert,
92130 Issy-les-Moulineaux.

— M. et Mme Maurice Fourgeau,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Hélène FOURGEAU-FAX,

survenu subitement en son domicile, 1, square des Aliscamps, 75016 Paris.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 11 octobre 1980.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Maurice Gantchoula,
Mlle Sonia Gantchoula,
M. et Mme Patrick Gantchoula et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice GANTCHOULA,
instituteur,
(maître de classe d'application),
vice-président
de l'Association nationale
pour adultes et jeunes handicapés,
administrateur national
de la Mutuelle générale
de l'éducation nationale,
directeur
de la
section départementale M.G.E.N.
du Val-de-Marne,
membre du comité académique
des œuvres sociales de l'éducation,
chevalier des Palmes académiques,

leur époux, père, grand-père et parent,
survenu le 7 octobre 1980, dans sa cinquante-neuvième année.
L'incinération aura lieu au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 15 octobre, à 13 h. 30 précises.
On se réunira au monument crématoire.

32, route de Champigny,
94350 Villiers-sur-Marne.

— Le président,
Le bureau national et le conseil d'administration de l'Association nationale pour adultes et jeunes handicapés,
Le président et le conseil d'administration de la Mutuelle générale de l'éducation nationale,
Le président,
La commission administrative et le personnel de la section départementale M.G.E.N. du Val-de-Marne,
ont le regret de faire part du décès de

M. Maurice GANTCHOULA,
instituteur
(maître de classe d'application),
vice-président
de l'Association nationale
pour adultes et jeunes handicapés,
administrateur national
de la Mutuelle générale
de l'éducation nationale,
directeur
de la
section départementale M. G. E. N.
du Val-de-Marne,
membre du comité académique
des œuvres sociales de l'éducation,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 7 octobre 1980, à Paris.
L'incinération aura lieu le mercredi 15 octobre 1980, à 13 h 30, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

18, rue Ferrus,
75014 Paris.
34, place Raoul-Dautry,
75015 Paris.
Echat 551, 2, rue Antoine-Etex,
94000 Créteil.

— Le 9 octobre 1980, s'est endormi dans la paix du Seigneur, le poète

Armel GUERNE,

muni des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-dixième année.
Priez pour lui.
De la part de :
Mme Ellen Guillemin,
Mme Alain Guerne, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Roger Dury, leurs enfants et petits-enfants,
Des familles Guerne, Dury, Marcotte de Sainte-Marie, Gerzat,
Et de ses nombreux et fidèles amis.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Tourtres (Lot-et-Garonne).
Cet avis tient lieu de faire-part.
Tourtres,
47380 Monclar,
Saint-Pierre-la-Bruyère,
61340 Noce.

— Paris, Oujda.
Mme Robert Levy,
Le docteur et Mme George Benhaim et leurs enfants,
M. et Mme Eugène Charron,
Les familles Levy, Bensadoun, Ganancia, Sultan, et Marceau,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LEVY,
avocat,

leur époux, frère, gendre, et parent, survenu à Paris, le 11 octobre 1980, à l'âge de cinquante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 14 octobre, à 16 h. 30, au cimetière de Bagneux-Parisien.
On se réunira à la porte principale du cimetière.
10, avenue du Colonel-Bonnet,
75016 Paris.

— Mme Maurice Martenot,
Et sa famille,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Maurice MARTENOT,

survenu accidentellement, le 8 octobre 1980.
Les obsèques auront lieu le mardi 14 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
[Le Monde du 10 octobre.]

— Mme Jean Mommessin,
M. et Mme Jean-Pierre Roth et leurs enfants,
Mlle Isabelle Mommessin,
M. Henri Mommessin et ses enfants,
M. et Mme Claude Bellenand et leurs enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jean MOMMESSIN,
officier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa soixante-quinzième année.
La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle de La Coupée, à Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire), le mardi 14 octobre, à 15 heures.
« La Grange Saint-Pierre »,
Charnay-lès-Mâcon
(Saône-et-Loire).

— Mme André Petitpierre, née Hélène Dumont,
M. et Mme Daniel Cuénod et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Capieu et leurs enfants,
M. et Mme Etienne Pic et leurs enfants,
Les familles Larrick-Petitpierre, Dumont et Dupond,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André PETITPIERRE,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 11 octobre 1980.
Le service religieux aura lieu le mardi 14 octobre, à 13 h. 30, au temple de Boulogne, 117, rue du Château, et sera suivi de l'inhumation à Milly-Chablis (Yonne).

« La richesse d'une vie est faite d'enthousiasme et de joie. »

37, boulevard Lannes,
75116 Paris.

— Mme Georges de Zangroniz,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges de ZANGRONIZ,

survenu à Floirac (Gironde), le 2 octobre 1980

Remerciements

— La générale Martial Valin,
Et la famille,
très touchées des nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès du

général Martial VALIN,

prient toutes les personnes qui, par leur présence, leur message ou envoi de fleurs se sont associées à leur peine, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— En ce 14 octobre 1980, huitième anniversaire de la mort de son mari,

M. André JOUCLA-RUAU,
professeur
à la faculté des lettres d'Aix,

Mme André Joucla-Ruau demande à tous ceux qui l'ont connu une pensée fidèle et émue.

Avis de messe

— M. Claude Chailley,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
Le maire et le conseil municipal de Rocquencourt (Yvelines),
vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le samedi 25 octobre 1980, à 10 h. 30, en l'église Saint-Germain du Grand-Chesnay, rue Jean-Louis-Forain, Le Chesnay (Yvelines), à la mémoire de

Mme Claude CHAILLEY,
née Marie-Ange Rolet,
conseillère municipale
de Rocquencourt,

décédée le 24 juillet 1980, jour de son soixante-deuxième anniversaire, à Port-Lesney (Jura), où elle a été inhumée dans le caveau de famille.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-I, vendredi 17 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu. M. François Duchesneau : « Modèles mécanistes et théories de l'être vivant au dix-huitième siècle ».

— Université de Paris-II, mardi 21 octobre, à 9 h. 30, salle des commissions, M. Yves Gaubiac : « La théorie de l'unité de l'art ».

— Université de Haute-Bretagne, vendredi 24 octobre, à 14 h. 30, bât. E, amphithéâtre B, M. Jacques Nicaise : « La langue de l'astronautique américaine ».

— Université de Paris-II, mardi 28 octobre, à 14 h 30, salle des fêtes, M. Benmatti Abdullah : « Problèmes économiques de l'habitat dans les sociétés en voie de mutation — cas de l'Algérie ».

Communications diverses

— La Rencontre d'Emmaüs. Mardi 28 octobre, 20 heures, célébration eucharistique par le Père Cras Recherche en commun : signification de la Toussaint. Invitation sur demande. — B.P. 736, 75163 Paris Cedex 04



Le Monde

culture

MUSIQUE

LA JOURNÉE MARIUS CONSTANT

Entre le pur et l'impur

(Suite de la première page.)

Depuis ses Vingt-Quatre Préludes pour orchestre dirigés en première audition par Léonard Bernstein en 1959, Marius Constant a abordé les genres les plus divers. Délaissant la musique de chambre, il semble plus à l'aise avec la diversité des timbres que lui offre l'orchestre et qu'il manie en virtuose au gré d'une imagination qui se nourrit de visions picturales (Turner, poème symphonique en trois parties), littéraires (les Chants de Maldoror avec récitant et, comme chef d'orchestre, un danseur), ou simplement chorégraphiques, puisqu'il a composé plusieurs ballets.

Les Quatorze Stations pour un percussionniste voyageant à travers une centaine d'instruments disposés le long d'un chemin qui l'emprisonne, sont assez représentatives de cette « impureté » délibérée que Marius Constant ne craint pas d'introduire dans ses œuvres sous une forme ou sous une autre. Il aime visiblement remettre en cause la distinction arbitraire entre le « pur » et l' « impur », convaincu qu'il est, sans doute, que cette séparation n'existe ni chez le compositeur ni chez l'auditeur. A preuve le succès chaque fois renouvelé de ces Quatorze Stations, créées en 1970 et représentées une centaine de fois depuis, et dont Sylvio Gualda a donné à Saint-Merri une interprétation virtuose et subtile. Il ne s'agit pas, précise l'auteur, d'une œuvre sacrée ; sans autre allusion à la Passion du Christ que le nombre des événements et leur titre, ce parcours se voudrait à l'image du chemin que chacun emprunte ou traverse au cours de sa vie.

L'auditeur pris au dépourvu

Dans l'après-midi on avait pu découvrir deux nouvelles partitions de Marius Constant : Harpalyce pour harpe et quintette à cordes, et le concerto Gli Elementi pour trombone et orchestre. Dirigées l'une et l'autre par le compositeur à la tête de l'Ensemble Ars Nova qu'il a créé en 1963, ces œuvres bénéficiaient de la participation de deux solistes éminents : Francis Pierre pour qui les traitements inhabituels de la harpe ont d'autant moins de secrets qu'on lui en doit quelques-uns, et le dernier lauréat du Concours d'interprétation de Genève : Michel Béquet, rompu lui aussi à toutes les nouvelles exigences d'un instrument encore méconnu.

Inspiré d'un épisode de la mythologie grecque, Harpalyce rappelle, au début, l'atmosphère et l'écriture du Conte fantastique de Caplet mais, insensiblement, la harpe introduit des sons glissés (avec la clef sur les cordes) ou vibrés ; La violence concentrée du soliste et de ses partenaires est d'autant plus menaçante qu'elle se manifeste par des traits acérés La conclusion brève et radoucie semble prendre l'auditeur au dépourvu.

Gli Elementi en quatre mouvements — l'eau, la terre, l'air et le feu — et dont l'accompagnement fait appel aux seules cordes et à deux cors, s'apparente davantage à l'esprit du concerto La voix pleine et noble du trombone peut s'y déployer dans de longues phrases chantantes mais nullement redondantes. Dans le second mouvement, mystérieux, il s'oppose avec véhémence aux trémolos des cordes jouant sur le chevalet ; dans le troisième, entre des sons isolés, le souffle traverse l'instrument sans le faire sonner, tandis que le dernier s'ouvre avec des montées et des descentes vertigineuses qui, associées aux doubles sons et au vibrato large de la coulisse, semblent se dissoudre dans des éclats antagonistes.

Pour compléter le programme de sa journée, Marius Constant avait choisi, et le fait est assez rare pour qu'on le souligne, des pages qui se prêtaient à l'acoustique d'une église. Des Madrigaux de Gesualdo parmi les plus audacieusement dissonants par le Deller Consort, des extraits du Livre d'orgue de Messiaen pour lequel Michel Fischer a trouvé des registrations pleines de saveur, Retour-windungen de Xenakis pour douze violoncelles qui joue sur l'alternance de formules très simples et frappantes entre des échappées volubiles, la densité instrumentale étant en perpétuelle mutation. On mentionnera aussi une première audition de Das g'scheh' allzeit de Patrick Fouillaud (1948) pour quintette de cuivre et orgue, d'une écriture complexe sans doute mais qui se réduit pour l'auditeur à une opposition sommaire entre l'ordre et le désordre. Music for the morning of the world pour soprano (Phyllis Mailing) et bande magnétique de Murray Schafer mériteraient un plus long commentaire, mais il faut, pour apprécier cette longue mélodie sur des poèmes persans environnés de sonorités lointaines et réverbérées qui semblent étendre l'espace acoustique aux dimensions de l'univers, l'entendre au sein du tryptique symphonique Lustra dont elle est le centre.

GÉRARD CONDÉ.

Un centenaire aux Concerts Pasdeloup

Pour leur séance de rentrée, les Concerts Pasdeloup ont célébré, dimanche 12 octobre, un centenaire, celui de leur fondateur, Serge Sandberg, toujours vivant, auquel leur président Gérard Devos a dédié la saison dans une touchante allocution.

L'origine de l'association, en effet, ne remonte pas aux fameux concerts populaires de Jules Pasdeloup qui, de 1861 à 1884, mit, pour la première fois, la musique symphonique à la portée de tous, mais pendant la Grande Guerre, se trouvant à Verdun dans une situation désespérée, Serge Sandberg fit le vœu étrange de créer un orchestre s'il en réchappait et, en 1920, il fondait effectivement une association de concerts qui s'installa dans la même salle que Pasdeloup, au Cirque d'Hiver, et à laquelle il donna tout naturellement le nom illustre qui symbolisait si bien son ambition.

Les Concerts Pasdeloup y sont restés fidèles comme en témoigne le public crépitant d'enthousiasme qui remplissait entièrement le Théâtre des Champs-Elysées pour ce concert copieux (Liszt, Chopin, Mendelssohn et Wagner), dirigé par Gérard Devos. Atmosphère sympathique d'une assemblée où l'on aime la musique sans snobisme, quitte à passer sur certains défauts inhérents aux statuts de l'orchestre.

Celui-ci est, en effet, de qualité honorable dans l'ensemble et semble surtout manquer de répétitions, d'où maintes imperfections d'homogénéité, des phrasés parfois approximatifs ou bizarres et des architectures un peu massives, particulièrement dans les Préludes de Liszt qui ne sont, certes pas, un chef-d'œuvre de raffinement, mais peuvent être joués avec plus de souplesse et de profond lyrisme.

Bruno Rigutto interprétait le Concerto en fa mineur de Chopin, avec un jeu bien posé, sans clinquant ni dureté, qui caractérise son talent, mais une telle œuvre demande plus d'intelligence, d'étincellement intérieur, une gamme de couleurs, d'attaques, de sentiments raffinés pour rendre la diversité du génie.

En revanche, Patrice Fontanarosa déployait toute l'étoffe du Concerto pour violon en mi mineur de Mendelssohn, avec un son superbe, à peine un peu métallique par moments, et un grand style presque brahmsien. Il faisait vivre ardemment cette musique charmante et ce charme se communiquait à l'orchestre soudain galvanisé.

JACQUES LONCHAMPT.

P.S. — Henryk Szeryng jouera trois concertos de Vivaldi, de Tchaïkovski et de Beethoven, avec l'orchestre Pasdeloup, dimanche 19 octobre, à 17 h. 45, au Théâtre des Champs-Elysées.

Héroïne de la Résistance

Mme ROSE VALLAND CONSERVATEUR DES MUSÉES NATIONAUX EST MORTE

La direction des musées de France annonce la mort, survenue le mois dernier, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de Mme Rose Valland, conservateur des musées nationaux, qui a, durant l'occupation, efficacement contribué à empêcher le départ des œuvres d'art pour l'Allemagne, entrepris par la Gestapo.

Sans Rose Valland, des tableaux importants du Louvre tels que Gilles, de Watteau, et Diane au bain, de Boucher, que Goering s'était attribués, ainsi que des milliers d'autres œuvres d'art appartenant tant aux musées nationaux qu'à des collectionneurs privés, n'auraient pas pu être restitués à leurs propriétaires.

[Mme Valland, qui a travaillé depuis 1932 au Jeu de Paume, avait assuré, de 1940 à 1944, la permanence de la conservation de ce musée alors occupé par le service allemand rattaché à la Gestapo, chargé de confisquer les œuvres d'art appartenant à des Israélites ou à des francs-maçons Lorsque le départ des œuvres confisquées ne pouvait être évité, Mme Valland en notait la destination, ce qui permit plus tard de les retrouver et de les récupérer De 1945 à 1953, c'est elle qui dirigea en Allemagne les services français de récupération artistique.

Ancienne élève de l'Ecole nationale des beaux-arts et de l'Ecole du Louvre, licenciée ès lettres et diplômée de l'Institut d'art et d'archéologie, Rose Valland était capitaine dans l'armée française et lieutenant-colonel de l'armée américaine. Officier de la Légion d'honneur, elle était titulaire de la médaille de la Résistance et de la médaille de la Liberté (Medal of freedom) des Etats-Unis.]

CINÉMA

AU FESTIVAL DE THONON-LES-BAINS

Karl Valentin et le comique de brasserie

Du nouveau cinéma, partout à la mode, mais rarement montré en salle, des recherches sur les nouvelles techniques, Pierre Caran, responsable du cinéma à la Maison des arts et loisirs de Thonon, est passé cette année à des valeurs sinon consacrées, du moins reconnues de quelque façon : Pierre Kast et Preston Sturges, d'abord, dont on n'aurait pu nous montrer un choix d'œuvres sans la collaboration de diverses cinémathèques (Paris, Luxembourg, Lausanne). Et c'est grâce à Enno Patalas et au Filmmuseum de Munich, avec l'aide du Centre international de dramaturgie de Paris, que nous avons découvert pour la première fois en public le comique munichois Karl Valentin.

Karl Valentin, que Brecht considérait comme son maître avant même Büchner et Wedekind, atteint aujourd'hui en Allemagne de l'Ouest une stature quasi mythique. Plusieurs livres lui ont été consacrés, plusieurs disques reproduisent ses sketches de cabaret. Né en 1882 dans une famille de tapissiers, il quitte très jeune l'entreprise familiale pour se lancer dans le spectacle ; il connaît la misère, mais s'impose au début des années 10. Le jeune Brecht, étudiant en médecine à Munich, l'applaudit, dès 1916, dans ces bierhalle (brasseries), où le spectacle est d'abord dans la salle. « Lorsqu'il s'avançait, écrit Brecht en 1922, on avait immédiatement le sentiment aigu que cet homme ne venait pas faire de plaisanteries. Il est lui-même une plaisanterie vivante. »

Dégingandé, tout en arêtes vives, menton en galoche, nez pointu, jambes en cerceau avec le genou saillant, Karl Valentin apporte sa présence physique en même temps qu'un discours, un déluge de mots que le cinéma parlant a pu nous garder, crûment, sans le moindre raffinement technique Ses exégètes allemands le comparent à Joyce (pour son travail sur la langue), au premier Ionesco (pour le sens de l'absurde), plus qu'à Chaplin ou à Keaton. Karl Valentin fut pourtant l'un des tout premiers comiques à faire du cinéma, dès 1912-1913 : des esquisses étonnantes, comme un dessin d'Emile Cohl en mouvement. En 1922, il tourne, avec son ami Brecht, les Mystères d'un salon de coiffure, qui annonce certaines recherches ultérieures de la FEKS (fabrique de l'acteur excentrique) soviétique. Le parlant nous le révèle dans sa véritable dimension de grand bavard, avec sa partenaire, Liesl Karlstadt. Il meurt dans la pauvreté en 1948.

Fondé sur le verbe, inséparable de toute une culture, le comique de Karl Valentin nous est moins accessible que celui des Marx, de W.-C. Fields, ou de Mae West en langue anglaise, même s'il offre une mine d'informations pour l'acteur de théâtre ou de cabaret : Karl Valentin et Liesl Karlstadt se heurtent à l'ordre bourgeois, à la pesanteur germanique, qu'ils réduisent en miettes. Leurs films seront bientôt présentés à Paris, espérons-le, dans un seul et même programme, ce qui permettrait de mieux dégager l'originalité de Valentin et de sa partenaire (1).

LOUIS MARCORELLES.

(1) On peut lire sans attendre un choix de sketches de Valentin dans Cabaret satirique (Pierre Jean Oswald, 1976), traduit par Jean Jourdeuilh et son équipe.

Miguel Littin et « la Veuve Montiel »

Il faudrait savoir comment Miguel Littin travaille pendant un tournage, comment il est avec ses amis, ce qu'il regarde et ce qu'il voit, la vie qu'il mène — on apprendra seulement qu'il voyage beaucoup, qu'au Mexique où il habite depuis qu'il a dû quitter le Chili, son pays, il va dans les villages. Il écoute les gens, attentif à une culture très profonde, très ancienne.

A le rencontrer, l'auteur de la Veuve Montiel (le Monde du 1er octobre) déconcerte par l'abstraction d'un discours presque uniquement idéologique. D'une interview à l'autre, Miguel Littin ne varie pas, et si l'on cherche à s'enquérir un peu plus chaleureusement, il répond, surpris, calme, qu'il « va bien » qu'il lui est difficile de parler de lui-même, qu'il n'existe que par rapport à ce qu'il fait.

Depuis Viva el presidente, présenté à Cannes l'année dernière, Miguel Littin poursuit une double expérience : après la Terre promise (prix Georges-Sadoul 1972), Actes de Maroussia (1975), films directement politiques, il s'est lancé davantage dans les abîmes individuels, s'attachant, dit-il, « aux désespoirs, aux passions de l'être humain ». D'autre part, il a mis sur pied un système de co-production à l'intérieur du continent latino-américain, qui s'est développé avec la Veuve Montiel.

Cette fois, raconte Miguel Littin, le film a été fait en collaboration totale avec les travailleurs, toute décision n'était prise qu'après discussion avec l'équipe (formée de techniciens, d'acteurs, d'intellectuels vénézuéliens, colombiens, cubains, mexicains). Il établit un parallèle entre « s'aventurer dans le labyrinthe intérieur d'une femme et pénétrer dans le labyrinthe latino-américain », et dit s'être senti très proche des fantasmes de la veuve Montiel, de ce film où vie et mort se confondent, où l'image du miroir prédomine.

S'assurer en tant que latino-américain, étendre ses propres racines, intégrer les différentes cultures, les apports littéraires, poétiques, musicaux (arts qui ont beaucoup plus progressé que le cinéma, constate-t-il), tel est le cheminement constant de Miguel Littin, qui rappelle que, en Amérique latine, « il n'y a pas de temps pour l'indifférence », qu'un cinéaste se définit toujours là-bas par rapport aux luttes de libération.

Et lorsqu'on n'a plus de question à lui poser, qu'on lui demande comment il souhaite terminer l'entretien, Miguel Littin dit qu'il voudrait parler du Chili. Il est « plein d'espoir de pouvoir participer au changement de la société chilienne », il « accumule les connaissances pour en faire profiter le Chili », quand il pourra revenir. Il est préoccupé par la situation en Bolivie, il voudrait savoir où est le cinéaste Sanjines, mais il y a la lutte au Guatemala, au Salvador, et il y a le Nicaragua, « porteur d'une grande espérance ».

CLAIRE DEVARRIEUX.

*La Veuve Montiel. Voir les films nouveaux.

ACCORD GAUMONT - R.C.A.

● La société française Gaumont a signé, mercredi 1er octobre, un accord avec la société américaine R.C.A. pour la commercialisation des programmes vidéo dans les pays francophones d'Europe et d'Afrique. Les deux sociétés vont créer un groupement d'intérêt économique, auquel elles apporteront les droits vidéo des films dont ils disposent pour les marchés francophones.

Rappelons que R.C.A. (Radio Corporation of America) est la quatrième firme mondiale de l'audiovisuel (télévision — à travers la chaîne N.B.C. —, électronique, disques) et qu'elle va introduire sur le marché, début 1981, un nouveau modèle de vidéodisque. Gaumont est la première société française de distribution cinématographique.

DANSE

Une nouvelle « Coppélia » à l'Opéra du Rhin

L'opéra du Rhin, désormais placé sous la direction générale de René Terrasson, a ouvert la saison avec une nouvelle version de « Coppélia », signée par Jean Sarelli, directeur de la danse. Ce sera une des deux créations de l'année avec une chorégraphie de l'Américaine Ruth Page « Camille », seule entorse à un répertoire de tendance résolument néo-classique.

Bien qu'inspiré d'un conte fantastique d'Hoffmann, « Coppélia » est une comédie légère d'un esprit fin de siècle typiquement français. Dans les nombreuses versions qui en ont été données, les chorégraphes ont eu beaucoup de mal à se démarquer de la version originale, en raison peut-être d'une osmose entre la musique de Léo Delibes, le livret de Nuitter et l'écriture gestuelle d'Arthur Saint-Léon. Seul Roland Petit a réussi à rompre ce sortilège. En déplaçant l'intrigue de la campagne à une ville de garnison il a déstabilisé les rapports de force entre les personnages.

Jean Sarelli s'en tient à l'histoire traditionnelle. Son innovation consiste en une stylisation de l'environnement. Pour le premier acte le résultat n'est pas évident. Ses décors et costumes gomment le caractère folklorique austro-hongrois suggéré par la musique et rappelleraient plutôt un style pour couverture de boîte de bonbons. Ce parti joue en sa faveur au second acte où la maison de Coppélius prend des allures mystérieuses de caverne d'Ali Baba. Le troisième acte du ballet est rarement représenté car il a toujours paru indigeste malgré les beautés de la partition. Un essai de reconstitution de Pierre Lacotte à l'opéra de Paris en 1974 avait confirmé cette impression avec un divertissement sans humour et faussement désuet.

Jean Sarelli ne s'est pas embarrassé de ce reliquat. Dans un décor immaculé, style plateau de télévision, il a composé de toutes pièces un ballet blanc. C'est un divertissement rattaché à l'action par un pas de trois mais prétexte surtout à mettre en valeur les qualités de ses danseurs. Il faut dire que le ballet du Rhin possède actuellement une troupe dynamique, formée en partie de transfuges de l'opéra de Paris et de son école, où quelques graines d'étoile sont déjà perceptibles.

Le 7 octobre, Chantal Chazée — longues jambes, magnifiques dégagés, maladresse de jeune poulain — avait le rôle-titre. Jean-Paul Gravier a paru élégant et un peu maniéré pour le personnage de Franz. Mais, ce soir-là, c'est Coppélius qui a été le héros grâce à la composition de Jean-Philippe Halnaut, dans un style brillant à la Frédérick Ashton L'orchestre dirigé par Charles Schwarz aurait donné des ailes au danseur le plus balourd.

MARCELLE MICHEL.

★ Coppélia sera représenté à Strasbourg, Colmar et Mulhouse jusqu'à la fin novembre avant une série de déplacements à l'étranger.

ROCK

Robert Palmer au Théâtre Mogador

On a parfois beaucoup de peine à dire du mal des artistes que l'on respecte, mais il semble que Robert Palmer ne soit pas fait pour se produire sur une scène. Le chanteur enregistre des disques magnifiques, cristallisant les humeurs qui traînent dans l'air en mariant avec un tact infini l'énergie du rock et la sensualité du soul, mais il ne parvient jamais à retranscrire en face d'un public toutes les subtilités de sa musique, les finesses de ses arrangements, la clarté de sa production et surtout le feeling de ses émotions toutes en pulsions lascives et racées.

L'année passée, on l'avait vu au Théâtre des Champs-Elysées perdu au milieu d'excellents techniciens qui, pourtant, ne parvenaient pas à pénétrer son univers en demi-teintes et étouffaient les compositions colorées et nuancées dans un climat rigide et glacial. De cela, il était conscient, et il en a changé. Malheureusement, les nouveaux musiciens qui le soutiennent ne valent pas mieux. Pire, s'ils n'ont pas gagné en chaleur, ils ont perdu en technique. Ainsi, le mercredi 8 octobre, au Théâtre Mogador, a-t-on assisté à un concert sans cohérence, qui reposait uniquement sur la voix de Robert Palmer et la beauté des mélodies.

Robert Palmer a une image très élégante mais il se tient mal sur scène, ses mouvements sont gauches, et il semble toujours mal à l'aise. Et surtout, le guitariste était dépourvu d'idées, le batteur grossier, l'homme qui jouait des claviers ennuyeux et si, tout au long du concert, le groupe a souffert d'une sono déficiente, cela ne cachait pas un manque de mise en place évident, les morceaux partant en tout sens, sans retenue ni rigueur. Dommage que le public qui découvre seulement Robert Palmer grâce à son récent succès radiophonique « Johnny and Mary » en France ait eu une démonstration aussi amputée de son talent.

ALAIN WAIS.

★ Discographie chez Phonogram

THÉATRE

« DEBURAU », de Sacha Guitry

Fils d'acteur

Sacha Guitry avait créé cette pièce, Deburau, au printemps 1918, à Paris. Des obus tombaient sur la ville. Les comédiens jouaient donc encore ? Oui. Six mois plus tôt ils jouaient aussi à Petrograd, le soir de la prise du Palais d'Hiver. Les comédiens vont au charbon quelles que soient les circonstances. Ils les vivent par d'autres moyens.

Deburau, c'est d'abord un papier de famille, une lettre ouverte d'un fils à son père. Le fils, Sacha, était fâché avec le père, Lucien. Ils ne s'étaient pas vus depuis des mois. Et comme Lucien avait appris à Sacha le métier de théâtre, Deburau est aussi, forcément, une lettre ouverte au théâtre, aux acteurs.

Guitry a pris pour modèle la vie du mime Deburau, de sa famille, de ses camarades du théâtre. Le bâti de la pièce est, comme souvent chez Guitry, très libre. Le cours de l'action, on dirait le vol d'un oiseau. C'est un art magique et courtois. Guitry a écrit cela en vers, et comme il a pris les leçons de La Fontaine, ses vers sont aussi simple et délurés que sa prose et plus drôles, car Guitry emploie les nombres et les rimes plutôt à mettre des couleurs vives, des rires brefs, ou des petits coups de pied au derrière des pensées graves.

Guitry jouait le mime Deburau, c'est-à-dire son propre rôle, un peu déguisé. Guitry était une présence fabuleuse, envahissante, irrésistible. Il y avait, il y a peut-être encore, un disque : Guitry disait la page où Deburau raconte son enfance, c'était beau comme un solo d'alto, très pur.

Robert Hirsch, à présent, est admirable dans ce rôle. Il a oublié exprès la désinvolture géniale et magicienne de Guitry. Hirsch est plutôt crispé, blême, sec, inquiet. Il dessine d'un trait à peine marqué, mais bouleversant, le lien passionnel du père et du fils et leur amour du théâtre. C'est très beau.

Ce qui entoure Robert Hirsch, acteurs, décors, mise en scène, n'atteint pas les cimes, mais c'est presque mieux comme ça, c'est le sujet de la pièce, et puis il ne faut pas être trop difficile, car cette œuvre de Guitry, si bien ranimée par Hirsch, rappelle un temps où les spectateurs avaient tout de même plus de chance, parce que des auteurs écrivaient de vraies belles choses, intelligentes et émouvantes, parce que des acteurs jouaient avec talent, inspirés et sincères.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Edouard-VII, 21 h.

« Les Retrouvailles »

Arthur Adamov, qui s'est donné la mort en 1970, avait écrit « les Retrouvailles » en 1952, et cette pièce assez courte, sans récit trop défini, qui met en jeu un homme et deux femmes, participe encore de la première période de ce dramaturge, celle de « la Parodie », par exemple : au moyen de phrases sans couleur, en entrelaçant avec une souplesse incroyable des sensations neutres, Adamov crée un univers sans lumière, sans ombre, privé de déterminisme, et où chaque signe de liberté est comme une erreur commise, ou une faute d'inattention. Ce qui est très étrange, c'est que ce vide d'Adamov est tout irrigué, fluide, court comme une eau fraîche, tant il y a de passion, d'affection sensible, dans les embrassements dansants de l'écriture.

Louis Castel a raison de vouloir faire connaître ce beau texte, et de vouloir le jouer avec Bénédicte Ardiley et Thérèse Roussel — M. C.

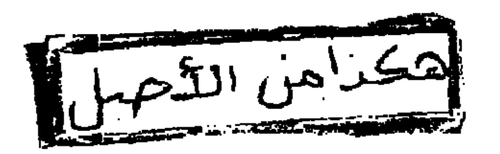
* Théâtre de Plaisance, 20 h. 30.

« IVRES POUR VIVRE »

Deux pauvres types dans un dépotoir. Chômeurs, ils croupissent sur le pas de leur porte, attendant l'éventuel coup de téléphone qui leur annoncera une embauche. Ils parlent des boîtes de bière, fouillent dans les poubelles. Jeu inventé par le petit bourgeois encombré par sa culture, qui se gargarise de sa déchéance et de ses prophéties de malheur. La résignation placide de son compagnon — plus paysan, plus fruste — l'exaspère, mais peu à peu ils se rejoignent dans une même ivresse délirante.

« Ivres pour vivre » : ainsi s'appelle en français la pièce de Jean Barbeau, dont le titre québécois est « la Brosse », c'est-à-dire, en argot, « la Cuite ». Une pièce sanguine, truculente, impeccablement construite. Mais Olivier Granier et Christian Rauth, adaptateurs et interprètes, sont bien fragiles. Alors ils forcent, et en quelque sorte chantent faux. — C. G.

★ Cour des Miracles, 21 h



SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h. 30 : le Pique-Assiette, de Tourgueniev.

Sorano, Vincennes (379-73-74), 21 h. : Si jamais j'te pince, de Labiche.

Lundi 13 octobre

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : Tartuffe.

Centre Georges-Pompidou (277-12-33), cinéma, 19 h. : Dix ans de documentaires suisses. — Débats, 20 h. 30 : Revue parlée littérature.

Les autres salles

Centre culturel du XVIIe (227-68-81), 20 h. 45 : le Monte-Plats.

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.

Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.

Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (589-43-39), 21 h. : George Dandin.

Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.

Lucernaire (544-57-34), I, 20 h. 30 : Rude journée en perspective ; 22 h. 15 : Nuits blanches. — II, 19 h. : Molly Bloom ; 20 h. 30 : l'Edifice ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.

Marigny (225-20-74), I, 21 h. : l'Azalée. — II, 21 h. : la Bonne Soupe.

Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.

Palais des glaces (607-49-93), 22 h. : Scènes de chasse en Basse-Bavière.

Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : Retrouvailles.

Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : Fish out of water ; 21 h. : les Jumelles

Théâtre de Paris (874-20-44), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro

Théâtre Présent (203-02-55), 21 h. : Ça fait mal quand j'touche.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h 30 : la Revanche de Nana.

Bistrot Beaubourg (271-33-17), 19 h. 15 : Vignol's Band Rock ; 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : Naphtaline.

Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : Et vous trouvez ça drôle ? — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton.

Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau ; 22 h. 15 : Bruant Superstar.

Cafessaion (278-46-42), 22 h : Jacques Charby.

Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 21 h. 30 : J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : Carnival Jazz Quartet.

Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère Sophie ; 23 h. : Bagdad Connection

Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 40 : les Rois de la communale.

L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M Boubin. M Panon.

Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.

Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : les Zazous ; 22 h. 30 : L'une mange, l'autre boit.

Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd.

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : Refrains.

Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : C. Brosse.

Le music-hall

Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.

Olympia (742-25-49), 21 h. : Eugenia Razina.

Palais des congrès (758-22-56), 21 h. : Julien Clerc.

Petit Forum (297-53-47), 20 h. 30 : Libre parcours (F. Solleville, P. Font...).

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : Th. de Clauzade (Chopin, Schumann) ; 21 h. : P. Bolnay, A. Perchat (mélodies populaires slaves).

Théâtre 13, 21 h. : P. Aegerter (Schubert).

Athénée, 21 h. : J. Rhodes, C. Ivaldi (Brahms, Berlioz, Duparc, Debussy).

Salle Gaveau, 21 h. : P. Fontanarosa, B. Rigutto (Brahms, Schubert, Franck).

Point-Virgule, 21 h. : Universal Music Ensemble (du Moyen Age à nos jours).

Jazz, pop, rock, folk

Bataclan (700-30-12), 20 h. : Dillinger.

Café de la Gare (278-52-51), 18 h. 30 : B. Vitet, A. Doyle, B. Pope, G. Ferris, A. Silva, M. Ali ; 21 h. : Celestrial Communication Orchestra.

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Maxim Saury Jazz Fanfare.

Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : E. Boell, L. Roubach.

Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras.

Dreher (233-48-44), 22 h. : Andrew Cyrille Quartet.

Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : P.-L. Garcia Reunion.

Petit-Journal (326-28-59), 21 h. 30 : Jazz of Quintet.

Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Groupe 5/5 Marc Thomas.

Festival d'automne

(296-12-27)

MUSIQUE

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez (Stravinski, Scriabine, Roslavetz, Debussy).

Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Wielopole, Wielopole. Quarantaine.

THEATRE

Centre Pompidou, 20 h. 30 :



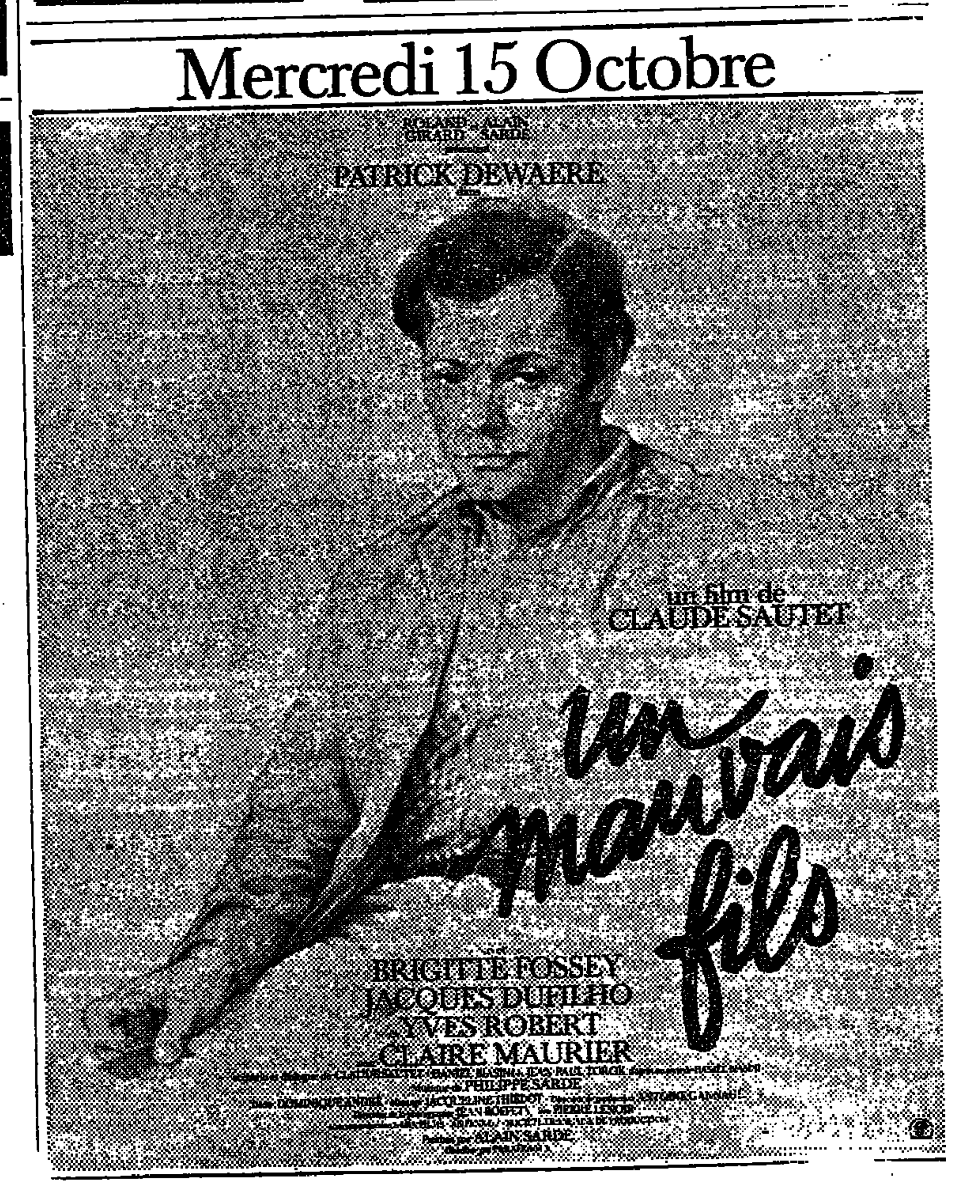




ACTUELLEMENT

MERCREDI

Mercredi 15 Octobre





SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg, 15 h. : Sur la queue du tigre, d'A. Kurosawa ; 17 h. : les Gens d'Abitibi, de P. Perrault ; 19 h. : Quai des Brumes, de M. Carné.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
ANTHRACITE (F.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98)
LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
BREAKING GLASS (A., v.o.) : George-V, 8e (542-41-46) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52).
CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-93) ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34), jeudi, sam., lundi.
LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24).
LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic, 14e (542-67-42). H. Spéciale.
LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (366-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
EXTERIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
FAME (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42). V.f : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LA FEMME ENFANT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34)
LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., **, v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).
HEART BEAT (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies-Les Halles, 1er (236-71-72) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).
HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.f. : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LOULOU (Fr.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MA BRILLANTE CARRIERE (Austr., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MANHATTAN (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)
NIJINSKY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Français, 9e (770-33-88)
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
LES PETITES CHERIES (A., v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44)
PINBALL (A., v.f.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90). Mer., V., D., Mar.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
SUNBURN (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
URBAN COW-BOY (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Tourelles, 20e (364-51-98) H. sp.
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) . Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
OUTRAGEOUS (A.), v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
PAPA D'UN JOUR (A.), Marais, 4e (278-47-86).
LE PARRAIN I et II (A.), v.o. : Les Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.), v.o. : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
RUE DE LA HONTE (Jap.), v.o. : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SCARFACE (A.), v.o. : La Clef, 5e (337-90-90) ; Movies Les Halles, 1er (236-71-72).
LE TAMBOUR (All.), v.o. : Champollion, 5e (354-51-60).
TAXI DRIVER (A.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Bonaparte, 6e (326-12-12) — V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A.), v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
UNE HISTOIRE SIMPLE (Fr.) : Champollion, 5e (354-51-60).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
UN JOUR AU CIRQUE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54).

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILS DE FIERRO, film argentin de Fernando Solanas, (v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA VEUVE MONTIEL, film latino-américain de Miguel Littin (v.o.) (*) : Movies Cinéma, 1er (236-71-72) ; Saint-Germain Village, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e 359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
DE LA VIE DES MARIONNETTES, film allemand d'Ingmar Bergman (v.o.) (*) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-73-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
LE COUP DU PARAPLUIE, film français de G. Oury : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) : Wepler, 18e (387-50-70)
MOURIR A TUE-TETE, film canadien d'Anne-Claire Poirier : Marais, 4e (272-63-98) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ILE SANGLANTE, film américain de M. Ritchie (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) : v.f : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Murat, 16e (651-99-75) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
L'EXTERMINATEUR, film américain de W. Fruet (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
TUEURS DE FLICS, film américain d'H. Becker (v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.C.G. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) :

Les grandes reprises

AGATHA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04) H. Sp
AMERICA-AMERICA (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
BARRY LINDON (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LA BETE (Fr.) (**) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
BOUDU SAUVE DES EAUX (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77). (v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
CASABLANCA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A., v. o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), h. sp.
DELIVRANCE (A., v. o.) (**) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) : (v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).
LES DIX COMMANDEMENTS (A.) (v.o./v.f.) Elysées Point-Show, 8e (233-56-70)
LE GUEPARD (It., v.o.) : U.G.C Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
HAIR (A.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
JOHNNY GOT IS GUN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) (sf Mer., S.) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) H. sp.
JULES ET JIM (Fr.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LITTLE BIG MAN (A.), v.o. : Noctambules, 5e (354-42-34).
LOULOU (Pabst), Marais, 4e (278-47-86).
MARATHON MAN (A.), v.o. : Balzac, 8e (561-10-60).
LA MARGE (Fr.) (**), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE MESSAGER (Angl.), v.o. : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MOLIERE I et II (Fr.), Calypso, 17e (380-30-11).
MONTY PYTHON SACRE GRAAL (Angl.), v.o. : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT A VENISE (Angl.), v.f. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34). — v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
L'ŒUF DU SERPENT (A.), v.o. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

Les festivals

A. KUROSAWA (v.o.), Nickel-Odéon, (633-22-13) : la Forteresse cachée.
MIZOGUCHI (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Intendant Sansho.
MELODRAMES A LA FRANÇAISE, Studio-43, 9e (770-63-40). En alternance : Dites-lui que je l'aime ; les Belles Manières ; La femme qui pleure ; l'Italien des roses.
CARNÉ - PRÉVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44). En alternance : les Enfants du Paradis ; Drôle de drame ; Le jour se lève.
ANGLETERRE, les cinéastes de la folie (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : les Guerriers de l'enfer.
RENOIR, REVIVRE LA TV (IMA), Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
CHARLIE CHAPLIN (v.o.) Studio Logos, 5e (354-26-42) : le Kid.
LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Tueurs.
BIENNALE DE PARIS, Musée d'art moderne (723-61-27) : Bandes vidéo, films expérimentaux.
COMEDIES AMERICAINES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : One, Two, three.
L. VISCONTI (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 16 h. : le Guépard ; 19 h. 50 : Mort à Venise : 22 h. 5 : les Damnés.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'Opéra.

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 18 h
DE LA NUEE A LA RESISTANCE (3 parties) (Fr.) : Denfert, 14e (354-00-11) : h. sp.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) : 0 h. et 12 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e, (326-48-18) : 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) : 24 h.
JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suis.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 22 h. 15.
LA DROLESSE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h.
LENNY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) : 24 h.
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 20 h. 10.
PERSONA (Sued., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : 18 h.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 16 h. 30

Le Monde

ECONOMIE

M. REAGAN CONTRE LE PRÉSIDENT CARTER

Les États-Unis n'ont-ils le choix qu'entre le « thatchérisme » et les formules vieillies du travaillisme ?

C'est avec un « taux d'inflation » de l'ordre de 10 % que l'économie américaine est en train de sortir de la sévère récession qui a frappé durement plusieurs des secteurs d'activité les plus importants du pays au premier semestre de cette année. La stratégie d'inspiration « monétariste » que les autorités monétaires mettent en œuvre, parfois avec une grande brutalité, pour combattre le *mal* apparaît de plus en plus fondée sur des bases incertaines.

Quelle pourrait-être la politique de M. Carter s'il se succède à lui-même ? Que proposent en regard les républicains ?

UNE question apparaît aujourd'hui *doublement* périmée aux hommes d'affaires et aux banquiers américains : la reprise est-elle commencée ? Le « consensus » — un mot tabou en France, mais qu'on emploie ici couramment pour désigner un sentiment *général au sein d'une profession* (celle des économistes, par exemple) — est que, après la baisse brutale des indices de production au premier et surtout *au deuxième trimestre de l'année*, le creux de la vague a dû être atteint en mai ou en juin, et que, depuis juillet, l'activité a commencé à reprendre. Mais « rt-on *vraiment d'une récession ?* entend-on dire de plus en plus souvent. A examiner les statistiques, sur quoi se règle le vocabulaire de la presse, de la politique et du monde du « business », le diagnostic ne fait pas de doute. Les Etats-Unis ont connu, au premier semestre de 1980, la plus brutale et aussi la plus courte récession de l'après-guerre. Même pendant l'automne de 1974 et l'hiver qui a suivi, *on n'avait pas vu une plongée* aussi rapide. De mars à juin 1980, le produit national brut a baissé, en rythme annuel, de 9,6 %.

L'« OPEP de l'intérieur »

Cependant, le mot de récession est d'abord une définition statistique : on est autorisé à l'employer quand, pendant deux trimestres consécutifs, la production s'inscrit en baisse. Il est certain que, outre le mot, les Américains ont connu aussi la chose. Mais sous une forme, si l'on peut dire, très concentrée. La chute de tension s'est manifestée surtout dans deux secteurs, lesquels, malgré leur importance, ne constituent tout de même pas toute l'économie américaine : l'industrie automobile et la construc*tion. Dans ces deux secteurs*, l'amélioration est très nette depuis l'été, mais pas encore, il s'en faut de beaucoup, à la mesure du recul enregistré auparavant. Les ventes de voitures « made in U.S.A. » se sont récemment redressées : les derniers chiffres correspondent à une production annuelle de 6,5 millions d'unités, ce qui représente une augmentation de 25 % par rapport au « trou » du printemps ; quant aux nouvelles mises en chantier, elles correspondent à un rythme annuel de construction de 1,4 million d'habitations, soit un accroissement *de 30 % par rapport au point* le plus bas. Mais, à titre de comparaison, rappelons qu'en 1978 les ventes de voitures « nationales » avaient atteint 9 millions d'unités, tandis que 2,1 millions de chantiers avaient, cette année-là, été ouverts.

Que l'industrie automobile entendue au sens large du terme (y compris donc les fabricants de pièces fournies aux constructeurs) ait subi un choc aussi profond explique en grande partie pourquoi la « récession » a fait sentir tous ses effets dans un petit nombre d'Etats, sept ou huit tout au plus, qui sont *aussi, à quelques exceptions près*, les plus anciennement industrialisés de l'Union : Michigan, Illinois, Pennsylvanie, etc., car, par ricochet, les grands centres sidérurgiques ont été aussi lourdement frappés. A ces Etats particulièrement vulnérables, on oppose désormais ceux qui forment ce que certains appellent déjà l'« OPEP de l'intérieur » : l'Alaska, la Californie, le Texas, la Louisiane, l'Oklahoma, le *Kansas, la Virginie-Occidentale*... riches en puits de pétrole et qui deviendront encore plus riches au fur et à mesure que le prix du « brut » produit sur le territoire des *Etats-Unis sera porté* au niveau international.

Le lourd tribut payé à l'inflation

*Le phénomène le plus préoccu*pant, celui qui justifie l'alarme de maints esprits pondérés, c'est que, au sortir de la récession, les taux d'intérêt sont plus élevés *qu'ils ne l'étaient* dans la période d'extrême agitation qui avait précédé la récession de 1974-1975 ! Le coût minimal du crédit bancaire (« prime rate ») était alors monté jusqu'à 12 %, ce qui paraissait énorme (et était un record) ; il est aujourd'hui de 14 %, après avoir connu depuis l'automne de 1979 d'extraordinaires oscillations. Tel est le lourd tribut payé à l'inflation dont le taux n'a pas pu être ramené au-dessous de 10 % M. Albert Sommers, vice-président et économiste en chef de Conference Board, un institut privé où se retrouve une bonne partie du Gotha des affaires, déclarait au Waldorf Astoria le 25 septembre dernier : « *L'expérience que nous venons de vivre ne devrait pas recevoir le nom de récession, on devrait l'appeler violent traumatisme monétaire provoqué par une montée sans précédent du loyer de l'argent.* » La question qui se pose est de savoir si on ne se dirige pas *tout droit* vers d'autres traumatismes du même genre.

Pour lutter contre l'inflation, on a compté exclusivement sur la politique monétaire du « Fed » (1). « *Autant dire que son président, M. Paul Volcker, a dû s'empoigner avec tout le monde* », nous dit M. Henry Kaufman. M. Kaufman (économiste chez Salomon Brothers, une grande firme de courtage) est aujourd'hui l'expert le plus écouté de Wall Street, à cause d'une longue série de justes prévisions sur l'évolution des taux d'intérêt. Ce qu'il dit des « *imperfections de la politique monétaire* » doit être considéré *avec grande attention.* Depuis octobre 1979, le « Fed » a profondément modifié ses techniques. Il a pratiquement abandonné l'un de ses objectifs précédents d'intervention, qui était de régulariser les taux d'intérêt pour concentrer exclusivement son attention sur les « agrégats » monétaires, lesquels sont censés mesurer la masse des moyens de paiement en circulation. Selon qu'on inclut ou qu'on *exclut telle ou telle caté*gorie d'avoirs (les comptes à terme, par exemple, dont il existe — c'est une autre difficulté — beaucoup de variantes), on aboutit à des définitions très différentes de la masse monétaire. Les autorités monétaires ont récemment changé les leurs, afin, ont-elles dit, de mieux suivre l'évolution réelle. Il semble bien, pourtant, que celle-ci continue de montrer une fâ*cheuse tendance à leur échap*per. Au cours des derniers trois mois, la croissance monétaire est plus de deux fois supérieure aux normes *(targets)* fixées par le « Fed ».

Pour réagir, celui-ci est amené à changer brusquement le volume de ses opérations (son action est considérée comme « res*trictive » quand il* réduit ses achats nets de titres sur le marché monétaire, ce qui a pour effet indirect de diminuer la progression des réserves des banques commerciales). De ses coups d'accordéon successifs, il résulte d'amples fluctuations des taux d'intérêt Remarquons qu'en Grande-Bretagne, où la même doctrine « monétariste » est appliquée avec un acharnement — ou aveuglement — comparable, la *masse monétaire* n'a pratiquement cessé, depuis quelques mois, de donner des signes d'évolution pareillement « aberrants », ce qui signifie en clair non prévus par les experts.

« *C'est là un grave problème de nature opérationnelle ; il est probable que d'ici au milieu de l'année prochaine le « Fed » devra revenir sur les règles d'intervention qu'il s'est données l'année dernière.* » A qui — et à quoi — sera confiée la tâche de s'opposer à la nouvelle marée inflationniste ?

Dans une intervention remarquée, *M. Carter vient de critiquer* les autorités monétaires pour établir leurs objectifs dans une « fourchette trop étroite » (mais à partir de quel écartement de la fourchette l'objectif perd-il toute signification ?).

L'exemple de la ville de New-York

Dans les rangs démocrates, un des hommes « dont on parle » pour occuper le poste de secrétaire au Trésor d'une éventuelle administration Carter reconduite est M. Felix Rohatyn, auteur, il y a quelques années, du plan de sauvetage de la ville de New-York *menacée de faillite. Fondé* de pouvoir chez Lazard Frères (Amérique), M. Rohatyn, très lié à la France où il a passé une partie de son enfance, a une ambition : « *Sous peine de tuer dans l'œuf la naissante reprise économique, il faut faire baisser les taux d'intérêt.* » Périlleuse manœuvre qui, partout et toujours (à moins, bien sûr, d'être accompagnée d'un plan de redressement digne de ce nom), porte en elle le germe d'une relance à terme plus ou moins rapproché de l'inflation. Pour prendre le tournant, M. Rohatyn pense qu'il faut revenir à la charge « *pour résoudre le problème économique le plus important, celui de l'énergie* ». Une lourde taxe sur l'essence (déjà une première fois refusée par le Congrès) « *contribuerait à redonner confiance dans le dollar* ».

Un autre élément essentiel échappe aussi pratiquement au contrôle des autorités : les finances publiques. Le dernier exercice budgétaire, clos au 30 septembre, s'est soldé par un déficit de 60 milliards de dollars. Ce chiffre, dépassé seulement une fois par le passé, se compare aux 39,8 milliards qui figuraient, à titre de « projection », dans l'état du budget, présenté comme « définitif » en janvier dernier. Le « programme » de M. Rohatyn, qui se défend d'en avoir un, s'inspire de son expérience de la ville de New-York : « *Ce qu'on peut faire de mieux dans une démocratie, c'est de limiter la progression des dépenses publiques au-dessous du taux d'inflation.* » Pour parvenir à ce résultat, la ville de New-York a conclu avec les syndicats d'employés municipaux des accords tendant à ramener à 4 % en *moyenne sur trois ans* (8 % la dernière année) les hausses de salaires. « *Des contrats qu'on ne peut prolonger indéfiniment.* » Cependant, ajoute notre interlocuteur, dont l'opinion sur ce point rejoint celle de nombreux analystes « *on ne pourra échapper à des contrôles de prix et de salaires sous une forme ou une autre* » une éventualité écartée du programme électoral de M. Carter, mais qui figurait en bonne place dans celui de son concurrent démocrate, M. Edward Kennedy, sous l'influence de M. Galbraith). Précisons que la ville de New-York n'est toujours pas en mesure de lancer un emprunt obligataire. « *Après tout, l'Amérique elle-même se finance à court terme, grâce aux dépôts de fonds arabes* », constate le banquier dans son bureau du trente-deuxième étage du Rockefeller Plaza.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 25.)

(1) Abréviation familière pour désigner le système de réserve fédérale, qui est l'Institut d'émission (composé de douze banques) aux Etats-Unis.

Faiblesses et atouts du plan acier européen

SAUF surprise, la Commission européenne déclenchera le 22 octobre « l'état de crise manifeste » et rendra alors public son dispositif d'organisation autoritaire de la production d'acier. Les Allemands, principaux producteurs de la C.E.E., n'ont aucune sympathie pour cet exercice dirigiste ; ils l'ont montré d'abord en empêchant que le conseil des ministres des Neuf ne donne son feu vert dès sa session du 7 octobre, ensuite en essayant, malgré les promesses faites, de rouvrir le débat. Pourtant, ils ne s'opposeront probablement pas à une opération de survie qui a l'appui de huit Etats membres et surtout, et c'est là son point fort, de la grande majorité des sidérurgistes de la C.E.E.

Tenter d'analyser les raisons des réticences allemandes peut permettre de mieux entrevoir les possibilités de succès de ce plan de la dernière chance. Certaines sont d'ordre psycho-*politique. Les Allemands, dont l'attention ces dernières semaines*, c'est bien normal, n'était pas centrée sur la sidérurgie, ont eu le sentiment d'avoir été bousculés, de s'être fait forcer la main. *Impression d'autant plus désagréable qu'ils l'ont ressentie d'au*tres fois ces derniers temps à propos de la réduction de la contribution britannique au budget européen en particulier. Ce plan de contingentement autoritaire de la production est très peu *conforme à leur doctrine* et en particulier à celle du parti libéral, *grand vainqueur des élections*. Curieuse formation, pro-européenne mais dans le même temps allergique aux infléchissements, aux réformes qui sont en gestation dans la Communauté *pour l'adapter à notre monde en crise.*

Les Allemands, libéralisme oblige, *préféreraient revenir* à un arrangement d'autolimitation souscrit volontairement par les producteurs, à un cartel presque exclusivement privé. « C'est une erreur, disent-ils, de transférer les pouvoirs de gestion à une bureaucratie, de déculpabiliser les chefs d'entreprise » ; sous-entendu : si les contrôles ne sont pas parfaits, les producteurs tricheront encore plus que dans le passé. On peut penser, au contraire, que les sidérurgistes, conscients de leur incapacité à *s'entendre, seront soulagés de trouver un relais public et qu'ils* joueront le jeu si l'accord est sanctionné au plan politique.

Les Allemands redoutent aussi que le système utilisé pour calculer les quotas de production ne leur soit défavorable : *ils se sont restructurés, disent-ils, plus vite et plus complètement* que d'autres. Or ils risquent de le payer puisque Bruxelles, pour calculer les quotas, va prendre en compte une période de référence où leur production était déjà en baisse du *fait de la* restructuration. M. Davignon a affirmé qu'en établissant les *quotas il aurait* en tête l'effort de restructuration, c'est-à-dire d'adaptation au marché, accompli par chacun. La pondération qui sera ainsi opérée par ses soins risque d'être contestée.

Tel est en définitive le point faible du dispositif. Il tient au bicéphalisme de la Communauté. L'organe de gestion du marché qu'est la Commission n'a guère eu de prise sur la politique industrielle elle-même, en l'occurrence sur les actions de restruc*turation. On peut effectivement redouter que l'un ou l'autre des* gouvernements, s'estimant lésé, ne lui reproche de mal apprécier, parce que le connaissant mal, l'ampleur de l'effort accompli dans ce domaine. De surcroît, cette capacité à gérer un marché sur-organisé, les Allemands doutent que la Commission puisse *l'acquérir. M. Davignon, au contraire, affirme que la Commission* a parfaitement les moyens de contrôler de manière suffisante le système. C'est là une des inconnues. Cependant, la volonté de s'en remettre à la Commission affichée ces dernières semaines par les sidérurgistes constitue pour celle-ci un atout bien réel.

Les Neuf sont en train de se lancer hardiment dans une des entreprises les plus résolument supranationales tentées depuis que la Communauté existe. Nécessité oblige, dira-t-on. La réalité *est que les gouvernements membres, y compris* celui de Paris, sont prêts à accepter des transferts de compétences dans la mesure où l'utilité en est démontrée. Ce qu'ils récusent et condamnent, non sans quelques bonnes raisons, c'est l'idée que pour avancer il suffit d'investir les institutions de la Communauté de *pouvoirs supplémentaires* que rien de précis ne vient justifier. En vérité, on ne trouve plus guère personne pour préconiser cette fuite en avant institutionnelle.

PHILIPPE LEMAITRE.

EN MARGE DE LA FOIRE DE FRANCFORT

L'édition française n'a pas encore su devenir multinationale

La Foire de Francfort est chaque année, au début d'octobre, la grand-messe de l'édition internationale. C'est l'occasion cette année, plus que la précédente et sans doute moins que l'année prochaine, de mesurer le recul relatif, non seulement de la *langue mais de la pensée française* dans le monde. Sans doute faut-il incriminer le déclin de la pratique du français comme première ou seconde langue dans de *nombreux pays et reconnaître la diminution du rôle international de la France.*

***Mais cela n'explique pas tout.* La faiblesse de la stratégie de l'édition française ainsi que la *modicité des moyens qu'elle* met en œuvre sont d'autres facteurs décisifs du recul du livre français à l'étranger, un recul plus profond encore que ne le laisserait supposer l'évolution des rapports de forces politiques et culturels.**

PAS possible de nier l'évidence : le marché de la francophonie n'est plus ce *qu'il était. Le président* de la République lui-même l'a dit dans une interview de septembre 1979 : « *Il y a cent ans, les deux tiers des habitants qui lisaient dans le monde savaient lire en français. Actuellement, cette proportion est d'environ un dixième, et elle sera, dans vingt ans, d'un cinquantième.* » Et il ajoutait : « *Ce n'est pas tant par l'étalage et par l'exploitation des splendeurs de son passé que par le développement de son intensité présente que la culture française saura se faire rechercher et entendre.* » Faut-il donc se résigner ? Pour qui circule et vit dans les milieux internationaux, le recul non seulement de la langue, mais de la pensée française, donne le vertige, au point qu'il conduit à se demander si le second est bien aussi lié au premier qu'on *le dit* ?

Lorsqu'on interroge les éditeurs, ils sont contents... Bien sûr, ils pestent contre la libération des prix de détail des livres *instaurée* par M. Monory, qui a « perturbé le marché ». Ils s'inquiètent de l'évolution de la consommation et de la mollesse de la conjoncture, mais leurs affaires se défendent plus ou moins. Lorsqu'on en vient au chapitre des exportations, il n'y a pas de panique : *grosso modo*, elles sont comme le sont la plupart des statistiques, « légèrement supérieures à l'année dernière ». Dans les réunions professionnelles d'éditeurs, et surtout lorsque des représentants de l'administration sont là, on assiste à des combats de *chiffres* tendant à *prouver* qu'*aucune des conclusions* que l'on tire de ces statistiques n'est valable, le tout avec de très bons arguments : les enregistrements des exportations ne comptent pas les livraisons inférieures à 700 francs. On compte les livres français imprimés à l'étranger pour des raisons de *coût comme* des importations, etc.

La part des exportations dans le chiffre d'affaires de l'édition française n'a pas cessé de décliner, tombant au-dessous de 20 % du total. Mais là n'est pas le problème. Il est *plutôt dans* le fait que, pour un pays qui se pique d'éducation et de culture, les livres, les films, les disques et les œuvres d'art ne représentent que 0,6 % des exportations totales de la France ; et les livres, seulement 0,29 % c'est-à-dire très peu. Les Anglais, les Allemands, les Espagnols, font *mieux. Le dernier best-seller que* la France ait vendu à l'échelle des grands mondiaux a été... *Papillon*. Il est vrai, paraît-il, que notre civilisation est élitiste. Robe-Grillet et les « nouveaux romans » qui s'en sont ensuivis, une fois traduits en anglais, n'ont pas attiré les foules et ont même... découragé pour l'instant les *agents de livres français* à l'étranger. Il faut savoir ce que l'on veut : l'esthétique pure ou la communication. Toujours est-il que le secteur entier de l'édition en France, toutes maisons réunies, ne représente guère plus qu'une grosse entreprise à pré*tention multinationale*, mais sans l'organisation souple, hiérarchisée et centralisée qu'il lui faudrait : 5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1958 et 14 000 employés.

L'exemple allemand

Chercher à percer les raisons de cette situation serait entrer dans une complexe analyse historique. Le fait est qu'elle est *aujourd'hui paradoxale. Ainsi* le groupe Hachette, qu'on accuse, en France, d'être une « pieuvre », et qu'on soupçonne constamment, à Bruxelles, d'actions « *monopolistiques* », ne vient-il, au classement mondial de l'édition, qu'au cinquième rang après le groupe américain Time, la firme allemande Bertelsmann, le japonais Dai Nippon et un autre groupe américain Times Mirror. *Il n'y a pas d'autres français* sur la liste dans le peloton de tête, alors qu'il y a encore beaucoup d'américains et de japonais. Lorsqu'il s'agit de faire de grandes *opérations* internationales (acheter une filiale aux Etats-Unis, par exemple), Hachette n'a pas toujours les moyens adéquats, ses *liens avec* l'administration française ne lui laissent pas les *coudées franches*. C'est un fait que la diversité de ses activités ne lui permet certes pas non plus de mettre tous les moyens voulus dans le livre. Aussi, malgré les récents efforts de ses dirigeants ces dernières années, la tendance a plutôt été au repli, conséquence de mauvaises affaires et d'erreurs de gestion accumulées au fil des années. La « *stratégie* » s'en ressent...

Le reste de la profession apparaît groupusculaire, même si l'exportation est l'apanage de quelques-uns : vingt-quatre maisons font les deux tiers du chiffre d'affaires à l'exportation. Il est symptomatique que lorsque les actions de l'entreprise qui *semble la mieux armée par sa* taille et son dynamisme, les Presses de la Cité, montent à la Bourse de Paris, le petit monde des analystes financiers chuchote : les Allemands achètent...

Il faut, en effet, comparer la politique de l'édition française avec celle de quelques sociétés allemandes pour comprendre que les lamentations de l'*establishment* de la rive gauche sur le déclin de l'usage de la langue française sont aussi des alibis.

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 24.)



L'édition française n'a pas encore su devenir multinationale

(Suite de la page 23.)

La langue allemande est-elle plus répandue ? Pour la première fois en 1974 les exportations allemandes de livres ont cependant dépassé en valeur les françaises et, depuis lors, elles n'ont cessé d'augmenter. Les Etats-Unis absorbent 10 % des exportations allemandes alors qu'ils n'accueillent que 2,75 % des nôtres, le Japon achète 2,70 % des livres allemands vendus à l'étranger et seulement 0,50 % des nôtres. Nous vendons des manuels scolaires dans les pays francophones : d'accord. Mais qu'arrivera-t-il quand les dirigeants de ces pays décideront que les manuels de l'étranger sont meilleurs ? New-York, bientôt Tokyo, risquent de prendre la place de Paris... L'édition allemande produit trente-sept mille titres de livres scientifiques par an, la française vingt-cinq mille. La première en diffuse douze mille en anglais, la seconde, malgré les efforts méritoires et vraiment louables de petites maisons comme Masson, seulement une centaine. Chez Gautier-Villars, le directeur des publications scientifiques déclare : « *Mon premier marché, celui auquel je dois prêter le plus d'attention, n'est pas la France, mais les Etats-Unis.* » Les résultats tendent à prouver que tout le monde à Paris ne raisonne pas comme lui : on va beaucoup à New-York, mais on y travaille peu.

La langue du lecteur

Le succès allemand peut être, comme toujours, attribué à de nombreuses raisons. Mais la principale est certainement, outre le dynamisme commercial d'éditeurs qui déclarent : « *Puisque les lois anticartels nous bloquent en Allemagne, nous nous développons à l'étranger* (Springer) », le fait qu'ils ont compris, une fois pour toutes, l'inutilité de mener un combat à retardement sur la langue allemande. Ils publient dans la langue de leurs lecteurs, quelle qu'elle soit.

Le groupe Bertelsmann fait, à cet égard, une démonstration éclatante. Avec des taux de croissance époustouflants ces dernières années, il fait maintenant quelque 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, c'est-à-dire plus que toute la profession de l'édition de livres français réunie dont... 46 %, c'est-à-dire près de la moitié, hors d'Allemagne. Datant de 1835 comme simple fabrique de lithographie, ayant vécu ensuite de littérature religieuse, la firme a pris son essor à partir de 1950, sous l'impulsion de son actuel P.-D.G. M. Reinhard Mohn, descendant du fondateur qui lança la formule des clubs de livres et la répandit dans de nombreux pays. Les clubs du groupe comptent maintenant environ neuf millions d'adhérents dans une vingtaine de pays, dont trois millions en Allemagne et deux millions en France où Bertelsmann est associé à 50-50 avec les Presses de la Cité dans le club France loisirs, premier club « français », qui essaime maintenant dans les pays francophones. A bon entendeur salut... Bertelsmann a racheté Bentham Books, aux Etats-Unis. Il est bien implanté, non seulement dans les pays de langue allemande, mais aussi en Amérique latine. Il a lancé un magazine international, publié simultanément en plusieurs langues, *Gao*. (reportages photographiques). La multinationalité fait son apparition dans l'information et la culture aussi.

L'ombre de Bertelsmann plane sur toute l'Europe et, depuis bientôt deux ans, on entend les éditeurs français chuchoter entre eux à Francfort : que se passera-t-il quand les maisons d'édition internationales, qui sont en train de se développer, arriveront au point de puissance où elles achèteront un titre en exclusivité pour six à huit langues et des dizaines de pays, ce qu'elles commencent à faire ? Les meilleurs auteurs, même français s'il en reste, leur seront réservés. Quant à la diffusion et à la distribution de nos livres dans le monde...

La conclusion est claire. Si elle veut garder sa place à l'étranger, l'édition française doit se préparer à éditer en d'autres langues que le français. Sait-on que l'Union soviétique, par exemple, publie des livres en anglais ? Pas de la propagande, mais des albums d'enfant, des classiques de la littérature, des ouvrages universitaires. Les Britanniques avaient estimé, il y a quelques années, à 35 millions le nombre de livres ainsi vendus qui les concurrençaient à des prix cinq ou six fois moins chers que les leurs. On trouve dans les librairies de Genève des ouvrages scientifiques en français produits dans les pays de l'Est et recommandés par les professeurs, en raison de la modicité de leur coût. Il faut se rendre à l'évidence. Pour quarante-six mille élèves qui apprennent le français dans les classes secondaires de la voisine Allemagne, il y en a deux millions qui apprennent l'anglais. Parce que l'anglais est devenu une langue véhiculaire internationale, Paris doit-il renoncer au rôle de plaque tournante de la vie intellectuelle internationale qui pourrait être la sienne, comme de nombreux pays, même non francophones, le souhaiteraient ? Nous laisserons-nous ainsi « provincialiser » ?

Investir dans la traduction

Pour remonter la pente, il faudrait d'abord, en prévoyant les investissements nécessaires dans les services de traduction, favoriser la publication des ouvrages français au moins en anglais, sinon en plusieurs langues étrangères. Il faudrait aussi se donner les moyens de publier systématiquement non seulement en français, mais en plusieurs autres langues, des ouvrages étrangers. Souvent, les éditeurs allemands offrent la traduction de leurs livres pour qu'ils soient publiés en français. C'est rarement le cas des éditeurs français quand ils s'adressent à l'étranger. La coédition d'ouvrages internationaux à partir de Paris, sur l'initiative d'un éditeur français et pour le compte de plusieurs éditeurs étrangers, devrait se multiplier.

Il est nécessaire, mais non suffisant, que l'administration se préoccupe de ce problème. Plusieurs rapports l'ont déjà évoqué. M. Paul Granet a fait, en son temps, des propositions qui n'ont pu être retenues, notamment pour des raisons économiques. M. Jacques Rigaud a émis un ensemble de recommandations utiles sur les relations culturelles extérieures, en 1979, soulignant notamment, à juste titre, le besoin d'une meilleure coordination entre les différents ministères qui s'estiment intéressés. Le Haut Comité pour l'audiovisuel s'apprête à faire, de son côté, des observations réalistes sur la diffusion du livre et sur les autres moyens de communication : n'en sortira-t-il que des instances nouvelles ? Le fait est que le million et demi de francs mis à la disposition du fonds culturel pour être en partie utilisé en aide aux traductions (une centaine de titres en bénéficient par an) n'est pas à la mesure du problème posé.

Des moyens considérables sont déployés à divers titres, et notamment celui de la coopération pour l'enseignement de la langue française dans le monde. Cet effort indispensable donne des résultats mitigés. Ne pourrait-on dériver ou diversifier les actions entreprises, en faisant preuve d'un peu de souplesse et d'imagination ?

Un dictionnaire Larousse en serbo-croate

On entend dire, dans les commissions administratives que le marché américain est trop vaste pour être abordé massivement. Qui ne sait qu'il est largement contrôlé en matière d'édition par New-York, où une douzaine de personnes font plus ou moins la loi ? Il suffirait que l'édition française dispose collectivement d'un interlocuteur valable pour que certaines choses changent... Encore faudrait-il trouver cette personne. En Allemagne, on dirait probablement qu'il n'y a rien à faire avec une langue aussi peu répandue... s'il n'y avait le P.-D.G. de Bertelsmann pour prouver le contraire. Pourquoi n'aurait-il pas un homologue français ? Des maisons comme Larousse savent à quoi s'en tenir. Après avoir vendu pendant des années mille cinq cents exemplaires par an du Petit Larousse en Yougoslavie, elle s'est aperçue qu'elle en vendait soudainement trente mille, après l'avoir traduit et coédité en serbo-croate. Les éditions d'art et de science, comme Hermann et Masson, ont pris les mesures du problème. Un jeune éditeur comme Jean-Claude Lattès (qui commence à avoir de l'expérience depuis le temps que la profession le traite ironiquement de jeune) a créé une filiale à New-York pour tenter de lancer des romans à grande diffusion de l'autre côté de l'Atlantique...

Ce ne sont que quelques cas isolés et récents. Après les industriels, les éditeurs français vont devoir se rendre compte qu'il leur faut maintenant jouer à quitte ou double à l'étranger. La démographie et la consommation françaises ne leur permettront bientôt plus d'y échapper. C'est parce qu'ils ont eu des années trop faciles, de 1960 au début de la dernière décennie, qu'ils n'ont pour ainsi dire rien fait pour se préparer à l'ère de l'internationalisation qui s'ouvre devant eux.

JACQUELINE GRAPIN.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

● LA DYNAMIQUE URBAINE.

Claude CHALINE

L'urbanologie n'est pas une science de tout repos ; mérite-t-elle même le nom de science, tant les méthodes sont encore incertaines et étendue la variété des sujets ? Spécialiste éprouvé, en particulier pour les îles Britanniques, le professeur de Paris-Val-de-Marne nous invite à voir l'état de la question. Trois parties : forces motrices, mécanismes et différences géographiques.

Après un rappel historique, comprenant la dégradation et la transformation des quartiers du centre ou proches, nous voyons les mouvements successifs : la tendance à l'agglomération se confirme elle-même, en un jeu qui paraît sans fin, jusqu'au moment où se déclenchent d'autres forces naturelles ou d'intervention. Cette évolution aurait gagné à être présentée à la lumière du coût marginal et du coût moyen par habitant.

Dans les pays communistes, les conceptions ont évolué, allant le plus souvent du refus initial et de la condamnation de la grande ville (Moscou, La Havane) à son acceptation et à son modelage. Dans certains pays, cependant, des villes sont déclarées « fermées » (Varsovie, Lodz, Sofia).

Les habitants se groupent par affinités, avec le risque de « ghettos ». Sur ce point, un ouvrage entier n'eût pas suffi ; mais l'idée que les classes populaires ont été volontairement éloignées du centre est un peu fruste. Quant à la notion d'obsolescence, aussi importante que difficile à saisir, elle ne doit pas être confondue avec l'âge.

Les villes socialistes ont-elles résolu le problème de l'égalité sociale ? Réponse plutôt négative.

Viennent ensuite les questions françaises ; les ZAC (zones d'aménagement concerté), les ZAD (zones d'aménagement différé), la réhabilitation des vieux logements, le souci de l'emploi, etc.

En conclusion, confirmation d'une diversité et d'une mobilité qui font hésiter la science à s'engager dans l'aventure. Ni le contraste entre la durée des habitations et celle de l'occupation d'un logement ni le souci permanent de la mobilité et de l'adaptation ne permettent d'espérer plus que d'éviter les plus grandes erreurs et surtout les plus durables.

Bibliographie, qui gagnerait à l'adjonction de deux noms : Pierre George et Le Corbusier.

★ PUF, Paris 1980, 206 pages, 42,50 F.

● LE JOUEUR. LE MANAGER D'AUJOURD'HUI.

Michael MACCOBY

Traduit par Monique Lebailly et Laurence Graffin.

Il ne s'agit pas de Regnard, mais plutôt de Freud : analyse du type si spécial qu'est le responsable, le cadre d'une entreprise de pointe. Le sujet a été traité, en France, de façon fort différente, par Mme Florence Vidal.

Disciple de Fromm (freudien dissident), l'auteur a consacré plusieurs années à des recherches et enquêtes, en vue de connaître, de percer le secret de ces hommes de poids et de responsabilité. Deux cent cinquante sujets d'exception, carnassiers, conquérants, etc., engloutis dans un échantillon représentatif, ont été soumis à des tests, dont celui de Rorschach, et passés à la moulinette du questionnaire de longue durée : 23 pages, des centaines de questions allant de : « Votre femme boit-elle d'une manière différente de vous ? », à « Pensez-vous qu'il faut construire le super-sonique », en passant par : « Avez-vous jamais agi contre votre mère ? ».

Curieusement inégale la description des divers types : pour le carnassier ou « baron brigand », sont évoquées les figures de Carnegie et de Frick, et bien établie la distinction entre lions et renards. Moins pittoresque, l'homme d'appareil, fonctionnaire de la maison. Quant au joueur, le plus souvent protestant, il est animé à la fois par le goût du risque, de la compétition, et par le souci de contrôler le jeu ; seulement, attention à l'âge critique ! Le film *l'Arnaque*, est-il précisé, oppose le joueur et le carnassier.

Le chapitre sur le joueur créatif n'est qu'une longue monographie de Jack Wakefield, directeur d'une grande multinationale à trente-deux ans, ce qui nous éloigne plus encore des statistiques que l'échantillon ne nous le laissait prévoir. A trente-cinq ans, cet homme définit ainsi le bon mariage : « *Une vie sexuelle respectable, pas spécialement virulente, mais active. Vous pouvez faire des choses ensemble et bâtir là-dessus une relation : l'idée d'avoir des enfants, par exemple. C'est très important.* » Faut-il aller si haut pour ce conseil ?

Inutile de chercher dans cet ouvrage une recette du succès, mais nous avons davantage une morale, ou plutôt une vue plus économique, dans le complément « Application en entreprise » de Pierre Nicolas, conseil d'entreprises.

Toute lecture achevée, l'Européen, même averti, même converti, est quelque peu surpris : surpris, par exemple, de ne pas voir ces têtes comparées aux grands chefs ou joueurs de l'histoire : Napoléon ou Frédéric II, voire Catherine. L'histoire a son poids, chez nous.

Bonne traduction, claire et sans emphase.

★ En appendices : le Test de Rorschach, le questionnaire et le texte de Pierre Nicolas. Interéditions, Paris 1980, 244 pages, 68 F.

● COMPRENDRE L'ÉCONOMIE MONDIALE. INITIATION.

J.-M. ALBERTINI et A. SILEM

L'auteur d'excellents ouvrages de diffusion des connaissances économiques entreprend ici, avec Ahmed Silem, la description des problèmes de l'économie mondiale, tâche particulièrement délicate. Dans l'ensemble, réussite remarquable des deux directeurs de laboratoire au C.N.R.S., depuis les surplus du dix-huitième siècle, clef de l'essor, à la croissance du nombre des emplois aux Etats-Unis depuis 1975. Les auteurs ne craignent pas, comme tant d'autres, d'attribuer cette augmentation à la baisse des salaires horaires survenue à cette époque. Nous trouvons cependant les classiques et tenaces illusions sur la réussite économique de Roosevelt et sur la dégradation des termes de l'échange, pour les pays en voie de développement, de 1953 à 1977. L'erreur statistique commise sur ce point est, il est vrai, le fait de la Banque mondiale elle-même.

Nombreux diagrammes et tableaux.

★ Editions ouvrières. Editions du Seuil, Paris 1980, 158 pages, 28 F.

● LES MÉCANISMES FONDAMENTAUX DE LA COMPÉTITIVITÉ.

Boston Consulting Group

Société de conseil, spécialisée pour les entreprises, le Boston C.G. a été appelé par le Commissariat du Plan à étudier la compétitivité industrielle française Nous trouvons ici le rapport établi par M. F. de Carbonel, vice-président, assisté de MM. R. Marjolin, X. Fontanet et B. Declery.

Sur un tel sujet, il est toujours difficile, pour le lecteur, de se dégager du mythe du sorcier, disons de l'idée du « truc », de la recette, qu'il suffit d'appliquer pour réussir. Dans une telle optique, la déception est fatale. En outre, bien des recommandations ou principes à suivre sont de simples tautologies ou de pieux conseils de morale économique, ne présentant de difficultés que dans l'application. Plus originale cependant la réaction contre les idées courantes sur la division du travail entre pays développés et pays en développement.

Une fois achevée la lecture et compte tenu des trop rares exemples fournis, se dégage une critique assez nette : une analyse concrète de l'industrie française, du point de vue de la compétitivité, suivie de recommandations précises, eût été, semble-t-il, plus utile qu'un énoncé de principes ou de lois générales. Du médecin appelé en consultation, attend-on une ordonnance ou l'exposé d'une théorie médicale ?

★ Editions Hommes et Techniques, Paris 1980, 148 pages, 47,65 F.

● CONTRIBUTION A UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.

Henri de FARCY et René GROUSSARD

Sœur presque jumelle de la loi d'orientation agricole, cette brochure concrète, dense, œuvre d'un établissement public, traduit clairement les idées qui inspirent la politique agricole, à suivre ces prochaines années.

Sans aller jusqu'à dire qu'au concept de droits et d'assistance, qui a prévalu jusqu'ici, est substituée l'idée de devoir, nous voyons qu'au principe d'aide est largement substitué celui de la responsabilité des exploitants. L'appui de l'Etat restera, certes, aussi important, mais il va s'efforcer d'être plus axé sur l'efficacité.

Cet effort de rénovation doit nous permettre de combler le retard sur les pays étrangers, sans qu'il soit recommandable ni possible de copier ceux-ci.

Ce thème de la responsabilité, qui revient dans chacune des dix propositions présentées par les deux auteurs, est ensuite bien explicité, dans le dossier de M. de Farcy.

Deux exemples :

Pour l'emploi, l'interdiction de licencier est déconseillée, parce qu'elle décourage l'embauche.

Les activités doubles, agricole et non agricole, d'un ménage doivent être imposées sur les revenus réels. Par contre, la double occupation est encouragée, sous la forme de l'utilisation des temps morts de l'exploitant à des services ruraux ou des activités d'appoint.

Signalons aussi la tendance à l'association et à la forme capitaliste dans l'agriculture, avec appel au marché financier, conformément à la loi d'orientation.

Bibliographie.

★ CNASEA, Paris 1980, 255 pages, 80 F.

Point de vue

L'ÉCONOMISTE ET LA POLITIQUE

Qu'est allé faire Milton Friedman au Chili ?

par PASCAL SALIN (*)

Fondateur de l'école « monétariste » moderne, qui a inspiré de nombreuses politiques depuis une dizaine d'années, M. Milton Friedman, prix Nobel 1976, prononce, le 17 octobre à Paris, sous les auspices de la Société d'économie politique, une conférence sur le sujet suivant : « Reagan ou Carter, quelle différence pour les économies occidentales ? » Le chef de file de l'école de Chicago a souvent été critiqué pour les conseils que lui ou ses élèves, ont pu donner à tel ou tel gouvernement. Pascal Salin répond ici à ces critiques.

TOUTES les sciences ont progressé dans la mesure où des hommes ont adopté une attitude scientifique, c'est-à-dire qu'ils ont su séparer l'aspect normatif et l'aspect positif de leur domaine d'étude. Cela est malheureusement trop rarement le cas en économie et il est fréquent de voir dénoncer une proposition scientifique à partir de préjugés idéologiques. Il est ainsi facile de faire la petite expérience suivante : avancer l'idée que pour combattre l'inflation il n'est d'autre moyen qu'une politique monétaire restrictive et on vous répondra presque, immanquablement : *« Il s'agit là d'une recette monétariste, le monétarisme, c'est M. Milton Friedman, or M. Milton Friedman a été le conseiller économique du régime de Pinochet au Chili, le général Pinochet est un fasciste qui a empêché l'expérience populaire d'Allende, donc le monétarisme est une doctrine abjecte que seuls des fascistes peuvent soutenir. »*

On aurait un peu honte à récuser ce genre de simplismes si, précisément, ils n'étaient pas adoptés par des personnes bardées de diplômes et de responsabilités. Nous ne prétendons certes pas que le monétarisme exprime une vérité scientifique, car personne ne peut prétendre connaître la « vérité », mais il est important de savoir si le monétarisme (ou, tout au moins, certaines de ses propositions) permet, mieux que d'autres théories, d'expliquer certains phénomènes, de les prévoir et de les corriger.

Se substituant à la discussion scientifique, le totalitarisme idéologique empêche tout progrès de la connaissance. Notre propos ici ne sera pas de discuter de la portée du monétarisme, mais simplement d'utiliser un cas témoin, celui des liens entre M. Milton Friedman et le Chili, pour mieux comprendre les rapports entre la politique, l'économie, les intellectuels et le public.

Essayons d'abord de préciser les faits. M. Milton Friedman s'est rendu une seule fois au Chili, en mars 1975, pour une visite de *six jours*, en compagnie d'un autre économiste de Chicago, M. Arnold Harberger. Ils étaient *invités non pas par le gouvernement chilien*, mais par une fondation privée pour donner des *conférences sur les difficultés de* l'économie chilienne et les remèdes qu'on pourrait lui apporter. En particulier, M. Milton Friedman a donné deux conférences à l'Université catholique du Chili et à l'Université nationale du Chili sur « La fragilité de la liberté », où il a caractérisé l'actuel gouvernement du Chili comme un gouvernement qui renie et réduit la liberté à de nombreux et importants points de vue et il a exprimé l'espoir que dans le proche futur les Chiliens pourraient à nouveau bénéficier d'une totale liberté politique et intellectuelle (1).

Ainsi M. Milton Friedman est allé défendre publiquement la liberté dans un pays où elle est bafouée. Comme le précise encore M. Arnold Harberger, M. Milton Friedman a refusé d'être nommé docteur *honoris causa* de deux universités chiliennes, *« précisément parce qu'il sentait que le fait d'accepter ces honneurs de la part d'universités qui reçoivent des fonds du gouvernement pourrait être interprété comme une approbation de la politique officielle »* (2).

Les « Chicago boys »

Que sont par ailleurs les « Chicago boys », ces anciens étudiants d'économie de Chicago qui seraient les supports — ou les suppôts — du régime et dont on laisse entendre qu'ils auraient été mis en place grâce à l'influence de leur maître, M. Milton Friedman, auprès du gouvernement chilien ? L'histoire en est en fait plus simple. Il a existé un accord entre l'université de Chicago et l'Université catholique du Chili de 1956 à 1964, qui a permis, grâce à un financement américain, à un certain nombre d'économistes de Chicago d'enseigner au Chili et à certains étudiants chiliens d'étudier à Chicago.

Ces derniers ont évidemment suivi les cours de M. Milton Friedman, même si celui-ci n'avait aucun rôle particulier dans l'accord en question. Les destins de ces étudiants ont été variés. Certains ont eu des positions officielles dans les gouvernements antérieurs au régime de Pinochet ; sous ce dernier régime, certains ont obtenu des positions officielles ou ont gardé celles qu'ils avaient, d'autres les ont quittées et ont préféré l'exil. Pour citer encore Arnold Harberger, *« chaque individu a dû faire face non pas seulement une fois, mais à plusieurs occasions et de différentes manières, aux pénibles nécessités du choix. Milton Friedman et moi-même, bien que nous maintenions fermement notre propre position vis-à-vis du gouvernement chilien, gardons une grande sympathie pour nos anciens étudiants... Nous respectons leurs choix et leurs jugements individuels, même lorsqu'ils diffèrent des nôtres »*.

Au-delà des faits, cet épisode nous conduit à poser une question importante : jusqu'à quel point un intellectuel peut-il conseiller un gouvernement qui ne respecte pas certaines libertés et qui ne partage pas les idéaux de l'intellectuel en question ? Il y a là, bien sûr, un domaine qui relève de la moralité personnelle, mais aussi d'évaluations du présent et de paris sur le futur, de telle sorte que seuls les esprits totalitaires, de quelque bord qu'ils se trouvent, persuadés de détenir la vérité, se permettront de donner une réponse sans nuances.

Redisons-le, dans le cas d'espèce, M. Milton Friedman n'a jamais officiellement conseillé le gouvernement chilien, il a seulement exprimé son opinion sur la conduite de la politique économique du Chili, qu'il a certainement discutée par ailleurs avec certains de ses anciens élèves. Dans quelle mesure cela était-il justifié ?

Aucune réponse ne peut être meilleure, sur ce point, que celle qui a été donnée par M. Milton Friedman lui-même. A un collègue qui lui reprochait ses liens avec le Chili, M. Milton Friedman répondait ceci (3) : *« Vous utilisez un étalon de mesure double et curieux. Il y a quelques années, j'ai passé deux semaines en Union soviétique. Plus récemment, j'ai fait plusieurs voyages en Yougoslavie, où j'ai travaillé à la banque centrale et avec elle et où j'ai donné des conférences patronnées par elle. Cependant, je ne vous ai jamais entendu vous plaindre de ce que j'ai donné aide et soutien à ces régimes totalitaires avec leurs millions d'innocentes victimes. Je n'approuve aucun de ces régimes autoritaires, ni les régimes communistes de la Russie et de la Yougoslavie ni les juntes militaires du Chili et du Brésil. Mais je crois que je peux apprendre en les observant et que, dans la mesure où mon analyse de leur situation économique les rend capables d'améliorer leurs performances économiques, ceci peut probablement accélérer et non retarder un mouvement vers plus de libéralisme et de liberté (4). »*

Après avoir précisé qu'un régime dictatorial — comme celui du Chili — présentait peut-être un avantage sur un régime totalitaire, *« puisque, aussi méprisable que soit un régime dictatorial, il laisse au moins plus de place à l'initiative individuelle et à la sphère privée de la vie »*, ce qui lui permet d'évoluer vers un régime plus libéral comme les expériences historiques le confirment, M. Milton Friedman ajoute : *« Pour en revenir au Chili, ma brève visite là-bas m'a persuadé d'une chose : la probabilité que la junte soit ou puisse être temporaire et qu'il soit possible de restaurer la démocratie, dépend de manière cruciale de la capacité du régime à améliorer la situation économique et à éliminer l'inflation. L'échec signifierait un resserrement du contrôle par ce gouvernement ou par un autre qui lui succéderait. Seul le succès permet la libéralisation, comme cela a été le cas au Brésil dans une certaine mesure... Dans la mesure où nous avons été capables de donner de bons conseils économiques, je crois que nous avons contribué à renforcer les forces en faveur de la liberté et non le contraire. »*

Prix Nobel

Certes, on peut ne pas partager l'optimisme relatif de M. Milton Friedman, on peut considérer ses paris sur le futur comme illusoires. Dans ce domaine, la science ne nous est pas d'un grand secours, même si l'histoire semble apporter un appui à ses vues. Ces déclarations de M. Milton Friedman nous font en tout cas connaître de manière précise ses motivations dans l'« affaire chilienne ». La querelle dans laquelle il s'est trouvé impliqué à propos du Chili, en particulier lorsqu'il a obtenu le prix Nobel d'économie, nous paraît alors caractéristique d'un climat intellectuel où certaines personnalités utilisent leur nom et leur renom au *profit de procédés indignes*.

Ainsi, lorsque M. Milton Friedman a été désigné comme lauréat du prix Nobel en 1976, le journal *The Times* a reçu deux lettres émanant chacune de deux prix Nobel, reprenant les mensonges habituels sur la « collaboration » entre M. Milton Friedman et le gouvernement chilien. Ces lettres émanaient, d'une part, de David Baltimore (prix Nobel de médecine en 1975), S.E. Luria (médecine, 1969), qui prétendaient que Milton Friedman « a été un conseiller économique majeur et un supporter de la junte chilienne » et, d'autre part, de G. Wald (médecine, 1967) et Linus Paulino (chimie, 1954 et paix, 1962).

M. Milton Friedman ayant écrit aux personnalités en question, de manière à leur préciser les faits exacts, deux d'entre elles ont négligé de répondre, les deux autres — David Baltimore et S.E. Luria — se contentaient d'écrire qu'on ne pouvait pas ne pas associer M. Milton Friedman à la politique de « traitement de choc » adoptée par le gouvernement chilien et donc aux *« politiques économiques et aux actions répressives qui constituent des aspects inséparables du régime de la junte chilienne »*. Le lecteur appréciera probablement au passage l'assurance avec laquelle deux spécialistes de médecine peuvent affirmer, du haut de la grandeur de leur prix Nobel, que les politiques économiques et les actions répressives du gouvernement chilien sont inséparables. Les Français peuvent se consoler : ce n'est pas seulement chez eux qu'une distinction scientifique permet à un intellectuel de parler sentencieusement de n'importe quel sujet, même s'il en est ignorant.

Dans sa réponse (5), M. Milton Friedman a souligné que la politique économique mise en œuvre par le gouvernement chilien a été parfaitement *« adaptée aux problèmes hérités du régime Allende »*. Ne faut-il pas alors reconnaître que le succès même de cette politique montre bien qu'il est possible de séparer une politique économique et des « actions répressives » menées par un même gouvernement ? Et peut-être faudrait-il se féliciter qu'une population qui subit des actions répressives n'ait pas en plus à subir les conséquences ruineuses et même mortelles de politiques irresponsables et inspirées non par la science mais par l'idéologie, comme tant de régimes totalitaires nous en donnent malheureusement l'exemple dans le monde ?

Enfin, M. Milton Friedman n'a certainement pas tort, dans la réponse qu'il donne à ses détracteurs, de souligner que le fait de demander un *« test politique pour reconnaître une réalisation scientifique va à l'encontre des traditions de liberté d'expression, de liberté de pensée et de liberté universitaire que la communauté intellectuelle a défendues depuis des siècles »*.

On peut, certes, ne pas être d'accord avec M. Milton Friedman lorsqu'il pense que la libéralisation économique peut favoriser le retour à un système de liberté politique. Il se peut, en effet, que les succès de la libéralisation conduisent à « endormir » les citoyens et à les détourner de la recherche de la liberté. Mais il y a là, en tout cas, un domaine qui relève essentiellement des appréciations et des choix individuels. Seule l'intolérance conduit à ne pas le reconnaître.

Nous voudrions, pour terminer, *souligner deux points* qui mériteraient de plus amples développements. Tout d'abord, il est indéniable que le Chili a adopté une politique de libéralisation économique et une politique de stabilisation d'inspiration monétariste, et ces politiques semblent effectivement connaître un certain succès (6). Par ailleurs, l'expérience chilienne est intéressante parce qu'elle nous montre qu'il est possible, tout au moins dans une certaine mesure, de séparer la liberte économique et la liberté politique. Nous pensons que ce fait mérite réflexion, mais nous ne le signalons qu'avec précaution, car nous savons bien que les aptitudes du totalitarisme intellectuel à simplifier et à déformer les faits et les idées pourraient faire croire que l'absence de liberté politique est la condition de la liberté économique. Aucune loi de ce genre ne semble, heureusement, exister.

(*) Professeur à l'université Paris-IX - Dauphine.

(1) Lettre d'Arnold Harberger à Stig Ramel, président de la Fondation Nobel, publiée par le *Wall Street Journal*, 10 déc. 1976.

(2) Milton Friedman a accepté un titre de « distinguished visitor » d'une université privée, la Business School of Valparaiso.

(3) Lettre de Milton Friedman à un collègue publiée dans un journal d'université, *The Chicago Maroon*, et reproduite dans le *Wall Street Journal*, 27 octobre 1975.

(4) De même, personne n'a protesté contre le fait que Milton Friedman se rende en Chine en septembre 1980, à l'invitation du gouvernement chinois.

(5) On trouvera l'échange de correspondance en question dans le *New York Times* du 22 mai 1977.

(6) Des données détaillées se trouvent dans un article de Robert Lozada, *la Vie française*, 10 décembre 1979, et dans un article de Robert Harvey, publié dans *The Economist* du 2 février 1980 et reproduit dans *Problèmes économiques*, 21 mai 1980 (« La situation économique du Chili : les résultats d'un traitement de choc »).

Les Etats-Unis entre le «thatchérisme» et le travaillisme

(Suite de la page 23.)

Une autre idée chère aux démocrates est de « réindustrialiser » les Etats-Unis, où la productivité a cessé de faire des progrès depuis trois ou quatre ans, si elle n'a pas reculé. Mais n'est-ce pas le résultat d'une politique qui s'était assigné comme objectif prioritaire, sinon unique, le retour au plein emploi (jamais autant de «jobs» n'auront été créés que pendant la période allant de 1976 à 1979.) Après avoir lancé au début de cet été des « programmes spéciaux », dont le contenu reste à définir, pour l'acier et l'industrie automobile, ces secteurs malades, le président Carter a annoncé pour après son éventuelle réélection la création d'un organisme « tripartie » (employeurs, syndicats, Etat fédéral) dénommé « comité de la revitalisation économique » (Economic Revitalisation Board) dont la présidence a été confiée à M. Irving Shapiro, le président de la grande firme chimique Dupont, un chef d'entreprise qui aime arpenter les allées du pouvoir.

« Le but recherché est de rivaliser avec les Japonais, mais reste à savoir si le point d'aboutissement de toutes ces initiatives n'est pas d'accentuer un peu plus la ressemblance entre le malaise américain et la maladie anglaise. » (Les travaillistes avaient pareillement mis leur espoir, pour la régénération de l'industrie britannique, dans la création, annoncée à grand son de trompe, de « comités de développement économique nationaux » familièrement appelés « *neddies* ».) Ces propos agressifs, c'est M. Alan Greenspan, l'un des principaux conseillers économiques de M. Ronald Reagan, qui nous les tient. Cependant, les républicains, s'ils arrivent au pouvoir, ne risquent-ils pas d'engager les Etats-Unis dans une autre sorte d'impasse, celle dans laquelle le gouvernement conservateur de Londres est en train de s'enfermer ? Faute de pouvoir rapidement — ce qui apparaît en effet très difficile — tenir leurs promesses électorales sur une réduction sensible des dépenses publiques, ne seraient-ils pas amenés à prolonger la cure de « monétarisme » ? Les Américains n'auraient-ils le choix qu'entre le « thatchérisme » et les formules éculées du travaillisme ?

PAUL FABRA.

UNE ÉTUDE DE LA CENTRALE DES BILANS DE LA BANQUE DE FRANCE

Des comptes améliorés pour les entreprises

La surchauffe de 1971-1973 et le retournement de 1974 avaient entraîné une dégradation des comptes des entreprises. Si 1978 a marqué l'arrêt de ce mouvement, 1979 apparaît comme l'année de la restauration des structures financières grâce à une bonne utilisation des capacités de production du fait des commandes étrangères, de l'investissement et des achats anticipés.

Cette conclusion résulte des toutes récentes études effectuées par la Centrale de bilans de la Banque de France à partir des documents comptables de trois mille firmes industrielles, portant sur les exercices 1977, 1978 et 1979. Cet échantillon sera complété ultérieurement et une analyse plus fine paraîtra dans le Bulletin trimestriel de la Banque de France de décembre 1980. D'ores et déjà, son examen permet de porter un diagnostic d'ensemble sur la situation financière de l'industrie en 1979 et d'apprécier dans quelles conditions les entreprises vont aborder la nouvelle décennie. Bien entendu, il s'agit d'une appréciation globale dont s'écartent bien des entreprises.

par PIERRE BARRE (*)

LORS de la rupture de 1974, les entreprises étaient fortement endettées. La chute de l'activité n'a pu, dans un premier temps, qu'aggraver cette situation et, à l'automne 1976, le gouvernement a pris des mesures visant à assainir les structures financières. Ce n'est qu'en 1979 que cet objectif s'est à peu près réalisé. La diminution des taux d'endettement, amorcée en 1978 sous l'effet de la réévaluation légale des bilans, s'est poursuivie en 1979 et résulte plus particulièrement du rétablissement de l'autofinancement. Finalement, les ressources propres — qui englobent l'ensemble des fonds propres, amortissements et provisions — se trouvent renforcées de plus du tiers entre 1977 et 1979.

Durant ces trois dernières années, les industriels se sont efforcés d'ajuster la production à la demande et ont surveillé de près leurs engagements de dépenses, tant pour l'équipement que pour les besoins courants. Leurs recours au système bancaire est demeuré de ce fait limité : sa progression n'a guère dépassé 9 % en moyenne. Globalement, les capitaux empruntés ne représentent plus, en 1979, qu'environ la moitié des ressources propres au lieu de près des deux tiers en 1977.

A fin 1979, les entreprises se retrouvent avec des structures plus saines et mieux adaptées qu'en 1973 à des perspectives de croissance modérée. Elles ont accru leurs marges de manœuvre sur les marchés.

La part de la valeur ajoutée revenant aux entreprises a augmenté

	1978	1979
Personnel	71 %	69 %
Etat	9 %	9 %
Prêteurs	8 %	7 %
Actionnaires	2 %	2 %
Entreprise	10 %	13 %

Résorbant les capacités inemployées après la cassure de 1974, les industriels ont utilisé plus largement leur outil de production, améliorant ainsi le rendement de leurs immobilisations.

L'adaptation des facteurs capital et travail aux nouvelles conditions de la croissance et de la concurrence a permis de réaliser des gains de productivité.

Une gestion plus stricte des besoins en fonds de roulement d'exploitation, déjà amorcée les années précédentes, s'est affirmée en 1979 ; les besoins cycliques ne représentent plus que quatre-vingts jours de production au lieu de quatre-vingt-quinze en 1978. La rotation des stocks s'accélère légèrement. Enfin, la charge de crédit inter-entreprises s'est allégée de quelque 25 % ; il s'agit le plus souvent de l'amélioration des conditions obtenues des fournisseurs ; quelques secteurs cependant, notamment l'automobile, réussissent à raccourcir les délais accordés à leur clientèle.

Ainsi, en dépit de la modération de l'expansion, les firmes industrielles ont, en 1979, amélioré leurs résultats ; elles ont renforcé leur indépendance financière ; elles paraissent plus aptes à faire face aux éventuelles fluctuations économiques.

La vive pénétration étrangère devrait inciter les entreprises à mieux satisfaire la demande intérieure, par la nature, la qualité et le prix de leur production, d'autant que le pouvoir d'achat des ménages ne pourra guère croître plus vite que la productivité, eu égard aux nouvelles données de la production mondiale.

Des besoins en investissements continuent à être ressentis en 1980 dans les secteurs porteurs et également pour économiser l'énergie ; alors que la consommation des ménages ne progresse plus que dans d'étroites limites, ils contribuent au soutien de la conjoncture.

Compression des charges de personnel

Malgré les dispositions légales adoptées en faveur de l'épargne, les augmentations de capital ne représentent encore qu'une part marginale des ressources des entreprises.

Le renforcement de leur indépendance financière est donc essentiellement dû à l'amélioration de l'autofinancement. Ce progrès, lié à l'évolution de la demande, mais surtout à une gestion plus stricte, a été favorisé par les mesures prises dans le cadre de la politique économique.

L'accélération des tensions inflationnistes en 1979, conséquence du second choc pétrolier et de la hausse des cours des matières premières, provoque un développement des achats d'anticipation, à tous les stades des circuits de distribution et au niveau des utilisateurs finals, français et étrangers. Dans les comptes des entreprises, l'affermissement de la demande, tant interne qu'externe, s'est traduit en 1979 par une augmentation de la production légèrement supérieure à 3 % en francs constants.

La libération des prix permet aux industriels de répercuter les hausses de coûts dans leurs tarifs, lorsque la concurrence s'y prête, et assure la stabilité des taux de valeur ajoutée.

L'accroissement de l'activité n'a pas eu d'incidence favorable sur l'emploi, et une régression des effectifs, qui avoisine en moyenne 2 %, apparaît dans tous les compartiments de l'industrie, contrairement à ce qui a été observé dans le secteur des services. Cet ajustement de la main-d'œuvre, joint à une surveillance plus active de la progression des salaires, donne aux entreprises la possibilité de réduire leurs charges de personnel. Celles-ci ne progressent que de 12 % malgré une augmentation des charges sociales de 17 %. Globalement, le coût du personnel croît un peu moins vite que la valeur ajoutée, et les résultats s'améliorent sans toutefois atteindre leur niveau des années 1960 ou celui souvent constaté à l'étranger.

Les frais financiers n'ont guère augmenté, le relèvement des taux d'intérêt étant survenu seulement au second semestre 1979 et la dette s'étant allégée entre-temps. L'autofinancement a progressé. La répartition de la valeur ajoutée entre les différents partenaires sociaux s'est ainsi modifiée au profit des entreprises.

Ces résultats portent sur l'ensemble de l'industrie. Ils estompent les particularités sectorielles.

Ainsi, les biens intermédiaires réalisent les meilleures performances, mais certains ne font que sortir du marasme dans lequel ils se trouvaient ; grâce aux plans de restructuration, la sidérurgie améliore sensiblement ses résultats, mais son taux de marge demeure des plus faibles.

Les biens d'équipement et l'automobile obtiennent les meilleures rentabilités grâce à une action soutenue à l'exportation ; d'importants contrats sont conclus à l'étranger en matière d'équipements électriques et électroniques.

Les biens de consommation raffermissent leur position ; ils profitent de l'accumulation de stocks au niveau de la distribution. Seules les industries agro-alimentaires poursuivent une croissance régulière.

Le retour à une plus grande aisance financière place les industriels devant un choix : étendre l'outil de production ou renforcer les structures financières.

Au moins pour l'échantillon exploité, l'amélioration de l'autofinancement a contribué à réduire l'endettement des firmes mais n'a pas intensifié l'effort d'investissement. De 1977 à 1979, la progression moyenne annuelle en valeur des investissements physiques reste à 7 %. En raison du tassement du rythme de production, les chefs d'entreprise, en général, ne sont guère incités à développer leurs installations et pratiquent plutôt une politique de renouvellement technologique du matériel. Les industries agro-alimentaires ont eu le souci de lancer de nouveaux produits, et celles qui fabriquent les biens d'équipement se sont attachées à rester compétitives sur les marchés étrangers. Mais c'est encore l'automobile qui accomplit les progrès les plus nets avec un taux d'investissement supérieur de moitié au taux moyen de l'industrie.

(*) Directeur général des études de la Banque de France.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

NIXON... PARDON, MONCKTON

Les Américains ne sont pas particulièrement fiers de leur télé. Pas plus d'ailleurs que de leur réfrigérateur ou de leur machine à laver. Elle fait partie des meubles. C'est une simple boîte à images qui sert à raconter, du matin jusqu'au soir, découpées en rondelles de trente, soixante ou quatre-vingt-dix minutes, des histoires.

Histoires tristes, histoires drôles ou débiles, histoires vraies dans la mesure du possible. Et accommodées à toutes les sauces, cela va de soi, sauce policière, sauce rigolade, sauce à l'hémoglobine, ou sauce aux larmes, tranches de vie dont nous avons eu ces derniers temps, en prélude aux « Dossiers de l'écran », des exemples particulièrement réussis.

C'est surtout sous forme romancée que les Anglo-Saxons abordent, en effet, les problèmes de société. La prostitution, l'avortement, les enfants battus, les handicapés, l'adoption, etc. Beaucoup moins parlants, les débats sur ce sujet sont programmés avant midi, pendant les jours de semaine, à des heures de très faible écoute.

Idem pour les scandales et les grands traumatismes politiques. Je pense à l'assassinat de Martin Luther King et à l'extraordinaire réalisme du « docudrame » en six épisodes sur le Watergate, tiré — immédiatement après sa sortie — du livre de John Erlichman The Company.

Ça s'appelle Intrigues à la Maison Blanche, *ça passe tous les dimanches sur Antenne 2 et, pour nous autres Français, c'est proprement stupéfiant. Tout ce qu'on sait, tout ce qu'ont écrit les témoins de cette époque récente sur les hommes du président, tout y est : le président simplement rebaptisé Richard Monckton, c'est bien sûr Richard Nixon, héros malgré lui, héros toujours en vie, héros résigné — il n'a pas intenté de procès — d'une série accablante où l'on ne craint pas de l'accuser d'avoir étendu le conflit vietnamien au Cambodge voisin, où on le montre constamment injuste, autoritaire, persécuté, mégalomane, malhonnête, d'une vulgarité, d'une brutalité de chaque instant. Kissinger — pardon Tessler, Karl Tessler — ose à peine lui tenir tête, et sa femme joue exactement le rôle effacé, ou plutôt écrasé, qui fut le sien dans la réalité.*

Imagine-t-on ça ici, dans ce pays hérissé d'interdits, un pays où même l'affaire Dreyfus — elle ne date pourtant pas d'hier — a été interdite d'antenne jusqu'à l'année passée ? Tiens, justement, on nous annonce pour la fin du mois un film « spécialement conçu et réalisé » pour les « Dossiers de l'écran » sur le thème suivant : « Le président est gravement malade ». A-t-on choisi de nous parler de Roosevelt, de Staline ou, pourquoi pas, de Pompidou ? Sûrement pas ! Le président en question est Woodrow Wilson, qui a pris ses fonctions à Washington en 1913, avant la première guerre mondiale !

CLAUDE SARRAUTE.

LA MORT D'ANTOINE GOLÉA

Procureur impitoyable et cœur tendre

Le musicologue et critique Antoine Goléa est mort dimanche, à Paris, après une courte maladie, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il était célèbre parmi tous les mélomanes français, surtout par les émissions de la « Tribune des critiques de disques » à laquelle il collaborait sur France-Musique depuis très longtemps, et où il jouait souvent le rôle du « méchant », au moins de l'éternel *contradicteur au verbe haut et provocateur*. Quelques heures après sa disparition, on l'entendait encore à la « Tribune » commentant les enregistrements d'« Ariane à Naxos », de Strauss, au cours d'une émission enregistrée en juin.

Antoine Goléa était un personnage irritant, touchant et sympathique, aux réactions imprévisibles, mais toujours absolues, dans le panthéon duquel s'entrechoquaient des dieux mal faits pour s'entendre, Boulez et Landowski, Auric et Messiaen, auxquels il avait consacré des livres importants. Il était à la fois sincère et passionné, ce qui l'amenait à changer brusquement d'avis pour des raisons d'émotions personnelles, sans probablement qu'il s'en rendît compte.

Mais il aimait profondément la musique, il la connaissait parfaitement et en vivait. Il a joué un rôle capital pour la propagation de la musique d'avant-garde après la dernière guerre, dont il s'est fait le porte-parole bruyant et incisif dans son *Esthétique de la musique contemporaine*, qui vient d'être réédité (Flatkine Reprints, Genève), et dans *Vingt ans de musique contemporaine 1940-1960* (Editions Seghers), même s'il devait ensuite s'en éloigner en s'en prenant aux « modes stockhausenoxénakistes » de la jeune musique.

On retrouvera tout entier Antoine Goléa dans les deux tomes de *la Musique de la nuit des temps aux aurores nouvelles* (Editions Leduc, 1977), livre écrit au galop dans un style souvent étincelant, exaspérant par ses partis pris et ses entreprises de démolition, mais passionnant quand il s'attache à évoquer, souvent avec profondeur, la personnalité des musiciens qu'il aime. Car ce procureur impitoyable qui avait besoin de tempêter pour exister était un cœur tendre que tous ses confrères aimaient bien. — J. L.

[Antoine Goléa, d'origine roumaine, était né à Vienne (Autriche) le 30 août 1906. Il avait étudié le violon avec Enesco, l'harmonie et le contrepoint avec Castaldi et l'histoire de la musique avec Paul-Marie Masson.

Critique musical dans de nombreux journaux, en particulier *Témoignage chrétien* et *Carrefour*, ainsi que dans des revues étrangères, conférencier aux Jeunesses musicales, directeur du Printemps musical de Paris, traducteur de nombreux livrets d'opéra, il laisse de nombreux ouvrages parmi lesquels on citera encore un *Richard Strauss* (Flammarion), un *Debussy* (Seghers), une *Histoire du ballet* (Rencontre) et *Je suis un violoniste raté* (Julliard), où il évoque sa jeunesse avec beaucoup de poésie et d'humour.

Antoine Goléa avait épousé en secondes noces la cantatrice Colette Herzog, pour qui André Jolivet avait composé *Songe à nouveau rêvé* sur quelques-uns des poèmes de son mari.]

● *A l'approche du 21 octobre 1980*, date anniversaire du tricentenaire de la Comédie-française, la télévision consacre deux émissions au Théâtre-Français.

François Reichanbach a réalisé pour TF 1 un documentaire intitulé *la Maison de Molière*, diffusé le mardi 14 octobre, à 21 h. 20. Jacques Chancel, pour sa part, proposera le jeudi 23 octobre, à 20 h. 35, sur Antenne 2, un Grand Echiquier réalisé en direct de la salle de la rue Richelieu, avec la participation de toute la troupe.

Rappelons que deux expositions sont actuellement consacrées à la Comédie-Française. L'une, intitulée « les coulisses de la Comédie-Française », débutera le 21 octobre au centre Pompidou. La seconde est actuellement présenté au café de la Paix.

D'autr part, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, sera le vendredi 17 octobre, à 22 heures, sur TF 1 l'invité-présentateur de la nouvelle émission « Opéra première ».

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 13 OCTOBRE

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du parti communiste, est l'invité de « Cartes sur table », sur Antenne 2, à 20 h. 35.

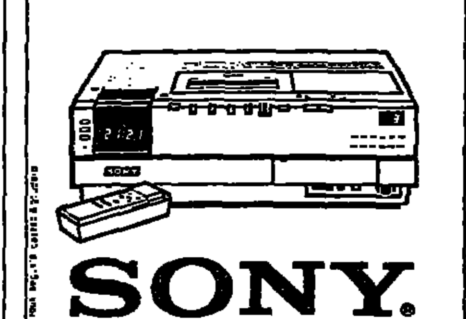
MARDI 14 OCTOBRE

— *M. Tsien Tche Hao*, maître de recherches au C.N.R.S., répond aux questions des auditeurs à l'occasion du voyage de M. Giscard d'Estaing en Chine, à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 20.

Lundi 13 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Lutter contre le stress.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « le Dos au mur ».
Film français d'E. Molinaro (1957), avec G. Oury, J. Moreau, P. Nicaud, C. Maurier, J. Lefebvre, C. Renard. (N. Redif.)
Un industriel découvre que sa femme le trompe avec un jeune comédien. Il organise un chantage par lettres anonymes pour la forcer à lui avouer sa faute et provoque, sans l'avoir voulu, une catastrophe.
Film policier et psychologique, des débuts de Molinaro. Une mise en scène solide et une excellente interprétation.
22 h Portrait : Gérard Oury.
Un portrait du metteur en scène avec le témoignage de ses proches : Michèle Morgan, Danièle Thomson, Lino Ventura, Bernard Blier et des extraits de *la Grande Vadrouille*, *le Corniaud*, *la Folie des grandeurs* et *le Coup du parapluie*, son dernier film.
23 h 25 Journal.



DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Georges Marchais, secrétaire général du P.C.
21 h 55 Documentaire : Les nouveaux seigneurs.
Le Gant de fer.
Premier volet, consacré aux pays communistes, d'une enquête sur la montée des bureaucrates dans le monde. Des intentions louables, un résultat décevant.
22 h 55 Première : Jorge Luis Trats.
Portrait du pianiste cubain lauréat du concours Marguerite-Long en 1977.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo-jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Association contre le crime et pour l'application de la peine de mort.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « le Pistonné ».
Film français de C. Berri (1970), avec G. Bedos, Y. Robert, R. Varte, G. Géret, J.-P. Marielle, Z. Lozio, C. Piéplu (rediffusion).
Inspiré de l'expérience personnelle de Claude Berri, ce film sur les désagréments d'un civil à l'armée s'inscrit dans la tradition humoristique et satirique de Courteline. Attachante composition de Guy Bedos.
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Présence des arts : Les acquisitions de la fondation Maeght.
20 h., La lignée des Mercant : « le Marchand et le Financier » (1), de R. Leenhardt. Avec J. Monod, P. Arditi, etc.
21 h., *Science et conscience*. Colloque international de Cordoue : Le rôle de la conscience en mécanique quantique (le problème de la parapsychologie).
22h. 15, Musique enregistrée.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Chasseurs de son.
20 h. 30, Concert (Festival estival de Paris) : « Trio pour clarinette, piano et violoncelle en si bémol » (Beethoven), « Fantaisiestück pour violoncelle et piano » (Schumann), « Quatre pièces pour clarinette et piano » (Berg), « Trio pour clarinette, piano et violoncelle en la mineur » (Brahms), par le Trio Fischer, avec A. Morf, clarinette ; A. Schwarz, violoncelle ; E. Fischer, piano.
22 h., Ouvert la nuit : Solistes d'aujourd'hui, œuvres de Varèse, Messiaen et Amy, par l'Ensemble de percussion de Strasbourg ; 0 h. 5, Domaines de la musique électro-acoustique (Eloy, Rudnik).

Mardi 14 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h Télévision scolaire.
12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Féminin présent.
Mémoire en fête ; 14 h. 5, C.N.D.P. : Animaux protégés en Camargue ; 14 h. 25, Elles en question : problèmes de la communication ; 14 h. 40, Feuilleton : « Jean-Christophe » ; *15 h. 35, Mini-show* ; *15 h. 45*, Les recettes de mon village ; 16 h. 5, A tire d'elles ; 16 h. 15, Tout feu, tout femme ; *16 h. 25, Dossier : Ils ont quinze ans, ils aiment* ; 17 h., Le pour et le contre ; 17 h. 5, Le jardin d'Anita ; 17 h. 15, La femme insolite : *une femme commissaire-priseur* ; 17 h. 20, Coup de cœur ; 17 h. 50, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 1, rue Sésame.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : sauvé par un régime alimentaire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Les aventures de Carlos.
21 h 20 Documentaire : La Maison de Molière.
Réalisation F. Reichenbach et J.P. Mirouze.
Visite en forme de rétrospective à l'occasion du tricentenaire du Théâtre-Français.
22 h 30 Ballets Lovers.
La compagnie Jennifer Muller.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Martin Gray.
15 h *Série : Moïse.*
15 h 55 Itinéraire.
17 h 20 Fenêtre sur...
La course aux petits légumes.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : « les Clés du royaume ».
Film américain de J. Stahl (1944), avec G. Peck, T. Mitchell, V. Price, R. Stradner, R. McDowall, P.A. Gardner, E. Gwenn (N.)
L'apostolat d'un missionnaire écossais, au début du siècle, dans une région de Chine ravagée par la guerre civile et en proie à la famine.
Tiré d'un roman d'A.-J. Cronin, un film semé de péripéties dramatiques, très émouvant et remarquablement interprété par Gregory Peck.
22 h Débat : Les missionnaires.
Avec Mère Teresa (prix Nobel de la paix), Son Eminence le cardinal Arns, missionnaire en Amérique latine ; le Père Pierre Jeanne des Missions étrangères, en poste à Hongkong ; Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé ; Jacques Gadille, professeur à l'université de Lyon-III. Le pasteur Maurice Pont, secrétaire général du service protestant des missions et relations internationales ; le Père Robert Vachon, frère de Notre-Dame de la Salette à Montréal.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Confédération nationale des groupes autonomes d'enseignement public (C.N.G.A.).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Quatre étranges cavaliers ».
Film américain d'A. Dwan (1954), avec J. Payne, L. Scott, D. Duryea, A. Hale, S. Whitman, D. Moran, H. Carey Jr.
Quatre cavaliers surgissent dans une bourgade de l'Ouest pour accuser de meurtre un jeune homme qui célèbre ses noces. Le marié, aidé par sa femme, va devoir faire la preuve de son innocence.
21 h 50 Journal.

FRANCE - CULTURE

9 h. 7, La matinée des autres : Le folklore des vampires.
10 h. 45, Etranger mon ami.
11 h. 2, Festival des arts de l'Asie : Sri-Lanka.
12 h. 5, Nous tous chacun : François, ou le grand plaisir de la montagne.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : *Afrique ! Afrique !*
14 h. 5, Un livre, des voix : « la Violence du calme », de V. Forrester.
14 h. 47, Magazine *international*.
16 h. 20, Actualité : Le congrès international d'esthétique à Dubrovnik.
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : Hongkong.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, Sciences : Nouvelles images, nouveau regard.
20 h., Dialogues franco-islandais : « Comment peut-on être islandais ? », avec T. Vilhjalmsson et R. Boyer.
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Neuro-et-psychophysiologie et états de conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

9 h. 2, Le matin des musiciens : le piano, de K.-P.-E. Bach à J.-N. Hummel : Musique en vie (Beethoven).
12 h., Musique de table : Musique légère (J. Lanchbery) ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France dans les années d'après guerre ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Ma discothèque inconnue (Reicha, Benda, Myslivecek) ; 16 h., Orient russe : « les Mille et Une Nuits » (Rimski-Korsakov, Szymanovski, Ravel) ; 17 h., Norsk Music ; II : Le national-romantisme (Svendsen, Grieg, Backer, Grondahl, Sinding, Alnaes).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; Portrait par petites touches : Ravel, avec P. Devoyon, piano ; *20 h.*, Première loge (Weber, Offenbach, Verdi, Rimski-Korsakov, Puccini).
20 h. 30, Concert *(cycle symphonique)* : « *le* Corsaire », ouverture (Berlioz) ; « Concerto pour piano et orchestre en la mineur » (Grieg) ; « Ainsi parlait Zarathoustra » (Strauss), par le Nouvel Orchestre symphonique, dir. E. Krivine, avec Jo Alfidi, piano.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

DIRECTEUR GÉNÉRAL AFRIQUE

Groupe international recherche le
DIRECTEUR GENERAL
de ses filiales de production dans un pays francophone d'Afrique Noire (C.A. 80 millions de F - Effectif 450 pers.)

LE POSTE EXIGE :
- Soit une formation d'Ecole Supérieure de Commerce avec capacité d'intégrer les facteurs techniques ;
- Soit une grande Ecole d'Ingénieurs complétée d'une formation de gestion.

La connaissance de l'Afrique Noire (au moins élémentaire). Une première expérience de Direction d'unité, grande disponibilité, autonomie et aptitude au commandement font partie des qualités requises.

Pour ce poste, qui conviendrait à un homme de trente ans minimum, pendant quelques mois, en tant qu'adjoint du Directeur général actuel, le candidat se préparera à prendre en charge les problèmes propres à ces sociétés industrielles (animation et gestion, développement, productivité...).

La rémunération envisagée est de l'ordre de 12 millions de C.F.A. (+ avantages liés à l'expatriation).

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite + photo sous n° 74.484, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

A Khartoum en arabe

Etre le responsable administratif et financier pour le Soudan de la filiale locale du groupe belge Transintra, transitaire international et agent de ligne depuis 1935.

Transintra-Sudan Ltd, créé en 1976, est en expansion rapide. Avec un important CA, des succursales à Port-Sudan et à Khartoum, les problèmes d'organisation et de coordination administrative et comptable demandent à être traités de façon plus rigoureuse. Il est préférable également de pouvoir les aborder dans chacune des langues pratiquées par les différents interlocuteurs, en français avec la société-mère à Anvers, en anglais avec la plupart des clients, en arabe avec le personnel et les autorités locales.

Vous pouvez tenir ce poste et voir ultérieurement votre carrière se développer dans le groupe, si vous êtes diplômé d'études supérieures. Ceci est indispensable pour l'obtention de votre permis de travail. Si vous avez une formation doublée d'une expérience comptable, fiscale et bancaire. Si vous pratiquez l'anglais, le français et l'arabe classique (lu et écrit aussi), quelle que soit votre nationalité. Si vous avez quarante ans ou plus, donc l'habitude d'exercer des responsabilités de commandement et des relations de haut niveau.

Si vous êtes cet homme rare et exceptionnel, écrivez rapidement sous référence 801 474 M aux consultants de Sirca auxquels a été confiée la recherche.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

JOURNET

L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

secrétaire

actuellement vacant dans le groupe scientifique au Siège de l'E.S.O. à GARCHING bei MUENCHEN, République Fédérale d'Allemagne

FORMATION : éducation de niveau secondaire et formation professionnelle de secrétaire.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : plusieurs années d'expérience comme secrétaire. Excellente dactylographie en Anglais. Notions suffisantes pour communiquer et dactylographier en Allemand.
FONCTIONS : exécuter des tâches de secrétariat et administratives pour environ 30 astronomes. Dactylographier en Anglais de nombreux documents scientifiques. Organiser des conférences et «Workshops» (enregistrements, réservations etc ...) ayant lieu à l'E.S.O. et dans d'autres Instituts des pays membres. Recevoir les visiteurs et communiquer avec eux par téléphone et par courrier en Anglais, Français et Allemand. Opération des télex.
REMUNERATION : *la rémunération dépendra de l'expérience et de la* situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non-résident, ayant deux enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à Francs Français 7.400,00 par mois.

Les candidatures doivent être transmises avant le 27 octobre 1980 au :
Service du Personnel - European Southern Observatory
Karl - Schwarzschild - STR. 2, D-8046 Garching bei Muenchen (R.F.A.)
Tél. : 089/3 2006-216-8

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

Groupe national de promotion immobilière en très forte expansion recherche pour sa filiale aux USA

Jeune chargé de mission

Le poste : basé à Miami. Prospection de clientèle en vue d'achats de terrains en Floride. Responsabilité très personnelle. Possibilité accès à Direction.

Le candidat : diplômé HEC, ESSEC ou équivalent, connaissant les USA et parlant couramment l'américain. Très actif et aimant l'indépendance.

Adresser dossier sous référence 129 M à
ims 3 rue de Penthièvre 75008 PARIS.
international management selection

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour le
VENEZUELA

INGENIEUR

ARTS et MÉTIERS ou TRAVAUX PUBLICS
ou équivalent.

10 ans d'expérience chantier, pour assurer la direction de chantier montage calorifugeage tuyauterie, équipement pour usine alumine.

durée prévue : 18 mois en famille.

Espagnol indispensable, anglais souhaité.

Envoyer curriculum-vitae sous n° 21.180
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS

GRAND GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS
(C.A. 8 milliards de F.F.)
recherche :

CHEFS DE CENTRE (V.L. et P.L.)
Afrique noire francophone

Sous l'autorité du Directeur de la filiale locale, il sera responsable de la gestion d'un centre important (administration-ventes - S.A.V. - P.D.A.) et de l'animation commerciale d'une marque de grand renom pour l'ensemble du pays.

Le candidat retenu :
- Aura 30 ans minimum.
- Sera diplômé de l'enseignement supérieur (Gestion et/ou Technique).
- Pourra attester d'une expérience de plusieurs années dans le domaine automobile V.L. ou P.L. (Ventes et gestion administrative).
- Aura de bonnes possibilités d'évolution au sein de notre groupe s'il réussit dans cette fonction.

Salaire et avantages liés à l'expatriation.

Envoyer curriculum vitae avec candidature manus., photo et prétentions no 75.045 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour le développement de ses activités :

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

- Sur très grand chantier à l'étranger, ce responsable organise et contrôle la gestion administrative et comptable (assurances, personnel, payes, contrôle de gestion, comptabilité, relations avec les administrations locales...).
- Le candidat devra être diplômé d'une Grande Ecole de gestion (HEC, ESSEC, ou équivalent) et avoir acquis en entreprise une expérience de 10 ans au moins dans les domaines ci-dessus.
- Anglais courant indispensable.
- Une expérience préalable à l'étranger sera particulièrement appréciée.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions sous réf. 2888 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

CARRIERE BANCAIRE
Direction d'un groupe d'agences (Afrique Anglophone)

Nous recherchons pour un grand groupe bancaire un

CADRE CL VI,VII

- ayant exercé la direction d'une agence de taille moyenne,
- possédant une bonne maîtrise de l'anglais financier,
- désireux d'intégrer un groupe bancaire multinational.

La première affectation prévue se situe en Afrique anglophone, à un poste de responsabilité élevée (coordination de six agences - direction de 300 collaborateurs).

La rémunération et les perspectives de carrière sont particulièrement attrayantes.

Adresser C.V. détaillé sous référence 1478/O à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS
Discrétion d'usage assurée.

Schlumberger — **S.P.E. SCHLUMBERGER**

recherche

Jeune Ingénieur Diplomé

Il sera en charge de l'entretien de notre futur Centre de Computation à DOUALA, CAMEROUN.
Il doit être :
- Ingénieur en électronique/informatique
- Diplômé d'une grande école
- Avoir de bonnes connaissances en ANGLAIS
- De préférence de nationalité CAMEROUNAISE.

Nous lui assurons une formation solide chez notre fournisseur d'ordinateurs.

Conditions d'emploi très intéressantes.

Adressez votre candidature avec CV à :
Schlumberger - Service Recrutement
50, rue de Monceau - 75008 PARIS

Grande Entreprise Internationale de B.T.P.
titulaire de chantiers d'hôpitaux clés en mains en
ARABIE SAOUDITE (Provinces de l'Ouest)
cherche à compléter ses équipes de supervision et offre intéressantes perspectives de carrière pour les postes suivants :

- **Directeurs de chantiers** sur sites
- **Ingénieurs Mécaniciens** spécialistes air conditionné
- **Ingénieurs Electriciens**
- **Conducteurs de Travaux**
- **Commis de Chantiers**

La connaissance de l'Anglais est indispensable.
Le déplacement en famille dépend de la localisation des sites.

Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 9947 à
L.T.P. 31, *Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02*
qui transmettra

Universiteit van Amsterdam

L'Université d'Amsterdam recherche pour le Département des Études arabes et islamiques :

un Professeur de Faculté (f/m)

Le domaine du titulaire embrasse l'arabe, la sémitologie, l'islam et ses aspects socio-historiques, le syrien.

Les activités comprendront :
- Enseignement dans le domaine de l'arabe et de l'islam et ses aspects socio-historiques, recherche dans ce même domaine ;
- Coordination et animation de l'enseignement et des recherches à l'intérieur du Département des Études arabes et islamiques ;
- Participation active à l'administration du Département et de la Faculté des lettres.

Le titulaire doit être de préférence spécialiste de la linguistique moderne de l'arabe et plus particulièrement de ses dialectes. Les spécialistes de l'islam et ses aspects socio-historiques ou de la littérature arabe pourront également poser leur candidature.

Exigences :
- Excellentes qualités didactiques et bonne expérience de l'enseignement ;
- Grande expérience dans le domaine des recherches scientifiques, prouvée par des publications scientifiques ;
- Capacités pour l'administration et l'organisation ;
- Le titulaire devra s'engager à participer activement au fonctionnement des organismes démocratisés du département et de la faculté.

On s'attendra à ce que le futur professeur, ne sachant pas le néerlandais, se familiarise avec cette langue, par écrit et oralement, dans un délai de deux ans.

Le titulaire sera nommé à l'échelon 152, qui va de 6.098 florins jusqu'à 8.712 florins par mois.

Adresser une lettre détaillée sous le numéro 3.997 (curriculum vitae, liste des publications, références), avant quatre semaines, au Président de la commission de recrutement, Spuistraat 210, 1012 VT Amsterdam, Pays-Bas.
Si vous désirez faire connaître des candidats éventuels, vous êtes prié d'en informer la commission.

Pour des renseignements plus détaillés, s'adresser à :
Prof. Dr. H. Pinkster, Korsjespoortsteeg 3, 1015 AP Amsterdam.
Téléphone : 020 - 22 99 90/020 - 525 30 66.

jeune ingénieur
ECP,AM,IDN,ICAM,ECAM
Pour carrière internationale

Grand Groupe textile français de rang international *recherche un* **Jeune Ingénieur** *débutant ou avec une première expérience en fabrication ou en gestion,* **intéressé par une carrière internationale.**

Selon son acquis professionnel il sera préparé à un premier poste en **AFRIQUE DU SUD** *où il secondera le Directeur d'Etablissement, plus particulièrement dans le secteur Recherche Développement.*

Le Groupe est industriellement présent en **Europe, Afrique du Sud, Amérique du Sud et aux Etats-Unis.**
Langue anglaise indispensable, espagnol apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 2401-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TRES IMPORTANTE SOCIETE HOTELIERE
DE RENOMMEE MONDIALE

recherche

directeur d'hôtel**** luxe

(200 chambres)

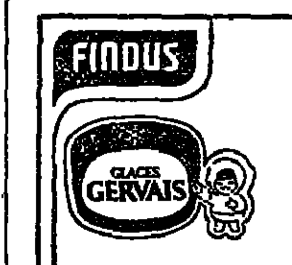
LES FONCTIONS :
- Il dépendra directement du Directeur Général
- Il aura la totale responsabilité de la Direction et de l'Animation de l'Hôtel ainsi que du Restaurant.

LE CANDIDAT :
- Il sera âgé de 35 ans au moins
- Il sera de préférence de *nationalité française*
- Il sera diplômé d'une école hôtelière (Lausanne si possible) réputée et aguerri aux techniques de *pointe en ce qui concerne* la gestion
- Il devra avoir un sens aigu des contacts humains
- Il aura une expérience de plusieurs années dans l'hôtellerie de luxe et aura occupé - ou occupe - un *poste* de Directeur d'établissement ou celui d'Adjoint direct
- Il sera bilingue (anglais-français), la connaissance de l'italien constituant un atout supplémentaire.

Une rémunération attractive est *offerte à un candidat de premier* plan.

Lieu de travail : **MONTE-CARLO.**

Adresser C.V., photo et prétentions à No 74.565 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. (Discrétion assurée).



choisissez «froidement» votre carrière

chef de distribution régional

Il connait notre position de LEADER dans le domaine des Aliments Surgelés (FINDUS) et des Crèmes Glacées (GERVAIS) pour exercer (ou avoir exercé) cette fonction dans une entreprise similaire.

Les problèmes de stockage et de distribution n'ont pas de secret pour cet homme méthodique, pragmatique et organisé.

Responsable, il ne fuit pas les difficultés, c'est la raison pour laquelle nous lui confierons la gestion administrative et informatique de l'un de nos centres de distribution.

Son esprit *d'analyse rapide des situations, sa diplomatie, son autorité naturelle*, lui permettront d'affirmer ses qualités de «PATRON ANIMATEUR» d'une équipe de 40 collaborateurs environ.

Enfin, adversaire convaincu de l'immobilisme, il acceptera, de temps à autre, de changer d'air pour participer à la création ou à la structuration de nouveaux centres, où ses idées novatrices seront les bienvenues.

En fait, à ce battant de formation Sup. de *Co.* ou équivalent, nous offrirons mieux qu'une situation ....UNE CARRIERE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence C.D.R.

FRANCE GLACES FINDUS
Direction du Personnel
19, Cité Voltaire
75011 PARIS

pmp

snie Société Nantaise d'informatique et d'études

Conseil et assistance en informatique, recherche

INGÉNIEURS

même débutants, formation grande école, libres rapidement.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à S.N.I.E., bd des Patureaux, *Cedex 94, 44470 Ste-Luce-s/Loire.*

Groupe national de promotion immobilière en très forte expansion *recherche pour le Nord de la France*

Jeune contrôleur de gestion

Le poste : établissement et suivi des budgets, plans de financement, traitement informatique. Ambiance dynamique, responsabilité personnelle, évolution rapide.

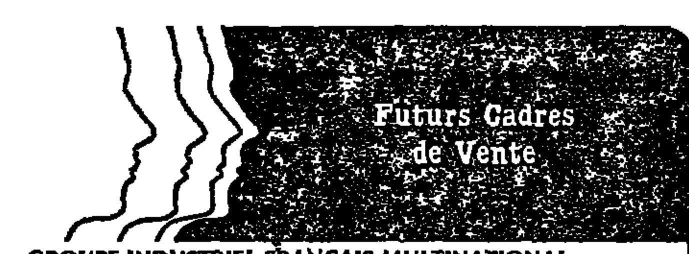
Le candidat : diplômé HEC, ESSEC ou équivalent (option finances). Ambitieux et travailleur.

Adresser dossier sous référence 128 M à



3 rue de Penthièvre 75008 PARIS.

international management selection



GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS MULTINATIONAL

Nous disposons d'un réseau de vente important en France et dans le monde et nous souhaitons actuellement renforcer les effectifs de nos agences sur le territoire national.

Vous avez acquis une formation commerciale supérieure type BTS, IUT ou ESC et vous souhaitez faire une carrière commerciale.

Vous n'êtes pas attaché à une région en particulier.

Vous connaissez l'anglais.

Nous vous offrons :
- une formation très complète à nos produits et à nos méthodes,
- une *rémunération de départ comprise entre* 5 000 et 7 000 F *mensuels* x 13,
- une voiture de fonction,
- *des possibilités de carrière.*

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 01009 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



emplois internationaux

(et Départements d'Outre-Mer)

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
BATIMENT ET T.P. présent dans 26 pays
recherche pour le
MOYEN-ORIENT

un Directeur de Travaux

pour réaliser un ouvrage d'art autoroutier *comportant 160.000 m2 de viaducs et ponts en* béton précontraint.

— Durée 2 ans.
- Il animera l'équipe des cadres responsables pour les fonctions : construction, méthodes, matériel, administration, comptabilité.
- Agé d'au moins 35 ans, il a l'expérience des chantiers O.A. comme Directeur ou Adjoint.
- Anglais lu et parlé.
- *Séjour possible en famille.*

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 5246 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

industrial engineer

LABORATOIRE LACHARTRE

Nous sommes une des filiales françaises du groupe américain RICHARDSON - MERRELL, *nous fabriquons et commercia*lisons des produits pharmaceutiques et cosmétologiques. Nos marques s'appellent : **Héger, Vicks, Clearasil, Rogé Cavaillès, Hydralla.** Le Directeur de notre usine de BLOIS (300 personnes) crée le poste d'INDUSTRIAL ENGINEER et souhaite le confier à un jeune ingénieur de type Arts et Métiers ou ENSI, ayant une expérience de 3 ans minimum de la fonction, acquise dans une entreprise internationale de produits de grande consommation. Rattaché directement au Directeur de l'usine, ce collaborateur travaillera en étroite relation avec les différents chefs de service (fabrication - conditionnement - achats - expéditions - énergie) avec pour objectifs, l'amélioration de l'efficacité, la réduction des pertes matières, l'optimisation des investissements, *la sensibilisation de tous à l'esprit* « méthodes ». Ce poste comporte une large autonomie mais ne peut *convenir qu'à un professionnel. La pratique de l'anglais est indispen*sable. Le poste est à pourvoir à BLOIS.

Si cette proposition vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 53980 M a notre conseil - 61, Boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

LAMBERT FRERES ET CIE - Groupe industriel du secteur des matériaux de construction et du Bâtiment (C.A. 2 milliards de Frs) crée le poste de

DIRECTEUR COMPTABLE

BESANÇON

MISSION :
Rattaché à la Direction Financière, assure la direction de la comptabilité, le contrôle comptable des sociétés filiales, la consolidation de l'ensemble de la Division, l'amélioration et l'harmonisation des méthodes de comptabilité générale et *analytique.*

FORMATION :
minimum D.E.C.S. + niveau Révision Comptable.
Expertise comptable complète souhaitée.

EXPERIENCE :
5 ans minimum *comme responsable de l'ensemble d'un service* comptable d'une importante entreprise (Bâtiment de préférence), *précédée d'une expérience d'environ 2 ans dans un* Cabinet d'Audit et de Révision Comptable - connaissance de l'Informatique exigée.

Possibilité d'évolution de carrière au sein de la Société ou du Groupe.

Si ce poste vous *intéresse, adressez lettre manuscrite avec c.v., photo* récente et prétentions sous réf. 6004 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET - 75008 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE
de T.P. SPÉCIALISÉS
Activité Internationale

recherche en raison de l'expansion de ses agences à l'étranger

jeunes ADJOINTS ADMINISTRATIFS

Capables, après une mise au courant de nos méthodes, à notre Siège, d'assumer la responsabilité de toutes les opérations administratives et comptables d'une agence.

Diplôme Ecole de Commerce et quelques années d'expérience sont souhaitées.

Bon niveau comptable nécessaire

Langues étrangères requises : soit l'allemand, soit l'anglais et l'espagnol.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. no 73.200

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS.

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Notre Société a pour vocation le Conseil de Direction, notamment en matière industrielle. Nous avons une structure commerciale bien implantée, de solides capacités techniques et notre volume d'affaires croissant nous fait rechercher un ingénieur de *haut niveau qui s'intégrera*, dans le cadre de notre Département "Organisation et Informatique", à une équipe jeune et performante.

Interlocuteur direct des dirigeants qui nous confient des missions d'organisation, il effectuera les projets d'études, établira et négociera les propositions.
Il assurera la direction des interventions et la mise en place des préconisations.

Le candidat, âgé de 28 ans minimum, a une première expérience en société industrielle ou de conseil.
Nous *lui* demandons une bonne *connaissance* de l'informatique de gestion et une ouverture aux relations commerciales.

Veuillez adresser votre candidature, avec C.V., photo et prétentions, à TÉLEX P.A., réf. 200, 69288 LYON - Cedex 1, qui transmettra.

Le Directeur du Personnel et des Relations Humaines d'une des divisions d'un groupe international de 1er plan (C.A. 2 *milliards*) recherche dans le cadre de son développement

ADJOINT FONCTION PERSONNEL

Au départ, il aura à mettre en oeuvre ses techniques pour assurer le recrutement des collaborateurs et attachés commerciaux nécessaires à l'expansion de l'entreprise (définition de fonctions, rédaction d'annonces, sélection, accueil et suivi).

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise - soit dans une fonction de recrutement - soit comme adjoint dans une entreprise industrielle, et désireux de s'orienter vers une prise de responsabilités dans la fonction Personnel et Relations Humaines.
Une connaissance du Droit du Travail, sans être exigée est souhaitable.
Le poste est à pourvoir à BESANÇON.

Une évolution au sein du Groupe vers une fonction plus large pourra s'envisager par la suite.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 5976 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

FUTUR CHEF DE MARCHÉ

Nous recherchons un jeune professionnel du *Marketing pour en faire notre futur* Chef de Marché Assurances des Particuliers.

Il s'informe sur les besoins des Assurés et l'état de la concurrence. Il a un rôle *moteur dans la création de nouveaux* contrats et l'évolution des contrats existants. Il se met à la disposition des réseaux pour des actions de formation et d'animation. D'une manière générale, il prend toute initiative propre à accélérer notre développement sur le marché des Particuliers.

Le profil souhaité :
- diplômé de l'enseignement supérieur ;
- une expérience de quelques années *dans* la distribution *de biens de grande* consommation par l'intermédiaire de réseaux (laboratoires pharmaceutiques, assurances...).

Lieu de travail : **ROUEN.**

Envoyez : *lettre manuscrite* - C.V. - photo - prétentions à Mme Mauhourat Mutuelles Unies — 3037 X - 76029 Rouen Cedex.

mutuelles unies

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Imp. groupe de fabr. de peint. de bâtim. et de prod. de drog. recherche pour CASABLANCA

COLORISTE FABRICANT de PEINTURES

Poste à pourvoir de suite. Envoyer C.V., photo et prét., sous no 7.053 « *le Monde* » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Le *Ministère de la Coopération* recherche pour le Sénégal des PROFESSEURS de MATHEMATIQUES et de SCIENCES PHYIQUES (licence minimum). Adresser C.V. d'urgence au Ministère de la Coopération *Bureau des Candidatures* 20, rue Monsieur, 75700 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Heineken

Orchestrer nos Services Comptables

Etablir un bon bilan fiscal, c'est bien et c'est nécessaire. Mais vous avez dépassé cette vision statique et un peu étroite de la fonction comptable. Vous la concevez maintenant comme l'outil permanent de production des données économiques indispensables à une gestion dynamique de l'entreprise. Une production qui a naturellement ses exigences de qualité et de délai ; fournir en temps opportun des chiffres fiables, c'est votre objectif constant. Et c'est bien ce que nous attendons du Chef de nos Services Comptables.

L'ensemble des comptabilités de Heineken France sera de sa compétence. Vaste responsabilité qu'il faudra assumer en poursuivant l'amélioration en cours de notre organisation administrative, dans un dialogue exigeant avec le Contrôle de Gestion et le Service Informatique, doté de moyens puissants. Et, last but not least, avec le souci de bien orchestrer l'activité d'une bonne équipe de trente-cinq collaborateurs. Ce n'est donc pas seulement un professionnel complet (DECS minimum) qu'il nous faut, mais aussi un authentique patron. Dont la tâche sera par ailleurs facilitée par une expérience préalable en entreprise internationale.

Nous avons demandé aux consultants de Sirca de nous présenter votre candidature, si vous êtes prêt(e) à prendre cette fonction à Strasbourg. Ecrivez-leur sous référence 802 475 M en précisant vos prétentions. Une bonne pratique de l'anglais vous aidera dans vos relations avec notre maison-mère.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Des chiffres pour décider...

Dans le Nord ou en Avignon, dans une équipe d'une douzaine de cadres, vous serez l'homme des chiffres qui aide son supérieur et ses collègues à décider à bon escient et en temps utile. Vous aurez en mains l'ensemble du système de pilotage et d'alerte économique de l'usine : contrôle budgétaire, CAE, comptabilité générale, statistiques, etc ... Le fonctionnement quotidien de ces services n'appelle pas de remarques particulières sauf qu'il leur faut l'Animateur, l'Adjoint Administratif du Directeur.

Nous sommes exigeants et n'examinerons les demandes que de candidats bien au fait des méthodes les plus modernes de gestion. Nous voulons une expérience de grande société internationale ou de cabinet américain d'audit. En effet, notre groupe peut offrir des situations intéressantes de départ et de sérieuses chances d'avenir à des hommes performants qui auront réussi en usine, très près des problèmes journaliers de la production. Nous voulons des gestionnaires du type «hélicoptère», capables de travailler avec la hauteur de vue des dirigeants mais tout aussi capables de descendre eux-mêmes jusqu'au dernier détail opératoire. Nous n'avons pas arrêté notre choix sur les formations initiales : ingénieurs convertis à la gestion ou gestionnaires intéressés par nos techniques de fabrication en process. En effet, nous sommes beaucoup plus intéressés par les dix années de référence et les aptitudes de manager.

Une dernière remarque : il faut aimer travailler soit dans cet agréable coin du Nord où nous sommes implantés, à 1 heure de Lille, 2 heures 30 de Paris, ... 3 heures 30 de Londres, soit près d'Avignon... Ecrivez à Sirca, s/réf. 804 477M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

FROMAGERIE DES CHAUMES

recherche

chargé d'études Marketing

- 25 ans minimum, formation commerciale de base et/ou marketing, type ESC, IUT ou similaire. Expérience soit de la vente, soit du marketing, si possible dans les biens de grande consommation.
- sous l'autorité du Directeur Marketing il prendra en charge et conduira à leur terme les études qu'il sera amené à effectuer sur le plan produits/marchés, impacts publicitaires, suivi et évolution des courbes de vie produit, etc...
- à ce titre il utilisera les techniques adéquates d'analyse, de la prise d'information à son traitement. L'activité est à la fois d'études et de terrain.
- possibilités d'évolution dans le temps dans le cadre du développement rapide de l'entreprise.
- résidence PAU. Nombreux déplacements courte durée à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLON Sélection sous référence 712-M (réponse et discrétion assurées) CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
95, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS



Chef de produit
"Grande pointure"

Poursuivant activement la diffusion de nos articles chaussants ETE (Tennis - Jogging - Nautisme - Equitation), nous désirons confier cette mission, au sein de la Direction Commerciale et du Marketing, à un jeune CHEF DE PRODUIT.

De formation commerciale supérieure, dynamique, organisé, il devra faire état d'une première expérience dans un service Marketing pour des produits de grande consommation.

Ce poste, basé à CHATELLERAULT (Vienne), est susceptible d'évolution dans le Groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature (curriculum-vitae, photo et prétentions) sous référence 13108 à HUTCHINSON - MAPA - Direction du Personnel et des Relations Sociales - 2 rue Balzac - 75008 PARIS.

rsog carrières

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale

Thomson-Brandt

recherche à **Lyon**

ingénieur électronicien

Ce poste comporte la responsabilité autonome de l'étude de circuits de commande de moteurs à vitesse variable, le pilotage des essais, le choix des fournisseurs pour des productions de grandes séries et le respect des coûts.

La fonction nécessite la connaissance des composants de puissance : TRIACS, THYRISTORS, TRANSISTORS.

Il sera en relation étroite avec les équipes d'électroniciens de l'ensemble du Groupe THOMSON.

Ecrire Cabinet Gatier
32 rue Barrême 69006 Lyon.
(référence 390)

média-system

Cabinet Gatier



CPIO
NANTES

Notre Société - 2100 personnes - 400 millions de CA spécialisée dans la Fabrication grande série de pièces industrielles en caoutchouc et plastique injecté, recherche un

ingénieur d'études débutant

POUR SON DEPARTEMENT CAOUTCHOUC

Dépendant du Chef du Service Etudes et Recherches de Produits Nouveaux, il prendra, à terme, la responsabilité des relations techniques avec les bureaux d'études d'un certain nombre de constructeurs automobiles. Le suivi de cette clientèle entraîne de fréquents déplacements de courte durée.

Ingénieur Mécanicien (diplômé d'une Grande Ecole - par exemple E.N.S.M., option Mécanique), il aura de bonnes connaissances en mécanique vibratoire, de l'imagination, du goût pour la créativité.

La connaissance de l'Allemand et/ou de l'Anglais serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé et photo à :
C.P.I.O. - BP 1226 - 44023 NANTES CEDEX

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

RECHERCHE

POUR SON AGENCE DE LILLE

ATTACHÉ DE CLIENTÈLE

POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS DE HAUT NIVEAU

NOUS DEMANDONS :
— Très bonne connaissance des milieux de LILLE, ROUBAIX, TOURCOING ;
— Formation générale : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ;
— Très bonne présentation et grande ténacité, goût prononcé pour l'aspect commercial des fonctions ;
— Connaissance au moins théorique des problèmes de gestion de fortune, titres en particulier ;
— Expérience du poste appréciée, mais non indispensable. Si nécessaire un stage sera organisé au Siège Parisien.
— Les responsabilités confiées pourront s'étoffer ultérieurement en fonction des qualités de la personne.

Adresser candidature détaillée, photo et prétent. à no 74.675, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra. 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



recherche

INGENIEUR de FABRICATION

Pour diriger un important atelier de fabrication utilisant un procédé de transformation de la cellulose, fonctionnant en feu continu.

Formation requise : génie chimique ou généraliste option chimie.

Expérience : au moins 3 ans de conduite d'ateliers de production dans une industrie de procédés.

Résidence : BEAUVAIS (Oise)

Envoyer curriculum vitae avec photo à
PRICEL
Direction du Personnel
24, rue des Jeuneurs 75002 PARIS

SOCIÉTÉ DE SERVICE INTERNATIONAL

recherche pour son établissement situé en BRETAGNE-SUD

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé, 30 ans minimum

Chargé par la direction de l'établissement de la prospection, de la rédaction des propositions et de leurs discussions, le candidat devra posséder une expérience permanente de plusieurs années dans ces fonctions, de préférence dans le cadre de la construction d'ensembles industriels.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise (parlée et écrite) est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions, sous n° 14.491, à HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITE B.P. 52,44601 ST-NAZAIRE Cedex, qui transmettra.



MUTUELLE ASSURANCE DES INSTITUTEURS DE FRANCE

recherche

responsable service informatique

Equipement actuel : 6060 C II HB
Livraison prévue printemps 1981 :
DPS 8/70 C II HB

- Lieu de fonctions et résidence à NIORT.
- Niveau de recrutement : Ingénieur Grandes Ecoles (ou équivalent) justifiant d'une expérience professionnelle d'une dizaine d'années.

Candidatures à adresser à :
Monsieur le Directeur de la M.A.I.F.
79038 NIORT CEDEX

TIMKEN FRANCE

Division Française de THE TIMKEN COMPANY, premier fabricant mondial de roulements à rouleaux coniques, recherche pour son Siège de COLMAR (Haut Rhin)

UN CADRE ADMINISTRATIF DEBUTANT

HEC, ESCP, ESSEC, ECL

Adresser C.V. et photo à TIMKEN FRANCE
Service du Personnel - B.P. 89 à
68002 COLMAR CEDEX

IMPORTANT ORGANISME MUTUALISTE

Région Rhône-Alpes

crée la fonction de

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

Missions ● Elaboration des objectifs et de la politique de développement en collaboration avec la DG ● Mise en place et gestion des moyens d'action (structures, budgets, promotions et relations extérieures...) ● Contrôle et analyse des performances.

Profil ● 30 ans minimum ● Formation supérieure commerciale ● Première expérience réussie à un poste d'animation commerciale, si possible dans une activité de service ● Intérêt marqué pour le domaine social.

Veuillez adresser votre candidature sous réf. D 176 à : TELEX P.A., 34, boulevard Hausmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE

Filiale d'un puissant groupe industriel

recherche

pour son unité de production située dans le SUD-OUEST

un jeune ingénieur

ARTS & METIERS

- Il sera chargé sous l'autorité du responsable de production, de coordonner les activités des services «fabrication et contrôle» et de réaliser les objectifs de production (qualité - coûts - délais)
- il encadrera le responsable de ces 2 services et en assurera l'animation et la gestion (290 personnes)
- une expérience dans une fonction analogue acquise dans une industrie électronique sera appréciée
- de réelles perspectives de carrière sont envisageables dans les autres unités de production de groupe.

Envoyer CV détaillé et prétentions à no 74563 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

recherche

POUR SON AGENCE DE NICE

ATTACHÉ DE CLIENTÈLE

POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS DE HAUT NIVEAU

NOUS DEMANDONS :
— Formation générale : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ;
— Goût prononcé pour l'aspect commercial des fonctions ;
— Très bonne présentation et grande ténacité ;
— Connaissance des problèmes de gestion de fortune, titres en particulier ;
— Expérience du poste souhaitée ;
— Connaissance du milieu régional appréciée.

Les responsabilités confiées pourront s'étoffer ultérieurement en fonction des qualités de la personne.

Adr. candidature détaillée, ph. et prét. à n° 74.673 Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Ced. 01 q.t.

IMPT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS cherche pour SERVICE PROJETS - BE USINE du NORD

JEUNE INGÉNIEUR

ARTS-et-METIERS ou EQUIVALENT

Le poste exige bonne formation Mécanicien et excellente connaissance de la langue anglaise.

Adresser réponse et C.V. à No 74.550
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

emplois régionaux — emplois régionaux

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (Production)

RECHERCHE

JEUNES INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

POUR ETUDES ET RECHERCHES APPLIQUEES SUR LES PROCEDES DE RECUPERATION ASSISTEE DES HYDROCARBURES

INGENIEURS CHARGES D'ETUDES

Sur les méthodes thermiques et miscibles de récupération (*injection de vapeur d'eau ou de gaz miscible*).

Ces ingénieurs participeront aux travaux de laboratoire, à la mise en œuvre de modèles numériques de simulation et aux opérations pilotes sur chantier.

Spécialités : mécanique des fluides, thermodynamique, génie chimique.

INGENIEURS NUMERICIENS

Chargés de mettre au point des modèles mathématiques *de simulation* de l'exploitation *des gisements*, d'hydrocarbures.

Spécialités : mécanique des fluides, mathématiques appliquées.

Ingénieurs Grande Ecole, ayant fait l'E.N.S.P.M. - (option forage production) ou ayant un doctorat ou un PhD.

Conditions requises :
- *Anglais courant* - *Pratique du calcul numérique*
- Aptitude à l'expatriation - dynamisme

Lieu de travail : Sud-Ouest de la France pour débuter

Adresser C.V. et prétentions à no 74616 S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas (Tour 12.04) 64018 PAU CEDEX.

Filiale d'un groupe international de renommée mondiale, nous développons constamment nos recherches appliquées dans le domaine des « composants passifs » et recherchons pour notre laboratoire situé dans une **ville universitaire du Centre-Est.**

INGÉNIEUR CÉRAMISTE

SÈVRES, Physique et Chimie Paris ou équivalent

Chargé de travaux de recherche dans le domaine des céramiques pour l'électronique, il possède une expérience en cristallographie et synthèse des matériaux dans l'électronique. (Réf. XM).

INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉTALLURGISTE

INP Grenoble - ENSEM Nancy ou équivalent

Il effectuera des recherches dans le domaine de la **métallurgie des poudres** appliquée à l'électronique. (Réf. YM).

Les contacts internationaux au sein du groupe rendent la **pratique de l'anglais indispensable.**
Larges possibilités d'évolution.



Écrire avec C.V. détaillé, en précisant la référence du poste et la rémunération actuelle à: D. JOUSSET,
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

Un important **GROUPE FRANÇAIS** recherche pour une de ses divisions situées dans une région très agréable

DU SUD-EST DE LA FRANCE

1 INGÉNIEUR DE TESTS (Réf. 190)

Cet ingénieur informaticien se verra confier la responsabilité d'une machine de tests de circuits *imprimés, pilotée par calculateur.*
De très bonnes connaissances en électronique-informatique et dans les méthodes de tests des composants électroniques sont indispensables pour réussir dans ce poste.

1 DIRECTEUR DE PRODUCTION (Réf. 197)

Cet ingénieur électronicien de haut niveau se verra confier la responsabilité de 2 centres de *fabrication de produits électroniques.*
Outre les qualités de meneur d'hommes et de gestionnaire, il est indispensable d'avoir une excellente connaissance des composants électroniques (du transistor au microprocesseur) et des chaînes de production automatisées (assemblage, câblage, tests). Une expérience d'une dizaine d'années dans l'industrie électronique est exigée pour postuler *à cette fonction.*
Les candidatures seront traitées confidentiellement par le

Cabinet SAF 35, rue Gioffredo, 06000 chargé de la sélection. **NICE**

Nous adresser C.V. détaillé, prétentions et photos, en rappelant la référence du poste.

FISHER CONTROLS SA

recherche pour l'ensemble de ses Agences de Vente :

PARIS - AIX - LYON - ROUEN - PAU - CERNAY

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXTERNES (Réf A)

ayant deux à cinq ans d'expérience de vente dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Instrumentation de salle de contrôle
- Analogique et numérique - Vannes de contrôle, soupapes de sûreté, appareils de contrôle locaux.

Une bonne pratique de la langue anglaise sera un atout

et recherche pour PARIS :

CADRE TECHNIQUE SPECIALISTE
CONTRATS D'INGENIERIE (Réf B)

ayant cinq ans d'expérience dans l'élaboration ou la gestion de grands contrats d'ingénierie.

Une pratique courante de la langue anglaise est impérative.

Veuillez adresser vos candidatures à Albert DUMON
FISHER CONTROLS - 03202 VICHY CEDEX.

FISHER Controls

ANGERS • LORIENT

UNE ECOLE DE COMMERCE • UNE PREMIERE REUSSITE

Numéro un dans sa branche, la communication, notre client poursuit la consolidation de sa part importante de marché. La large gamme qu'il commercialise auprès des entreprises dispose d'une avance technologique non négligeable. Sa force de vente, spécialisée par taille de clients est performante, dynamique et constitue le « réservoir » de manager de demain.

Aujourd'hui nous recherchons un **« potentiel » de haut niveau** ayant reçu une formation supérieure (commerciale de préférence), et disposant d'une première expérience de vente (de 1 à 2 ans) réussie, quelque soit le marché. Sa mission consistera à

NEGOCIER AUPRES DES GRANDES ENTREPRISES

soit, analyser les besoins exacts des services au travers d'un contact permanent avec les divisions concernées, élaborer des propositions adaptées, et réaliser l'acte de vente au plus haut niveau.

Le candidat(e) âgé de 26 à 28 ans devra habiter **ANGERS ou LORIENT.** Il pourra après avoir réussi dans ce poste, évoluer vers des fonctions élargies (marketing -encadrement). **La rémunération sera à la hauteur de la mission.**

Après avoir reçu votre dossier (C.V., photo) nous vous rencontrerons à votre convenance à Paris ou dans votre région. *Merci de mentionner la* référence 171080 M sur l'enveloppe.

ALIAS SA, 91 Fg St Honoré 75008 Paris

CROUZET
recherche

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

pour prévisions et *contrôle budgétaire*
Débutant ou possédant quelques années d'expérience
Le candidat devra avoir une *formation* de gestion acquise dans les Ecoles ou Instituts type : E.S.C.P. - I.A.E. - *I.C.G.*...

Adresser C.V., photo, références et prétentions à :

CROUZET - Service du Personnel,
B.P. 1014 - 26010 VALENCE, sous la référence n° 181.

L'I.N.R.S. RECHERCHE pour le laboratoire d'acoustique au service physique de NANCY

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU

Les candidats devront posséder une culture scientifique étendue et *avoir* des connaissances approfondies dans au moins deux des domaines suivants :
1) Acoustique;
2) Traitement du signal;
3) Programmation *informatique, simulation numérique.*
La responsabilité confiée sera fonction de la compétence *et de l'expérience acquise.*
Env. C.V., photo et prétentions ss réf. 2.485, à SWEERTS, B.P. 269 - 75424 PARIS Ced. 09.

FRAIKIN

Notre activité est la location de véhicules industriels, notre parc est de 8000 véhicules, notre croissance constante est importante et repose sur la compétence de nos collaborateurs.
C'est pourquoi nous sommes très exigeants pour les postes de

DIRECTEURS DE SUCCURSALES

pr STRASBOURG, REIMS et BORDEAUX

Si vous êtes capables d'assurer un développement commercial important, de contrôler efficacement un Atelier de Réparation de Poids Lourds, de gérer une Unité décentralisée.

Adr. C.V. photo et prétentions s/réf. L2 à
FRAIKIN S.A. - 191, av. Charles de Gaulle
92200 NEUILLY

VILLE DU HAVRE
recrute pour direction
crèche familiale

PUÉRICULTRICE D.E.

Agée de plus de 25 ans avec 5 ans de pratique de la profession ou docteur en médecine. Adresser C.V. à Monsieur le Maire, bureau du personnel, jusqu'au 1er nov. 1980.

La Ville de MURET (Haute-Garonne) recrute un Directeur des Services Techniques suivant *les conditions prévues dans le* statut du personnel communal *pour les Villes de 10.000 à 20.000* habitants.

*Adresser candidatures à la MA*RIE DE MURET, Service du Personnel, rue Clément - Ader, 31600, avant le 24 NOVEMBRE 1980. (Téléphone : 51-14-63).

LIBRAIRIE DECITRE
6, place Bellecour, 69002 LYON
offre poste chef de rayon (H. ou F.), carterie, gravures, encadrement. Connaissances sérieuses arts, décoration. Expérience commerciale indispensable. Passionné par la vente. Directement rattaché à la direction, il conduit ventes et achats de son département au sein d'une importante librairie.
Assimilé cadre.
Ne pas se présenter. Envoyer C.V. *détaillé, références, photo.* Discrétion totale assurée.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

M.J.C. recherche

ANIMATEUR

secteur travailleurs migrants à compter du 15-11-80. Formation niveau DUT ou équivalence *Expér. indispensable. Salaire net* mensuel 3.400. Env cand. + C.V. à M.J.V., 10, cours Carnot, 76500 ELBEUF, av. le 18-10-80.
Ne pas téléphoner.

Labo C.N.R.S. dispose Bourse pour la préparation d'une thèse de physico-chimie macromoléculaire. *Domaine de recherche* biomatériaux. Type hydrogels.
Ecrire G. HILD - C.R.M.,
6, rue Boussingault
67083 STRASBOURG Cedex.

---

offres d'emploi — offres d'emploi

auditeur senior

Nous vous confierons la responsabilité de missions complètes : contrôle des procédures, audit comptable, propositions d'organisation ... dans les départements du Groupe et les filiales, en France comme à l'étranger.

Vous êtes HEC, ESSEC ... et titulaire de certificats supérieurs de l'expertise comptable. Votre expérience d'au moins 3 ans *dans un Cabinet d'Audit international sera indispensable*, ainsi que vos connaissances en anglais et en espagnol. A moyen *terme*, vous pourrez *diversifier votre carrière au sein de notre* Groupe.

Merci d'adresser lettre et CV au Service Gestion des Cadres,
79 boulevard Saint-Germain
75261 Paris Cédex 06.



---

directeur commercial fournitures de second-œuvre 150 km de Paris vers le sud-ouest

Nous vendons des fournitures de second-œuvre du bâtiment de notre fabrication dans toute la France et nous arrivons à une taille (100 MF, 100 collaborateurs au service commercial) où nous regardons l'avenir avec détermination.
Nous attendons un directeur d'une quarantaine d'années de formation supérieure ayant déjà fait ses preuves dans les produits assez techniques destinés au bâtiment. **Nous lui demandons non seulement d'animer, d'organiser, de gérer, de faire progresser l'existant, mais aussi de jouer un rôle marketing moteur et de mener une politique de développement déterminée.**

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3733 LM).

ingénieur système OS, venez dans notre réseau

Une grande affaire française de la chimie (Paris-La Défense) disposant de 370 et 3031/OS-MVS et d'un réseau de 120 terminaux, ***envisage de relier au siège ses centres informatiques de province.***
Ingénieur de formation, vous avez abordé le système sur du haut de *gamme IBM/OS et, en trois ans, vous êtes familiarisé peu ou prou avec* JES 2, TSO, VSAM, VTAM...
Venez harmoniser les procédures de télétransmission, poursuivre le développement du réseau, aborder la métrologie avant de prendre, à terme, la responsabilité d'une équipe.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3880 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**

analyste, découvrez la Banque

Qu'importe votre formation car vous êtes aujourd'hui un professionnel, avez acquis une bonne maîtrise des techniques d'analyse-programmation sur matériel IBM/DOS-VSE et, pour certains, pratiquez CICS.
Nous rendons accessibles les techniques de pointe à de nombreux établissements bancaires et financiers parisiens tout en fonctionnant *comme une informatique interne.*
Que préférez-vous : seconder en clientèle un chef de projet ou rester dans la technique en rendant un système DB accessible par des minis?

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3819 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**

jeune DUT, programmez notre télétraitement

Vous avez acquis en deux ans minimum votre première expérience de la programmation COBOL de préférence sur un système conversationnel.
Nous sommes un établissement para-public autonome (Paris 15e) et notre service informatique (16 personnes) vient de s'équiper d'un 64 DPS 2.
Venez participer au développement de notre réseau et acquérir ainsi une solide compétence en télétraitement.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui *écrire* (réf. 3794 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**



MEMBRE DE SYNTEC



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE

recherche pour son établissement de **SAINT-OUEN (93)**

TROIS INGENIEURS (ECP, AM, SUDRIA,...)

- **CHEF DES METHODES :** ayant une bonne connaissance des machines outils et outillages et au minimum 5 ans d'expérience en fabrication
- **INGENIEUR METHODES :** électro-mécanicien de formation, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie.
- **CHEF DE SERVICE CONTROLE MECANIQUE :** ingénieur mécanicien, pouvant justifier de 5 ans d'activité dans un service contrôle, de préférence dans l'industrie aéronautique ou spatiale.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à P.M. LABINAL
Direction des Relations Sociales - 5, avenue Newton - B.P. 64
78390 BOIS D'ARCY.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

consultants

EUREQUIP, groupe international de conseil dont la vocation est d'aider les entreprises à choisir et réaliser leur évolution; intervient dans les pays industrialisés et dans les pays en développement. Ses consultants possèdent tous une formation supérieure (scientifique, technique, managériale, économique, psychosociologique, ...). Ses principales activités d'intervention (stratégie, structures, transfert de technologies, maîtrise industrielle, ...) concernent les grandes entreprises françaises et étrangères. Pour renforcer ses équipes pluridisciplinaires EUREQUIP recherche des ingénieurs, des économistes, des spécialistes en sciences humaines, âgés d'au moins 28 ans, ayant une formation supérieure solide et une expérience industrielle (production, marketing, personnel, ...) ou de conseil, d'au moins trois ans. La maîtrise d'une deuxième langue (anglais, espagnol, italien) est impérative, ainsi qu'une grande mobilité géographique liée à la capacité d'adaptation à des conditions de vie parfois astreignantes (missions et séjours à l'étranger). Une formation initiale aux méthodes d'EUREQUIP favorisera l'intégration des candidats qui rejoindront l'équipe actuelle.

Ecrire sous référence 80.79-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP qui examineront les candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE,
première en Europe dans son secteur (C.A. 3,5 milliards de francs)
recherche pour région parisienne

ingénieurs

Diplômés grande école, 5 à 10 ans d'expérience en fabrication ou en entretien pour renforcer l'encadrement d'unités de production assurant l'entretien de matériels très évolués.
Le sens du commandement et de l'organisation, le goût du travail en équipe, la connaissance de l'anglais sont indispensables.
Larges possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.

organisateurs

Diplômés grande école, 5 à 10 ans d'expérience en organisation industrielle (planification, méthodes, ordonnancement-lancement, évaluation des tâches, approvisionnements, implantation d'atelier, etc.) ou administrative (organisation des tâches, procédures, documents, etc.) associée à la mise en place de systèmes informatiques, capables d'aller à l'essentiel, de dialoguer et de convaincre.
Les candidats retenus seront intégrés à une équipe industrielle chargée d'établir un plan de développement informatique, d'améliorer les procédures et les systèmes existants et de mettre en place, avec le concours d'utilisateurs et d'informaticiens, des systèmes informatiques performants.
Larges possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. FAND
(mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Dans le cadre du développement d'un système nouveau de commutation temporelle de technologie avancée

CIT Alcatel

recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE ou équivalent

Sa mission :
au sein de l'équipe intégration, il aura la responsabilité de l'élaboration et de la mise en place de méthodes destinées à l'installation et la mise en service d'un nouvel autocommutateur.
Il sera également chargé de la coordination avec les équipes d'études pour les problèmes de localisations, de pannes et de testabilités.
Elle suppose :
Une expérience acquise dans le développement de systèmes informatiques ou de télécommunications et la connaissance des microprocesseurs.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Sa mission :
Sous l'autorité du responsable de plateforme ; il sera chargé avec une équipe de techniciens de la mise au point et de l'intégration des différentes maquettes du système.
Elle suppose :
Une expérience dans le développement de matériel électronique.

2 TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Leur mission :
Ils seront chargés de la mise au point et de l'intégration Hardware de maquettes de systèmes électroniques.
Elle suppose :
- une formation de technicien (BTS - DUT Electronique)
- une expérience dans un domaine similaire.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation
B.P. 57 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.

CCE Société de conseil des Champs-Elysées

En plein développement, **l'INFORMATIQUE**
d'un important Groupe Français du secteur de l'Edition et des communications recherche, pour PARIS centre,

UN CHEF DE PROJET

A l'intérieur d'une équipe à dimensions humaines où les objectifs sont le travail bien fait et la qualité du service rendu, il travaillera en étroite liaison avec les utilisateurs et sera responsable d'un groupe de réalisation et de maintenance.
L'évolution technologique, la variété et l'ampleur des outils informatiques qui sont à concevoir et à réaliser exigent un fort potentiel humain du candidat qui sera retenu.
Celui-ci aura une formation supérieure (Ingénieur ou Universitaire) et, de 3 à 5 ans d'expérience. Les connaissances souhaitées sont le COBOL et la pratique du matériel IBM ; une formation complémentaire aux outils spécifiques mis en œuvre sera assurée. (Réf. 01)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Sur matériel IBM 43/41. Connaissant le langage PL 1 pour réaliser des applications de gestion au sein du même service.
Pour ce poste, un niveau DUT est demandé ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans. (Réf. 02)

Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite en précisant la référence du poste choisi à Dominique GERARD — C.C.E. 14, rue Lincoln - 75008 PARIS, qui étudiera votre candidature.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE **SPI**

INGENIEURS SYSTEME

confirmés ou débutants
MVS - VTAM/NCP

La S.P.I. équipée de 2 IBM - 3033 et 3032, MVS - IMS VTAM/NCP, Télétraitement recherche des

INGENIEURS SYSTEME,

confirmés ou débutants, MVS et VTAM/NCP.

Vous souhaitez acquérir de nouvelles connaissances et valoriser votre potentiel.
Nous vous confierons l'étude, la promotion et la mise en œuvre de systèmes d'exploitation (Télétraitement, réseaux, applications de gestion.)

Adresser un dossier de candidature à : SPI Service des Affaires Sociales - 98 bd V. Hugo 92115 CLICHY.

PECHINEY UGINE KUHLMANN



pharmacien
CHEF DE PRODUITS/EXPORT

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique et nous recherchons pour notre service EXPORT un Chef de Produits.

Le candidat idéal aura une trentaine d'années, un diplôme de Pharmacien, une première expérience dans le domaine du *MARKETING. Il sera à la fois homme de réflexion* et de terrain. Il devra déterminer les possibilités de développement maximum des produits du Groupe à l'étranger (Afrique Francophone, Maghreb...).

La connaissance de l'anglais est indispensable.
Lieu de travail : Paris Etoile.
Voyages de courte durée à prévoir.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 42 10/CP/290 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.



P.R. CONSEIL

Société conseil en gestion P.M.E.
67 bis, route de la Reine
92100 BOULOGNE
recherche, dans le cadre de son expansion :

INGÉNIEURS-CONSEIL

- Formation Grande Ecole ;
- Min. 4 ans expér., en conseil ou en entreprise.

Déplacements fréquents en Province.

Ecr. C.V. manuscr. + photo et prét., s/no 7.178 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
Société de services filiale d'un grand groupe recherche d'URGENCE

INGÉNIEURS GÉOPHYSICIENS

UN SUPERVISEUR, ancien chef de mission ainsi que réflexion ayant expérience pratique de toutes les techniques d'obtention optimale des données sur le terrain.
3 GEOPHYSICIENS expérimentés en interprétation et traitement des données sismiques.

Ces postes à l'étranger et/ou en France assurent un développement attrayant de carrière dans le groupe.

Env. C.V. et prétentions à N° 74.822 CONTESSE Publicité, 20 av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.



Jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE scellez votre avenir à nos ciments

Nos efforts de recherche et de développement, notre effectif de 4000 personnes, nous ont permis de vendre 10 millions de tonnes de ciment en 1979 à travers le monde.
Pour renforcer nos structures commerciales, nous vous offrons, après une formation complète de 3 mois, les responsabilités commerciales opérationnelles d'un secteur national.
Cette première étape peut déboucher vers des responsabilités commerciales plus étendues ou d'autres activités au sein du groupe.
Si vous avez une bonne présentation, un tempérament accrocheur et une grande mobilité géographique, pour sceller votre avenir à nos ciments ..., envoyez sans tarder votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous référence 4117M à Bernard Julhiet Psycom, 1 rue de Berri 75008 Paris, qui coordonne la recherche.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

A.C. NIELSEN COMPAGNIE

pour son département Recherches Statistiques
recherche

1) UN INGÉNIEUR STATISTICIEN DÉBUTANT

Responsable :
- *Du concept.*
- *De l'élaboration.*
- *De la coordination.*
- *Du suivi de projets à caractère économique, marketing et statistiques.*

Poste à contacts multiples externes et internes.
Responsabilités importantes au sein d'une équipe de spécialistes

Diplômé Grandes Écoles Scientifiques
Salaire annuel : 78.000 F. (évolutif)

2) UN ASSISTANT STATISTICIEN DÉBUTANT

Il prendra en charge le développement concret de projets à caractères économiques, marketing et statistiques.

Travail en équipe.

BAC C + 2 années formation scientifique
(base informatique appréciée).
Salaire annuel 50.000 F. (évolutif)

Lieu de travail : CERGY PONTOISE
Disponibilité immédiate.
Formation initiale assurée par nos soins.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite à M. GAUGUIER
A.C. NIELSEN COMPAGNIE
Bureau des 3 Fontaines - 95000 CERGY

bleu

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recherche pour son siège à PARIS LA DEFENSE

Adjoint au Directeur Financier

Formation HEC, ESSEC, SUP de CO
Expérience financement export, risque économique
Allemand indispensable, voyages à l'étranger à prévoir.
Adresser C.V., photo et prétentions à UHDE S.A.
71, Quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX CEDEX

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recrute

INGENIEURS de PROCEDE

POUR :
1) *Conception d'installations chimiques et raffineries*
2) Valorisation du charbon.

Ayant bonnes connaissances en thermodynamique, mécanique des fluides, construction d'appareils.

Quelques années d'expérience industrielle sont nécessaires.

Allemand indispensable, détachement de 3 à 4 ans en RFA.

Adresser C.V., photo et prétentions à UHDE S.A., 71, Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX CEDEX.

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recrute

2 Ingénieurs d'Affaires

Chargés de l'exécution de contrats pour la construction d'installations industrielles en France et à l'étranger.

Formation Ingénieurs Grandes Ecoles ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle dans l'ingénierie.

Allemand indispensable, détachement de 3 à 4 ans en RFA

Adresser C.V., photo et prétentions à UHDE S.A.
71, Quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX CEDEX

T.R.T.

TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour son département après-vente
« Téléinformatique, Transmission, Commutation »

Il sera chargé sur des matériels développés autour de mini-ordinateurs ou de microprocesseurs :
- d'encadrer les techniciens.
- de développer des méthodes de maintenance,
- d'assurer le suivi des matériels.
- de promouvoir les « Services » de clientèle.

Cette fonction requiert :
- des qualités d'organisation.
- le sens de l'initiative,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Quelques déplacements courts sont à prévoir.

Débutants acceptés.

Informations techniques complémentaires au 630-23-23 Poste 628

Adresser C.V. à T.R.T. 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Psycho-Sociologue

Maîtrise psychologie + 3e cycle en Psychologie sociale

CEGOS-IPPSO, département du Groupe Cégos, étend ses activités dans les domaines du conseil aux entreprises et de la formation. Son directeur et son Equipe souhaitent intégrer un jeune psycho-sociologue ayant de 5 à 10 ans d'expérience *acquise en entreprise de préférence,* compétent en psychologie des organisations et ayant acquis un bon niveau d'expertise dans l'un des créneaux suivants : responsabilité sociale des cadres et nouveau rôle de la maîtrise, ou formation de formateurs et développement de l'efficacité personnelle.
Il se verra confier des fonctions de conseil de direction et de responsable de stages inter et *intra entreprises, comportant une très large autonomie et des perspectives d'évolution* en rapport avec sa créativité et son impact personnel.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 23569/M à D. CHALVIN, Directeur d'IPPSO, qui garantit une totale discrétion à l'étude de votre candidature. 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

BANQUE DE DEPOT

(effectif 100 personnes)
PARIS 8è
recherche

DIPLOMÉ ÉCOLE DE COMMERCE

DEBUTANT, OU 2 ANS D'EXPERIENCE

Attaché à l'équipe exploitante, il sera formé aux techniques bancaires, tout en participant *à la gestion des dossiers (clientèle d'entreprises),* et à l'activité commerciale.

Des qualités réelles d'esprit commercial seront demandées.

Envoyer C.V. manuscrit + photo sous No 74830
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE PARIS XVIe

recherche

POUR SON SERVICE COMPTABLE

UN CADRE DE GESTION

Les candidats doivent être titulaires du D.E.C.S. *complété par une formation en informatique.*

Première expérience professionnelle souhaitée.

Les candidats masculins doivent être libérés du service national.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à REGIE PRESSE N° 862.856 M
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Paris Sud 130 000 +

Responsable de ventes

(Produits à usage industriel)

Le Directeur de la filiale française d'un groupe allemand, leader en son domaine (caoutchouc et *plastique industriels), dans* le cadre de son développement, cherche à s'adjoindre un Responsable de ventes pour le seconder à l'échelon national, dans la vente de produits et de pièces spéciales, pour les industries de l'automobile, de la machine outil, de la mécanique, de la machine agricole et du ferroviaire.
Ce poste sera confié à un candidat d'une trentaine d'années, justifiant déjà d'une expérience réussie de la vente de *produits techniques en milieu industriel. Basée en secteur parisien,* la fonction implique également une assez grande autonomie en clientèle, sur l'ensemble du territoire et comporte des perspectives de développement intéressantes. La pratique de l'allemand constituerait un avantage certain.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 6138/M à F. ROUSSEAU, Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Importante Société Paris 8e recherche

CADRE

pour assurer les fonctions d'adjoint au chef du service du personnel.
Il aura une expérience de 2 ans minimum en *gestion administrative et informatisée du personnel* (paie, participation, tableau de bord etc).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 228 à INTER P.A. - B.P. 508 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL

100 000 F +

COMPAGNIE NAVIGATION MARITIME FRANÇAISE

cherche

pour siège à Paris
COLLABORATEUR expérimenté shipping.
Environ 30 ans.
Diplômé enseignement supérieur.
Anglais courant.

Ecrire avec curriculum vitae à : Mlle E. CLOSSON, 50, boulevard Haussmann, 75441 PARIS CEDEX 09.

La CEGOS

FINANCE ET ENTREPRISES

Consultant en Engineering Financier

La CEGOS est le premier cabinet européen indépendant de Conseil et de Formation. Son *Département Finance et Entreprises est en forte expansion. Il a pour mission de réduire* les frais financiers, restructurer les bilans, négocier avec les banques, apporter des solutions *originales et opérationnelles aux problèmes* financiers des entreprises en développement.
Vous êtes imaginatif, entreprenant et réalisateur, diplômé grande école ou de 3e cycle ; vous avez le goût et l'expérience des problèmes financiers et de trésorerie, vous recherchez une grande autonomie et appréciez le travail en équipe : vous pouvez devenir Consultant-expert financier auprès des Directions Générales d'entreprises variées et vous ouvrir ainsi des perspectives de carrière très enrichissante et évolutive.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 23568 à M. RAICHER, Directeur de la Division Opérations Financières et Commerciales - CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Sévilla, Tunis.

Membre de SYNTEC

BUREAUTIQUE

Nous sommes une importante société industrielle, *filiale* d'un groupe international.

Notre récent et rapide développement nous amène à mettre *en place une organisation faisant* appel aux technologies de pointe (C.A.O., traitement texte, courrier électronique, automatisation de la *production,* etc.)

Nous créons donc au sein de notre direction organisation *un poste de BUREAUTICIEN qui sera* chargé d'optimiser la gestion administrative de la société.

Nous recherchons des candidats ayant entre 5 et 10 ans d'expérience en organisation et en informatique, acquise de préférence au contact de sociétés internationales.

Si vous pensez être l'homme de bon sens, à l'esprit d'innovation et de bon contact dont nous avons besoin, écrivez-nous, nous vous offrons une société dynamique, une rémunération motivante et un travail captivant.

Réponse et discrétion assurées.

Adresser candidature, s/réf. 1939 directement à M. DEBACQ, 25, avenue Marceau, 75116 PARIS.

ALIMENTAIRE EXPORT

Importante entreprise Secteur Alimentaire, souhaitant développer ses ventes à l'exportation, recherche

chef de produit EXPORT

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent) et possédant une première expérience de l'approche et de la négociation de marchés à l'Etranger, si possible pour des produits de grande consommation.
Ce nouveau collaborateur sera chargé d'implanter nos produits dans les pays concernés en définissant et en mettant en œuvre les moyens nécessaires à leur distribution.
La connaissance de l'Anglais est indispensable, et l'usage de l'Espagnol souhaité.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 784 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

BANQUE PRIVÉE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE BANCAIRE

recherche
pour son siège dans le IXe

LE FUTUR RESPONSABLE DU CONTROLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

D'UN RÉSEAU D'AGENCES

NOUS DEMANDONS :
- un minimum d'expérience des opérations bancaires et
- une formation d'études supérieures (Sup. de Co., Sciences éco...).

NOUS OFFRONS :
- L'INTÉGRATION dans une équipe de direction jeune et active exigeant du candidat la volonté de PROGRESSER et d'INNOVER ;
- la possibilité d'une bonne ÉVOLUTION DE CARRIÈRE en fonction des résultats obtenus.

Adresser lettre manuscr., C.V., photo et prét. à RÉGIE PRESSE, n° T 032768 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE DU TERTIAIRE DE PREMIER PLAN

recherche pour PARIS

UN JURISTE H/F

s'intégrant dans l'équipe traitant des problèmes de contentieux. Il lui sera confié des missions de nature judiciaire ou une excellente *connaissance des procédures* est indispensable.

Son rôle de conseil auprès des différents services et des membres *du Personnel nécessite également un sens des contacts humains.*

Titulaire d'une maitrise de droit privé, une première expérience *d'environ 2 ans serait pour le candidat retenu, un atout supplé*mentaire pour ce poste aux larges responsabilités.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée à No 74628, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

VOUS CROYEZ AUX ENERGIES CLASSIQUES : PETROLE-CHARBON

Confiez-nous votre candidature.
Notre Groupe offre de réelles possibilités de carrières à de

JEUNES INGENIEURS

Ils se verront confier dans l'immédiat des études d'installations thermiques, des estimations de travaux d'entretien, des visites de chantiers, des contacts avec les clients existants.
Ce type de poste implique de nombreuses responsabilités effectives.

Envoyer votre candidature sous référence 9476 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

SAMIFI BABCOCK
FROID INDUSTRIEL
recherche pour son service commercial

UN INGENIEUR COMMERCIAL

DIPLOME ENSIA - A.M. - AGRO ET IFFI
Experience minimum 5 ans dans la vente de biens d'équipement secteur agro-alimentaire.
Connaissance des applications du froid dans les domaines de l'industrie alimentaire et pétrochimique indispensable.
Poste à pourvoir à Saint-Denis.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : SAMIFI-BABCOCK
71, rue Paul Eluard - 93204 Saint-Denis
Discrétion assurée

BANQUE PRIVÉE

recherche
pour l'une de ses agences parisiennes

UN CADRE COMMERCIAL

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :
- gérer la clientèle existante ;
- développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum ainsi qu'une connaissance des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres.
Adressez c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 6415 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Plain Champs

Génie mécanique: Un jeune ingénieur d'études • responsable a part entière

Joseph - Marie JACQUARD, célèbre inventeur lyonnais. Nous sommes les héritiers directs d'une technique qui a fait plusieurs fois le tour du monde ! Nous fabriquons en particulier une retordeuse unique en France et continuons notre périple sous toutes les latitudes : 95% à l'export.

Vous, vous êtes héritier, récemment diplômé, d'une grande dynastie d'ingénieurs mécanique : IDN, ENI, UTC COMPIEGNE, ENSM, MICROMECANIQUE (ou équivalent outre-Rhin). Ingénieur Chef de Projets vous serez responsable de A à Z des études et du développement du produit en impliquant des équipes (méthodes, qualité, commercial).
Et c'est une mission qui demande, outre des compétences techniques reconnues, de grandes qualités de persuasion pour «vendre» vos idées.

En précisant que le poste est à pourvoir dans un «coin» très agréable de la région Rhône - Alpes et que le salaire est attrayant, nous vous avons dit l'essentiel.

Si vous vous sentez la «carrure» suffisante pour prendre en mains les opérations, adressez un dossier de candidature détaillé à rscg carrières sous réf. 1053 - 69 rue de la République 69002 LYON.

LE DEVELOPPEMENT : DE LA CONCEPTION A LA MISE EN OEUVRE SUR LE TERRAIN.

Si vous êtes intéressé par une approche synthétique des problèmes, nous vous proposons de rejoindre la cellule responsable de l'exécution d'actions de Recherche et Développement et essais spéciaux (essais technologiques de composants - développements d'instrumentations nouvelles - essais physiques...) :

Importante Société d'ingénierie, filiale d'un grand groupe, développant une technologie avancée, nous cherchons en effet pour cette cellule

3 INGENIEURS

La Défense -
• Le Responsable du groupe systèmes d'acquisitions informatisées et traitement de signal.
Ingénieur Grande Ecole, il a 10 ans d'expérience professionnelle (Réf. 7455).
• Un ingénieur pour renforcer son équipe ; il a de préférence une expérience de la programmation et des systèmes Hewlett Packard. (Réf. 7460).
Grande Banlieue Sud-Paris -
• Un Ingénieur chargé d'animer une équipe de techniciens préparant et exécutant des essais en laboratoire et sur chantier. (Réf. 7465).

Tous ces postes demandent une certaine disponibilité pour des déplacements fréquents.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

SLIGOS l'informatique au service de la gestion

Ingénieurs débutants

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole (scientifique ou commerciale), et désirez entamer votre carrière dans une profession dynamique et ouvrant de larges possibilités d'évolution.

Nous vous proposons d'entrer à la Division Conseil et Réalisations de notre Groupe dans laquelle, après une période de formation, vous serez affectés à des équipes de développement de projets. Vous aurez ainsi l'occasion de mettre en œuvre les techniques les plus récentes (bases de données, mini-ordinateurs, conversationnel...) et de vous préparer à devenir

Chefs de projet

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous référence DRE/ID (avec C.V. et photo) à SLIGOS, 91, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

315 Millions de CA en 1979. Développement annuel moyen du Groupe de 26 % depuis 5 ans. 1 600 personnes et plus de 180 emplois créés en 1979. Principales implantations : Puteaux (Siège), Arras, Besançon, Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Nice, Roanne, Rouen, Tours, Valence, Belgique, Côte-d'Ivoire.

Traditions et compétences

Nous fournissons à l'industrie papetière des matières consommables importées qui entrent pour une part notable dans ses coûts. Nos contacts se situent au plus haut niveau, Direction générale ou Direction des achats. C'est donc un collaborateur de classe que nous recherchons, un véritable fondé de pouvoir qui, au sein de notre équipe commerciale, sera en charge de négociations auprès de cette clientèle. Il sera garant de l'image qui a assis la réputation de notre maison, fondée sur le professionnalisme, la rigueur, la disponibilité.

De bonnes introductions dans le secteur du papier seraient, certes, un avantage mais si vous êtes un outsider de valeur, n'hésitez pas à postuler. L'essentiel est d'être un homme de bonne culture et de parfaite éducation et de savoir négocier avec des industriels. Autre point clef du profil : la maîtrise de l'anglais. Car, basé à Paris, vous aurez des déplacements qui occuperont environ le quart de votre temps de travail, soit en province, où se trouvent nos clients, soit à l'étranger, où sont établis nos commettants.

Voulez-vous exposer vos atouts aux consultants de Sirca ? Ils nous connaissent bien et nous présenteront votre candidature. Ecrivez-leur sous référence 805 473 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS DEBUTANTS grandes écoles

Nous sommes la division «Organisation et Systèmes de Gestion» d'un

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL

situé à Paris, de réputation mondiale, et en constante expansion.

- Vous êtes jeunes diplômés d'une grande école et vous désirez faire carrière dans l'informatique et le conseil.
- Vous souhaitez développer votre expérience et vos contacts dans des domaines variés et acquérir rapidement des responsabilités.
- Nous vous proposons d'exercer, après formation, la fonction d'

INGENIEUR CONSEIL EN INFORMATIQUE

- Vous participerez en équipes à la promotion, à la conception et à la réalisation en clientèle de Systèmes d'Information de Gestion, utilisant des techniques informatiques avancées.
- Votre promotion et votre évolution de rémunération seront rapides si vous savez démontrer vos aptitudes.
- Vous recevrez une formation permanente, assurée aux Etats-Unis (pratique courante de l'anglais nécessaire).
- Vous exercerez vos activités dans un cadre jeune et motivant.

Adressez votre C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2835 à

INTER P.A. B.P. 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Important établissement bancaire recrute pour son service de Médecine du Travail à Paris

MEDECIN

PLEIN TEMPS

Titulaire du CES.
Des compétences en radiologie seront appréciées.
Les candidatures sont à adresser, sous la réf. 50023 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

GRACE
CRYOVAC® leader mondial de l'EMBALLAGE SOUPLE pour PRODUITS ALIMENTAIRES FRAIS, offre des postes de

CADRES COMMERCIAUX responsables de secteurs

• RHONE-ALPES + SUD-EST • BASSIN PARISIEN + PARIS
• NORD + EST • OUEST

Mobilité et disponibilité sont les qualités exigées pour toute évolution au sein de la Société. Aussi, les secteurs seront attribués en fonction des profils et motivations des candidats retenus.

OBJECTIFS : Dans une structure commerciale qui implique la participation active de nos vendeurs, ils auront pour mission de : • Maintenir et développer les ventes de nos PROCEDES d'EMBALLAGE (Films, sacs, complexes, matériels, services) auprès d'une clientèle industrielle alimentaire (salaisons, viande, fromage,...) et des grandes surfaces (Hyper, Super,...). • Participer à des études techniques et commerciales. • Promouvoir de nouveaux produits. • Gérer leur secteur.

PROFIL : Nous souhaitons entrer en contact avec des hommes de TERRAIN, âgés de 26 ans au moins, ayant un bon niveau de formation commerciale, technique ou générale : Ecole de Commerce, DUT, BTS, ou équivalent et une expérience réussie de la vente de procédés ou de services, de préférence dans une société utilisant des méthodes modernes de gestion.

NOUS PROPOSONS : • Un salaire motivant + primes sur CA. • Une voiture de fonction. • Le remboursement des frais réels. • Une grande autonomie. • Un stage de formation au départ.

Merci d'adresser votre dossier + photo et prétentions à Monsieur F. RAMON, qui vous garantit une totale discrétion dans l'étude de votre dossier - Société GRACE B.P. 10 - 28230 EPERNON.

SOCIETE recherche

CADRE RESPONSABLE

pour gestion de dossiers économiques et financiers. Aptitude confirmée à l'encadrement.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : RÉGIE-PRESSE, n° T 022766 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

BANQUE PRIVÉE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE BANCAIRE

recherche

UN CADRE

POUR SA DIRECTION D'EXPLOITATION

Le candidat devra avoir une formation supérieure SUP. de CO., I.E.P... et une initiation bancaire minimum pour participer à l'instruction des dossiers de crédits d'entreprises.

Il bénéficiera de larges possibilités d'avenir s'il est réaliste, actif, et sait s'intégrer dans une jeune équipe d'exploitation.

Adresser lettre manuscr., C.V., photo et prét. à RÉGIE PRESSE, n° T 022769 M 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris

---



FENWICK MANUTENTION

1er CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS

recherche

SON RESPONSABLE Comptabilité analytique

CINQ A DIX ANS D'EXPÉRIENCE

Esprit d'initiative - Dynamique capable d'animer un service de 30 personnes, dont deux antennes décentralisées en Province.

— Poste à pourvoir à SAINT-OUEN (93).
— La rémunération sera fonction de la personnalité du candidat.

Adresser curriculum vitae détaillé à : FENWICK MANUTENTION - Service P.S.O. 69, rue du Docteur-Bauer - 93404 SAINT-OUEN.

P.M.E. ARGENTEUIL
MATERIEL ELECTRIQUE ET TELECOM
recherche

UN JEUNE INGENIEUR

Electromécanicien ou niveau équivalent pour développement de nouveaux produits..
Ce poste nécessite un esprit créatif, méthodique et concret.

Envoyer C.V. détaillé à :
SERAM
1, rue Ambroise Croizat - 95102 Argenteuil Cédex

GROUPE **SG2**

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

3000 personnes, 36 agences en France, 16 filiales à l'étranger.

L'un des premiers groupes européens de Services et de Conseils en informatique vous propose de participer à son expansion et recherche pour renforcer ses équipes commerciales à PARIS, LILLE, LYON, BORDEAUX, LIMOGES, des

Ingénieurs Commerciaux

Profil : formation supérieure commerciale ou de gestion. Une première expérience de vente chez un constructeur ou une SSCI serait appréciée.

Mission : commercialiser auprès des PME/PMI les programmes généralisés du Groupe SG2 (Service-Bureau et Télégestion).

Intérêt du Poste :
Vous vous appuierez sur des moyens techniques puissants. Votre formation complémentaire technique et commerciale sera assurée par SG2.
Vous pourrez valoriser votre expérience au sein d'une équipe, laissant place à l'initiative personnelle.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à :
SG2 Direction Commerciale (sur Réf. JP. T), 12-14, av. Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT



Filiale française d'un groupe international recherche un

CHEF de SERVICE facturation travaux neufs

Agé de 30 ans minimum, il sera responsable d'un service de 7 personnes chargé d'établir la facturation des travaux neufs et des recouvrements. Il assurera cette fonction pour la Région Parisienne et le Nord, et conseillera nos autres Directions Régionales.
Nous confierons ce poste à un candidat ayant une expérience dans le domaine des travaux publics de préférence et de solides bases en comptabilité. Cette fonction peut s'adresser à un autodidacte (ayant 6 années d'expérience) ou à un diplômé, type école de commerce (ayant 4 années d'expérience) et implique le sens des responsabilités, une très bonne aptitude aux contacts (internes et externes) et beaucoup de disponibilité.
Un candidat de valeur se verra confier à terme d'autres tâches.

Vous pouvez adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à
RCS Ascenseurs — Direction du Personnel
1/3, rue Dewoitine - 78140 VELIZY.

SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE
recherche
pour participer à la gestion de projets (10 à 100 millions de francs)

un "cost engineer"

Le candidat, de formation initiale technique (ENSI ou équivalent) aura acquis une expérience pratique de plusieurs années en milieu d'ingenierie dans les domaines suivants :
— Suivi de budgets de projets,
— Estimation et discussion d'avenants, tant avec le client qu'avec les fournisseurs.
* Anglais courant indispensable.
* Connaissance pratique de l'industrie offshore non indispensable mais très appréciée.
Lieu de travail : Saint-Cloud, avec déplacements fréquents.

Adresser dossier de candidature s/réf. 6959M à
PROJETS Publicité 12 rue des Pyramides
75001 Paris.

gestion des ressources humaines

150 000 +

Une SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE AVANCÉE, FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE AMÉRICAIN (1300 personnes dont 300 Ingénieurs et Cadres), recherche le N° 2 de LA FONCTION PERSONNEL.

Reportant au DIRECTEUR du PERSONNEL, il participera à l'élaboration des politiques et sera lui-même en charge du Recrutement et de la Gestion des Cadres, du développement et de la mise en place des outils de gestion du Personnel (évaluation des performances, développement de carrières, politique salariale, études de cas individuels...). Il animera les équipes Administration (5 personnes) et Gestion (2 personnes) du Personnel.

Ce poste conviendrait à un jeune Responsable du Personnel, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis dans une entreprise utilisant des systèmes de gestion du personnel évolués une expérience diversifiée impliquant de réelles responsabilités.

Ce poste – basé à Paris – devra évoluer, dans les 3 prochaines années, vers la responsabilité globale de la fonction.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2033 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

DIRECTEUR COMPTABLE

180 - 200.000 F — INDUSTRIE LAITIÈRE PARIS

Une des premières sociétés françaises de l'industrie laitière (C.A. : 1,9 milliard de francs - Effectif : 2.000 pers.) recherche un DIRECTEUR COMPTABLE. Sous l'autorité du Secrétaire Général, il dirigera les services comptables du siège et des usines. Il établira les situations mensuelles et les bilans juqu'à la consolidation au niveau Groupe. Il élaborera les budgets et il en assurera le suivi. Il aura la responsabilité de la trésorerie et des problèmes fiscaux. Il supervisera la comptabilité de plusieurs filiales. Il participera à la dernière phase de l'informatisation des procédures comptables. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type ESC + DECS, possédera impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue acquise dans un poste de même importance au sein d'une entreprise industrielle et commerciale. Ecrire sous référence 384/M à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

LABORATOIRES HŒCHST

recherchent

MEDECIN

Les Laboratoires HOECHST recherchent un **MEDECIN** pour lui confier un programme d'essais thérapeutiques dans des domaines très variés. Ce poste conviendrait à un

ENDOCRINOLOGUE

Une maîtrise en biologie humaine et une expérience en médecine nucléaire seraient appréciées. Envoyer lettre manuscrite, photo récente et C.V. détaillé sous référence 395-M au Docteur Robert de Chièvres qui étudiera confraternellement chaque candidature.

sēlor
29, RUE TRONCHET - 75008 PARIS

Nous sommes la filiale française d'un important groupe industriel international. Nous développons des produits dans les domaines du

stockage et de la manutention

Nous recherchons un(e)

ingénieur d'affaires

âgé de 30 ans minimum, dont les missions principales seront la vente, la négociation et le suivi d'une ligne de nouveaux produits à technologie avancée. Chargé de contacts directs avec nos clients importants, il assistera, par ailleurs, notre réseau de vente.

Le candidat aura une formation d'ingénieur, des notions en électronique et en informatique, une expérience de la mise au point de systèmes intégrés dans un processus de fabrication. De réelles qualités de vendeur lui permettront d'avoir la meilleure efficacité sur le terrain.
Une bonne connaissance de l'Allemand sera un atout pour ce poste qui implique des déplacements.

Une formation complète à nos produits et méthodes sera assurée.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo et prétentions) sous référence 9425 à :

O/P organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

CIT Alcatel

VISUALISATION GRAPHIQUE

TRAITEMENT D'IMAGES

Vous êtes :

technicien de haut niveau

Vous avez acquis une solide expérience sur des matériels faisant appel aux circuits logiques.

Vous avez une bonne pratique d'une langue étrangère (anglais, allemand ou russe).

Notre service

FORMATION CLIENTS

de MONTROUGE souhaite utiliser vos compétences et vous propose de venir renforcer son équipe.

Ecrivez-nous avec un CV détaillé CIT ALCATEL - J.F. SILVESTRE
1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL CEDEX.

2 ingénieurs commerciaux

Un GROUPE de BIENS d'ÉQUIPEMENT recherche pour son DÉPARTEMENT PROCÉDÉS INDUSTRIELS spécialisé dans la conception d'Unités de Séchage, Calcination, Granulation... 2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS.

Responsables de leur marché (industrie chimique, engineering...), ils devront en étudier le potentiel, définir les actions Marketing à entreprendre, négocier et vendre les installations conçues avec l'assistance d'une équipe de spécialistes.

Ces postes s'adressent à des INGÉNIEURS DIPLÔMÉS GRANDE ÉCOLE, âgés de 30 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience commerciale acquise auprès d'industries chimiques et/ou alimentaires. ANGLAIS ou ALLEMAND courant indispensable. Pour l'un de ces postes, une bonne connaissance du marché allemand serait appréciée.
Résidence STRASBOURG.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2031 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

FUTUR SECRETAIRE GENERAL

Cette Société (80 personnes) qui commercialise des produits industriels consommables est la filiale d'un important groupe industriel français. Elle renforce aujourd'hui sa structure administrative.

Son PDG souhaite s'adjoindre un collaborateur capable d'organiser et de prendre en charge le secrétariat général ainsi que l'animation très concrète du Service comptable. Il aura notamment pour mission de mettre en place une comptabilité budgétaire et d'harmoniser les circuits de l'administration commerciale.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur possédant de solides connaissances comptables et juridiques, et justifiant d'une expérience adaptée de 3 à 5 ans.

Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7414 A. à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system

juriste

NEUILLY

Un des premiers groupes industriels français ayant une importante activité internationale (filiales en Europe et en Amérique du Sud) renforce son équipe juridique. En collaboration avec le directeur juridique, il participera au plus haut niveau à l'établissement des contrats et aux négociations internationales. Il assurera également le suivi des activités courantes en France.

Agé d'au moins 28 ans et parfaitement bilingue anglais, le candidat devra posséder :

- une formation supérieure en droit
- une expérience internationale acquise au sein d'une entreprise ou d'un cabinet.

Ecrire avec C.V., salaire actuel sous référence 2409-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION EN GRANDE SÉRIE DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche

RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ RÉCEPTION

● Profil souhaité :

— Niveau ingénieur ou technicien supérieur en électro-technique ou mécanique.
— Expérience nécessaire en mesures et contrôles de matières premières et de pièces de production.
— Connaissances des statistiques de contrôle.
— Dynamique et coopératif.

S'adresser C.V. + photo et prétentions à : PERCEVAL (Réf. M 27), 16, rue d'Athènes 75009 PARIS, qui transmettra.

Jones Lang Wootton

JONES LANG WOOTTON S.A.
Société Internationale de Conseil en Immobilier d'Entreprise

recherche sur Paris

2 NÉGOCIATEURS EN IMMOBILIER INDUSTRIEL

pour concourir au développement de son département en pleine expansion.

Les candidats (es) devront posséder :
— un esprit d'équipe,
— le goût des contacts humains,
— le sens de l'initiative.

Toutes les candidatures seront étudiées avec soin.

Envoyer C.V. au siège de la Sté :
80, avenue Marceau - 75008 Paris à l'attention de la D. G.

Le Boxer

STRAFOR

leader européen du mobilier de bureau

GROUPE FORGES DE STRASBOURG

recherche pour sa

filiale au maroc

(C.A. : 70 MF; 700 personnes) son

directeur général

Il sera chargé d'assurer d'une manière autonome la DIRECTION GÉNÉRALE de l'Entreprise et répondra de sa bonne marche devant le Président (basé en Europe), auquel il soumettra ses politiques et duquel il recevra des directives.

Ce poste ne peut convenir qu'à un INGÉNIEUR X, ECP, A & M ou équivalent, âgé d'au minimum 35 ans, pouvant se prévaloir d'une expérience approfondie de DIRECTION d'une entreprise industrielle.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2034 M - préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

PEINTURE BATIMENT

RESPONSABLE PRODUITS

MARKETING DE L'APPLICATION

Cette Société est l'une des premières entreprises françaises de peinture. Pour optimiser ses performances et accroître la qualité de ses services à la clientèle, son département peinture bâtiment crée un poste de Responsable Produits.

Rattaché directement à la Direction Marketing du département, ce poste regroupe les fonctions : Promotion produits (argumentaire, conseil application), appui-vente (animation et contrôle des équipes de techniciens démonstrateurs), S.A.V. (conseil technique, règlement des litiges), relations professionnelles (organismes du bâtiment, étude concurrence...).

Interlocuteur privilégié de l'ensemble des services labo, production et des services commerciaux, il assure en permanence l'interface produits/clientèle.

Nous souhaitons rencontrer un cadre (30 ans minimum) connaissant particulièrement bien le secteur bâtiment. Homme produits à vocation technico-commerciale, il doit par formation ou par expérience être capable d'évoluer à terme vers des fonctions plus larges.
Le poste est basé en banlieue nord-ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5215 BC, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

Assistant de Gestion

H/F

Le Directeur Commercial d'une division d'un très grand groupe industriel français crée auprès de lui un poste d'assistant de gestion pour assurer le secrétariat général de la Direction Commerciale : analyse budgétaire des ventes; analyse des questions administratives; rédaction des instructions; gestion du personnel intérieur à la division.

Ce poste convient à un cadre de formation juridique, administrative ou économique ayant l'expérience de la grande entreprise.

En fonction de l'expérience, la rémunération globale de départ pourra être comprise entre 100 000 et 130 000 F annuels.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 01007 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Groupe Français de Constructions Mécaniques, leader sur les marchés mondiaux de biens industriels

recherche
pour l'une de ses unités proche de la Région Parisienne

INGENIEURS METALLURGISTES

CHARGES DE :
- mettre en œuvre des méthodes d'investigations poussées relatives à la qualité des matériaux utilisés
- réaliser les études appropriées pour la mise en œuvre de ces matériaux aux divers stades du développement et de l'industrialisation des produits
- coordonner les expertises nécessaires et en faire connaître les résultats.

LES INGENIEURS RETENUS SERONT :
- ingénieurs mécaniciens présentant de solides connaissances en métallurgie
- débutants ou première expérience industrielle réussie
- anglais parlé nécessaire.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous No 74687 à
CONTESSE Publicité - 20 av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

LA SAPB HOECHST - BEHRING

propose
à un diplômé de l'enseignement supérieur un poste de

BIOLOGISTE TECHNICO-COMMERCIAL

- Chargé de promouvoir nos produits en clientèle sur les régions NORD et EST avec résidence à Paris
- Connaissances ou intérêt pour les techniques isotopiques et plus particulièrement de la radio-immunologie.
- Une expérience dans la vente serait un atout supplémentaire.

Nous vous offrons :
- Une société en pleine expansion
- Un support international pour le développement fourni par le groupe HOECHST.

Vous voudrez bien envoyer votre candidature avec photo et prétentions à :
Laboratoires HOECHST
Direction des Relations Humaines
3, Av. du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX

HOECHST

Ingénieurs de Formation Optique

Débutants et 3 - 5 ans d'expérience

Création de Postes

Nous sommes une grande Société d'électronique. Pour faire face à une expansion internationale dans le domaine de **l'optronique,** nous recherchons des candidats de valeur intéressés par les domaines suivants :

- Responsabilité de la **conception** de systèmes optiques intégrés dans des équipements optroniques sophistiqués.
- Participation au développement de **techniques optiques modernes** pour des applications avioniques.

Ces postes requièrent de la part des candidats le sens des contacts, de l'imagination créatrice ainsi qu'un dynamisme personnel leur permettant de s'intégrer à l'équipe.

Ils peuvent déboucher sur des responsabilités à haut niveau pour des Ingénieurs ambitieux.

Postes situés dans la région parisienne.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en indiquant sur l'enveloppe la référence 375 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

Importante entreprise d'ingénierie, filiale d'un grand groupe, développant une technologie avancée, nous souhaitons renforcer notre Département Etudes Métallurgie.

Ingénieur métallurgiste

de formation vous avez acquis une bonne expérience dans de grandes entreprises de construction mécanique, mécanosoudée et chaudronnerie.
Nous vous proposons d'assumer, au sein de ce Département (basé au siège à Paris) la responsabilité des études, qualifications, expertises, concertations nécessaires à la mise en œuvre de produits métallurgiques.
Ce rôle de spécialiste s'étend aux problèmes de décisions pour le choix des matériaux et au traitement des anomalies ; il implique des relations avec les différents secteurs de l'entreprise et les fournisseurs et nécessite quelques déplacements en France et à l'Etranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 7475 M à rscg carrières, 64 rue La Boëtie - 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant quelques années d'expérience dans le domaine des **lubrifiants**

Activité orientée sur assistance technique à la clientèle et liaison avec les services d'application.
Très bonne connaissance anglais exigée. Adresser C.V. et prétentions stél. 2465 à PAL

Publicité Alain LITAS
27, avenue de Lattre de Tassigny
94220 CHARENTON

Si vous possédez une formation supérieure et si vous avez l'expérience de la vente ou de la pédagogie des adultes :

SOPAD - NESTLÉ

vous propose de participer comme

ANIMATEUR DE FORMATION

ou perfectionnement de ses équipes de vente

en son Centre de Formation de Taverny (Val-d'Oise)

Au sein d'une équipe d'animateurs, vous contribuerez à la définition des besoins, à l'élaboration des programmes, à la préparation et à l'animation des sessions, ainsi qu'à la recherche de moyens pédagogiques.

Nous n'oublierons pas non plus votre propre perfectionnement.

Adresser curriculum vitae et prétentions à SOPAD
Direction du Personnel
17, quai Paul-Doumer
92401 COURBEVOIE.

MAINTENANCE D'IMMEUBLES
Département Technique
D'UNE MULTINATIONALE
(CA + 1 milliard)

recherche pour PARIS et pour LYON

INGENIEURS DE VENTE

CONFIRMES

100.000 F + (et prime d'objectif)

- Expérience indispensable dans ce domaine
- Activite centrée sur la prospection et la négociation de contrats.
- Evolution possible dans filières commerciales ou autres départements de la Société.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. LM 261 à SODERHU - Département Recrutement 11, rue de la Boétie - 75008 PARIS

La Société pour le développement des Ressources Humaines vous garantit que chaque dossier sera traité confidentiellement et recevra réponse.

Soderhu



Assistants a Chef de Produit très haut niveau

BIENS INDUSTRIELS

Nous sommes un très grand groupe français multinational.
Nos chefs de produit gèrent des budgets de plusieurs milliards de nouveaux francs, pour les assister nous recherchons de jeunes cadres commerciaux débutants ou ayant quelques années d'expérience dans le marketing de biens industriels.
Ils pourront ensuite faire carrière soit en devenant chef de produit soit en prenant en mains la gestion d'exportation d'une filiale.
Pour réussir aux postes proposés il faut une très solide formation commerciale supérieure et l'esprit de gestion.
La connaissance de langues étrangères, anglais et/ou allemand est indispensable.
Une formation du type MBA serait très appréciée.
Deux postes sont à pourvoir à Paris. (Réf. 01008 M)
Le troisième, davantage axé sur la gestion du service exportation est à pourvoir au sein d'une filiale installée dans une région agréable à 50 km au Nord de Paris. (Réf. 01006 M)
Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Branche Industrie ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

BANQUE D'AFFAIRES PRIVEE

recherche pour renforcer sa
DIRECTION BANCAIRE

un cadre d'exploitation

(Niveau CLASSE VIII minimum)

Le candidat devra avoir :
- 30 ans minimum,
- une formation supérieure (IEP PARIS, ESSEC, HEC, Sup de Co Paris, ou équivalent),
- une expérience d'au moins 5 ans,
- le goût des relations humaines et un sens confirmé du risque industriel et commercial.

Connaissance d'une langue étrangère appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions et références à No 74372, CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ENTREPRISE CRÉATIVE ET PERFORMANTE

(leader sur son marché)

recherche

VENDEURS (SES)

de haut niveau

LA MISSION :

Vendre aux particuliers, à domicile, sans prospection, en faisant passer une information réaliste et valorisante.

LE PROFIL :

Jeunes diplômés ou autodidactes, dynamiques et ambitieux, avec 2 à 3 années d'expérience de la vente aux particuliers : assurances, voitures, éditions, etc.

L'AVENIR :

La progression rapide du chiffre d'affaires depuis plusieurs années donne de larges et réelles possibilités d'évolution et de promotion pour diriger à court terme une unité commerciale.

LA FORMATION :

Stage de formation rémunéré.
Il s'agit de progresser dans le domaine de la vente à partir des connaissances acquises.
Assistance complète et permanente y compris sur le terrain.

LA RÉMUNÉRATION :

La qualité de nos produits permet de vous garantir 12.000 F par mois pendant la période d'essai. Votre objectif doit se situer au niveau de 200 à 300.000 F par an.

Merci d'adresser votre C.V. très complet + photo récente sous référence 710 à :

ACTION 2000
38, rue de Ponthieu,
75008 PARIS,
qui transmettra.
Discrétion assurée. Ne pas téléphoner.

MDS SYSTEMES INFORMATIQUES
MDS FRANCE. S.A.

recherche

INGENIEUR AU SERVICE PROMOTION

- formation supérieure, école d'ingénieur ou maîtrise
- sens pédagogique
- capacités rédactionnelles
- poste à pourvoir à Paris

Intégré à l'équipe existante, il aura à intervenir tant dans les actions promotionnelles directes, présentations, expositions, que dans la préparation et la réalisation des supports techniques et commerciaux.
Il assurera, par ailleurs, une partie de la formation du personnel client.

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

- débutants ou quelques années d'expérience
- sens des contacts humains
- goût du travail varié
- aptitude aux déplacements
- basés à PARIS ou en Province.

Rattachés à un Chef de District Technico-commercial, ils participent à l'ensemble des actions de support direct au département commercial. A ce titre, ils interviennent à tous les niveaux de la relation avec la clientèle.
Ces postes nécessitent une bonne connaissance en assembleur et en architecture de systèmes. Ils comportent de nombreux déplacements sur le territoire d'affectation.

Adresser CV manuscrit à : Direction Technico-commerciale
MDS FRANCE S.A.
197, rue de Bercy - 75582 PARIS cédex 12

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANCAISE
MECANIQUE DE PRECISION
DE REPUTATION MONDIALE
recherche pour l'une de ses unités en Région Parisienne

cadre gestion du personnel et relations sociales

Chargé de :
- recueillir et traiter l'information sur la situation sociale de l'unité - en informer les responsables hiérarchiques des divers secteurs et les conseiller dans la gestion du personnel
- procéder à des études de synthèse et promouvoir le développement de la politique sociale
- animer les relations sociales en participant aux réunions avec les représentants du personnel.

Profil :
- formation supérieure (Sciences Po, Droit, CIFFOP ...) avec des compétences juridiques et de gestion
- expérience de plusieurs années de l'industrie mécanique souhaitée
- qualités de contacts, d'autonomie. Aisance en expression écrite et orale.

Adresser lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous le no 74614 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE FINANCIERE
SECTEUR LOGEMENT SOCIAL

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Connaissant vie juridique et financière des Sociétés pour gérer en cours de prêts obligatoires à longs termes.

80.000 F/AN MINIMUM

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE - N° T 022.208 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIETE recherche

CADRE RESPONSABLE

Pour instruire dossiers exportation.

— Formation juridique et connaissance financière.
— Expérience bancaire et des relations avec l'informatique.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, n° T 022764 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, offre
opportunité de carrière informatique à

ingénieurs

non informaticiens

Formation Grande École exclusivement

Débutants ou ayant une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans. Après une période de formation de 3 mois où ils acquéreront les connaissances de base en informatique et se familiariseront avec les méthodes de développement de logiciel, mises au point par l'entreprise, ils participeront au sein d'équipes de projet à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques. Les tâches confiées évolueront à terme vers des responsabilités de chefs de projet.
Disponibilité exigée pour mi-novembre 1980.

Envoyer C.V. sous référence 13.10 LM à SESA, Direction du Personnel, 30, quai De Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

Emplois et Carrières

TRES IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
recherche pour sa principale usine située en Région Parisienne un

INGENIEUR EXPERIMENTE

responsable d'un secteur de méthodes

Chargé de :
- piloter une équipe de spécialistes méthodes pour la mise au point de techniques avancées de fabrication
- mener des actions de progrès technologiques
- définir les investissements en nouvelles machines.

Profil :
- présenter une solide expérience en méthode et/ou fabrication
- avoir une connaissance de l'utilisation des machines outils à commande numérique serait souhaitée
- être diplômé d'une grande école d'Ingénieurs à dominante mécanique.

Merci d'adresser lettre CV et prétentions à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra sous la référence 74.639.

informatique

Important Etablissement Financier Paris, équipé d'ordinateurs IBM et d'un réseau de télétraitement,

recherche

CHEF DE PROJET

Participant avec le Responsable Fonctionnel à la conception d'importants projets, il a la *responsabilité* de la conception technique des applications ainsi que de l'encadrement de l'équipe de *réalisation.*

Le poste conviendrait à un diplômé de l'*enseignement supérieur* ayant plusieurs années durant, participé comme analyste organique à la réalisation de *projets d'une* certaine importance dans un environnement IBM, et désireux d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Statut bancaire.

Envoyez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 2411-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

Importante entreprise de bâtiment gros œuvre, dans le cadre du développement de son
BUREAU d'ETUDES PRIX EXPORT
situé à Paris, recherche

2 INGENIEURS d'ETUDES

BILINGUES ANGLAIS

- *de formation grande école spécialité bâtiment-T.P., les cadres que nous recruterons auront acquis une réelle maitrise des études prix et de la préparation des marchés à l'étranger, de préférence pour les pays du Moyen-Orient.*
- *en particulier l'un des 2 postes requiert une connaissance approfondie des* CORPS ETATS TECHNIQUES
- *des déplacements de courte durée sont à envisager.*

Adresser CV détaillé, expérience et préciser prétentions de salaire s/référ. 13912 à **COFAP** *40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui trans.*

ANIMATRICE ou ANIMATEUR

Le Comité d'Entreprise de l'IDET-CEGOS — Société d'études et conseil, 400 personnes — recherche

pour assurer la permanence *journalière du C.E. une animatrice* (ou un animateur). Il s'agit de prendre en charge l'or*ganisation des voyages,* séjours ou sorties, la gestion et le suivi administratif de ces activités, les relations avec le personnel (accueil ou informat.).

Ce poste convient à une personnalité ouverte, motivée par une fonction sociale, capable également de gérer un budget. L'habitude de responsabilités similaires serait un atout apprécié.

Lieu de travail : Métro Pont-de-Sèvres.

Les candidatures manuscrites avec C.V. sont à adresser au C.E. IDET CEGOS, 35, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discrétion assurée.

J. RIBOUREL s.a.
recherche
UN COMPTABLE
ayant des connaissances approfondies en consolidation.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Jacques RIBOUREL s.a. 120, Champs-Elysées, 75008 Paris
Ne pas téléphoner

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes systèmes

ingénieurs-système analystes analystes-programmeurs

expérimentés et débutants

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
DEUX 3033 - 12000 K chacun
UN 3033 - 8000 K,
UN 370/168AP - 8000 K,
1000 terminaux de télétraitement.

Envoyer CV + photo, sous réf. 10858, en précisant le poste choisi, à Gie, Service du Personnel, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

média-system

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR CONSEIL

170.000 F +

— 35 ans environ,
— **Ecole des Mines de Paris ou équivalent,**
— *Expérience souhaitée dans la gestion P.M.E.* l'informatique.

Ecrire avec C.V. et photo n° T 022 172 M
REGIE PRESSE, 85 *bis, r. Réaumur, 75002 Paris.*

SOCIETE DE PRESTATIONS DE SERVICES

recherche pour son département

JURIDIQUE

JURISTE

de préférence Connaissant question de *MARQUES DE FABRIQUES*

Connaissances anglais obligatoires allemand souhaitable

POSTE STABLE BIEN REMUNERE

Adr. C.V. manuscrit détaillé, à ORBIS MX, 28, av. Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

JURISTE D'ENTREPRISE
120.000 F +

ENGINEERING PARIS

Une importante *société d'engineering française dont* les prestations vont des études générales à la construction d'ensembles industriels « clés en mains » en France et à l'étranger, recherche un JURISTE D'ENTREPRISE. En *liaison* avec *les ingénieurs d'affaires, il sera* chargé d'étudier, mettre au point et suivre sous les aspects administratif, juridique et fiscal les contrats, accords et conventions passés avec les clients. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation Licence en Droit - option Droit des Affaires —, bilingue français-anglais, possédera quelques années d'expérience de la rédaction des contrats acquise si possible au sein d'une société d'engineering ou en entreprise générale. Ce *poste implique des déplacements assez fréquents* mais courts, principalement à l'étranger. Ecrire sous référence 325/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Une carrière dans une entreprise dynamique offrant de réelles possibilités d'avenir

Leader sur le marché des produits d'entretien

Johnson

recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

- *Mission : après définition des objectifs avec les* responsables du marketing et le chef du département études : conception de l'étude, organisation du terrain avec le chef de terrain ou recherche de fournisseurs. Elaboration. Traitement des questionnaires. Analyse et rapport final.
- Profil :
  - — chargé d'études ayant trois ou quatre ans d'expérience ;
  - — goût des entretiens semi-directifs et de l'analyse du contenu ;
  - — goût du terrain ;
  - — connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire, avec photo, C.V., au Département du Personnel LA JOHNSON FRANÇAISE - B.P. 606, 95004 CERGY-PONTOISE CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR AÉRONAUTIQUE,
leader en Europe dans sa branche,
recherche
pour son établissement proche banlieue Paris, son

chef du service entretien

A la tête d'un service de 40 personnes, il sera responsable de la *maintenance* de l'ensemble du matériel d'un outil de pro*duction d'un haut degré* de technicité et aussi de la réalisation et du suivi des travaux neufs.
Le poste s'adresse à un INGÉNIEUR de formation ARTS ET MÉTIERS, possédant une dizaine d'années d'expérience de la fonction, de préférence dans le secteur *de la mécanique générale ou de précision.*

Adr. CV, prétentions à n° 10124
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney, 75002 PARIS.

MASONEILAN
Spécialiste Mondial des vannes de réglage
recherche

l'adjoint au responsable du département applications spéciales

Le candidat âgé de 30 ans environ pourra justifier :
- de quelques années d'expérience ;
- de solides connaissances en physique et d'une bonne pratique de la langue Anglaise.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions à
P. SMAGGHE
MASONEILAN
107, avenue Charles de Gaulle
92521 NEUILLY S/SEINE Cédex.

Société Internationale de produits alimentaires de grande consommation fortement implantée en France et leader sur son marché, recherche

Adjoint Directeur des Ventes

Rapportant au Directeur des Ventes, il sera amené à seconder celui-ci :
- dans ses relations avec les responsables merchandising au plus haut niveau, notamment auprès des centrales d'achats (nationales et régionales)
- dans la négociation de référencements, d'implantations et de l'étude de rentabilité de linéaires
- dans l'animation d'une force de vente de plus de 60 personnes.

Homme de premier plan, âgé de 30 ans environ, il possède :
- une parfaite maîtrise de merchandising et des techniques modernes de vente
- une connaissance approfondie de la distribution circuit court des produits de grande consommation fortement promotionnés et publicités
- de réelles aptitudes à l'animation d'un réseau de vente.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 74530 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

---

comptabilité gestion

Nous sommes une **nouvelle division** d'un **groupe multinational** spécialisé dans le négoce de produits industriels, **leader dans** *son secteur, et nous recherchons notre* **responsable** de la gestion comptable et administrative pour assister le Directeur *de la Division.*

Le candidat, âgé de 30 ans environ, aura *une bonne formation de base* - **comptable/ gestion** -, une première expérience dans une société style **PME** - pour connaître l'intégralité des problèmes de comptabilité -, le goût de s'intégrer à une nouvelle équipe dans une société en fort développement.

La connaissance des **procédures anglo-saxonnes** et de l'anglais ainsi que l'habitude de traiter en **devises étrangères** (les produits sont importés) seraient des atouts supplémentaires *mais* non indispensables.

Lieu de travail : très proche banlieue Est.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel sous référence 42.12/CA/323 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

CADRE technico-commercial

Une Société industrielle française employant environ 900 personnes, réalisant un CA de 250 millions de francs HT, filiale d'un groupe international *qui fabrique et commercialise des composants* d'emballages destinés aux industriels de la *parfumerie* et de la pharmacie, crée un poste de **cadre technico-commercial pour le secteur pharmacie.**

En liaison avec le responsable du département, il aura pour mission de prospecter, développer et gérer le volume d'affaires auprès de cette clientèle industrielle particulièrement exigeante.

Il sera chargé, en liaison avec les différents services de la société, de traiter les questions commerciales de développement et de technique avec cette clientèle.

Basé en région parisienne, la fonction nécessitera de courts déplacements en France métropolitaine.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30/35 ans, motivé par la fonction commerciale, justifiant *d'une formation de l'enseignement* technique supérieur et ayant acquis une expérience de la *vente en milieu pharmaceutique.*

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 1132/O à **A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS**

---

audit interne

Notre Groupe (3.000 personnes - 2,5 milliards de Chiffres d'affaires, plus de 40 filiales) exerce principalement des activités de Négoce de produits *combustibles* et de gestion technique d'installations de Chauffage sur tout le territoire français et à l'étranger (*Europe et Amérique du Nord*).

Nous désirons renforcer notre *Service* d'Audit interne, chargé d'évaluer et éventuellement *modifier les procédures administratives existantes,* de contrôler leur application, de parti*ciper à certains travaux* de consolidation comptable et de mener à bien les études préliminaires au rachat ou à la prise de participation de Sociétés nouvelles, et recherchons

responsable du service

- **diplômé d'enseignement supérieur**
- ***2 à 3 ans d'expérience* en Cabinet ou en Entreprise**

deux jeunes diplomés

- **formation HEC, ESSEC, ESCP, ou équivalent**

Ces postes basés à Paris nécessitent de fréquents déplacements. Ils doivent déboucher, à terme, sur une affectation opérationnelle dans des filiales ou des directions régionales.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 74629 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE MULTINATIONALE
(C.A. + 1 milliard)
***leader de sa profession, recherche pour son siège à* PARIS**

INGENIEUR MARKETING

HEC - ESSEC ou SUP de Co.

Il aura la charge d'effectuer des études de marché sur des produits *industriels* et sur leur clientèle potentielle.

- 2 ou 3 années d'expérience dans une activité similaire *sont souhaitées.*
- Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activités.
- Stage d'intégration + formation continue.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. LM 272 à SODERHU - Département Recrutement 11, rue de la Boëtie - 75008 PARIS

La Société pour le développement des Ressources Humaines vous garantit que chaque dossier sera traité confidentiellement et recevra réponse.

Soderhu

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES DE DISTRIBUTION FRANÇAIS
recherche pour le siège
de sa **DIVISION HYPERMAGASIN**
Paris, quartier Saint-Lazare

un(e) Assistant(e) à la Direction du Personnel

D'excellentes connaissances et la pratique du Droit *du travail sont exigées, car il ou elle devra assister* les magasins dans ce domaine.

Il est non moins *indispensable* que *le* ou la candidate ait des contacts souples et aisés.

Il est également très souhaitable que *il* ou *elle* ait eu une expérience de la fonction « Personnel » dans la Distribution.

Il ou elle travaillera en liaison directe avec le Directeur du Personnel et sera amené(e) à le seconder dans une partie de ses fonctions.

Envoyer lettre manus., C.V. et prét. n° 74.485 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

T.R.T. TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
Option RADIO

Connaissance amplification de puissance et réception dans les domaines V - U.H.F.
Connaissances thermiques, Fortran et microprogrammation appréciées.

Adresser curriculum vitae à T.R.T.
5, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
(Banlieue Sud)
dans le secteur des loisirs filiale d'un groupe Multinational
recherche

JEUNE DIPLOMÉ

de l'enseignement supérieur commercial pour son SERVICE PUBLICITÉ

Il participera :
- à l'organisation.
- au suivi des campagnes.
- aux travaux d'analyse quantitative.

Il *est nécessaire, d'avoir* un goût prononcé pour les chiffres, un sens aigu de l'organisation allié à un esprit de synthèse.
Des possibilités certaines d'évolution dans la société ou le groupe existent pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec prétentions au Chef du Personnel
Société DIAL
1, Boulevard François-Arago
91328 WISSOUS - CEDEX

bleu

STEIN HEURTEY

recherche pour son Service
RECHERCHES et DEVELOPPEMENT

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant quelques années d'expérience en milieu industriel.
Bonne connaissance de la langue anglaise souhaitée

Ecrire Service du Personnel **STEIN HEURTEY**
Boîte Postale 69 - 91002 EVRY CEDEX.

amp

SOCIETE recherche

CADRE RESPONSABLE

pour insertion dans une équipe d'études et de prévisions. Formation économique, expérience professionnelle, 35 ans minimum.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
Régie-Presse, n° T 22765 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous gérons une

RÉSIDENCE DE 800 APPARTEMENTS

comportant en outre un immeuble de bureaux et plusieurs boutiques.

Pour nous représenter sur place et encadrer le personnel de gardiennage et d'entretien (15 per*sonnes), nous recherchons*

UN RESPONSABLE

Qui assurera la

GESTION DE CET ENSEMBLE

y compris certaines tâches administratives.

Le candidat retenu aura une personnalité affirmée et l'expérience de l'encadrement.

Un homme d'âge mûr serait le profil idéal. Un logement de 4 pièces est attaché à la fonction.

Eventuellement possibilité d'emploi pour l'épouse.

Adresser photo, C.V., références et prétentions sous N° 7.190 - « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

offres d'emploi

MANAGEMENT CONSULTANT

Un des plus importants cabinets internationaux recherche plusieurs consultants pour son bureau de Paris.

Les candidats devront être diplômés d'une grande école ou titulaires d'un M.B.A., avoir au minimum 3 à 5 ans d'expérience pratique dans la conception et la mise en place de systèmes de gestion au sein d'entreprises (production, logistique, comptabilité, finances, ...).

Les postes à pourvoir comprennent des déplacements en France et à l'étranger.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, (retournés) et prétentions sous référence 10200-M à CLA RECRUTEMENT, 44, rue La Boétie 75008 Paris.



MATERIELS RADIO TELEPHONE INTERPHONE ANTENNES

IMPORTATEUR DEJA CONNU DE MATERIELS U.S.A. et JAPON (marché très porteur) rech. pour Siège à PARIS 16e

DIRECTEUR GENERAL COMMERCIAL

qui, avec une large délégation du P.D.G. et à partir de la plate-forme existante, SAURA LUI DONNER UN 2e SOUFFLE : relations avec fournisseurs pour avoir les produits les + performants au moindre coût et DEVELOPPEMENT des VENTES (aux professionnels et aux particuliers) par tous moyens adéquats.

REELLE OPPORTUNITE SI...
- EXPERIENCE DE LA DISTRIBUTION DE MATERIELS SEMBLABLES ou VOISINS : (TELEPHONE, Vidéo prof., T.V., HI-FI,...) et DE LA D.C. (ou D.G.) d'une petite Sté d'IMPORTATION : INDISPENSABLE.
- ANGLAIS courant. Disponible voyages France et épisodiquement U.S.A./Japon.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4496 à



SOCIÉTÉ recherche

RESPONSABLE

pour gestion administrative de personnel
- esprit organisé, méthodique ;
- formation juridique ;
- 40 ans minimum

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à
RÉGIE PRESSE, n° T 022767 M
85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris

UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANCAIS
recherche

UN CADRE COMPTABLE

pour prendre la responsabilité de son service comptabilité auteurs, chargé de la tenue des comptes des auteurs de plusieurs filiales d'édition.

Une bonne connaissance de la comptabilité et de la fiscalité, le sens de l'organisation et de l'animation d'une équipe sont indispensables.

Ce poste est à pourvoir dans un groupe en pleine évolution avec un salaire motivant.

Lieu de travail : Proche Banlieue Sud.

Envoyer c.v., photo et prétentions n° 21.220
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES CONVOYEURS
LAGNY (77) recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS AUTOMATICIENS

Au niveau d'une affaire, ils se verront confier la responsabilité de l'automatisation d'installations.
ANGLAIS SOUHAITÉ

Expérience en automatismes industriels appliqués à la manutention serait un atout.

Les candidatures de débutants seront également examinées.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, 1, r. du Chariot-d'Or, 77400 LAGNY.

Contrôleur de Gestion

Société d'Electronique proche banlieue, recrute **CONTROLEUR DE GESTION** pour mettre en place nouvelles procédures, analyser et contrôler les résultats, gérer la trésorerie et superviser les services comptables et informatiques.

Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (DECS, Sup. de Co. ou équivalent), le candidat justifiera d'une première expérience réussie en PME ou cabinet d'Audit.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la réf. 364 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Une totale discrétion est assurée).

offres d'emploi

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR
équipée d'ordinateurs IBM 3031 et de réseaux de télétraitement

recherche pour son Département Informatique plusieurs

analystes programmeurs

Diplômés de l'enseignement supérieur - maîtrise ou DUT -. Les candidats retenus auront acquis plusieurs années de pratique de COBOL (3 ans minimum) dans un environnement IBM de préférence.

Pour certains postes, l'expérience de la réalisation de transactions T.P. en Assembleur IBM pourra départager les candidatures.

A leur entrée dans la banque, les candidats recevront la formation nécessaire pour utiliser les outils évolués mis à leur disposition.

Statut bancaire.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 2238-M à

STRUCTURES
... Av. de l'Opéra 75001 Paris

SOCIETE FIDUCIAIRE FRANÇAISE
recherche
pour immédiatement ou délai à convenir

1. Mémorialistes
2. Experts Comptables Stagiaires
3. Réviseurs confirmés

Titulaires D.E.C. - D.E.C.S. - B.T.S. et plusieurs années d'expérience.
Allemand/Anglais/Italien appréciés.
Déplacements Province à envisager.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 850 à
S.F.F.E.C.
BP 361-08 - 75365 Paris Cedex 08
qui transmettra

Importante Société d'Installations Techniques en Télécommunication, réseaux MT-BT, équipements électriques et automatismes recherche son

1) CHEF DE DÉPARTEMENT
Sécurité Électronique

Une expérience de plusieurs années dans la profession aura permis au candidat retenu d'allier à de sérieuses compétences commerciales la connaissance du milieu industriel.
- Déplacements nécessaires - Anglais souhaité.
- Intéressement aux résultats - Véhicule de service.

Réf. 2482

2) CHEF DE SUBDIVISION
Aéronautique et Transport

Diplômé d'une école d'ingénieurs et ayant une expérience de plusieurs années dans ce secteur, il aura la responsabilité commerciale, technique et financière de cette subdivision.
- Déplacements - Anglais nécessaire.
- Véhicule de fonction. Réf. 2483

Pour ces 2 Postes : Siège à ORLY Salaire 120.000 F +

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence choisie à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS, cedex 09.

PECHINEY UGINE KUHLMANN
recherche

JURISTE
en droit des affaires

spécialiste des contrats internationaux de transfert de technologie : licences de brevets et savoir-faire, contrats d'ingénierie.

Le niveau doctorat est souhaité.

Une expérience approfondie dans des fonctions similaires en milieu industriel est indispensable.

Anglais parlé et écrit courant.

Adresser dossier de candidature sous référence 1410 à
BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

RADIOLOGIE - ECHOGRAPHIE DOPPLER
Société de taille humaine en forte croissance recherche pour étoffer son département RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

3 ELECTRONICIENS

- **UN INGENIEUR D'ETUDES** minimum 3 ans expérience, la connaissance de l'anglais serait un atout.
- **UN TECHNICIEN D'ETUDES** niveau BTS ou DUT d'électronique. Une première expérience industrielle est exigée
- **UN AGENT TECHNIQUE DE FABRICATION**

Ambiance de travail agréable dans un service dynamique.
Contact permanent avec le corps médical et les différents départements de l'entreprise.

Lieu de travail : VINCENNES
(RER - Métro - Autobus)

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions s/réf. 8103 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

Très Important
GROUPE TRAVAUX PUBLICS
Leader français à l'export recherche pour son Siège Social en région parisienne

RESPONSABLE TERRITOIRE (réf. 2386)

Sous l'autorité d'un Directeur de zone, il aura la responsabilité de la coordination et du contrôle de l'activité d'un territoire très important et du support que doit apporter le siège au plan des affaires et de la logistique.

DIRECTEUR D'AFFAIRES (réf. 2387)

Sous l'autorité du Directeur de zone, il aura la responsabilité de l'organisation, du suivi de l'activité et du support nécessaire à la réalisation d'un très gros chantier d'ouvrage industriel. Il sera assisté d'une équipe de 15 à 20 Ingénieurs et Techniciens.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des Ingénieurs diplômés de Grande Ecole ayant eu des responsabilités majeures de direction de grand chantier ou d'agence à l'étranger, de préférence en pays anglophone.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prét. en rappelant bien la réf. du poste à P. LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Importante société française

leader sur ses marchés,
pour l'une de ses divisions en forte expansion : 3300 personnes, 6 usines dont 1 au Benelux, 8 réseaux de ventes dont 3 à l'Etranger (CA consolidé 1980 : 1,8 milliard de francs + 30%)

offre à un

Jeune Ingénieur
Grande école

de faire carrière chez elle en débutant au sein de son Service informatique.

Il sera chargé dans un premier temps, de développer des applications de gestion, utilisant les matériels et les techniques les plus récents et couvrant les départements de production et de commercialisation, en particulier celui des produits de grande consommation.

La réussite dans ce premier poste permettra une évolution rapide vers des responsabilités élargies dans un département opérationnel.

En sus de compétences techniques, complétées si possible par quelques années d'expérience, la préférence reviendra à un candidat qui saura faire valoir ses qualités d'entrepreneur dans l'organisation des équipes et l'animation des hommes.

Lieu de travail : environs de Colmar (Haut-Rhin) ou Courbevoie (Hauts-de-Seine) au choix.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) sous référence 1470/O à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

BERTIN & Cie



recherche pour sa DIRECTION MARKETING plusieurs

INGENIEURS COMMERCIAUX

(X, MINES, HEC) pour détecter et négocier des contrats de RECHERCHES INDUSTRIELLES dans diverses branches économiques en développement.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à
C. LEMAIGNAN - BERTIN & Cie
B.P. 3 — 78370 PLAISIR

IMPORTANTE SOCIETE
Filiale d'un Groupe International
Paris Est Métro
recherche

ingénieur gestion de production

Diplômé Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales.

Poste ouvert à débutant ou candidat ayant expérience industrielle.

Mission : responsable projet complet d'informatisation de la gestion d'unités de production.

Qualité : leader à fort potentiel motivé par l'animation des hommes et l'organisation industrielle.

Poste évolutif -
Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé photo et rémunération souhaitée à no 74548 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE MÉDICAL
recherche
MÉDECINS GÉNÉRALISTES
Tél. : 209.50.93

bleu

offres d'emploi

Société de services intervenant à Paris dans le domaine de la communication recherche son :

DIRECTEUR GENERAL ADJT

Ce poste conviendrait à un candidat ayant :
- 35 ans minimum, diplômé d'Etudes supérieures (commerciales),
- Une expérience de D.G.A. dans un des domaines suivants : presse, édition, publicité serait un atout important.

SES RESPONSABILITES :
- promouvoir et coordonner l'action du personnel technique et commercial (80 personnes),
- élaborer, gérer et contrôler un budget de 10 M.F.,
- avoir une activité commerciale personnelle auprès des clients importants.

Envoyer C.V., PHOTO et prétentions à :

GL CONSEIL 50, rue Laugier 75017 PARIS

qui traitera confidentiellement les dossiers.

ATTACHÉ JURIDIQUE
80.000 F. + Nord-Ouest Paris

Une importante Société Française de Travaux Publics en expansion recherche un Attaché Juridique. Placé sous l'autorité du Directeur Administratif qu'il devra être capable d'assister occasionnellement dans ses négociations, il sera chargé du traitement des dossiers contentieux, fiscaux, exportation etc...
5 ans d'expérience, Anglais souhaité, Espagnol apprécié.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous référence AJ 101 à :
GRIVO
4, Av. Berthelot - 95300 PONTOISE

bleu

IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE
Banlieue Sud de Paris
recherche

TECHNICIEN

Formation BTS ou DUT électronique

Quelques années d'expérience lui ayant apporté de bonnes connaissances des techniques digitales.

Il devra assurer au sein d'une équipe la mise au point de systèmes d'équipements embarqués (calculateurs, radars, inertie, optronique).

Ecrire à no 73.794 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



HERCULES
Filiale d'un important groupe chimique international

Nous recherchons pour notre siège social à Rueil Malmaison, face RER :

UN JEUNE CADRE pour le CONTROLE BUDGETAIRE

Il aura :
- une formation supérieure de type Ecole de Commerce (avec option finance-comptabilité) ou niveau universitaire équivalent;
- 2 à 3 ans d'expérience dans des services financiers;
- une excellente connaissance et pratique de l'anglais (ceci est indispensable);
- une bonne aptitude à communiquer avec l'ensemble des services de la Société.

Ses principales responsabilités seront :
- la préparation des budgets et prévisions au niveau société;
- la coordination des budgets des usines;
- la participation au contrôle budgétaire de l'ensemble de la Société.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Direction du Personnel
HERCULES FRANCE
Tour Albert 1er - 92507 Rueil Malmaison Cédex



LEADER DES PLATS CUISINES CARNES
recrute pour renforcer sa division
RECHERCHE-CONTROLE

un collaborateur

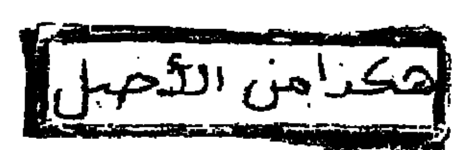
DOCTEUR VETERINAIRE,
INGENIEUR AGRONOME,
ou INGENIEUR en
AGRO-ALIMENTAIRE

Il aura notamment pour mission :
- de contribuer à maintenir l'avance technologique de la Société par des recherches appropriées
- d'animer, coordonner et contrôler une équipe pluridisciplinaire ayant en charge la formulation par programmation linéaire.

Pour ces travaux, il disposera d'un ordinateur.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à
WILLIAM SAURIN
SAINT-THIBAULT - 77400 LAGNY.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

chargé du recrutement H/F

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience de recrutement de préférence en milieu informatique, pour prendre en charge la totalité des actions liées au recrutement.

Définition des besoins :
- recherche candidats ;
- sélection.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. FEYT (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

ASSOR
Conseil en Développement
Structure et Organisation Industrielle
recherche

conseils en organisation

DEBUTANTS
Diplômés Grandes Ecoles ou Enseignement Supérieur

Au sein de notre équipe, vous serez formé à l'exercice d'un métier très prenant et associé à des actions d'organisation, généralement liées à des moyens informatiques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., et photo à :
ASSOR CONSEIL
94, rue La Fayette - 75010 PARIS

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
recherche pour son département Diffusion-Vente des Collaborateurs (trices). Libres de suite, région Paris. Nous demandons : 25 ans minimum, une excellente présentation, une bonne culture générale, le goût des contacts humains, et une forte personnalité.
Nous offrons : stage de formation, un produit de réput. mondiale, un travail indépendant, une rémunération et de réelles possibilités de promotion.
Tél. pour R.-VS M. CHABARD 538-66-23 10-13 h./14 h.-17 h. 30.

Banque Crédit long et moyen terme
recherche

COLLABORATEUR JURIDIQUE

Possédant licence ou maîtrise de droit option notariale ou droit des affaires, pour service rédaction d'actes et recouvrement contentieux. Expér. *bancaire ou notariale* exigée.
Env. C.V. avec photo, sous réf. T 022.181 M, REGIE-PRESSE, ELECTRONIQUE rech. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

IMPORTANTE SOCIETE

INGÉNIEURS
FORMATION I.N.S.A.
E.N.S.I. - Télécom. - X - Mines
DEBUTANTS ou CONFIRMES
Connaissant assembleur temps réel pour réalisation projets matériel ou logiciel importants.

INGÉNIEURS
Connaissance ANALOGIQUE Option TELEVISION

Env. C.V. + prétent., à INTER-COMPUTER SELECTION 61, av. de la République, Paris 11e - Tél. 355-89-01

CENTRE DE RECHERCHE

CNET

recrute un

INGÉNIEUR

Ayant une formation *TELECOMMUNICATION*

Parlant parfaitement l'Anglais et une autre langue étrangère, intéressé par tâches de documentation scientifique.

Ecrire avec C.V. au C.N.E.T./S.D.I., 40, rue du Général-Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINAEUX.

Société quartier Saint-Lazare
recherche

COMPTABLE 2

qualifié (BTS), expérience trésorerie indispensable. Ecrire avec C.V. et prétentions, à *M. ROVILLE* 21, rue de *Madrid*, Paris 8e

---

comptable recherche son

ASSISTANT (E) PRINCIPAL (E)

Diplômé (ée) DECS, 3 ans d'expérience cabinet. Adresser C.V. et photo au : Groupe PASQUIER, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS.

1er FABRICANT FRANÇAIS de STRATIFIES *pour CIRCUITS IMPRIMES* recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Pour participer à l'important développement des applications sous C.C.P. que nous envisageons.
Un niveau Bac + I.U.T. informatique ou une expérience de 2 à 3 ans serait apprécié.

Lieu de travail : *proche banlieue Sud-Est*
Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise

Envoyer C.V., à n° *74.703,* CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

C.S.E.E.
recherche URGENCE

TECHNICIEN SOUDEUR

Pour supervision d'opérations de soudage et contrôles *sur tuyauteries et charpentes.*

PROFIL N° 1 : Technicien ESSA ou IUT NIMES.
PROFIL N° 2 : DUT ou BTS chaudronnerie Ayant *quelques années* d'expérience en soudage et en contrôle non destructif (Ressuage et Radio)

Tél. pour rendez-vous : 630-22-24 (poste 451)

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON CSF INFORMATIQUE

rech. pour poste à pourvoir en banlieue Ouest *(40 km de* Paris par autoroute) Grande Ecole, débutant
— INGENIEUR ELECTRONICIEN INFORMATICIEN Grande école, débutants ou quelques années d'expérience.
Env. C.V., photo, prétentions, *sous réf. MLA, 5,* rue Gustave-Eiffel. 91420 MORANGIS

ECOLE PARIS-5e
recherche pour son LABORATOIRE ELECTRONIQUE-*MICRO*

INGÉNIEUR DÉBUTANT

SOCIETE IMMOBILIERE de LOGEMENTS SOCIAUX
recherche

UN CADRE DE GESTION

Capable de prendre en charge la définition et le suivi de la politique d'entretien des bâtiments, le contrôle de la gérance *administrative et les* relations avec le personnel de gardiennage, pour un patri*moine de 3.000 logements* situé dans la région parisienne.

Expérience indispensable

Adresser C.V. manuscrit, sous n° 49.139, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris
TEL. 337-78-43

SGN SOCIETE GENERALE POUR LES *TECHNIQUES NOUVELLES*

Ingénierie spécialisée dans
la chimie nucléaire

recherche
pour étoffer le Service ELECTRICITÉ de son Département ETUDES

3 INGENIEURS ELECTRICIENS

DIPLOMES
GRANDE ECOLE ELECTRICITE

Ayant acquis une expérience chez un constructeur, un installateur ou une société d'Ingénierie. *Ils prendront en charge* les études d'ingénierie relatives aux postes électriques MT/BT et à la distribution électrique Force, éclairage, courant faible dans des ateliers industriels.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. B/S à S.G.N. - *Direction du Personnel* - B.P. 30 78184 St-QUENTIN-EN-YVELYNES CEDEX

STE D'ELECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche *pour son Bureau d'Etudes*

PROJETEURS
1er et 2e échelons spécialisés en électronique

EMPLOYÉ (E)
Service Approvisionnement composants électroniques

Ecr. à T 022218 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Société d'Editions Paris recherche

RÉDACTEUR ÉCO
HAUT NIVEAU

Pour analyse plans de développement et document. financières pays Afrique Noire.
Adresser référ. et prétentions, sous n° 41.671 P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 Paris

---

Société de formation recherche pour son développement

ATTACHÉ COMMERCIAL

Envoyer C.V. + photo à : SOCIETE FOP 58, rue Corvisart, 75013 PARIS.

ENTREPRISE recrute

AGENTS DE BUREAU
HOMMES

Travail de classement fichier
— Expér. comptable confirmée
— *Niveau bac*
Envoyer C.V. + photo, sous réf. n° T 022.760 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

M.J.C. HERBLAY (95) recherche

ANIMATEUR PERMANENT

habitant Val-d'Oise, pr respons. du SeECTEUR JEUNES (loveractivités), *40 h./sem., travail* en soirée et samedi et dim. Formation souhaitée : Sortie I.U.T. ou expér. adolesc. et jeunes dans foyer jeunes travailleurs ou autres organismes.
TELEPHONE 997-19-99 *(après-midi).*

VOUS ETES JEUNE DIPLOME *DE L'ENSEIGNEM.* SUPERIEUR
(Droit, Sciences Eco., *Ecoles de commerce...*)
Vous vous sentez apte à négocier avec des chefs d'entreprise et à participer A L'ENCADREMENT DE NOS DELEGATIONS DES METROPOLES REGIONALES
Nous vous proposons de rejoindre l'une des PREMIERES MUTUELLES D'ASSURANCE en constante expansion.
Elle vous offre, après un stage rémunéré *de 4 mois à PARIS* un poste de :

CONSEILLER MUTUALISTE

Bonne rémunération
Avec voiture de fonction.
Situation évolutive et d'avenir.

Adr. votre candidat. manuscr. avec C.V. + photo à : F. SOUBEYROU, 13, rue des Petits-Hôtels - 75010 PARIS.

Société Européenne d'Expertise comptable recherche

COLLABORATEURS

Haut niveau D.E.C.S. + un certificat supérieur + *si possible grandes écoles.* 2 ans min. expér. Connaissance une langue étrangère appréciée. Libre rapidement.
Tél. pour rendez-vous : 359-58-73

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

QUELQUES

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après STAGE d'atteindre en queques mois UN SALAIRE de 5.000 à 7.000 F MENSUELS

Nous leur offrons :
— Une formation complète
— Une activité prenante
— Un plan de carrière précis

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo, à n° 448, PUBLICITES REUNIES 112, boul. Voltaire - 75011 Paris

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
— *SOIT de bonnes études*
— SOIT la preuve de leur personnalité.

PROFESSEUR AMÉRICAIN

Expér. pédagogique T.E.F.L. Carte de travail
Envoyer C.V. + photo, à n° 55.002 (sur enveloppe)
J.R.P. 39, rue de l'Arcade (8e) qui transmettra

Organisme privé d'enseignement à distance cherche Professeur d'électronique ou *Praticien hautement qualifié* pour correction de copies et conseil pédagogique à l'intention d'élèves en électronique.
Adr. lettre manuscrite et C.V., à PARIS-ETOILE 76, Champs-Elysées, 75008 Paris qui transmettra.

Urgent
pour société de documentation technique. CLAMART recherche

agent technique

EN ELECTRONIQUE
pour rédaction de notices.
Tél. au 644-63-22 Poste 216
ROdel:

Petite équipe 10e arr. cherche Secrétaire début., niveau études sup. Tél. lundi-mardi : 246-27-26.

T.I.T.N.
FILIALE THOMSON CSF INFORMATIQUE

rech. pour postes à pourvoir en banlieue Sud (proxim. Orly)
— INGENIEURS ELECTRONICIENS Grande Ecole débutants ou quelques années d'expérience pour développement *de systèmes à base de mini-* ou microprocesseurs.
— AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS ATE 2 - ATE 3

pour test et mise au point de cartes logiques et d'ensembles pouvant comporter microprocesseurs. Compétences souhaitées en techniques numériques.
Env. C.V., photo, prétentions, sous réf. HARD, 5, rue Gustave-Eiffel 91420 MORANGIS

P.M.E.
Equipements aéronautiques en pleine expansion proche porte d'Orléans

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ou **ÉLECTRONICIEN I.U.T.**

Niveau V
3 ans d'expérience minimum pour prendre la responsabilité d'un laboratoire d'Etudes de mise au point *de circuits électroniques* et conception de petits systèmes techniques analogiques et digitales indispensables pour applications asservissements et microprocesseurs. Langue anglaise lue souhaitée
Poste d'avenir pour candidat dynamique
Adresser lettre manuscrite et C.V., à LABEM, 18, rue Camille-Pelletan 92120 MONTROUGE

représent. offre

Editeur annuaires imprimerie *offre un poste* TECHNICO-COMMERCIAL
Références ancien représentant *ou courtier en pub. ou vendeur* clientèle à renouveler. Paris, banlieue. Fixe 4.000 ou 5.000 F. selon production + pourcent. + primes + 13e mois. Se prés. avec C.V. et papiers, S.E.I.N., 89, rue Barrault, 75013 Paris.

Pour Paris et Nice, un important groupe de Sociétés immobilières recrute vendeurs (euses) de qualité et de talent. Nous offrons notre excellente réputa*tion, un outil de travail perfor*mant et un important budget publicitaire. Nous attendons de vrais collaborateurs qui atteindront, à court terme, des niveaux de rémunération exceptionnellement élevés. Pour un premier contact appelez Jean-Christophe GUYONNET, au : 297-05-20.

---

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.
Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux **« nouveaux vendeurs »**. *C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le* **« niveau Monde »**. *Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).*

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

offres premier emploi

L'IFAPE
DEPARTEMENT FORMATION PERMAMENTE DE
l'I.A.E. DE PARIS
propose aux jeunes de moins de 26 ans et aux femmes remplissant certaines conditions, une formation gratuite et rémunérée à la fonction

Assistant de Gestion

Rentrée 4ème promotion : 17 Novembre 1980.
Niveau d'entrée :
BAC+3 ou 4 années d'études supérieures.
Enseignement et Stage en entreprise :
du 17 Novembre 1980 au 31 Mars 1981.
Renseignements et inscriptions :
IFAPE - Département Formation Permanente
162, rue Saint-Charles 75015 PARIS
Tél. 558.02.28 - 657.28.41

secrétaires

SIEMENS

recherche pour
son siège social
(Métro : Carrefour Pleyel)

Une Secrétaire de Direction Trilingue (Allemand - Français - Anglais)

réf. 60 — Le Directeur de notre division Composants souhaite confier à sa future collaboratrice la responsabilité totale de son secrétariat, mais également les contacts avec les clients, les relations avec nos usines dans le monde entier, des traductions, des tâches d'organisation, de planning, des statistiques.
Pour cela, les candidates devront être de formation supérieure, si possible de langue maternelle allemande, et avoir plusieurs années d'expérience d'un secrétariat de Direction.

Des Secrétaires Bilingues (Français - Allemand)

réf. 61 — Pour ces postes, il est demandé une très bonne connaissance de l'allemand écrit et parlé, une formation supérieure de type BTS et une première expérience professionnelle.
Mais nous sommes prêts à donner leur chance à des candidates débutantes.

Des Sténodactylos Bilingues (Français - Allemand)

réf. 62 — Ayant déjà une première expérience professionnelle ; elles possèderont de bonnes notions d'allemand écrit et parlé.

Tous ces postes sont à pourvoir immédiatement

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence du poste à :
Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cédex 1.

Siemens S.A.

rush publicité

IMPORTANTE Sté PRESSE QUARTIER BOURSE
recherche :

1 SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Pour service commercial Grand Magazine National *minimum 1 an d'expérience.*
Préférence sera donnée à candidate ayant connaissance même secteur activité.
Grande disponibilité indispensable.
Libre immédiatement.
5 X 8. Avantages sociaux.

Se présenter à REGIE-PRESSE, *Service du Personnel,* 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, ou Téléphone : 233-44-21, P. 314, pour rendez-vous.

travail à domicile

SECRETAIRE DIRECTION confirmée, frappe tous textes et manuscrits sur I.B.M. 051-44-49.

PRÉSIDENT
recherche sa

SECRÉTAIRE

professionnelle confirmée, elle connaîtra tous les dossiers de son patron, assurera son courrier et *collaborera réellement* à l'organisation de son temps de bureau. Elle maîtrise la langue anglaise et si possible l'allemand.
Position cadre.
Lieu de travail : XVIe.

Adresser C.V. et prétentions à : M. FAVENNEC, 31, bd Lannes, - 75116 Paris.

Entreprise recrute

SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Expérience confirmée.
Envoyer C.V. + photo sous réf. T 022.761 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

demandes d'emploi

MARKETING ET VENTES
PARIS - PROVINCE - ÉTRANGER

- Dix ans de direction de centres de profit jusqu'à 250 M.F.
- Marketing de biens d'équipement industriel France et étranger.
- Marketing de produits grand public.
- Ingénieur SUPELEC. Anglais courant. Allemand et hongrois moyens.
- Disponible rapidement.

CHERCHE situation équivalente au niveau d'une direction de filiale, division, ...

Ecrire s/no 7.187 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

MANAGER
ET
COÉQUIPIER
E.S.C. 41 ANS

— directeur administratif et financier ;
— six ans directeur organisation et informatique ;
— trois ans audit (société U.S.);
— fluent English/Klein Deutsch ;
— peux voyager 50 %.

Je peux être, moi aussi, leader dans ma spécialité.

Etudie toutes propositions région Paris et vous en remercie.
Ecrire sous nº 2750 « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

EXPERT INTERNATIONAL

Bilingue Français/Anglais, introduit dans nombreux pays, ayant travaillé avec Banque Mondiale, etc., sur projets développement, irrigation, adduction, agro-industries, équipement technique et industriel.

Cherche missions tous pays comme expert/chef projet ou de prospection commerciale et d'assistance à l'exportation d'équipement et de services.

Ecrire s/nº 7.172 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

Jeune Homme 25 ans Britannique

B.A. droit histoire Cambridge (honours double first), Harvard, français courant, allemand, journaliste B.B.C.

cherche situation stable

REGION PARISIENNE ou SUD-EST

JOURNALISME, ÉDITION, MARKETING

Ecrire à : REGIE PRESSE - Nº T 022.207 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CADRE SUPERIEUR PARIS habitué aux négociations cciales importantes, Anglais, Espagnol courant, très introduit constructions automobiles, rech. Responsabilités haut niveau en IMPORT-EXPORT de préfér. pour nouer et entretenir des relations Franco-Espagnoles. Possibilité implantation Espagne, où il possède contacts professionnels de 1er ordre. Ecr. EUROMEDIA, réf. LAN, 48, rue de Provence, Paris-9e.

CADRE 32 a. Cycle export ESCP. ANGLAIS, ITALIEN, CHINOIS. Expér. Text. Mécan., cherche situation Sté ou Serv. Export-Import. Tél. : 627-85-90

JF, 23 a., Bac G2, DEUG, Lic. Sc. et DECS. en cours expér. 6 M. ch pl. pref. cab. ou autre Prét. 4.800 F/m. Mlle Bismuth, 14, r. Lamartine, 95400 Villiers.

Fme CADRE JURIDIQUE Maîtrise Droit des Affaires Paris-Assas 7 ans expér.. rech. poste responsabilité. Ecr. à Nº 74.466. CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

MENAGE MAURICIEN (mari infirmier, fme bonne à tt faire) avec 3 enfants de 10, 12 et 15 a., cherche emploi logé même à la campagne. Tél. : 755-73-16 - S. DRESSEN, l'employeur actuel.

CADRE HAUT NIVEAU, 35 ans très expérimenté, 2 licences + D.E.S., offre collaboration à cabinet conseil ou entreprise pour études de problèmes juridiques et financiers. Ecr. s/nº 2.737 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME, 36 ans, DESS de Psychologie Clinique de l'Institut de Psychol. (Paris-V, 1979), ch. poste temps partiel, secteur psychiatrie de l'enfant de préférence, pour Janvier 1981. Départements 92, 94, 75. Ecrire s/nº 7.151 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INGENIEUR AUTODIDACTE 45 ans, parlant anglais, spécialisé dans l'électromécanique, responsable développement technique produit grande diffusion (électroménager), cherche place CHEF DE DEVELOPPEMENT ou DIRECTEUR TECHNIQUE dans rég. Parisienne, préférence NORD / NORD-OUEST. Ecrire s/nº 7.149 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

JURISTE Fme, 32 a., célib., D.E.S. Droit privé, 6 a., expér., Droit construction, procédure assur., connaisst bien réforme. SPINETTA étudit ttes propos. Ecr. s/nº 2743 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009, Paris.

LATINO-AMÉRICAIN 41 a., marié., 1 enf., juriste de form., naturalisé français, résidant en France, ayant travaillé ds entreprises argentines. Expér. contrats et appels d'offres. Souhaiterait trouver situation à temps complet dans entreprise française travaillant avec l'Amérique latine. Disponible pour voyager ou s'installer à l'étranger. Disposé à apprendre les éléments techniques spécifiques aux besoins du poste. Ecrire s/nº 6.003 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 23 ans, dégagé O. M., diplômé en marketing, anglais-espagnol courant, rech. poste fixe dans service marketing ou équivalent. Ecrire nº T 022.082 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR 38 ANS expérience fabrication et ventes en P.V.C., polyester, isolation, étudie toutes propositions techn. ou commerciales, France et étranger. Dispon. de suite. Ecr. nº T 022051 M Régie-Presse 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

EXPORTATION RESPONSABLE COMMERCIAL H., 38 ans, formation export, anglais, espagnol. Expérience à l'étranger. Ecr. nº T 022052 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

HOMME, 35 ans
CHEF DE VENTE
Expér. prof. 12 a. (matériel bureau et fourniture, esthétique professionnel, T.V., auto-radio). Rech. place équivalente sr Paris ou rég. paris. Libre de suite. Ecr. s/nº 2.745 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION
42 ans
Solide expérience ds domaines :
- Secrétariat Général Administratif et Juridique ;
- Direction Personnel et Relations Sociales ;
- Relations extérieures ;
- Achats, Services intérieurs.

Format. Droit + I.A.G. + Perf. divers, sens commerc. dévelop.

Cherche poste confiance ou opportunité motivante Paris ou Région Paris. Libre de suite.

Ecr. nº 2.754, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

EXPLOITANT BANQUE
Cadre 45 ans, 20 ans expérience Formation commerc. supérieure cherche DIRECTION ou poste à responsabil Province. Tr large expérience. Réf. premier ordre. Ecr. s/nº 2.746 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

M. 22 a., dessinateur publicité, formation Ecole Sup. des arts modernes Lib. O.M., ch. emploi PARIS ou GENNEVILLIERS M. Arnoult, 40, rue P.-Timbaud, 92230 GENNEVILLIERS. Tél. : 798-38-27.

INGÉNIEUR

études, exécutions, chauffage VMC climatisation, froid
43 ans

Arabe parlé, expérience gestion, grands chantiers, références premiers plans contrôlables. Bons contacts humains.

Travaillant sur objectifs et respect de la marge disponible et dynamique

recherche poste

NÉGOCIATEUR INTERNATIONAL

Sur Afrique du Nord et pays arabes

Accepterait reconversion si poste à responsabilité.

Ecrire sous le Nº T 022.344 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

JURISTE INTERNATIONAL
26 ans, expérience C.E.E. et bureau d'études, anglais et allemand, cherche situation temps complet ou partiel. Ecrire sous réf. 639 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

EN POSTE, 33 ans,
INGÉNIEUR CHIMISTE
recherche poste haut niveau expérience TECHNIQUE - ECONOMIQUE
Etudie toutes propositions. Ecr. nº T022.753M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ATTACHÉE DE DIRECTION
32 ans
formation sup. plurivalente. Sachant analyser, rédiger, organiser. Sens des relat. publiques. Efficace et fiable. Angl., Italien. Cherche situation à responsabilité dans équipe dynamique.
TEL. : 544-52-32.

JEUNE FEMME 33 ANS
Format. supér. littéraire, droit, 8 ans professorat, expér. de la communication, des relat. humaines, express. écrite. Sens artistique, offre collab. (tps partiel accepté) domaines préférentiels : — Edition product. musicale, édit. littéraire, presse, public. Ecr. nº T022.132M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Homme, 29 ans, Maîtrise Sciences et Technique, Diplômé Institut Agr. Nord. BRANCHE
AGRO-ALIMENTAIRE
recherche situation stable PARIS ou rég. parisienne. Ecrire : SEICAP, 113, bd Haussmann, PARIS-8e.

J.F., 32 a., école de commerce, licence anglais. Exp. crédits export et contentieux export, espagnol, cherche emploi sim. ou commerce internat. Cadre. Ecr. nº 2.735 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H., 26 a., droit intern. + sc. Po. Excellente cult. générale, grande faculté d'adaptation, étud. toutes proposit. TOMNE, 17, rue Mesnil, 75016 PARIS.

SECRETAIRE DE DIRECTION 36 ans, licenciée d'anglais et parfaitement bilingue, recherche situation. Ecr. nº 2.723 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

FEMME canadienne bilingue cherche travail bibliothèque tourisme, bureau, C.V. fourni sur dem. Téléph. : 354-15-77.

J.F., 29 ans, maîtrise biologie humaine - Doctorat 3e cycle toxicologie. Connaiss. anglais enseign., rech. histo-embryonn., cherche emploi région paris. Ecr nº 2.749 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Cadre techn., cond. de travaux, 38 ans, 7 ans expér construct. plates-formes pétrolières, lang. étrang. ch. poste Libre rapid. Ecr. nº 2.751 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

AUDITEUR INTERNE ET/OU EXTERNE, 45 ANS, très qualifié, expériences pratiques anglo-saxonnes et françaises. Cabinets, Grandes Entreprises, P.M.I., P.M.E., rech. temps partiel. Paris - Lyon - Savoie. Ecr. nº 7136 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

INGÉNIEUR 52 ans, expert en nuisances acoustiques près les tribunaux cherche poste temps partiel ou complet cabinet d'expertises, cabinet d'assurances ou d'architecte, Paris ou proche banlieue Libre de suite. Tél. 202-85-04

Femme, 32 ans, maîtrise Sciences Economiques, langues : anglais, espagnol. Expérience professionnelle : gestion, relations humaines, formation continue, traductions. Cherche emploi ou interventions ou travaux divers et ponctuels, Paris ou Caen. Tél. (31) 85-14-18 ou écrire au « Monde » qui transmettra.

Français, cuisinier, pâtissier cherche pl. stable ou extra France et étranger. Tous pays libre. Tél. 724-65-16

J.F., 31 a., document. maît. soc. exp. prof. secrét. et charg. étude urbanisme, rech. empl. Paris ou pr. banl. Ecr. Mlle Pissler, 104, avenue Simon-Bolivar, Paris 19e

ACTIF, CREATIF, IMAGINATIF + 2 FOURG. RENAULT 4-6 CV + LOCAUX PARIS CHERCHE INDUSTRIE, SERVICE, ETC. 366-58-26

B.B.A., quadrilingue, 5 années exp. Boncorps Ch., 117, rue Championnet, 75018 Paris 251-38-33

J.H., Français, 30 a., docteur math, maîtr. informat. Anglais, allemand, ch. situat. mi-temps ou temps complet. Ecr. nº 2762 « le Monde » Pub.

H., 30 ans, ex-pompier de Paris rech. place stable agent sécurité ou pompier de service. Tél. 347-04-58

J.F., 30 ans, documentaliste cadre diplômé lic. lettres 8 ans d'expér. en document. angl., espagnol, dactylo. cherche poste documentaliste. Ecr. nº T 022127 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

CHEF DE SERVICE comptable et financier 42 ans, 20 ans pratique compt. générale et analytique, bilan, toutes déclarat. fisc. et sociales, contrôle de gestion, budget, prévision, relation bancaire, gestion et politique du personnel cherche place 12.000×13. Ecr. nº T 022041 M Régie-Presse 85, bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.F., 25 a., 6 ans expér. bonne présentation, sens responsab. dynamique, aimant travail varié, contacts, voyages, rech. poste stable, collaborat. dans P.M.E. à Paris. Libre fin octob. Ecr. nº 98206 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Expert comptable mémorialiste cherche emploi temps partiel apr.-midi, Cabinet ou entreprise. Tél. apr.-midi 045-53-25

M. 23 a., dessinateur publicit. formation Ecole sup. des Arts modernes. Lib. O.M., ch. empl Paris ou Gennevilliers. M. ARNOULT, 40, rue Pierre-Timbaud, 92230 Gennevilliers Tél. 798-38-27

Jne ETUDIANT permis V.L. ch. emploi de 6 h. à 12 h. Paris Tél. 763-92-42 matin.

Homme, 30 ans, 6 ans profession banque + 6 ans bâtiment (aide-conducteur de travx) + stages de gestion à ECCIP, ch. emploi bâtiment, entretien, rénovation. Région parisienne. Ecr. nº 6002 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

J. H., 34 ans, possédant licence sciences économiques expér. du commerce, rech. emploi serv. commercial ou administratif. Ecr. SOREGA 52, rue du Rendez-vous, PARIS-12e

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez
JNE DIPL. - CADRE CONF.
HEC - ESCP
IEP - SC. ECO - IAE - DECS
AFIPEC 281-13-44.

H. 30 a., maîtr. droit privé. Inst. d'administ. des entrepr. Inst. du commerce international RESP. DES VENTES EXPORT pour le Moyen-Orient, secteur médical. Etud. ttes propositions. Ecr. nº 2.733 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE FEMME 32 ans accept. poste Paris ou étranger.
- Doctorat en sociologie.
- Expérience enseignement et formation adulte.
- Bne aptitude à la rédaction.
- Sens des relations publiques.
- Secrétaire éventuelle.
- Initiative, dynamique, gaie.

TEL. : 363-82-11.

Je ne suis pas sténo, mais j'ai 28 ans, une licence de psycho + 2 langues : anglais, espagnol, des notions de comptabilité et de dactylo. Je peux être la Collaboratrice que vous recherchez. TEL. : 990-57-65.

Jeune Femme 22 ans diplômée E.S.C., anglais courant, bon all. cherche situation, étudierait ttes propositions. Ecrire sous référ. T 022.227 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 28 a., docteur ès Sciences Eco, diplômé étud. comptables supérieures recherche stage en cabinet expertise comptable en vue de la prépar. des C.E.S. Ecr. nº T 022.238 F R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE HOMME, 29 ANS
- BTS commerce internatioal.
- Diplômé angl. (profeciency), arabe courant.
- Expérience banque (Crédoc). Etudie toutes propositions France-étranger (Moyen-Orient). Libre de suite.

Ecr. nº T 022.250 M R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Femme 24 ans 2 D.E.A. : — Droit privé et des affaires. — Droit civil approfondi, notions anglais, allem., espagnol. Cherche emploi cadre service jurid., administr. ou direction du person. Disponible de suite. Etudie toutes propositions. TEL : 823-63-14.

RHONE-ALPES INGENIEUR INFORMATICIEN spécialiste en implantation et en direction de moyens et minis systèmes. J'ai 17 ans d'expér. J'offre a S.S.C.I. collaboration ponctuelle pour intervenir a tous niveaux sur étude de mise en place chez l'utilisateur. Ecrire sous réf. T 022.147 Régie-Presse 85 bis, r. Reaumur, 75427 Paris.

Directeur Equipement MEDICO-SOCIAL, 45 ans, expér. importantes, excellentes réf., cherche poste haut niv. responsabilités, région Paris. Ecr. nº 3.993 M - BLEU, 41, av. du Château, 94300 VINCENNES.

J. F. English Oxford graduate secks teaching job Paris. TEL. : 921-34-47.

J. F. 24 ans, DEA, Sc. Eco., licence d'anglais, certificat de l'Institut des Hautes Etudes internationales. Anglais, allemand courants. Stage dans banques. Etudie toutes propositions. Ecr. nº T 022.236 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 27 a., dipl. école supér. améric., exp. commerce, relat. publ., étudie ttes propos., temps plein ou partiel. Ecr. Berthault 68, bd de Bercy, 12e, 345-34-55.

ETUD. ANGLAIS D'OXFORD en langue vivantes (fr.-esp.), CH. TRAVAIL EN FRANCE : dactylo, permis de conduire. John Gibbons, 73 Ludlow Rd., Birminghan B8 3BN. ANGLETERRE.

DIRECT. ADM. ET FINANC. 52 ans, niveau Exp. + Sup. Co. + I.A.E. Fort potentiel travail, longue expér. direct., administr. et gest. entrep. Parlant anglais. Ecr. nº 2.758 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. étud. supér. lettres Celsa exp. enseign., relat. extérieures, sachant analyser, rédiger cherche patron sympathique, créatif presse, édition, publicité ou autre. Téléphone : 325-41-67.

traductions

Demande

Traductions anglais-français, français-anglais techniques par ingénieur diplômé. T. 264-81-14.

Monsieur, 39 a., germaniste, cult., exp., ch. emploi traduct., ou ferait travaux de traduct. Ecr. nº 7.117 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e ou téléphoner : (63) 60-52-05.

information divers

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amérique, Asie) Demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

capitaux ou proposit. com.

Disposons marchés potentiels importants, complexes agro-alimentaires clés en main, pour conserverie, fruits et légumes, jus de fruits. Adressez proposition sous référence 6.018 à P. LICHAU S.A., BP 220, 75063 Paris, cedex 02 qui transmettra.

LE CONTINENT AMERICAIN vous offre le marché de 600 millions de consommat. Nos serv. pourraient implanter pour vous : Représentations Etudes de marché. Campagnes publicitaires et bureau correspondant. 1er contact et propositions à : G.B. 600 Nord-Est 36 th Street 17050 Miami Florida 33/37 USA.

15 km de NICE médecin généraliste vend cause nomination, clientèle médicale + matér. 100.000 F. 16 (93) 54-27-50.

Propositions diverses

LETTRE « D » Lettre Mensuelle d'informations pour DIVORCE (E). Sur abonnements. Téléphone : 535-02-57.

cours et leçons

Cours particulier d'Allemand donnés par diplômée CAPES Tél. : 324-42-17.

Elève ingénieur propose cours maths, physique. Préparation bac + concours. Tél. : 522-11-80.

L'immobilier

appartements vente

2e arrdt.

PARIS 2e près GDS BOULEVARDS beau 2 P. tt cft. Vis. s/pl. mercredi 14 h. 30-17 h. 30, 11, rue de la Lune ou 277-62-23.

Près jardin PALAIS - ROYAL Imm. 17e S. Charmant pied-à-terre, tt cft, gde terrasse. Soleil. 354-91-16 le matin.

3e arrdt.

MARAIS - 6 P. - 354-95-10 **MAISON** 180 M2 TERRASSE Charme, bruit. Soleil. Luxe.

4e arrdt.

ILE SAINT-LOUIS 125 m2 derniers étages. Style petite maison. 633-29-17 - 577-38-38.

MARAIS Jolie maison, 4 chbres, 135 M2 + TERRASSE 30 M2, état neuf. Profession libérale. 633-29-17 - 577-38-38

HOTEL MANSART PRES PLACE DES VOSGES appt exceptionnel de 210 m2, PLAFONDS PEINTS PARQUET VERSAILLES s. de bains, cuisine modernes. Prix : 3.800.000 F. GARBI - 567-22-88.

S/PIAZZA BEAUBOURG face Centre Pompidou luxueux 4/5 pièces 150 m2 + parking. Imm. façade classée. Livraison immédiate. **OFIBA. - TEL. 296-53-07**

5e arrdt.

SORBONNE Liv. + 2 chbres tt cft Asc. dans bel. renovat. 800.000 F. - Poss. créd. - 585-41-20

6e arrdt.

LUXEMBOURG Magnifique appt de récept., 2 chambres, 2 bains, 220 m2. EMBASSY SERVICE - 562-03-48

7e arrdt.

R. VALADON R.-de-C. Beau Studio., cuis.,bains. GARBI - 567-22-88.

ECOLE MILITAIRE **5 P.** étage élevé, parfait état. 633-29-17 - 577-38-38

8e arrdt.

Champs-Elysées même part. vd 42 m2, rénové, neuf, soleil, lux, calme. 600.000 F. Tél. : 562-43-55.

9e arrdt.

4, av. Trudaine, s/verd., splend. 3 P., à amén., balcon, pl. soleil. S/pl., mardi-mercredi, 11 à 17 h.

Dans imm. pierre de taille **5 P.** 150 M2, cuis., s. de bains, w.-c., 2e ét. Px 900.000 F. Tél. au 379-83-69

14e arrdt.

2 Pièces, S. de B., cuisine. Prix 210.000 F. Tél., de 12 à 14 h. et après 19 h. au : (16-86) 62-17-74.

SAINT-JACQUES 14e moderne, 4 p., bains, 100 m2, 9e étage, loggia, 2 parkings. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05.

15e arrdt.

Mº BOUCICAUT-LOURMEL 30, RUE LACORDAIRE Livraison juin 1981 Petit immeuble très bon stand. **STUDIOS 2 P** 34 m2 44 m2 **VRAI 3 P.** 78 m2 + balcons **DUPLEX** (3-4 et 5 pièces) 131 - 144 m2 terrasse. Sur place de 14 h à 17 h 30, ou BEGI : 267-43-57 - 267-48-01

16e arrdt.

AV. FOCH, très grand standing, 4 Pces, gde galerie, 240 m2, professionn. autoris. : 3.250.000 F. « TAC » : 329-33-30.

EXELMANS Imm. récent, étage élevé, double exposition, plein soleil, loggia, 3-4 pièces bien équipé. Très bon PLAN - IMPECCABLE H. LE CLAIR - 359-69-36

JASMIN PETIT IMM. et ASC. personnel **6 P.** tout confort rénové. Nombreux sanitaires. **PRIX 1.350.000 F** POSSIB. PROFESS. LIBERALE Lundi, mardi, merc., 13 à 18 h : 6, RUE RENE-BAZIN ou Tél. 539-75-49

17e arrdt.

R. de COURCELLES bel imm. Pierre de T. stand., 6 Pces, 175 m2 environ excellent plan 1.800.000 F. Tél. H.B. 261-84-52

RÉNOVATION 17e rue Guy-Moquet **STUDIO au 4 PIÈCES** dans immeuble en pierre de taille, entièrement rénové. **OFIBA - 296-53-07/53-19**

19e arrdt.

BUTTES-CHAUMONT Rez-de-ch. sur jardin très beau studio 42 m2. Merc.-jeudi, 14-18 h : 31, r. Cavendish

77 Seine-et-Marne

CHELLES 77 15' gare Est Superbe appart. ds résidence F 5, surf. habitable 105 m2, cuis., s. bains, séjour 35 m2, 3 chbres + balc. Cave. Prix 290.000 F. Tél. après 19 h. au 020-85-46

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-MADRID - CALME : 63 m2, à renover : 650.000 F box. Tél. : 280-28-23, le matin.

93 Seine-St-Denis

BONDY CENTRE 5' gare - Bel immeuble rapport 370 m2 surface développée 6 appts dont 3 libres de toute occupation. Prix 651.000 F. **ACB** 60, rue Jules-Guesde, BONDY - 847-28-09

94 Val-de-Marne

CHARENTON avenue Gravelle, face au Bois : immeuble récent, luxueux, living + 3 chbres, balcon, sanitaires, 127 m2 + box, sous-sol. Téléphone - Micot : 344-43-87.

appartements occupés

115.000 F. CRED. 80 % Imm. pierre de t., tapis escal., parfait état, 2 p., entrée, cuis., wc, poss. s. d'eau Occupé dame seule. Droit reprise. Vr pptaire mardi de 18 h 30 à 19 h 30 : 7, rue AUGUSTE-CHABRIERE

appartem. achat

URGENT, PAIE CH. NOTAIRE 2 à 4 p., Paris, av. ou ss travaux. — Mme LEULIER, Tél. : 261-68-81, ou le soir : 900-84-25.

Part. à part. achète appt 3 ou 4 p., cuis., w.-c., s. de bns à rénover dans immeuble ancien dans le 13e ou le 14e arrondt. Tél. : 707-77-58 après 20 heures.

RECH. appts 1 à 3 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travx. Paiem COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e 566-08-75 rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

pavillons

Plessis-Trévise (94), 5 m. RER, quartier résidentiel, vends pav. avec 2 apparts de 110 m2, sous-sol total et grenier, garage pour 3 voitures, jardin 700 m2, toutes commodités. - Tél. : 576-35-44.

ISSY-LES-MOULINEAUX **BEAU PAVILLON** 8 pièces tt confт, gar., sous-sol, jard. Près Mº. Prix 1.150.000 F. 735-70-87

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 PIECES. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. : 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE **LOYERS GARANTIS** rech. 1 à 6 p., pr banques et ambassades. Tél. : 705-54-78.

locations meublées Offre

Paris

JARDIN PALAIS-ROYAL VUE EXCEPTIONNELLE 120 m2, gd liv., 2 ch., 2 bns, Tél., 8.500 F., ch. c., 520-15-86.

locations non meublées Offre

Paris

PRES CENTRE POMPIDOU imm. caractère, conft, ascens., entièrement rénové et libre : PLUSIEURS 2 PCES, 2.500 F à 2.800 F par mois. Tél. 544-58-38.

ST-MICHEL, petit studio avec poutres, bloc kitchen., bains, TEL., peinture neuve : 1.410 F charg. compr. CPI : 260-19-38.

TRINITE, imm. neuf, standing, studio, 28 m2, parking, bains marbre, 1.500 F + charges. Pr rendez-vous, Téléph. : 260-19-38.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-82.

ORSAY Belle résidence dans parc privé. Park. Tél. 3 pièces, 2.175 F charg. compr. 5 pièces, 2.965 F charg. compr. H. LE CLAIR - 359-69-36

NEUILLY ILE DE LA JATTE Du studio au 5 pièces. Visite sur place mardi de 14 h 30 à 19 h : 212, boul. Bineau, ou Tél. au 776-42-21 (poste 45-57).

hôtels-partic.

En EXCLUSIVITE **à NEUILLY** 2 maisons avec jardin SAINT-JAMES et près 17e, 280 m2 et 300 m2 habitables + service et garage. Aménagement récent raffiné Claude ACHARD : 637-14-56 624-76-97

immeubles

RECHERCHE IMMEUBLE LIBRE OU OCCUPE PARIS PROCHE BANLIEUE. **265-64-11 - P. BLUM**

viagers

LIBRE DANS TROIS ANS 7e SOLFERINO - BEAU 3 PCES actuellement loué 3.500 F mens. Revenu pour l'acquéreur. Prix 260.000 F + 7.000 F mens. **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00

SAINT-MANDE, 2 Pièces, tout confort, 2e étage, ascenseur, occupé, 75 ans, 160.000 F sans rente. LODEL - Tél. : 355-00-41.

villas

10 km VERSAILLES VILLA 1972 plain-pied, 175 m2, séjour 40 m2, cuis. équipée, 4 chbres, 2 bains, garage 2 voit, chauffage gaz. Jardin 800 m2 - Calme - Soleil. Prix : 735.000 F - 954-68-00.

PARTICUL. vend cause départ villa neuve, R.-de-C., 1er étage, 200 m2 au sol, 5 chbres, séjour 40 m2, dépend., terrain 5.000 m2, vue imprenable sur rade. Prix : 1.500.000 francs. Téléphone : (16-44) 54-35-01.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE CENTRE. Belle villa pierre sur 700 m2, beau jardin, séjour dble, cheminée, bur., gde cuis. équipée, office, 3 chbres, bains, grenier 70 m2 aménagé, sous-sol total, chauffage gaz, garage. Prix 1.050.000 F. Tél. 954-68-00.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIETES — siège-secrétariat tous services — **ASPAC** PARIS 8e 258.00.50+ PARIS 9e 281.18.18+ — votre SIEGE SOCIAL — délais rapides - prix compétitifs

CONSTITUTION de S.A.R.L. **TELEX** Secrétariat téléphonique Domiciliations artisanales et commerciales Tous services **355-17-50**

CONSTITUTIONS ET TOUS ACTES DE SOCIETE TOUS ACTES DE CESSIONS de fonds de commerces et parts Tél. : 271-63-13

CHAMPS-ELYSEES loue directement un ou plusieurs bureaux dans immeuble de bon standing. Téléphone : 563-17-27.

Votre SIEGE SOCIAL AV. SECRETARIAT TELEPH., CONSTITUTION DE SOCIETES, ACTE S.A. PARIS : 261-80-88. MARSEILLE : (91) 93-11-13.

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 à 250 francs par mois. CONSTITUTION DE SOCIETES G E I C A 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e. Tél. : 296-41-12 +.

fonds de commerce

OCCASION UNIQUE à PAU (Pyrénées-Atlantiques) A vendre cause départ **AGENCE INTÉRIMAIRE** Fonds + murs, prix intéressant. Ecrire sous nº 21.784 à SOPIC, B.P. 31, 67001 Strasbourg cedex.

locaux commerciaux

APPEL D'OFFRES — A louer à SAINT-DENIS, cite Pt-Allendé, à 100 mètres de l'université, un local commercial de 140 m2 au sol et 100 m2 en sous-sol : TOUT COMMERCE (Restauration de préférence) — Offre financière à adresser à : O.P.H.L.M., 4, boulevard Félix-Faure. 93200 ST-DENIS.

LA STE MARCH. DE BIENS la plus importante DU SUD DE LA FRANCE

Boutiques

VENDS très belle boutique de style, P.-à-P. hommes, centre ville + de 35.000 hab. Val-de-Loire, surf. 110 m2. Prendre contact au : (41) 51-02-69.

propriétés

BOURGOGNE Site calme, jolie vue. Grande demeure 10 p., cft, cave, gren., gar., appt gard. Jard. 6.000 m2. 2 terrasses. Près MONTCEAU. 700.000 F. - Tél. (1) 603-01-54.

100 km autoroute Est - Charme **MAISON PAYSANNE** 500 m2, grand confort - 354-95-10

70 KM. AU SUD DE PARIS Près MALESHERBES, 216 m2 habitables, sur 5.800 M2 de TERRAIN, MAGNIFIQUEMENT AMENAGE. - Tél. : 380-29-87.

Dordogne, ferme restaur., 10 P., parc 8 ha, 600.000 F. Ag. Desplat, 19, r. Libération, 24400 Mussidan. Téléphone : (53) 81-01-98.

MARSEILLE (14 km.) 24 ha : gde bastide, bâtiments anciens, bois, vignes, cultures, environn. intact. GOUIN, Tél. : 589-64-96.

TARN Près ALBI, aux environs de la cité médiévale de Cordes NOMBREUSES DEMEURES ANCIENNES DE CARACTERE avec terrain, à vendre totalement restaurées ou à restaurer avec ou sans notre concours. Propriétés agricoles. Sté Castel Club P. BARRIER, 81170 CORDES Tél. (63) 56-02-07

terrains

ANTONY, beau terrain résidentiel, 1.610 m2, 497 F le M2. PESCHARD : 666-00-27.

BEAULIEU-S/LOIRE (45) DANS ZONE PROTÉGÉE (VIGNES) Particulier vend terrain à bâtir 2.000 m2, façade 24 m, eau sur terrain électricité très proche. PRIX 70.000 F.

Tél. le soir après 19 h 30 : 528-05-05

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

RANCHO grand raid 80, prix intéressant, toutes options. Tél. : 374-97-95.

8 à 11 C.V.

504 GL DIESEL cuir., T.O., 1re main, modèle 77. Téléphone : 861-01-33, H. de B., ou après 20 heures : 427-02-15.

BAGHEERA 7 CV, 1978, 40.000 km., très bon état. - Téléphone : 374-97-95.

12 à 16 C.V.

Vends, cause double emploi : splendide coupé Mercedes modèle 1980 - type 280 SLC, bleu métallisé, sièges cuir, boîte automatique - options. Téléphone : 29-63-05-29.

Divers

NEUBAUER vend et loue PEUGEOT **EXCEPTIONNEL PRIX COUTANT** sur derniers modèles 1980 disponibles. M. Gérard, Téléphone : 821-60-21.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

L'archéologie est de retour

Un peu plus de sérieux

Les travaux de construction du parking souterrain du parvis Notre-Dame ont permis de découvrir des vestiges considérables sur le Paris du troisième siècle. A Epône, dans les Yvelines, les ouvriers qui, en 1974, creusaient les fondations d'un lotissement firent apparaitre une nécropole mérovingienne. La liste peut être allongée à l'infini. Trop souvent, les archéologues ne peuvent intervenir que parce qu'un coup de pelle ou de pioche bienheureux a mis au jour un témoignage de notre passé.

Il serait temps de passer de cette « archéologie d'urgence », au coup par coup, à une « archéologie programmée ». Une équipe de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF, animée par un jeune archéologue, M. Gilles Antier, travaille dans ce sens. Elle a publié dans un numéro des cahiers de l'IAURIF les fruits de ses travaux : « L'archéologie dans l'aménagement de l'Ile-de-Franc » (1), et s'efforce d'appliquer concrètement ce qu'elle propose. Une expérience originale est ainsi menée, non sans difficulté, à Marolles-sur-Seine, en Seine-et-Marne.

Les archéologues ne demandent pas l'impossible. Ils souhaitent simplement que les sites archéologiques soient répertoriés plus sérieusement (on ne connait que 10 % des douze mille à quinze mille sites qui doivent exister en Ile-de-France). Il faudrait alors les inscrire dans les *documents d'urbanisme* (plan d'occupation des sols, schéma d'aménagement et d'urbanisme). Non pour geler définitivement des terrains, mais pour délimiter des secteurs de recherche. Ceux qui voudraient y construire seraient tenus de prévenir les archéologues suffisamment tôt pour que ces derniers aient le temps d'effectuer leurs fouilles.

Le « risque archéologique » devrait même être un des éléments de choix entre divers tracés possibles de voies nouvelles ou de localisation des équipements. Comme l'écrit M. Antier : « *Il convient d'aborder les ressources archéologiques au même titre que les préoccupations de sauvegarde des paysages, de l'environnement, des monuments historiques, des richesses naturelles, de la faune et de la flore.* »

(1) IAURIF, 21-23, rue Miollis, 75015 Paris.

PARI DIFFICILE A MAROLLES-SUR-SEINE

Les bulldozers sauront-ils modérer leur fougue ?

QUELQUES centaines de mètres *avant* d'arriver à Marolles-sur-Seine, à gauche de laroute, une large saignee poussiéreuse où des poids lourds se croisent en un ballet incessant s'enfonce au cœur du petit bois des Motteux.

C'est la future ligne du T.G.V. qui *s'inscrit dans le prolongement* du pont en cours de finition sur la Seine entre Montereau et Saint-Germain-Laval. D'ici trois ans, les rames du train Paris-Lyon passeront à pleine vitesse à 2 kilomètres de la commune. De l'autre côté de la nationale, des plans d'eau, des dragues et encore des camions...

Les spécialistes de l'IAURIF ont choisi de tenter ici une expérience unique en son genre : faire figurer dans le plan d'occupation des sols (POS) de cinq *petits villages seine-et-marnais* les sites archéologiques existants et supposés. La plaine alluviale entre l'Yonne et la Seine, distante seulement de quelques kilomètres, est riche en emplacements archéologiques, et, depuis la découverte il y a une vingtaine d'années d'une grande nécropole protohistorique (1) au Gours des Lions, les chercheurs sont persuadés de la présence d'autres vestiges importants datant de l'âge *du bronze et du fer.*

Les municipalités de Marolles-sur-Seine, Darbey, Misy-sur-Yonne, Courcelles-en-Bassée et La Brosse-Montceaux, réunies au sein du groupement d'urbanisme des « deux fleuves », se sont donc vu proposer une assistance technique destinée à permettre d'aborder avec plus de précision la réflexion nécessaire sur la protection des sites archéologiques. Déjà depuis 1974, dans divers endroits, certains archéologues départementaux ont plus ou moins été associés à la préparation des plans *d'occupation des sols mais sans* que leurs conclusions soient prises en compte dans le dossier final. A Tavers, dans le Loiret, par exemple, une liste des sites archéologiques a été inscrite en annexe au POS.

Dans le cas des « deux fleuves », *il est prévu que les* données archéologiques (emplacement, qualité et intérêt) seront incluses dans le rapport de trois façons. D'abord un paragraphe évoquera les risques archéologiques, ensuite certains éléments du site souterrain figureront dans le règlement, et enfin ces données seront insérées dans la présentation et le constat.

Ce programme original et ambitieux a reçu l'approbation *totale du maire de Marolles*, M. Jean Dumoulinneuf (modéré favorable à la majorité). Ses confrères paraissent cependant *moins concernés.* Exploitants agricoles pour la plupart, ils considèrent le plan d'occupation des sols comme une réalité et s'attachent à en étudier avec soin toutes les orientations lors des réunions des groupes de travail. Mais l'archéologie semble à *des millénaires de leurs* préoccupations quotidiennes. Ils ne sont pas opposés à une éventuelle protection des sites et partagent l'opinion de M. Michel Prudhomme, représentant de la chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, qui estime qu'une telle *initiative ne peut que favoriser* l'agriculture en la mettant à l'abri de toute construction ou de l'extraction du sable. Mais, visiblement, la préservation des vieilles pierres enfouies dans le sous-sol ne constitue pas leur souci majeur.

Où l'on reparle des sabliers

Entre l'enthousiasme du maire de *Marolles*, convaincu que les choses doivent aller vite et bien, et la prudence toute paysanne des autres élus, il y a un fossé. « *M. Antier, de l'IAURIF, est venu nous exposer son projet au cours d'une réunion,* précise M. Philippe Savourat (sans étiquette), *maire adjoint de Marolles. Il a sorti de beaux plans quadrillés et nous a expliqué comment on détermine l'emplacement des vestiges archéologiques sur une carte. Mais nous ne savons rien de plus. Je me demande même si le projet n'est pas au point mort.* » Les agriculteurs ont déjà fort à faire avec la définition des zones de leur POS, alors, l'archéologie...

« *L'idée générale est intéressante,* dit pourtant M. Claude Grain (sans étiquette), maire adjoint de La Brosse-Montceaux, *mais l'application risque de poser des problèmes. J'ai peur que, mis en présence de vestiges quelconques, les sabliers n'oublient de jouer le jeu et qu'ils ne fassent disparaitre purement et simplement toute trace encombrante. Il suffit d'un coup de bulldozer malencontreux.* » Le fait que M. Dumoulinneuf ait pendant de longues années appartenu à la direction d'un groupe sablier pourrait passer pour une garantie de la bonne volonté des carriers en ce domaine, mais M. Michel Lavaux (sans étiquette), le maire de Barbey, partage le *scepticisme* de ses collègues : « *A Misy-sur-Yonne, une villa romaine qui avait été mise au jour a été rapidement détruite avant l'arrivée des archéologues. Et les exemples ne manquent pas. En réalité, le principe est difficilement applicable, à moins de placer un gendarme près de chaque site supposé.* »

La vieille antipathie à l'égard des *exploitants de sablières* refait surface a cette occasion. D'après le SDAU, le secteur situé entre les deux fleuves est destiné à l'extraction du sable. Aussi, lorsqu'on vient leur parler d'archéologie, les agriculteurs du coin répondent : « *De toute façon, la plaine sera recouverte par les eaux dans quelques années. Seule la voie du T.G.V. émergera. On voit mal comment protéger les vestiges préhistoriques qui seront dessous...* »

C'est peut-être là que l'initiative des technocrates parisiens a sa raison d'être. En délimitant très précisément les sites qui pullulent dans la région (des repérages aériens permettent d'en déceler des dizaines à chaque *sortie). Il sera plus facile d'obtenir* la participation efficace des carriers, considérés ici comme des destructeurs en puissance. L'exemple de Pincevent, à 10 kilomètres de Marolles, plaide en leur faveur. Depuis plusieurs années, les archéologues reprennent leurs *fouilles chaque* été au beau milieu des sablières, à proximité des pelles mécaniques, dont aucune n'a encore endommagé le moindre vestige de ce qui s'est avéré être l'un des plus importants sites archéologiques d'Europe occidentale.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

(1) La protohistoire étudie les événements antérieurs à l'apparition de l'écriture, c'est-à-dire qui *se sont déroulés entre le troisième* et le premier millénaire avant J.C.

Vingt années de fouilles dans le musée de Nemours

AVEC quelques mois de retard sur les prévisions, le Musée de préhistoire d'Ile-de-France à Nemours devrait être prêt à recevoir les visiteurs à la fin de ce mois. *Bien qu'il ait une vocation régionale,* ce *musée* construit de 1977 à 1979 par l'architecte Rolland Simounet, a été financé par le département de Seine-et-Marne. Il accueillera les collections mises au jour ces vingt dernières années dans les fouilles *effectuées en région parisienne.*

De *nombreux* objets sont sur place depuis un an, mais le conservateur, M. Jean-Bernard Roy, *et son équipe doivent* se livrer à un énorme travail d'inventaire. Ils estiment en effet que, faute de place, les neuf dixièmes des découvertes ne *pourront être présentées* au public et resteront en réserve.

A l'heure actuelle, le programme de vitrines est *dans sa phase* finale et les peintres mettent la dernière touche aux deux moulages de sol qui constituent l'aspect le plus spectaculaire de *l'exposition permanente* : un de 60 mètres carrés représente un groupe de foyers de Pincevent ; *l'autre, plus petit, provient du* gisement d'Etiolles, près de Corbeil.

Les animateurs, qui ont la volonté d'accueillir un grand nom*bre d'écoliers et d'étudiants,* envisagent de recourir largement à l'audio-visuel. Grâce à ce musée, le public aura accès aux *richesses* archéologiques qui somnolaient jusqu'à présent dans les locaux de la direction régionale des antiquités préhistoriques.

C.-L. P.

(*) Musée de préhistoire d'Ile-de-France, avenue de Stalingrad, 77140 Nemours. Tél. : 428-40-37.

LA CRYPTE DE NOTRE-DAME

Lutèce et les visiteurs presse-boutons

LA crypte archéologique se signale par des dalles de pierre un peu plus foncées sur le parvis de Notre-Dame à Paris : le dessin d'anciennes rues et d'une église aujourd'hui disparues. Là-bas, du côté de la préfecture, derrière un petit bosquet, un escalier s'enfonce dans le sol. C'est celui-là qu'il faut *emprunter pour en découvrir* l'entrée.

Tout de suite, le *visiteur* est surpris par l'ambiance qui règne là. Une fraicheur revigorante en cette fin d'été, très peu de lumière pour un œil mal habitué et, çà et là, quelques tâches ocres ou bleutées qui apparaissent subrepticement pour s'évanouir un peu *plus* tard. Petit à petit, on découvre en contrebas d'un promenoir les vestiges, de l'époque gallo-romaine au dix-neuvième siècle, de ce qui fut le cœur de la cité, le centre nerveux du pays.

Une *série* de tableaux lumineux, en français et en anglais, raconte, dès l'entrée de la crypte, l'histoire de l'île de la Cité, site privilégié, au croisement d'une route et d'un fleuve qui fut habité dès le milieu du troisième siècle avant Jésus-Christ, par un peuple celte, les Parisii, pour devenir la Lutèce gauloise, puis gallo-romaine. A *mesure* que l'on avance dans la crypte, on remonte le cours de l'histoire de ce qui devint, sous Clovis, roi des Francs, la véritable capitale du pays.

C'est en 1163, quand l'évêque de Paris, Maurice de Sully, commence la *façade de la cathé*drale Notre-Dame, que l'on trace la rue Neuve du même nom, principale curiosité de la crypte que l'on visite aujourd'hui.

Ce n'est pas la seule. La présentation des vestiges, soignée à *l'extrême*, est rendue attractive par un jeu de consoles lumineuses explicatives, dotées de petits boutons qui permettent au visiteur d'éclairer à son goût les *énormes blocs de pierre* qui formaient les fondations d'un rempart aujourd'hui disparu ou bien les restes de deux salles du troisième siècle chauffées par « hypocauste », système ingénieux de chauffage central avant l'heure que nous vous laisserons découvrir.

On a su allier ici à l'apprentissage de l'histoire de Paris le plaisir de la découverte poussé jusqu'au jeu. Ce n'est pas la moindre des qualités de cette incontestable réussite de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Une crypte superbe, le plus grand ouvrage de ce type au monde, qui n'a rien à craindre de la comparaison, c'est tout dire, avec celle du Dôme, fameuse cathédrale de Florence...

OLIVIER SCHMITT.

★ La crypte est ouverte tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. L'entrée est de 7 francs *pour les adultes, 3,50 francs pour* les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans et les personnes de plus de soixante-cinq ans, les enfants de sept à dix-huit ans devant payer 1 franc.

RÉGIONS

INAUGURATION DES VESTIGES D'UN MONUMENT HÉBRAIQUE A ROUEN

Le ministre de la culture souhaite l'ouverture à Paris d'un musée national d'art juif

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a inauguré ce lundi 13 octobre, à Rouen, le monument hébraïque découvert au cours de fouilles.

Au cours de la cérémonie à laquelle participaient le grand rabbin Kaplan, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Rosen, et M. Jean Lecanuet, sénateur et maire de Rouen, M. Lecat a précisé qu'il souhaitait que, « en 1982, puisse s'ouvrir à Paris un Musée national d'art juif qui portera le témoignage de la contribution de la culture juive à la formation de la culture française ».

Dans son discours, le grand rabbin Kaplan a rappelé les liens historiques de la France avec les juifs. Evoquant les récents attentats antisémites, il a « espéré que les nouvelles mesures gouvernementales seront cette fois efficaces ».

De notre correspondant

Rouen. — *C'est en 1976, lors de la réfection de la cour d'honneur, alors que les bulldozers arasaient le sol, que fut mis au jour, à 50 centimètres sous le niveau du sol, un édifice d'aspect roman, dont on ignorait totalement l'existence. Immédiatement le chantier était suspendu pour laisser place aux archéologues, qui ont découvert un ensemble rectangulaire de 10 mètres sur 15, avec des murs très épais — jusqu'à 1,60 mètre, — et des fenêtres en forme de meurtrières. Il y avait vraisemblablement deux étages, le niveau inférieur se situant à 2 mètres au-dessous du sol de l'époque. Le décor, portant des inscriptions hébraïques avec des motifs faisant référence à l'Ancien Testament, a permis d'affirmer qu'il s'agissait d'un bâtiment juif ; constatation d'autant plus plausible qu'il se trouve au milieu de l'ancien quartier juif médiéval de Rouen.*

Cette certitude acquise, seul subsiste un débat à propos de la destination originale de la découverte : université hébraïque ou synagogue. La première possibilité est défendue par le professeur Normal Golb, de l'université de Chicago, auteur d'une étude sur la communauté juive médiévale de Rouen D'après lui une importante activité intellectuelle et le signalement dans des textes anciens d'une synagogue à un autre endroit laissent penser qu'il s'agit d'une « école des hautes études juives ». M. Blummenkranz, maître de recherches au C.N.R.S., estime, lui, qu'il s'agit d'une synagogue. Appuyant sa thèse sur l'orientation des vestiges (ouest-est) en direction de Jérusalem et sur la présence de nombreuses inscriptions religieuses

Si le débat n'est pas clos, il reste que l'on a affaire au plus ancien monument juif d'Europe connu à ce jour Il fallait donc prévoir une mise en valeur du bâtiment dans une ville qui recèle déjà de nombreux trésors architecturaux. Les travaux de déblaiement ont été effectués rapidement, trop rapidement, ajoutent des spécialistes compétents qui n'hésitent pas à parler de « destruction archéologique à la pelle et à la pioche de première grandeur ».

Aujourd'hui le monument est recouvert de dalles de béton préfabriqué, ce qui lui donne l'aspect d'une crypte. A l'intérieur, tout a été prévu pour que l'on puisse organiser des expositions et que les visiteurs, qui pourront y pénétrer à partir d'avril 1981, aient assez de recul pour contempler l'édifice Coût total des travaux : sans doute 1 million de francs à la charge de l'Etat.

ÉTIENNE BANZET.

Faits et projets

● *Le conseil national de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (Unostra),* réuni le 7 octobre à Paris en séance extraordinaire, a adressé au premier ministre et au ministre des transports un télégramme dans lequel, dénonçant la prochaine hausse des prix du gazole, il « *demande instamment que la récupération de la T.V.A. soit enfin appliquée.* ». « *Si cette satisfaction n'est pas donnée à la profession, l'Unostra mettra en application, dans les plus brefs délais, les consignes d'actions régionales et nationales qu'elle a mises au point* », *et qui pourraient aller* jusqu'à des manifestations publiques. L'organisation juge, d'autre part, « *déterminante* » l'audience qu'elle attend du ministre des transports.

● *Honfleur ne veut pas de la Royale.* — La société des marins de Honfleur, dans le Calvados, a décidé d'exclure la marine nationale du programme des traditionnelles fêtes de la mer qui seront organisées les 7 et 8 juin 1981, et mraqueront le cent vingtième anniversaire de la création de la société. Cette décision est liée au conflit de la pêche de cet été et à l'intervention des navires de la marine nationale pour dégager les ports du Havre et d'Antifer bloqués par les marins-pêcheurs.

● *Le nouveau Palais de glace.* — Le permis de construire pour l'aménagement intérieur du Palais de glace, qui devient le théâtre de la Compagnie Renaud-Barrault, vient d'être publié au *Bulletin municipal officiel* de la Ville de Paris. Il prévoit notamment la création de deux niveaux de sous-sol et de niveaux intermédiaires (6 030 mètres carrés) et la modification des façades et des abords.

BOULOGNE-BILLANCOURT RACHÈTE LE PARC ROTHSCHILD.

La ville de Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine, vient de réaliser une bonne affaire. Depuis longtemps, les élus municipaux convoitaient les quinze hectares de la propriété Rothschild : un vaste parc planté d'arbres situé au nord de la ville, non loin de l'hôpital Ambroise-Paré. En 1978, une convention avait été passée entre la ville et le groupe Rothschild, aux termes de laquelle la ville devenait propriétaire du terrain pour 1 franc symbolique et accordait en retour au groupe Rothschild un droit à construire sur un terrain qui sert de parking à l'hôpital et sur l'emplacement du château que renferme la propriété, soit trente sept mille mètres carrés d'une zone classée jusque-là non constructible.

Mais le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'étant saisi du dossier estima que le château, « *une bâtisse quelque peu délabrée mais datant de l'époque napoléonienne* », méritait d'être conservé. Une nouvelle convention vient donc d'être signée, qui exclut le château de la zone constructible et limite à cinq niveaux la hauteur des immeubles à construire sur les vingt-neuf mille mètres carrés restants à la disposition du groupe Rothschild. — *(Corresp.)*

A PITHIVIERS DES TRANSPORTS VRAIMENT COMMUNS.

Dans la région de Pithiviers (Loiret) depuis le 28 septembre, la S.N.C.F. avec son réseau d'autobus et les transporteurs particuliers se sont groupés au sein d'une même compagnie : la Compagnie des transports départementaux du Loiret. Les tarifs ont été unifiés sur la base de ceux que pratique la S.N.C.F en seconde classe et des billets uniques sont délivrés. Les réductions traditionnelles de la S.N.C.F. sont appliquées sur tout le réseau, la signalisation des arrêts au bord de la chaussée sera uniformisée et tous les horaires mentionnés sur l'indicateur officiel de la S.N.C.F.

Le département du Loiret est le maître d'ouvrage de l'opération et le conseil général a accepté de couvrir le déficit d'exploitatoin évalué à 700 000 F la première année. Le concours que l'Etat apporte habituellement pour financer les lignes omnibus de la S.N.C.F. a pu être conservé. — *(Corresp.)*.

100 MILLIARDS CONTRE LE BRUIT.

Dans son rapport sur le bruit, qu'il présentera au conseil économique et social, M. Jean-Claude Delarue, président de S.O.S. Environnement, analyse dans les détails les causes et effets, et propose des solutions pour un mal que les Français ressentent comme étant la première des nuisances, provoquée d'abord par la circulation routière puis par les bruits de voisinage, le trafic aérien et le trafic ferroviaire.

Le rapport estime qu'une politique globale est nécessaire. Insonorisation des logements sociaux, murs antibruit, réduction du niveau sonore des véhicules... La facture peut s'élever à près de 100 milliards de francs, estime M. Delarue, qui suggère l'application d'un plan quinquennal auquel serait affecté 0,6 % du produit national brut : « *Est-ce trop cher payer pour rattraper des dizaines d'années d'insouciance ?* » demande-t-il.

CONTESTATION ANTINUCLÉAIRE A SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE.

L'enquête locale concernant le projet de création à Saint-Priest-la-Prugne (Loire) d'un centre de stockage de déchets radio-actifs a été organisée du 19 mai au 13 juin derniers. La plupart des maires des communes intéressées ayant refusé d'ouvrir leurs bureaux aux enquêteurs, des registres avaient été mis à la disposition du public dans les préfectures de la Loire, de l'Allier, du Puy-de-Dôme et les sous-préfecture de Roanne, de Vichy et de Thiers. Les conclusions du commissaire-enquêteur, M. Amathieu, viennent d'être divulguées.

Ce dernier n'a pas trouvé dans les résultats de l'enquête « *les éléments convaincants d'une opposition qui, pour le plus grand nombre, apparaît assez largement inspirée par le caractère émotionnel, voire passionnel, qui s'attache d'une manière générale à tous les problèmes de la radio-activité* ».

M. Amathieu formule toutefois des suggestions ou recommandations : la « *définition précise* » des déchets qui seraient admis à Saint-Priest, la fiabilité immédiate et à terme des ouvrages de stockage, les mesures propres à éviter la contamination des eaux.

Les opposants accusent M. Amathieu de « *parti pris* » et de « *partialité* ». Ils ont organisé et veulent organiser des manifestations. — *(Corresp.)*

M. BONNET : PLOGOFF A COUTÉ CHER.

Répondant à une question écrite de M. Louis Le Pensec, député socialiste du Finistère, qui l'interrogeait sur le coût des six semaines d'enquête publique qui ont préludé à la décision d'installer une centrale nucléaire à Plogoff, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a déclaré :

« *Le ministre de l'intérieur appelle l'attention sur le fait que les dépenses en cause ne correspondent pas au coût de l'enquête publique exigée par la loi mais à celui des opérations de maintien de l'ordre que l'agitation entretenue à cette occasion a rendues indispensables et dont le poids pèsera en fin de compte sur le contribuable ou l'usager d'Electricité de France.*

» *Les frais de cantonnement (des forces de l'ordre) au petit séminaire de Pont-Croix se montent à 117 612 francs. Ils ont été imputés sur le budget du ministre de la défense. Le coût des grenades lacrymogènes utilisées par la police nationale se chiffre à 8 600,84 F et a été imputé au chapitre 34-42, article 80, paragraphe 10 du budget du ministère de l'intérieur.*

» *Les dépenses administratives relatives au déroulement des enquêtes publiques (acquisition de registres, impression et expédition de documents, location et entretien des bureaux annexes des mairies, indemnités et frais de fonctionnement de la commission d'enquête) ont été prises en charge par les services d'Electricité de France.* »

● *United croit à la reprise.* — La compagnie américaine United Airlines, la plus importante du monde occidental, pense qu'une reprise du trafic aérien pourrait intervenir — au moins pour ce qui la concerne — à la fin de l'an prochain ou au plus tard au début de 1982. Dans cette perspective, elle a décidé de lever neuf options qu'elle avait prises sur le futur Boeing-767, un moyen-courrier biréacteur rival de l'Airbus A-310.

FRANTEL S'ALLIE A K.L.M.

La chaîne hôtelière Frantel, filiale du Crédit hôtelier, vient de signer avec le groupe hôtelier hollandais Golden Tulip, filiale de la compagnie K.L.M., un accord commercial.

Après le rachat de Sofitel-U.T.H. par Novotel (*le Monde* du 18 septembre), la firme Frantel était appelée à réagir face à une concurrence renforcée dans l'hôtellerie de luxe. « *Cet accord a deux raisons d'être* », explique M. Jean-Claude Noël, directeur de l'exploitation des hôtels Frantel. « *Nous faire connaître et nous doter d'un réseau de commercialisation et de réservation dans les pays où nous ne sommes pas installés.* »

Golden Tulip, qui bénéficie du réseau de réservation de la compagnie K.L.M., compte environ trois cent vingts hôtels affiliés à travers le monde parmi lesquels une dizaine appartenant à Trust House Forte, comme le Grosvenor House, à Londres.

La firme Frantel gèrera trente et un hôtels, en 1981, après l'ouverture de son établissement de Cannes. Elle a réalisé, en 1979, un chiffre d'affaires de 246 millions de francs et perdu 5 millions de francs. Cette perte devrait être ramenée, cette année, à 2 millions de francs.

RÉNOVATION AU MUSÉUM.

Le ministre des universités fait le point dans une réponse à une question écrite de M. René Chazelle, sénateur socialiste de la Haute-Loire, sur l'état d'avancement des travaux de rénovation du Muséum d'histoire naturelle à Paris.

Des installations existantes ont été rénovées : laboratoire de physiologie générale et comparée, en 1978 : laboratoires, 61, rue Buffon, à partir de 1979, pour l'installation du laboratoire de zoologie des vers et le réaménagement du laboratoire de minéralogie ; galerie de botanique pour les expositions temporaires (achèvement prévu courant été 1980).

Des travaux ont également été consacrés à la rénovation des équipements : réseaux de gaz en vue du passage au gaz naturel, en 1978 ; ensemble des réseaux, électricité, eau et chauffage ; verrières et cordons de chauffage de la grande serre en 1977 ; machinerie du grand rocher (parc zoologique de Vincennes).

Enfin, d'importants chantiers ont été ouverts en 1980 : restauration de la grande galerie de zoologie et création d'une zoothèque souterraine : grosses réparations de la ménagerie (*Journal officiel* du 8 octobre).



Le Monde

économie

ÉTRANGER

Le blocus de Mirafiori

(Suite de la première page.)

Encadré de drapeaux rouges, un immense portrait de Karl Marx est accroché aux grilles d'entrée. Les affiches, les calicots reproduisent les slogans syndicaux contre la « *casa integrazione* » et les licenciements.

La « *casa integrazione* », c'est l'intégration à domicile, élégant euphémisme utilisé par la direction de l'entreprise pour désigner le renvoi dans leurs foyers — *avec une indemnisation modulée* selon les catégories — d'au moins vingt-deux mille travailleurs mis *en chômage* technique jusqu'au 2 janvier. Cette mesure, qui est entrée en vigueur le 6 octobre, est considérée, par le personnel, comme le prélude aux quatorze mille quatre cent soixante-neuf licenciements annoncés précédemment, mais ajournés, fort à propos, au lendemain de la chute du cabinet de M. Cossiga.

Comme partout en Europe, les dirigeants de la société Fiat invoquent les difficultés économiques pour justifier les compressions de personnel : il faut réduire la production de 20 %, pour écouler les stocks excédentaires (200 000 voitures). « *A casa non si torna !* » rétorquent les banderoles du « *consiglio di fabbrica* » de Fiat-Mirafiori : « *On ne rentrera pas chez nous !* »

Le « *consiglio di fabbrica* », c'est le conseil d'usine, une structure *née du « mai rampant »* italien des années 1968-1969, et qui s'est imposée, à côtés des assemblées de travailleurs, des conseils de zone et des comités de quartier, comme l'un des éléments de la nouvelle « *démocratie ouvrière* ». C'est le substrat « *opérationnel* » des commissions internes (équivalent de nos comités d'entreprises) accusées de bureaucratie et d'électoralisme, et en même temps la charnière entre le mouvement ouvrier sur le terrain et les instances syndicales au niveau local et national.

Des ouvriers « privilégiés »

Chez Fiat, le conseil d'usine a joué un rôle majeur dans la lutte actuelle, parce qu'il soutient les travailleurs les plus défavorisés, notamment les jeunes et les femmes, les catégories les plus concernées par la « *casa integrazione* ».

Le patronat a peut-être tendance à négliger cette donnée — près de la moitié des ouvriers de Fiat ont moins de trente ans — face aux revendications globales *des travailleurs de l'automobile*. Ces derniers sont considérés comme des « *privilégiés* » en matière de salaires et de niveau de vie, par rapport aux autres ouvriers. Venus pour la plupart de la campagne, ils ont acquis des habitudes de confort auxquelles ils n'entendent pas renoncer.

Une récente enquête du P.C., *portant sur vingt-cinq mille* travailleurs de la Fiat, indépendamment de leurs idées politiques, a montré que près de 75 % des ouvriers interrogés (âge moyen : trente-sept ans) estiment qu'ils ont un travail « *assez bon, bon*, ou même *excellent* », mais surtout à cause du salaire. Seuls 8 % déclarent rester dans l'entreprise en raison de l'intérêt de leur travail.

Cette attitude — « *négative* », selon le patronat, — cette désaffection à l'égard du travail tel qu'il est conçu dans les grandes usines, est plus flagrante chez les jeunes, *mais aussi chez les femmes*, qui accordent davantage d'importance à la fatigue qu'à *la qualification* professionnelle, à l'ancienneté et aux responsabilités.

Les femmes apparaissent plus souvent qu'autrefois dans les cortèges de Turin. « *En 1977*, nous dit Franca, ouvrière de vingt-cinq ans, *nous avons obtenu la loi sur l'avortement, aujourd'hui remise en cause. En 1978, celle sur l'égalité des hommes et des femmes au travail. Mais nous sommes les premières visées par les listes des travailleurs de la Fiat promis à un futur licenciement.* » M. Cesare Annibaldi, responsable des relations industrielles de la société Fiat, répond simplement que, ces dernières années, 60 à 70 % des nouvelles embauches concernaient des femmes, et tout cela est donc logique.

« *Bien sûr*, nous déclare M. Giorgio Benvenuto, secrétaire général de l'U.I.L. (1), *réduire la production nous paraît inévitable. Mais pourquoi ne pas choisir un chômage temporaire « par rotation » qui concernerait l'ensemble des soixante-dix-huit mille travailleurs Fiat de Turin ?* » La direction se borne à répliquer qu'une telle opération est techniquement irréalisable. « *Notre objectif principal*, poursuit Benvenuto — un homme trapu, jeune encore et passionné, l'un des intellectuels « gauchistes » de la F.L.M., — *est d'éviter les provocations, mais aussi de nous tenir à l'écoute des femmes, des jeunes, des handicapés, à qui l'on voudrait faire payer les erreurs de gestion du patronat. Il est trop commode de s'en prendre à ceux-là. En même temps, ce qui se passe à présent doit nous aider à revoir les objectifs syndicaux classiques, en évitant les divisions. Et si la Fiat ne comprend pas notre détermination, nous entamerons une lutte encore plus dure.* »

Va-t-on vers une épreuve de force de longue durée avec le patronat et le gouvernement ? Ce n'est pas certain, car le moment est mal choisi, tant la situation économique apparaît difficile. De plus, le radicalisme des syndicats et des conseils d'usine se heurte au travail noir, vieille habitude du personnel de Fiat, surtout chez les jeunes. C'est l'une des principales « *contradictions* » du prolétariat italien : « *Trois mois hors de l'usine*, nous disait l'un de ces jeunes ouvriers, *c'est toujours autant de pris sur l'esclavage quotidien.* »

Un enjeu pour le P.C.

Mais l'enjeu, pour les appareils syndicaux de la métallurgie, est aussi important que lors de la crise de 1977, qui avait donné son élan à la stratégie du P.C. de M. Berlinguer. Talonnés par les gauchistes — syndiqués ou non, — particulièrement nombreux à la *Fiat*, ils craignent de voir leur crédibilité mise en question par les conseils d'usine. Même la *F.L.M. est accusée de mollesse* par les trotskistes de Lotta continua et de Bandiera rossa, *dont les* affiches, avec celles des maoïstes, tapissent les murs de la ville.

Il n'y a pas si longtemps le P.C.I. et la Fiat s'accordaient pour juger préoccupante la situation de l'entreprise, dont le produit facturé et la valeur ajoutée par ouvrier restent insuffisants.

Pour la Fiat, cette situation résulte *essentiellement* des « *exagérations syndicales* » qui ont *conduit à une rigidité excessive* de la main-d'œuvre, à des avantages sans commune mesure avec ceux des ouvriers étrangers et à des conflits permanents.

Le P.C.I. a adopté un temps, lui aussi, sur ce point, une position critique à l'égard du mouvement *syndical*, où coexistent pratiquement deux centres de décision du fait de l'existence des conseils d'usine, et qui mène de plus en plus des grèves corporatives parfois mal comprises par la population. « *Les revendications pour l'accès des travailleurs à des catégories supérieures ont déterminé leur concentration sur un petit nombre de niveaux ; les interventions sur l'organisation du travail n'ont servi, pour l'essentiel, qu'à justifier ces changements de catégorie* », déclarait sans ambages un document préparatoire à une conférence du parti, réunie à Turin du 22 au 24 février. Et l'on reconnaissait du même coup la nécessité d'améliorer la qualité *du travail*, la *formation professionnelle* et la productivité.

Mais le parti avance aussi d'autres *motifs qui ont forgé* les difficultés de Fiat : notamment une gestion restée de type familial, une localisation inadéquate — laquelle favorise l'absentéisme — d'usines trop vastes, qui sont devenues « *ingouvernables* » ; une trop grande dispersion des modèles ; enfin, une politique déficiente en matière de recherches et d'investissements. « *La famille Agnelli a manqué à sa tâche, et le moment est venu pour le mouvement ouvrier de prendre en charge les problèmes de production des entreprises* », conclut M. Chiaromonte, responsable des questions économiques au sein du parti. Le P.C.I. a donc décidé de soutenir la proposition de la C.G.I.L., qui demandait le vote d'une loi obligeant les entreprises qui bénéficient d'avantages *financiers de* l'Etat à élaborer un plan de développement pluriannuel et à communiquer ce plan aux syndicats.

En fait, le P.C. — qui se rapproche ainsi des positions de l'U.I.L. socialiste et des conseils d'usine en faveur du contrôle ouvrier — est conscient que seuls les grands patrons de l'automobile, à part ceux du pétrole et de la chimie (notamment la Montedison) pourraient créer de nouveaux postes de travail dans le Mezzogiorno. Aider la Fiat à s'en sortir permettrait au P.C. de valoriser ses thèses sur le « *nouveau modèle de développement* » dans un Etat qui lui ouvrirait *les portes du pouvoir*, et d'éviter des licenciements qui mettraient en difficulté les instances communistes, en premier lieu à Turin, où se côtoient les extrémistes de tous bords.

Mais l'annonce des mesures de chômage technique vient prendre à revers les dirigeants de la gauche italienne, P.C. compris, et aujourd'hui le parti de M. Berlinguer soutient le blocus de la Fiat. Dans le Piémont, sinon à Rome, on n'est pas loin de considérer *qu'il s'agit* là d'une « *trahison* », ou tout au moins d'une « *diversion* » du patronat, et le maire communiste de Turin soutient ouvertement les « *révoltés* » de Fiat.

Chaque nuit, des fourgonnettes municipales viennent distribuer des sandwiches et des boissons aux militants du conseil d'usine. Sur le corso, les hommes accueillent cette provende avec des cris de joie, et quelques-uns se mettent à fredonner la « *val-sugana* », *un chant du Val d'Aoste*. « *Cette nuit*, s'exclaffe l'un d'eux, *les « capi », les agents de maitrise briseurs de grève, ne viendront pas. Le dimanche, ils vont très tôt à la messe, puis dans leur maison de campagne.* »

JEAN BENOIT.

(1) Une des trois fédérations de la métallurgie, de tendance socialiste, composante de la F.L.M., la puissante intersyndicale « triplice », à côté de la C.G.I.L., à majorité communiste, et de la C.I.S.L., de tendance chrétienne.

● *Le nombre des chômeurs helvétiques* a diminué de 1% en septembre, les offres d'emplois étant trois fois plus nombreuses que les demandes. Fin septembre, quatre mille six cent trente-cinq chômeurs étaient recensés, soit 40 % de moins qu'il y a un an, représentant 0,2 % de la population active. Il y avait douze mille sept cent dix offres d'emploi non satisfaites, soit 4,1 % de plus qu'en août et 30,5 % qu'en septembre 1979. — *(A.F.P.)*

● *Les mineurs britanniques* ont, malgré les consignes de modération gouvernementales, réclamé le 9 octobre une augmentation de 35 % des salaires de base, et une réduction du temps de travail, une prime de vacances et l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans, au lieu de soixante. Les négociations avec l'Office national du charbon pour la conclusion d'un nouveau contrat, qui sera valable jusqu'en novembre 1981, doivent s'ouvrir en décembre. Le syndicat réclame un salaire minimal de 100 livres par semaine pour *les ouvriers de surface* et de 192,30 livres pour les mineurs de fond. Ces salaires sont actuellement respectivement de 73,64 et 101,95 livres. — *(A.P.)*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1830	4,1850	— 75	— 40	— 110	— 80	— 190	— 115
$ can.	3,5885	3,5930	+ 15	+ 55	+ 10	+ 55	— 30	+ 35
Yen (100)	2,0100	2,0145	— 10	+ 25	+ 5	+ 40	+ 140	+ 195
DM	2,3155	2,3200	+ 45	+ 70	+ 115	+ 140	+ 400	+ 460
Florin	2,1275	2,1315	+ 25	+ 45	+ 50	+ 75	+ 205	+ 260
F.B. (100)	14,4310	14,4465	— 80	+ 40	— 170	0	— 530	— 170
F.S.	2,5525	2,5585	+ 140	+ 165	+ 270	+ 305	+ 835	+ 915
L. (1 000)	4,8655	4,8725	— 470	— 380	— 960	— 840	—2730	—2500
£	10,0640	10,0750	— 485	— 395	— 770	— 675	—1355	—1155

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 9/16	8 11/16
$ E.-U.	12 3/4	13	12 7/8	13 1/8	13	13 1/8	13 1/16	13 3/16
Florin	9 7/16	10 1/16	9 11/16	9 7/8	9 7/8	10	10	10 3/16
F.B. (100)	11 1/2	11 3/4	11 13/16	12	12 1/16	12 1/4	12 3/4	13
F.S.	1	1 1/2	4 3/4	5	4 7/8	5	5 7/16	5 9/16
L. (1 000)	15	16 1/2	22	25	23	24	24	25
£	17	17 1/2	16	16 1/4	16	16 1/4	15	15 1/4
Fr. franç.	11 1/2	12	11 3/4	12	11 7/8	12 1/8	12 5/16	12 9/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

DIX ANS D'AIDE AUX FAMILLES

L'effet redistributif des prestations a eu un rôle moins important que le relèvement des salaires ouvriers

Les réformes accomplies depuis dix ans pour atténuer les inégalités observées dans le versement des prestations familiales ont eu un impact non négligeable, mais beaucoup moins important que la politique de revalorisation des salaires ouvriers révèle une étude de l'INSEE dans son numéro 125 de septembre 1980.

1972 : l'allocation de salaire unique disparaît pour les familles disposant de revenus élevés. 1978 : le complément familial, versé sous conditions de ressources, améliore la situation des ménages à faible revenu y compris quand l'épouse travaille à l'extérieur. Ces mesures ont « *eu pour effet une accentuation du caractère redistributif des prestations familiales* ». Exemples ? Les cadres supérieurs dont l'épouse reste au foyer recevaient, en 1979, des allocations égales à moins de 50 % de celles versées d'un cadre supérieur au lieu de 60 % à 75 % en 1970. Les prestations familiales auxquelles donnent droit trois enfants constituent, en 1979, 5,1 % du salaire d'un cadre supérieur au lieu de 7,3 % en 1970 ; 17,8 % du salaire d'un cadre moyen au lieu de 21 % il y a dix ans. Explications : les prestations, dans ces cas, ont progressé de 64,5 % pour une famille de trois enfants alors que les prix ont monté de 121,3 % !

En revanche, les salariés les plus modestes ont bénéficié de fortes revalorisations : + 170 % pour un employé avec quatre enfants et + 230 % pour un ouvrier avec un jeune enfant, mais les familles nombreuses d'employés et d'ouvriers « *se sont trouvées légèrement désavantagées* ».

Ces diverses mesures familiales n'ont finalement joué que « *peu dans la fermeture de l'éventail des ressources entre familles de niveaux de vie extrêmes* ». Certes, l'éventail des ressources s'est resserré d'environ 20 % entre 1970 et 1979, et ce rétrécissement est important. Mais il s'explique surtout par la politique des salaires.

Si l'on tient compte des seuls salaires, on s'aperçoit en effet que l'accroissement a été, en pouvoir d'achat et *en moyenne*, de 6 % de 1970 à 1979 pour un cadre supérieur et de 29 % pour un *ouvrier. Si l'on ajoute les prestations* et retranche les impôts directs, on constate une amélioration en pouvoir d'achat de 2 à 3 % pour les cadres supérieurs qu'ils aient ou non des enfants, de 28 % pour le couple ouvrier sans enfant, mais seulement de 19 à 22 % pour le couple ouvrier qui a un ou deux enfants âgés de plus de trois ans, et seulement encore de 24 à 25 % s'il a trois, quatre ou cinq enfants « âgés ». Pour qu'une famille ouvrière voie *ses ressources nettes augmenter* plus rapidement que celles d'un ménage ouvrier sans progéniture, *il faut qu'un des enfants ait* moins de trois ans, ce qui ouvre droit au complément familial.

S'il est vrai que la politique salariale en faveur des moins favorisés a été effective ; s'il peut sembler judicieux d'avoir créé des prestations sous conditions de ressources et d'avoir fait un effort — nataliste — pour les bambins de trois ans, on peut s'interroger sur la dégradation des allocations au profit des familles nombreuses cadres, mais aussi ouvriers. Il est vrai que, en dix ans, la part des prestations familiales dans le budget social de la nation est passée de 21 % à 14 %.

ÉDITION

A LA FOIRE DE FRANCFORT

M. J.-J. Servan-Schreiber présente son « Défi mondial »

De notre correspondant

Bonn. — Le nouvel ouvrage « explosif » de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a *été présenté mercredi* à Francfort avant qu'il ne le soit à Paris et dans les quatorze autres capitales où « le Défi mondial » doit être publié presque simultanément. Le privilège ainsi accordé à la presse allemande tient au fait que la plus grande foire annuelle du livre vient de s'ouvrir une fois de plus dans la métropole « germano-américaine » installée sur les rives du Main.

Comme on pouvait s'y attendre, l'événement a donné lieu à des discussions passionnées. L'ouvrage de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ne se contente pas d'offrir de l'histoire mondiale depuis un demi-siècle au moins une fresque passionnante qui, grâce à la plume très alerte de l'auteur, se lit comme un roman policier. Il remet surtout en cause la plupart des idées reçues et lance sur le tapis des propositions nouvelles qui suscitent inévitablement des réactions allant du simple scepticisme à la plus vigoureuse contestation.

Au cours des entretiens de Francfort, certains amis très proches de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, comme M. Samuel Pisar, n'ont pas dissimulé certaines réserves face aux thèses de l'auteur français. M. Pisar a reconnu en tout cas s'être posé la question de savoir si « le Défi mondial » n'en arriverait pas à proposer au reste du monde un modèle japonais susceptible de détruire la vieille civilisation occidentale.

En fait, les perspectives proposées par M. Servan-Schreiber sont beaucoup plus « globales ». Si la peinture de la situation actuelle de notre monde est à bien des égards très sombre, l'auteur n'en aboutit pas moins à une vision optimiste — trop optimiste, diront certains — des possibilités ouvertes aujourd'hui à la communauté internationale. Le but avoué de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est d'ailleurs de susciter un grand débat sur l'avenir d'une société dite moderne et sur ses rapports avec un tiers-monde enfoncé dans la misère. Dès l'abord, cependant, le lecteur, averti ou non, subit un choc. *Il a trop vite, peut-être,* le sentiment que, *pour* l'auteur, le monde tel que nous le connaissons va être révolutionné par les microprocesseurs. Ces « petits génies » composés uniquement de sable et d'intelligence seraient selon lui capables de mener à bien non seulement une révolution technologique, mais de conduire à l'établissement de sociétés entièrement nouvelles qui restitueraient « la suprématie aux hommes », et cela dans un avenir très proche.

La plupart des réflexions du *Défi mondial* partent de la situation actuelle du tiers-monde. L'auteur ne prétend certainement pas apporter quelque chose d'original lorsqu'il affirme qu'il est indispensable d'établir rapidement un nouvel ordre international. Moins conformiste cependant est la thèse que pour les pays sous-développés l'industrialisation classique constituerait un frein plutôt qu'une aide véritable. Il serait inutile et absurde d'offrir au tiers-monde des usines démodées capables seulement de produire des marchandises que les pays plus avancés fabriqueront d'une manière plus économique. La seule solution raisonnable consisterait donc à aider le tiers-monde en lui proposant non pas l'industrialisation traditionnelle, « mais ce qui la dépasse : l'informatisation ».

Une thèse particulièrement séduisante est qu'il faudrait en finir dans les pays sous-développés avec des projets économiques qui ont pour résultat de « déraciner les hommes de leur terre » pour les concentrer dans d'horribles cités tentaculaires. Bien que l'auteur ne cite pas le mahatma, c'est là semble-t-il une façon de reconnaître que Gandhi, partisan d'une renaissance villageoise, avait raison contre Nehru, qui était fasciné par les cheminées des grandes usines. Mais suffit-il, pour réanimer les quelque cinq cent mille villages indiens, de les relier à un « terminal informatique » ? M. Jean-Jacques Servan-Schreiber paraît cependant suggérer qu'il s'agirait d'un « court-circuit conduisant au développement ».

Un plan Marshall élargi

La foi de l'auteur dans les possibilités des nouveaux systèmes d'information est évidente. « *Les problèmes des nations sous-développées du tiers-monde,* écrit-il, *ne pourront être résolus qu'avec la mise en route d'un programme éducatif de masse qui sera mondialisé.* » A ses yeux, le fait pour les pays encore tenus à l'écart du développement d'être branchés sur un système d'information et de communication commun « à toute la planète » leur permettra de développer par eux-mêmes leur « potentiel spécifique ». *Il ne* craint même pas de soutenir que « l'explosion informatique » aboutira à un « changement d'univers ». C'est là, parmi d'autres, l'une des thèses provocantes d'un ouvrage qui vise avant tout, semble-t-il, à stimuler une indispensable discussion sur l'avenir de nos sociétés qui sont peut-être déjà devenues une seule société mondiale.

Cela étant établi, qui devrait relever le *défi mondial* posé par *la nouvelle technologie de l'informatique ?* M. J.-J. Servan-Schreiber ne cache pas qu'il pense à un plan Marshall élargi aux dimensions du globe. Certains chapitres de son ouvrage *donnent l'impression qu'il compte* tout d'abord sur les pays de l'OPEP pour qu'ils investissent les considérables ressources à leur disposition *afin de financer cette « informatisation »* du tiers-monde. *En* même temps, M. Servan-Schreiber paraît repousser à l'arrière-plan la signification du conflit Est-Ouest. Selon lui, *il* appartient à l'Occident, dans son propre intérêt, d'apporter à l'U.R.S.S. toute l'aide technologique dont celle-ci a besoin, car, autrement, « les Soviets deviendraient *encore plus dangereux* ». Face aux tâches qui confrontent tous les pays du monde, la vieille Europe n'en devrait pas moins jouer le rôle d'un catalyseur. Au cours d'un échange qui l'a peut-être poussé à des formulations un peu trop voyantes, l'auteur du *Défi mondial* a même été jusqu'à suggérer que l'Europe serait en mesure aujourd'hui, grâce à son capital intellectuel, de « recoloniser le monde ». De toute façon, selon l'auteur, entre le plongeon dans une société globale basée sur la nouvelle technologie et le chaos thermonucléaire, il n'y a « pas d'autre voie ».

JEAN WETZ.

★ Cet ouvrage sortira les jours prochains aux éditions Fayard.

PRESSE

Pour résorber un grave déficit

L'agence américaine U.P.I. cherche de nouveaux moyens financiers

De notre correspondante

New-York. — La nouvelle selon laquelle l'agence de presse américaine United Press International est à la recherche de nouveaux bailleurs de fonds n'a surpris personne. Depuis plusieurs années, la situation financière de U.P.I. se dégrade, et, il y a un an et demi, la famille Scripps, propriétaire de la firme depuis soixante-treize ans, a annoncé qu'elle souhaitait trouver de nouveaux soutiens financiers dans les milieux de *la presse américaine. Mais elle* entendait conserver la majorité des parts.

A l'occasion de la vingt et unième *réunion annuelle des directeurs* et rédacteurs en chef de l'agence, des chiffres inquiétants viennent d'être publiés : sur un chiffre d'affaires de 85 millions de dollars attendu en 1980, l'agence enregistrera entre 7 et 10 millions de dollars de déficit, et le programme de développement de l'information par satellites, sur lequel comptent les dirigeants de U.P.I. pour restaurer ses finances, risque d'être compromis. Dans ces conditions, estiment les responsables, *il ne reste que deux options :* transformer U.P.I. en société, en cherchant de nouveaux actionnaires parmi les patrons de presse, ou vendre à un acquéreur extérieur, au *risque* de voir l'agence tomber dans les mains de financiers plus préoccupés de profit que d'information.

Seconde en importance des agences de presse américaines après Associated Press, U.P.I. emploie 1 725 personnes réparties dans 57 bureaux à travers le monde et 18 bureaux de photographes. Elle vit essentiellement des abonnements de la presse écrite (1 040 quotidiens et 3 757 stations de radio et de télévision), tandis que sa rivale, A.P., qui est une *coopérative,* sert 1 307 quotidiens, 5 000 stations de radio et 500 de télévision. Mais A.P. escompte cette année, avec un chiffre d'affaires de 139 millions de dollars, un bénéfice de 57 000 dollars. A titre de comparaison, l'agence anglaise Reuter, qui emploie 2 640 personnes et a augmenté ses effectifs de 4,1 % entre 1978 et 1979, a réalisé en 1979 un bénéfice de 3 688 millions de livres, en augmentation de 7,7 % par rapport à l'année précédente.

La situation de U.P.I. inquiète les dirigeants de la presse américaine qui apprécient à sa juste valeur la concurrence existant jusqu'à *présent* entre les deux agences, offrant une « couverture » à la fois plus complète et plus objective de l'actualité.

Les responsables de U.P.I. assurent qu'il *n'est* pas question que l'agence ferme ses *portes.* Ils soulignent qu'un plan de redressement en cinq ans a été mis au point dont l'atout principal sera l'installation de 3 700 antennes de satellite qui permettront aux abonnés de recevoir l'information *plus rapidement et plus sûrement* que par le passé. Une centaine de ces antennes sont déjà installées à travers les Etats-Unis et devraient entrer en service incessamment.

Mais une solution financière devient urgente : en 1981, les dépenses de l'agence augmenteront de 12 %.

NICOLE BERNHEIM.

M. FRANÇOIS SIMON réélu président de la Société des rédacteurs du « Monde »

L'assemblée générale ordinaire de la Société des rédacteurs du *Monde* s'est tenue le mardi 7 octobre. Elle a notamment procédé au renouvellement partiel de son conseil d'administration (5 postes sur 12).

Le nouveau conseil, réuni à son tour vendredi 10 octobre, a reconduit François Simon au poste de président (soumis à réélection après un premier mandat de trois ans, François Simon a obenu 89 % des suffrages exprimés à l'assemblée générale).

André Laurens (élu avec 86 % des suffrages) et Philippe Labardé (réélu avec 82 %) ont été désignés vice-présidents.

● *M. Vukoje Bulatovic,* journaliste yougoslave, a été désigné président du Club européen des journalistes, association créée en 1976 par des journalistes des pays signataires des accords d'Helsinki. Un comité d'action composé de MM. Win Klinkenberg (Pays-Bas), Alexandre Krivopalov (U.R.S.S), Nuno Rocha (Portugal), Mme Madeleine Poulin (Canada), M Wladimierz Zralek (Pologne) et Salvador Lopez de la Torre (Espagne), a été constitué.

Notre confrère Jean Schwœbel a été nommé président d'honneur du club.

La première résidence parisienne
Célibataires 7

Une formule originale qui a fait ses preuves depuis 12 ans.

Une interview de Pierre de Villard par Claude Thibault.

Pierre de Villard fait partie des jeunes chefs d'entreprises qui créent et innovent sans cesse, toujours à la recherche d'idées nouvelles.

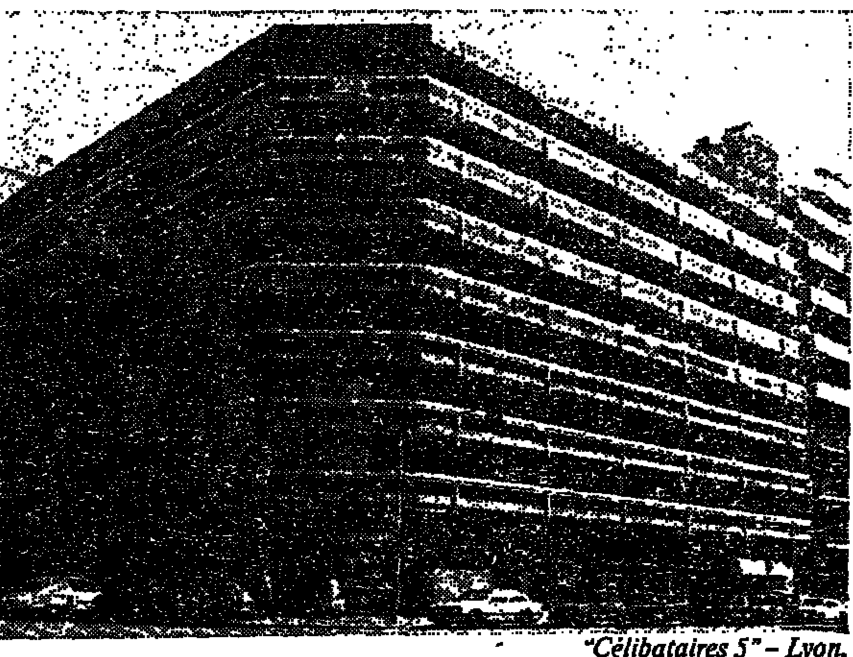
Animateur d'un groupe de sociétés très actif notamment dans le domaine du bâtiment et de l'hôtellerie, mais aussi élu local aux multiples responsabilités, Pierre de Villard, – après Grenoble, Lyon et les Antilles – implante son groupe dans la région parisienne.

Pierre de Villard.



Pierre de Villard présente, en bordure du Parc des Expositions de la Porte de Versailles, une de ses réalisations conçue suivant la formule aujourd'hui très connue dont il est l'auteur:
Les Résidences de Célibataires.

Cette nouvelle résidence, la 7e de ce type, est située près de la Porte de la Plaine, à la frontière du XVe arrondissement. Le centre de Paris est proche, les sorties faciles grâce au Boulevard périphérique et les transports en commun, à quelques minutes, desservent toute la capitale.



"Célibataires 5" – Lyon.

Claude Thibault: Pierre de Villard, pourquoi avez-vous créé les résidences de célibataires?

Pierre de Villard: Dans les années 60, personne n'avait pensé semble-t-il à réaliser des ensembles immobiliers pouvant répondre aux besoins propres des célibataires. Une démarche intuitive m'a fait imaginer un certain nombre de règles – touchant aussi bien à la conception des bâtiments qu'à la notion de services – qui, partant d'idées simples et réunies autour d'un même projet de construction, sont vite apparues comme le fondement même de la réalisation des résidences de "Célibataires".

C.T.: Décrivez-nous votre première résidence parisenne "Célibataires 7".

P. de V.: Elle comprend trois immeubles conçus pour permettre à des célibataires, jeunes ménages ou personnes âgées, tentés par l'aspect pratique et confortable de ces réalisations, d'acheter ou louer un logement, tout en bénéficiant sur place de services et d'aménagements qu'aucun immeuble de construction traditionnelle n'offre avec la même souplesse d'organisation.

C.T.: Quels avantages particuliers présente-t-elle?

P. de V.: C'est une construction classique, pensée et conçue en termes de petits appartements, *studios et deux pièces*, qui offre, en plus, des services originaux et fonctionnels, par *exemple: salle de gymnastique*, buanderie, salon télévision, service-messages, bagagerie, etc.

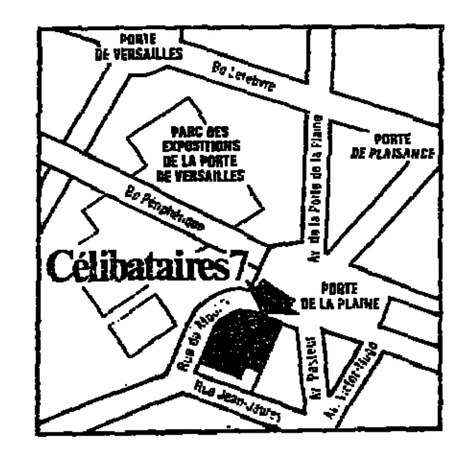
L'architecture et les volumes intérieurs ont été spécialement étudiés pour ce type de construction. Par ailleurs, chaque appartement est livré avec cuisine installée, *placards aménagés, tringles à* rideaux, salle de bains équipée... jusqu'à l'armoire de toilette!

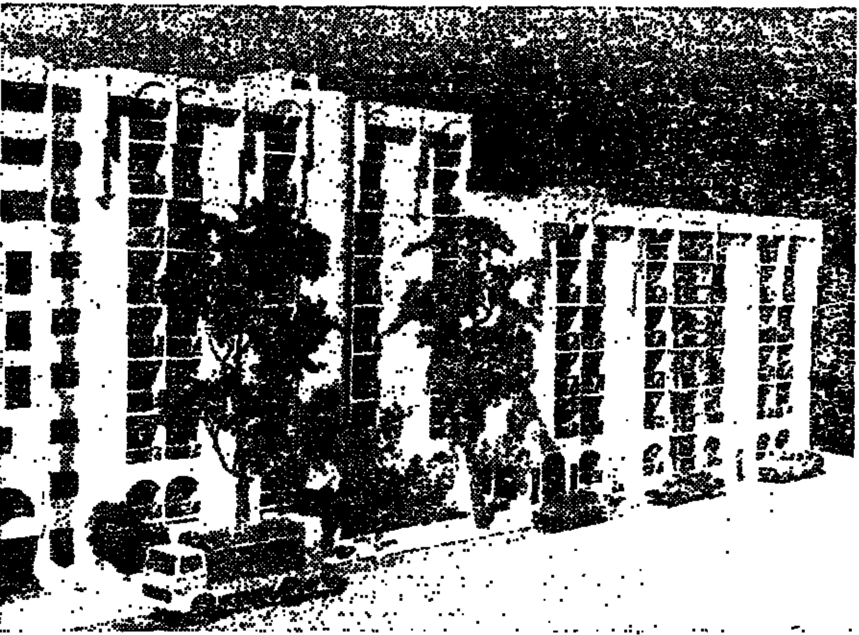
"Célibataires 7" est réalisée en même temps qu'un hôtel Mercure qui se construit à côté, et ses habitants bénéficieront de certains services de l'hôtel: le télex pourra transmettre vos messages urgents; directement de votre appartement, par interphone, vous pourrez réserver une table pour dîner ou une chambre pour un ami de passage, etc.

Tous ces avantages sont individualisés et n'entraînent que très peu de charges supplémentaires pour la copropriété.

Les résidents paient les services seulement en cas d'utilisation réelle. Un exemple: la buanderie commune fonctionne avec des jetons qui sont achetés chez le concierge, à un prix fixé par le syndic en fonction de la dépense que représente ce service particulier. Dans le souci de diminuer les charges communes, le chauffage électrique est individuel ainsi que la production d'eau chaude. Les propriétaires n'ont plus à faire l'avance *sur consommation* et le locataire contrôle ainsi sa dépense de calories.

Dans nos résidences, les petits *soucis quotidiens des personnes* seules sont simplifiés au maximum. Notre expérience de 12 ans dans ce type de construction nous permet d'avoir maintenant une formule très au point.





"Célibataires 7" Photo de la maquette.

C.T.: La résidence "Célibataires 7" constitue-t-elle un bon placement?

P. de V.: Je suis assez mal placé pour répondre étant juge et partie. A mon avis, l'investissement immobilier demeure l'un des meilleurs placements pour la simple raison que les coûts n'iront pas en diminuant et que l'on s'oriente vers une relative pénurie.

Je peux également dire que nos immeubles sont conçus pour *faciliter les rapports* propriétaires-locataires, et que certains de nos clients ont acheté dans plusieurs résidences. D'après leurs commentaires, nos réalisations seraient actuellement parmi les meilleurs placements.

L'acquisition d'un studio à Célibataires 7 c'est aussi la possibilité de se constituer un apport personnel pour l'achat futur d'un grand appartement, de loger l'un de ses enfants étudiant à Paris, ou de disposer en permanence d'un pied-à-terre.

C.T.: Avez-vous d'autres projets identiques?

P. de V.: Oui. Plusieurs résidences pour célibataires sont à l'étude dans différentes villes de France. "Célibataires 8" à Lyon et "Célibataires 9" à Clermont-Ferrand. D'autres suivront. Je vous les présenterai en temps utile.

"Célibataires 7" offre des studios de 225.000 à 279.000 F* et quelques 2 pièces de 340.000 à 399.000 F*.
Prix fermes à la réservation.
Livraison 2e trimestre 1982.
***Prix valeur 1er octobre 80.**

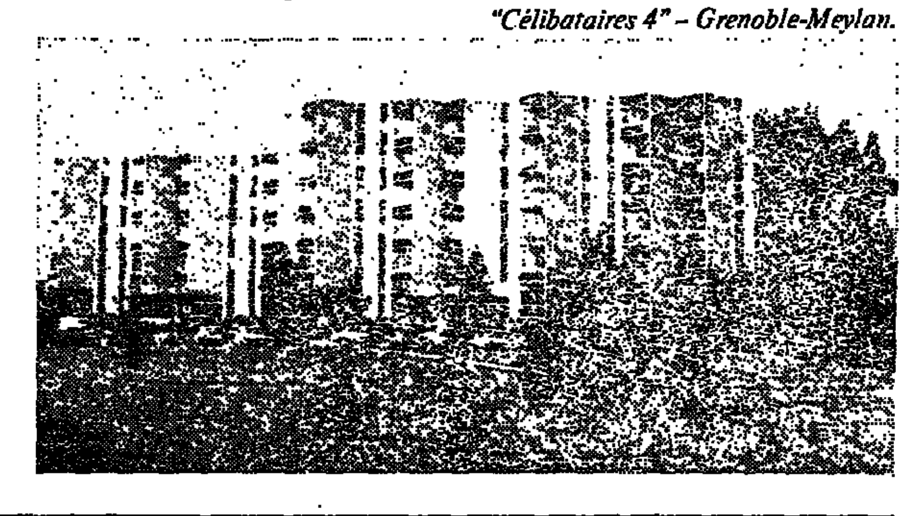
Renseignements et vente sur place:
Porte de la Plaine en bordure du Parc des Expositions
Angle avenue de la Porte de la Plaine Paris 15e
et rue du Moulin à Vanves.

Bureau de Vente ouvert tous les jours
(sauf mercredi et dimanche)
de 13 h à 19 h.
Tél. (1) 642.53.78.

Commercialisation:
R. Repellin – P. de Villard
15, rue Lesdiguières
38000 Grenoble.
Tél. (76) 44.10.44.

SYNECOM

"Célibataires 4" – Grenoble-Meylan.



Pierre de Villard n'est pas optimiste sur l'avenir du bâtiment.

Dans une récente interview donnée à un mensuel économique, sur l'avenir de la construction, Pierre de Villard pose le problème et suggère une solution.

"Je pense que le bâtiment est gravement menacé et malade. Les prix de revient sont tellement élevés que l'on peut se demander qui aura bientôt les moyens d'acheter si la hausse continue. ***Le logement le plus simple devient un objet de luxe; ce n'est pas sain, ce n'est pas bon, à la limite ce n'est pas moral.*** *Il faudra, dans les années à venir, soit accepter de revoir complètement les réglementations sociales, techniques, juridiques et fiscales, soit renoncer à vouloir mettre l'accession à la propriété à la portée de tous les Français.*

Le législateur, ***sous la pression d'un état d'esprit général,*** *a voulu s'occuper de tout et administrer à son malade, le bâtiment, et plus généralement à l'entreprise, des ordonnances de toutes sortes! On a voulu organiser dans l'entreprise et l'État, des assurances pour tous les risques, engendrant* ***l'irresponsabilité individuelle et collective.*** *L'on constate maintenant les premiers résultats.*

En définitive, le malade souffre actuellement d'un excès de médicaments, qui a tué l'initiative, créant des problèmes là où il n'y en avait pas, et provoquant des cascades de surcoûts qu'il n'est plus possible d'absorber.

Nous vivons dans un monde où l'état d'esprit général veut que le citoyen n'ait que des droits et aucun devoir. Fuir ses responsabilités, c'est fuir un certain risque, et vouloir se préserver de tout, c'est engendrer "l'ouverture du parapluie" à tous les niveaux. Le bâtiment en est un brillant exemple.

M. Jacques Barrot, alors qu'il était Ministre du Logement, a tenté de résoudre une partie du problème en créant l'Aide à la Personne. Cette excellente initiative a permis de passer un cap difficile, mais elle n'était pas faite pour résoudre le problème de fond et perd de son efficacité par l'escalade des prix.

Cette escalade me paraît dangereuse sur le plan économique, car elle accompagne et parfois précède l'inflation; sur le plan social, car elle accentue les inégalités et crée surtout des tensions d'autant plus préjudiciables qu'elle touche le cœur même de la cellule familiale.

Pour analyser et enrayer la hausse des prix dans le logement, il me parait tout d'abord indispensable de balayer les idées reçues et de préparer les Français à un changement de mentalité. Car c'est vrai que la construction est chère; c'est vrai que les terrains sont hors de prix; c'est vrai que les frais annexes grimpent et s'additionnent; mais c'est vrai aussi ***que nous n'évoluons pas!***

Pourquoi continuer de penser l'habitat en termes de génération? Pourquoi s'enfermer dans des carcans administratifs et réglementaires incroyables, que les Français réclament sans se rendre compte que leur juxtaposition rend la machine incontrôlable? Pourquoi vouloir couvrir nos propres responsabilités par l'assurance des autres?

L'habitat, bien de consommation, serait-il une utopie? Est-il fou de penser que changer d'appartement pourrait être aussi rapide et pas plus onéreux que changer de voiture? Est-il fou de penser qu'entretenir sa maison pourrait être la rançon ***de techniques plus simples et de prix moins élevés?*** *Est-il fou de penser à une maison qui n'obéirait à aucune règle préétablie, si ce n'est celle de subir la loi du marché et de la concurrence?*

A toutes ces questions, il n'y a pas, pour l'instant, de réponse possible, car nous vivons dans un monde trop planifié et ***enfermé dans ses habitudes,*** *pour imaginer que l'on puisse sortir de la règle.*

Pourtant, il va falloir, bon gré mal gré, trouver une solution, si l'on veut continuer à loger la majorité des Français.

Alors, je pose la question: ***Le logement, bien de consommation, est-ce un rêve, une réalité ou bientôt une nécessité?...*** *Pour ma part, je regrette que la réglementation ne me permette pas actuellement de créer ce type de produit."*

COMMERCE

La fin de la conférence sur le commerce coopératif

Une banque d'information sur les marchés va être créée

De notre envoyé spécial

Moscou. — Les représentants de mouvements et entreprises coopératifs de vingt-sept pays réunis à Moscou, du 9 au 11 octobre, à l'occasion de la deuxième conférence sur le commerce coopératif international ont adopté, à l'unanimité, une motion qui *« condamne tout embargo sur les échanges alimentaires »*, considérant que l'usage de l'arme alimentaire *« en tant que moyen politique est contraire à notre civilisation »*.

Les participants qui représentaient cinq pays du camp socialiste, douze pays en voie de développement et dix pays industriels, dont les Etats-Unis, le Japon et Israël, engagent aussi *« les coopératives agricoles des pays développés d'Europe et d'Amérique à s'opposer à toute limitation des productions agricoles sous prétexte de résorption d'excédents, à l'heure où la sous-nutrition et la mal-nutrition frappent une partie importante de la population mondiale »*.

La motion finale appelle encore les coopérateurs *« à dénoncer la spéculation, la corruption, la manipulation des statistiques par des opérateurs internationaux d'un autre âge »*. La coopération agricole demande *« un contrôle de l'activité des sociétés multinationales »*. Elle entend également obtenir des Etats concernés qu'ils lui accordent *« sa place dans la distribution de l'aide alimentaire »*. Enfin, elle recommande *« aux coopératives puissantes d'aider celles des pays en voie de développement en facilitant la formation des hommes, le financement et le management des moyens de production, de lutte contre la perte des récoltes et de mise en marché »*.

Au-delà de cette motion, somme toute plus musclée que celles adoptées dans les nombreuses instances internationales où la famine nourrit les discours, les résultats les plus tangibles de cette conférence sont les nombreuses tractations commerciales et l'intérêt certain qu'a suscité l'initiative du groupe Doumeng pour lancer sur le marché le premier tracteur coopératif.

Pour faciliter le développement des échanges intercoopératifs, il a été convenu de mettre en place une « banque de données » qui regroupera les informations sur les marchés et les marchandises disponibles dans les coopératives. Cet outil deviendra-t-il l'agence coopérative de commerce qu'ont souhaitée plusieurs intervenants ? Cela dépendra, semble-t-il, des engagements financiers des participants.

Favoriser un développement différent

L'accent a été mis plusieurs fois au cours des débats sur la nécessité pour les coopératives des pays riches de favoriser un développement différent pour les pays en voie de développement, afin de ne pas faire *« comme les multinationales »*. Le développement des échanges directs a aussi été présenté comme un remède à l'obstacle que représente pour de nombreux pays l'instabilité des devises. On a insisté sur les accords ou les complémentarités régionales, telle celle existant entre les groupes scandinaves. L'Inde, par exemple, pourrait s'entendre avec Sri-Lanka pour exporter le thé et le poivre noir. Quelques idées d'échanges encore qui seront sans doute reprises : jumelage entre coopératives des pays développés et non développés, organisation d'une foire à l'innovation rurale adaptée aux besoins des pays en voie de développement.

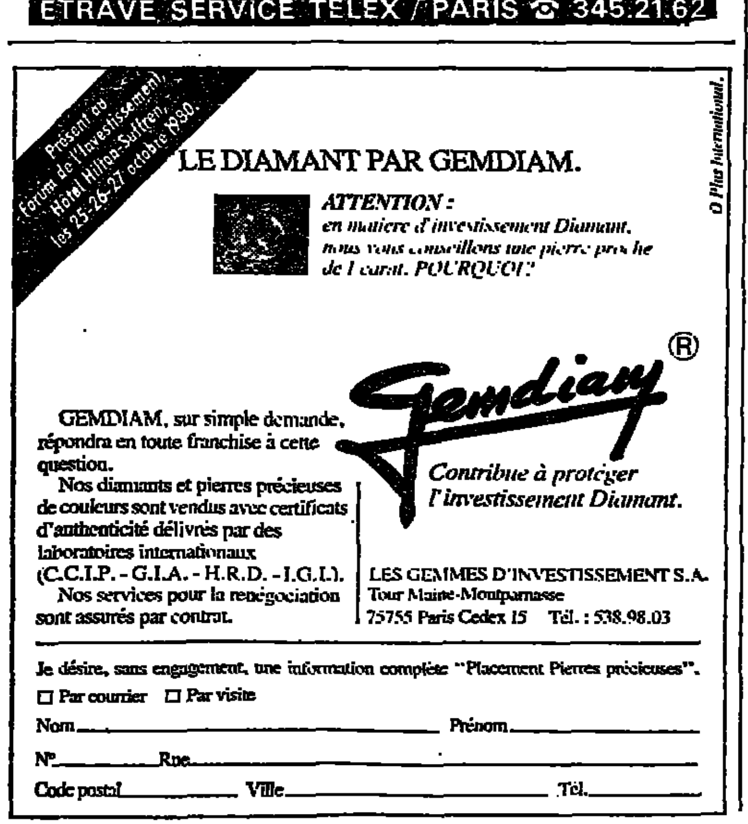
M. Doumeng souhaitait que la prochaine conférence se tienne symboliquement dans un de ces pays, de préférence en Egypte. Les Bulgares ont discrètement fait savoir, pour le compte de l'U.R.S.S., qu'un pays plus « neutre » serait mieux accepté. Comme l'a déclaré M. Doumeng dans son discours de clôture, *« la volonté coopérative doit transcender les disparités politiques, mais le chemin sera long... »*. — J. G.

BUDGET

LE DÉBAT S'OUVRE MARDI A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Raymond Barre devait être présent, le mardi 14 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'ouverture du débat sur le projet de loi de finances pour 1981, qui sera défendu par M. Maurice Papon, ministre du budget.

Le débat général, qui devrait être terminé mercredi 15 octobre au soir, s'engagera après les interventions du rapporteur général du budget, M. Fernand Icart, député U.D.F. des Alpes-Maritimes, et de M. Maurice Papon. L'examen de la première partie du texte (les recettes) sera achevé le mardi 21 octobre, et la première lecture de l'ensemble du projet le 19 novembre.



FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● *Avec 1 040 000 visiteurs en dix jours*, le soixante-septième Salon de l'automobile, qui a fermé ses portes dimanche soir à Paris, a égalé le record d'affluence de 1968. Les constructeurs sont, semble-t-il, satisfaits et espèrent que les résultats des ventes en France et des exportations seront, en 1980, identiques à ceux de 1979, année record. Ils sont plus circonspects pour 1981. C'est surtout la consommation des différents modèles qui a fait l'objet du plus grand nombre de questions de la part des visiteurs, et notamment des femmes. Les constructeurs de grosses cylindrées se frottent toutefois les mains : malgré la hausse des vignettes et du carburant, les voitures puissantes continuent à trouver une clientèle.

Consommation

● *La « charte du veau »*, document par lequel les professionnels s'engagent à *« respecter strictement les dispositions réglementaires »* et notamment à n'utiliser aucune hormone, naturelle ou artificielle, conformément à la loi de 1976, a été rendue publique, jeudi 9 octobre (*le Monde* des 27 septembre et 8 octobre). Une identification de la provenance des viandes sera rendue possible. L'U.F.C. *« laisse le consommateur reprendre sa liberté d'achat, à partir du moment où les dispositifs annoncés seront effectivement en place »*.

● *L'ORGECO (Organisation générale des consommateurs)* a décidé de porter plainte afin que soient *« sanctionnées les infractions »* concernant la viande de veau. Une telle action est justifiée par le fait que les dispositions prises par le ministère de l'agriculture n'entreront pas en vigueur avant plusieurs mois. De plus, l'ORGECO ne peut *« souscrire à la charte du veau que proposent les professionnels, dans la mesure où elle laisse le soin à ceux qui ont fraudé dans le passé de se réformer et de se contrôler eux-mêmes dans l'avenir »*.

Energie

● *Augmentation des stocks de pétrole américain.* — Les stocks de pétrole brut ont continué d'augmenter au cours de la semaine arrêtée le 3 octobre, malgré le conflit irako-iranien. Les disponibilités en brut ont atteint 392,8 millions de barils contre 391,5 millions de barils la semaine précédente et 324,2 millions un an auparavant, signale l'American Petroleum Institute.

● *Privatisation de la British National Oil Company (B.N.O.C.).* — Des obligations de la B.N.O.C., au rendement variable en fonction des bénéfices de l'entreprise, vont être vendues dans le public, a annoncé le 9 octobre le ministre britannique de l'énergie, M. Howell, au congrès annuel du parti conservateur. Ces titres pourront être achetés ou vendus dans les bureaux de poste pour en faciliter l'achat par les petits épargnants. Cette mesure apparaît cependant fort éloignée de la dénationalisation totale envisagée il y a quelques mois. — *(A.F.P.)*.

● *Premiers barils de pétrole ivoirien.* — Les premiers barils de pétrole du gisement offshore du Bélier, situé à 70 kilomètres à l'est d'Abidjan, ont été extraits au début du mois de septembre.

La production, a précisé un représentant de la société Esso, n'est pas encore « significative ». Les estimations initiales prévoyaient que 400 000 tonnes de pétrole pourraient être produites d'ici à la fin de l'année et que la production pourrait atteindre, sur ce gisement, environ 1,5 million de tonnes en 1981. — *(A.F.P.)*

Etranger

ALLEMAGNE FEDERALE

● *Les prix de détail ouest-allemands* sont finalement restés stables en septembre. Pour les douze derniers mois, la hausse s'établit à 5,2 %. A la veille des élections, l'Office fédéral des statistiques avait annoncé, sur la base d'estimations provisoires, que le coût de la vie avait diminué de 0,1 % en septembre (*le Monde* du 2 octobre). La hausse des prix se ralentit en R.F.A. depuis juin, où elle avait atteint 0,5 %, portant pour les douze mois précédents l'inflation au niveau record de 6 %. Le coût de la vie avait augmenté de 0,3 % en juillet (5,5 % en glissement annuel) et 0,1 % en août (5,5 % également). — *(A.F.P.)*

● *Les entrées de commandes dans l'industrie ouest-allemande* ont diminué de 2 % en août (en données corrigées des variations saisonnières). Cette baisse résulte principalement de la chute des commandes à l'exportation qui ont fléchi de 8,5 %, alors que les commandes en provenance du marché intérieur n'ont reculé que de 1 %. En juillet et août cumulés comparés aux deux mêmes mois de 1979, la baisse des commandes atteint 6 %, frappant de manière sensiblement égale la demande étrangère (— 7 %) et la demande intérieure (— 6 %). Pendant cette période, ce sont les industries de base et de biens intermédiaires qui ont été les plus touchées (— 11 %), suivies par celles de biens de consommation (— 5,5 %) et par celles de biens d'équipement (— 3,5 %). — *(A.F.P.)*

ETATS-UNIS

● *Les ventes américaines au détail* se sont accrues de 1,6 % en septembre, contre 0,6 % en août. Cet accroissement modéré est considéré par les économistes comme un nouveau signe de la reprise de l'économie américaine. La réserve fédérale avait annoncé en début de semaine dernière un accroissement du volume du crédit à la consommation en août, pour la première fois depuis quatre mois. Les ventes au détail ont augmenté de 4,4 % par rapport à septembre 1979. En un mois les ventes de biens durables ont augmenté de 2,2 %, celles de voitures se sont accrues de 5,4 %, mais restent inférieures de 6,2 % à leur niveau de septembre 1979. La croissance des ventes de biens non durables a été de 1,3 %. — *(A.F.P.)*

GRANDE-BRETAGNE

● *La mention permanente* du pays d'origine pour la vente au détail en Grande-Bretagne de divers produits importés sera obligatoire à partir du 1er janvier 1982. Cette mesure touche les articles d'habillement et autres produits textiles, les chaussures, les appareils électroménagers et la coutellerie. Le pays d'origine devra aussi être précisé dans les annonces publicitaires, catalogue listes de prix et d'autres documents promotionnels. La décision, annoncée le 8 octobre par le ministre du commerce, répond en particulier aux demandes de certaines organisations industrielles, commerciales et syndicales, qui, pour combattre le chômage croissant, ont récemment entrepris de faire appel au patriotisme des consommateurs, en organisant des campagnes publicitaires sur le thème « *Buy British* » (« achetez britannique »).

ITALIE

● *La production industrielle italienne* a accusé en août une baisse de 11,5 % par rapport à août 1979. En moyenne mobile pour trois mois, l'indice, corrigé des variations saisonnières, s'inscrit, pour la période juin-août à 134,7 contre 145,7 pour mars-mai, 143,4 pour avril-juin et 140,2 pour mai-juillet. Cependant pour les huit premiers mois de 1980, cet indice a enregistré une progression de 8,8 % en comparaison des huit premiers mois de 1979. — *(A.F.P.)*

PAYS-BAS

● *Les prix de détail aux Pays-Bas* ont augmenté de 0,8 % entre la mi-août et la mi-septembre. En un an, la hausse du coût de la vie est de 5,6 %. Le gouvernement table sur une hausse de 7 % en 1980, mais l'inflation s'accélère aux Pays-Bas et cette prévision risque d'être dépassée. — *(A.F.P.)*

TIERS-MONDE

● *Le produit intérieur brut par habitant* des trente pays les plus pauvres du monde stagnera probablement en 1980, a indiqué, le 9 octobre, le secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Le PIB avait crû en 1978 et 1979 de moins de 1 %. Le pouvoir d'achat des exportations par habitant de ces pays, resté stable en 1979, a diminué de 26 % depuis 1970 et devrait enregistrer une chute brutale en 1980. Cependant l'aide à ces pays, après avoir atteint un maximum, en 1975, de 18 dollars par habitant (dollars constants de 1978), est tombé à moins de 16 dollars entre 1976 et 1978, et a encore diminué en 1979. Les pays les plus pauvres, qui, selon l'ONU, sont ceux dont le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars, comprennent vingt Etats africains et huit asiatiques, auxquels il faut ajouter Samoa (Pacifique) et Haïti. Leur population était estimée en 1977 à deux cent trente-six millions, soit 12,4 % de la population de l'ensemble des pays en voie de développement. — *(A.F.P.)*

● *Le Conseil national helvétique* a décidé, le 9 octobre, de doubler, d'ici à 1983, l'aide accordée aux pays en développement, ce qui permettrait à la Suisse de rattraper son retard dans ce domaine. La Chambre basse a voté, pour les trois prochaines années, un budget de 1,65 milliard de francs pour la coopération et l'aide humanitaire aux pays en développement, contre 735 millions de francs pour les derniers trente mois. La Confédération consacrera ainsi, dès 1982, 0,31 % de son produit national brut à l'aide au tiers-monde, contre 0,12 % actuellement, la moyenne des pays de l'O.C.D.E. ayant été de 0,35 % en 1978. — *(A.F.P.)*

Matières premières

● *Les prix des matières premières importées par la France* ont augmenté de 2,1 % en septembre par rapport à août. En un an (septembre 1980 comparé à septembre 1979), le prix des matières premières importées ont baissé de 5,8 %.

Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 3,3 % en un mois et de 22,7 % en un an. Quant aux prix des matières premières industrielles, ils ont augmenté de 5,3 % en septembre par rapport à août, et de 10,4 % en un an (les non-ferreux ont augmenté de 7 % en un mois, mais seulement de 6,5 % en un an; les textiles de 1,9 % en un mois et de 21 % en un an; le caoutchouc de 4,6 % en un mois et de 6,6 % en un an)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société nationale elf aquitaine (s.n.e.a)

GROUPE ELF AQUITAINE

COMPTES CONSOLIDÉS - Premier semestre 1980

Les comptes consolidés du groupe Elf Aquitaine relatifs au premier semestre 1980 font ressortir une marge brute d'autofinancement de 6 859 MF (après dotation de 2 299 MF au fonds de renouvellement des stocks) et un résultat net consolidé de 3 083 MF.

Par rapport à l'année 1979, la comparaison s'établit ainsi :

	Exercice 1979	1er semestre 1980
— Chiffre d'affaires hors taxes	56 019 MF	37 507 MF
— Marge brute d'autofinancement après dotation au fonds de renouvellement des stocks	11 955 MF	6 859 MF
— Résultat net consolidé	5 571 MF	3 083 MF
— Résultat net consolidé par action ..	307 F	170 F

Cette évolution correspond à une nouvelle croissance de l'activité et des résultats dans le secteur de la production et à la compensation de cette croissance par divers facteurs : accroissement de l'effort d'exploration mené par le groupe, évolution défavorable de la conjoncture dans le secteur du raffinage-distribution, enfin alourdissement de la charge fiscale.

De Dietrich

Lors de sa réunion du 7 octobre, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1980.

Il est rappelé qu'à fin juin 1980, le chiffre d'affaires hors taxes réalisé s'élevait à 726 275 000 francs, en progression de 7 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Après dotation aux amortissements de 23 869 000 francs — et des frais financiers de 20 897 000 francs — contre respectivement 19 278 000 francs — et 16 088 000 francs — en 1979, le bénéfice d'exploitation ressort à 28 031 000 francs — contre 34 749 000 francs — en 1979.

En tenant compte de diverses provisions, et en particulier celle pour impôt sur les sociétés de 15 millions de francs —, le bénéfice se monte à 14 844 000 francs — contre 17 998 000 francs — en 1979.

A fin août 1980, les ventes totalisent 906 millions dont 129 millions à l'exportation.

La conjoncture maussade a relativement épargné les ventes d'appareils ménagers (fours et tables à encastrer et cuisinières) distribués sous notre marque et dont le chiffre d'affaires est en augmentation de 9 %.

Pour la division Equipement thermique, la progression des ventes de chaudières à combustibles solides (charbon et bois) et des chaudières à gaz a compensé le recul de la demande en chaudières à mazout.

La récession qui affecte à des degrés divers ces deux divisions fabriquant des biens de consommation durables, devrait être dans ses effets modérée pour le groupe en 1980 en raison de la diversification de ses activités.



IMMOFFICE

Depuis le début de 1980, le capital l'Immoffice a été porté à 170 millions de francs et le total de ses fonds propres à environ 239 millions de francs du fait de la fusion intervenue avec Drouot-Bail. Son patrimoine de location simple s'est accru d'environ 60 millions de francs, valeur des immeubles apportés par Drouot-Bail.

A fin septembre, les opérations nouvelles engagées depuis le début de l'année se montaient à environ 55 millions de francs, dont 46 millions de francs en location simple et 9 millions de francs en crédit-bail.

Les cessions intervenues à la suite des levées d'option sur opérations de crédit-bail se sont montées à 67,8 millions de francs dégageant 48,6 millions de francs de plus-value. Le total des engagements est d'environ 760 millions de francs.

Les recettes des huit premiers mois de l'exercice ont progressé de plus de 21 % par rapport au total de celles d'Immoffice et de Drouot-Bail pour la période correspondante de 1979.

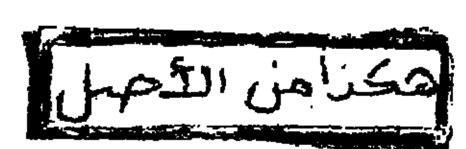
Le bénéfice d'exploitation au 31 août se montait à 22,6 millions de francs et le bénéfice total atteignait à cette date 70,4 millions de francs.

Les résultats prévisibles pour l'année 1980 devraient permettre une progression du dividende par action au moins égale au rythme de l'inflation.

BURROUGHS LANCE SUR LE MARCHÉ UN NOUVEL ORDINATEUR : LE B 5930 ORIENTE VERS LA REPRISE DE SITES CONCURRENTS

La société Burroughs présente le B 5930, ordinateur aux performances exceptionnelles dont les principales utilisations peuvent être : le traitement centralisé ou décentralisé des données, la gestion d'un réseau de terminaux, la gestion de vastes bases de données, le traitement des transactions, le fonctionnement en mode interactif ou en time-sharing.

L'un des principaux avantages du B 5930 est sa compatibilité totale avec les ordinateurs de grande puissance Burroughs, y compris ceux dont le prix dépasse 10 millions de francs. Cette compatibilité élimine tout problème de reprogrammation lorsqu'il devient nécessaire de dépasser les limites de configuration du B 5930 ou d'intégrer celui-ci dans une architecture multiprocesseurs B 6000 ou B 7000.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 OCTOBRE

L'effritement se poursuit

Après une semaine assez maussade, la Bourse de Paris n'a pas retrouvé sa forme au début de la suivante. L'activité est en effet demeurée très modérée lundi et l'effritement des cours s'est poursuivi dans un marché toujours assez irrégulier. Un effritement, un peu plus fort en début de séance, qui a tendu ensuite à se ralentir avant de reprendre à l'approche de clôture. Finalement, l'indicateur instantané s'est inscrit à 0,40 % environ en dessous de son précédent niveau.

Les baisses n'int pas, en règle générale, revêtu une très grande ampleur. En revanche, elles l'ont emporté en nombre sur les hausses. Trois seulement ont figuré en queue de peloton : S.E.B. (— 6,4 %), Vintprix (— 3 %) et Dollfus Mieg (— 2,8 %). Les pertes subies par la plupart des autres se sont échelonnées entre 1 % et 2 %.

Au palmarès de la journée, Revillon, naturellement, s'est détaché après l'annonce du rachat des éditions Mondiales (le Monde *daté 12-13 octobre). Le titre, dont la cotation avait été suspendue vendredi, a progressé de 4,3 %. Autres points de fermeté : Ruche Picarde (+ 9 %), Sogerap (+ 8,4 %), Générale d'Entreprises (+ 3,9 %) et Galeries Lafayette (+ 3,2 %) pour ne citer que celles-là.*

Le nouvel alourdissement de Wall Street à la veille du week-end, le lancement du nouvel emprunt d'Etat (encore), le nombre grandissant d'entreprises en difficulté : autant de raisons, qui étaient avancées par les professionnels pour expliquer la tenue toujours assez décevante du marché.

Sur le marché de l'or londonien, le cours de l'once d'or est revenu de 685,25 à 683,50 dollars. A Paris, le prix du métal jaune a suivi la même pente. Le lingot a perdu 130 F à 92 365 F et le napoléon 5,30 F à 794,60 F. Les transactions ont porté sur 19,41 millions de F contre 11,57 millions. L'emprunt 7 % a passé la barre des 10 000 F. Record battu.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REVILLON - EDITIONS MONDIALES. — Erratum : Suite à la décision des deux groupes de fusionner par absorption du second par le premier, la parité d'échanges d'actions est de 19 actions Revillion pour 2 actions E.M. et non de 18 pour 2 comme indiqué par erreur dans notre revue hebdomadaire des valeurs (« le Monde » daté 12-13 octobre).

COMPAGNIE BANCAIRE. — Résultat net consolidé de la Compagnie pour le premier semestre après déduction de la part des tiers associés : 119 millions de francs contre 327 millions pour l'exercice 1979 en entier.

ROUSSEL-UCLAF. — Bénéfice net consolidé au 30 juin : 71,3 millions de francs (+ 13,9 %). Hors plus-values et moins-values, la progression ressort à 7,8 %.

DOCKS DE FRANCE. — Bénéfice net consolidé hors plus-values au 30 juin : 23,75 millions de francs contre 11,61 millions. Pour l'exercice entier, la société table sur une augmentation de 25 % du bénéfice net (part du groupe hors plus-values). Attribution gratuite (1 pour 4).

MARTELL. — Résultats de l'exercice clos le 30 juin. Bénéfices d'exploitation, 101,8 millions de francs contre 72,6 millions. Du fait de la minoration provenant d'une provision pour hausse des prix de 16,5 millions, le bénéfice comptable ressort à 41,2 millions de francs contre 47,3 millions (dont 4,4 millions de plus-values). Le bénéfice consolidé progresse plus vite que celui de la maison mère. Dividende global : 31,50 F contre 27 F.

DE DIETRICH. — Bénéfice au 30 juin : 14,84 millions de francs contre 17,99 millions.

CIMENTS FRANÇAIS. — Bénéfice net au 30 juin : 44,94 millions de francs contre 37,38 millions.

ESSO - S. A. F. — Bénéfice au 30 juin : 377,42 millions de francs contre 145,73 millions.

NATIOBAIL. — Insertion en vue de l'offre publique de réservation à 1 120 F d'actions G.

BANQUE COURTOIS. — Emission à 1 100 F de 10 000 actions de 1 000 F devant porter le capital de 35 millions à 45 millions (2 pour 7).

SASOL LTD. — Insertion en vue de l'inscription des actions de la société au marché hors cote de la Bourse de Paris (voir nos éditions du 10 octobre).

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9/10	13/10
1 dollar (en yens)...	210 30	208 15

Taux du marché monétaire

Effets privés du 13.10 ..... 11 1/2 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	3 oct.	10 oct.
Indice général	136,2	135,5
Assurances	237,1	236,1
Banq. et sociétés financ.	97,7	98
Sociétés foncières	152,1	151,7
Sociétés investiss. portef.	135,4	135,8
Agriculture	168,2	170,4
Aliment., brasseries, distill.	152,4	152,9
Autom., cycles et l. équip.	67,1	65,8
Bâtim., mater constr., t.P.	184,5	184,8
Caoutchouc (ind. et comm.)	59,8	59
Carrières salines, charbon.	130,3	136,3
Constr. mécan. et navales	138,8	137,7
Hôtels, casinos, therm.	180,1	175
Imprimeries, pap., cartons	116,6	114,9
Magas., compt. d'exportat.	102,5	101,3
Matériel électrique	150,7	148,5
Métall., com. des pr. métal.	42	41,4
Mines métalliques	158,1	155,8
Pétroles et carburants	169,8	169,8
Prod. chimiq. et él.-mét.	166	161,6
Services publics et transp.	120,4	118,8
Textiles	94,3	93,3
Divers	155,7	152,9
Valeurs étrangères	171	172,4
Valeurs à rev. fixe ou ind.	200,4*	200,8
Rentes perpétuelles	34,3	34,6
Rentes amort., fonds gar.	515,6	519,9
Sect. indust. publ. à r. fixe	89,1	88,7
Sect. ind. publ. à rev. ind.	381,8	372,5
Secteur libre	95,7*	97,2

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	351,1*	351,8
Val. franç. à rev. variable	943,9	939
Valeurs étrangères	1 283,9	1 274,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	113,1	112,4
Produits de base	99,6	99,1
Construction	167,9	168
Biens d'équipement	119,7	118,4
Biens de consom. durables	78,9	77,2
Biens de cons. non durabl.	85,9	84,5
Biens de consom. aliment.	120,1	120,5
Services	174,1	173,2
Sociétés financières	117,9	117,5
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	220,3	219,2
Valeurs industrielles	103,5	102,7

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	139,9	140,8

(*) Chiffres rectifiés.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	9 oct.	10 oct.
Valeurs françaises	111	110,8
Valeurs étrangères	122,6	121,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	112,7	112,4

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Nord	78 05		Nadella	24	24 70	S. Magnant	54	54 40
OPB Paribas	158	157 90	Nodet-Gougis	225	226	M.I.C.	177	
Paris-Orléans	100	98	Peugeot (ac. ent.)	191 50	191	O.F.P.-Om.F.Paris	355 ..	360
Part.Fin.Gest.Im.	235	235	Ratier-For G.S.P.			Publicis	685	699
Placem. Inter	103	104 90	Ressorts Ind.	156 10	159 90	Sataa	73	
Providence S.A.	320	320				Sellier-Leblanc	352	349
Rosario (Fin.)	288 10	218				Waterman S.A.	241	249
Santa-Fé	76	76 10	Sataam	183	186	Brass. du Maroc	186	
Soffo	131 10	130	Sicli	70	71	Brass. Ouest-Afr.	53	53
			Soudure autog.	153	153			
			S.P.E.I.C.H.I.M.	168	168	A.E.G.	56	51
Cambodge	200	200				Akzo	42 40	42 30
Clause	440	440	Tralor	370	375	Alcan Alum.	154	155 70
Indo-Hévéas	178 10	178 10	Virax	57	57 90	Algemeine Bank	663	679
Madag. Agr. Ind.	27 10	27 10				Am. Petrofina	270	280
Padang	340	340	A. Ch. Loire	42 40	41 40	Arbed	196	...
Salins du Midi	360	345 10				Asturienne Mines	51 85	52
			Ent. Gares Frig.	150	150			
			Indus. Maritime	325	325	Bco Pop. Espagn.	69	69
			Mag. gén. Paris	215	218	B. N. Mexique	32 80	33 80
Allobroge	317	310				B. Régl. Inter.	47900	49800
Bananta	216 50	216	Cercle de Monaco	100	100	Barlow-Rand	46	48
Fromager'e Bel	268	259	Eaux de Vichy	1011	1015	Bell Canada	69 80	69 80
Bongrain	678	676	Sofitel	63 50	63 50	Blyvoor	110	110
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

1re catégorie	9797 ..	9266 83

10/10	Emission frais inclus	Rachat net
Actions France	164 58	157 12
Actions Sélec.	204 83	195 54
Aedificandi	247 30	236 08
A.G.F. 5000	208 57	199 11
Agfimo	318 89	304 24
Altefi	147 50	140 81
A.L.T.O.	179 92	171 76
Amérique Gestion	252 03	240 60
Bourse-Invest.	197 21	188 27
C.I.P.	590 76	563 97
Convertimo	169 55	161 86
Cortexa	585 18	568 64
[illegible]	[illegible]	[illegible]

* Cours précédent.

BOURSE DE PARIS - 13 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	199 ..	198 ..
A.G.F. (Sté Cent.)	779 ..	779 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	2080	
Concorde	348 90	346 ..
Epargne France	350 ..	338 ..
Financ. Victoire	385 ..	378 ..
France I.A.R.D.	160 ..	160
Gan (Sté) Centr.	716 ..	713 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2650	4,5 % 1973	2685	2538	2542	2538
3470	C.N.E. 3 %	3415	3400	3400	3345
395	Afrique Occ.	395	397	397	393 10
455	Air Liquide	476	484	485	485 90
111	Als. Part. Ind	128	126	127 50	126 83
430	Als. Superm.	411	415	415	415
77	Alsthom-Atl.	82 90	82 20	82 20	82 20
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1120	Elf-Aquitaine	1278	1280	1276	1275
236	— (certific.)	243	246	245	242 50
280	E. J. Lefebvre	271	268	268	270
134	E. Sau.-Duval	136 60	139	139	138 50
1010	Essilor	514	505	505	515
250	Esso S.A.F.	277 40	282	287 20	287
365	Eurofrance	352	350	359	359
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
196	Navig. Mixte	209 30	211	211	
50	Nobel-Bozel	49 50	49 65	49 50	49 30
39	Nord-Est	35 20	35	35 45	35
70	Nouvel Gal.	66 90	67	67	65 70
245	Olida-Caby	261	259	258 50	257
30	Om. Part. Int.	37 65	37 10	37 30	37 10
121	OPFI-Paribas	122 30	122 20	122 20	123
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1040	Tél. Electr.	1060	1085	1095	1090
138	— (obl.)	139 50	142 50	142 50	140 20
240	Thomson-Br.	243 50	242	242 40	242 50
280	— (obl.)	288	291	291	286 20
355	U.I.S.	358	365	364 90	360
175	U.C.B.	173	170	170	166 60
181	Un. F. Bque.	181 20	178	178	174 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
111	Gencor	120	122	122	120
230	Gen. Electr.	228 10	225 50	229 80	223
240	Gen. Motors	220 20	217 80	217 50	212 70
64	Goldfields	70	70	70	70
137	Harmony	140	143 50	144	143 50
	Hitachi	6 85	6 90	6 90	6 90
260	Hoecst Akti.	257	256 80	256 80	254
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
195	DuPontNem.	185	181 30	186 60	179
280	East Kodak	281	278 80	278 80	278 80
197	East Rand	170	176 60	176 50	178 40
84	Ericsson	87 80	88 50	88 50	87
290	Exxon Corp.	320	318	317 90	319 50
128	Ford Motor	115 90	117 60	117 50	115 60
400	Free State	389	402	406	40[illegible]
104	U. Min. 1/10	105	104	104	102
215	Unit. Techn.	226 60	223	223	225
510	West Drief.	484	484	484	480 50
350	West Deep.	331 50	340	340	342
476	West Hold.	493	493	496	493
265	Xerox Corp.	290	289 50	296	280
4 30	Zambia Corp.	4 38	4 29	4 45	4 35

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
*o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché*

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13 10	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 180	4 183	4 070	4 280
Allemagne (100 DM)	231	231 640	226	238
Belgique (100 F)	14	14 433	13 850	14 550
Pays-Bas (100 fl.)	213 ...	213 050	206	217
Danemark (100 krd)	75 270	75 250	72	77
Norvège (100 k)	86 080	86 180	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	10 047	10 084	9 750	10 250
Italie (1 000 lires)	4 866	4 872	4 500	4 900
Suisse (100 fr.)	255 620	255 700	249	261
Suède (100 krs)	100 620	100 750	96 500	102
Autriche (100 sch.)	32 740	32 750	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 648	5 659	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 340	8 355	7 300	8 200
Canada ($ can. 1)	3 593	3 598	3 490	3 720
Japon (100 yens)	2 002	2 021	1 910	2 010

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13 10
Or fin (kilo en barre)	92400	92250
Or fin (en lingot)	92495	92365
Pièce française (20 fr.)	799 90	794 60
Pièce française (10 fr.)	470	465
Pièce suisse (20 fr.)	660	660
Pièce latine (20 fr.)	628 70	635
Souverain	817 50	8.4 10
Pièce de 20 dollars	3300 40	3310
Pièce de 10 dollars	1610	1683
Pièce de 5 dollars	880	880
Pièce de 50 pesos	3850	3847
Pièce de 10 florins	640	640

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *La France* a gagné les Jeux olympiques de bridge dans la soirée du samedi 11 octobre à Valkenburg, aux Pays-Bas, en battant les États-Unis par 131 à 111 points.

Le numéro du « Monde » daté 12-13 octobre 1980 a été tiré à 536 844 exemplaires.

A B C D E F G

Au Conseil de l'Europe

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DÉBATTENT DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Les ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe se pencheront, à la demande de la France, sur les moyens de lutter contre le racisme et l'intolérance lors de leur session d'automne, le jeudi 16 octobre.

Le Conseil de l'Europe, dont une partie importante des travaux pour les années à venir est consacrée à la protection des droits de l'homme, devrait accentuer cet aspect de ses activités, a indiqué le secrétaire général de l'organisation des « vingt et un », M. Franz Karasek, devant les délégués des ministres réunis au Palais de l'Europe. L'Assemblée parlementaire a souligné, lors de sa dernière session, le 1er octobre, deux jours avant l'attentat de la rue Copernic, les dangers de la réapparition de la propagande fasciste (*le Monde* du 3 octobre).

● *Incidents à la frontière sino-vietnamienne.* — Deux paysans chinois ont été tués et un troisième blessé par des soldats vietnamiens dans les dix premiers jours d'octobre, au cours d'incidents de frontière, dans la province chinoise du Guangxi, a rapporté dimanche 12 octobre Chine nouvelle. Un précédent incident mentionné par la presse de Pékin avait fait trois morts parmi les gardes-frontières chinois qui s'étaient opposés, le 30 septembre, dans la province du Yunnan, à une intrusion d'une trentaine de Vietnamiens armés. — *(A.F.P.)*

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

Les produits manufacturés et les tarifs publics sont les principaux facteurs de la hausse des prix

Les tarifs publics ont de grosses responsabilités dans la hausse rapide du coût de la vie en France : ils ont augmenté de 17,9 % en 1979, soit nettement plus vite que la moyenne des prix de détail qui, elle, a progressé de 11,8 %. Ce sont aussi les tarifs publics dont la hausse s'est le plus accélérée par rapport à 1978 (+ 5,5 points). Les résultats du premier semestre 1980 n'ont fait que confirmer cette tendance : les tarifs publics — que le gouvernement veut faire payer à leur juste prix — ont de nouveau augmenté de 11,9 %, ce qui dépasse très nettement la hausse moyenne de l'indice des prix (+ 7,1 %) pendant la même période.

L'étude que vient de publier l'INSEE (1) montre d'autre part que les commerçants en alimentation, en ne répercutant que partiellement la stabilité des prix à la production ou à l'importation, ont accru leurs marges commerciales. L'étude de l'INSEE désigne enfin les services privés — dont les tarifs ont dérapé sans raison — comme autre facteur d'inflation.

Dans sa volonté de remettre à flot les entreprises publiques et d'équilibrer leurs comptes — ou de réduire leurs déficits — le gouvernement n'y est pas allé de main morte. La hausse de 1979 déjà très forte dans ces secteurs (17,9 %) s'est encore accélérée au premier semestre 1980 (+ 11,9 %). Les hausses du coût de l'énergie (« *le secteur des services publics et de l'énergie est celui qui subit le plus directement l'effet des fortes revalorisations du prix du pétrole brut depuis le début de 1979* ») et la politique gouvernementale de « *vérité des prix* », expliquent, selon l'INSEE, cette évolution.

Si en revanche on mesure la responsabilité de chacun des groupes de dépenses dans l'inflation en tenant compte de leurs poids respectifs dans l'indice des prix de détail (2), on s'aperçoit que les premiers « *fautifs* » ont été les produits manufacturés du secteur privé. Ceux-ci ont augmenté de 11,8 % en 1979 (+ 9,3 % en 1978) et de 7,3 % pour le seul premier semestre 1980. C'est l'évolution de ces prix qui a le plus contribué à l'accélération des hausses en 1979 (pour 42 % contre 33 % pour les tarifs publics et 22 % pour l'alimentation). Les augmentations des prix des produits manufacturés ont représenté un tiers (34 % exactement) de la hausse moyenne du coût de la vie en 1979 et 36 % pendant le premier semestre 1980.

La question se pose de savoir comment s'explique cette très forte progression des prix des produits manufacturés, et notamment si la libération des prix décidée par MM. Barre et Monory en est la cause. Après avoir souligné que les coûts unitaires de main-d'œuvre, dont l'évolution a été très modérée en 1979, ne peuvent être incriminés, l'INSEE écarte également — dans une large mesure — la responsabilité qui pourrait être attribuée à la politique de libération des prix décidée à la mi-1978 : « *Celle-ci n'est pas à l'origine d'une mutation généralisée et importante dans l'évolution des prix des produits manufacturés du secteur public entre 1977 et 1980.* » En revanche, souligne l'INSEE, « *la libération a, semble-t-il, permis aux industriels de réagir rapidement et de reconstituer leurs marges par des réajustements de tarifs, alors qu'un régime réglementaire les aurait obligés à étaler dans le temps leurs relèvements* ». De surcroît, souligne l'INSEE, l'évolution des cours des matières premières (pétrole, mais aussi métaux précieux) a été un « *facteur de hausse important* » de la fin 1978 à mai 1980.

La responsabilité du commerce

En revanche, l'INSEE insiste sur la responsabilité du commerce de détail qui ne répercute pas — ou incomplètement — l'évolution très modérée des prix agricoles qui n'ont augmenté que de 4,7 % en 1979 (après 4 % en 1978) et de 2,6 % au premier semestre 1980, alors que les prix alimentaires s'accroissaient de 9,6 % l'année dernière (+ 7,9 % en 1978) et de 8,4 % au premier semestre 1980. L'INSEE avance des chiffres par productions : baisse de 9,8 % des prix des fruits et légumes à la production entre mai 1979 et mai 1980, baisse de 6,1 % au stade du gros, hausse de 2,3 % au stade du détail. Ces différences correspondent « *à une croissance des marges commerciales des détaillants alimentaires que l'augmentation de certains frais peut partiellement justifier* ». Fait aggravant : un examen de l'évolution sur cinq ans des prix à la production et au détail aboutit aux mêmes constatations.

Enfin, l'INSEE démontre que des « *dérapages* » se sont également produits dans les services privés.

(1) « Les prix de détail depuis un an et demi », par Nicole Desprez et Philippe L'Hardy *Economie et statistique*, n° 125, septembre 1980.

(2) L'alimentation entre par exemple pour 27 % dans l'indice, les tarifs publics pour 12,2 %, les services du secteur privé pour 15,5 %, les produits manufacturés du secteur privé pour 34,7 %, etc.

En Espagne

UN LIEUTENANT-COLONEL ASSASSINÉ A SAINT-SÉBASTIEN

Un lieutenant-colonel de l'armée a été tué ce lundi matin 13 octobre, à Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol, indique une source policière. La victime a été abordée à la sortie de son domicile par trois individus qui ont tiré sur lui à bout portant. Atteint de plusieurs balles, le lieutenant-colonel est mort immédiatement.

Le nombre des personnes tuées du fait du terrorisme en Espagne depuis le début de l'année s'élève à cent six, dont quarante-huit policiers et militaires. — (A.F.P.)

SÉRIE D'ATTENTATS CONTRE DES INSTITUTIONS TURQUES...

De nouveaux attentats ont été commis le dimanche 12 octobre par des organisations extrémistes arméniennes contre des institutions turques.

A New-York, l'explosion d'une voiture piégée devant le siège de la mission diplomatique turque auprès des Nations unies a blessé cinq personnes, et sa responsabilité a été revendiquée peu après par un « *comité pour la justice arménienne* », qui a également déclaré être l'auteur d'un autre attentat commis le même jour à Los Angeles, sur lequel la police américaine n'a encore fourni aucun détail.

A Londres, c'est le siège de la compagnie aérienne Turkish Airlines qui a été endommagé par une explosion. Celle-ci n'a pas fait de victimes. Elle a été revendiquée par l' « *armée secrète arménienne* ».

... ET CONTRE LES OFFICES DU TOURISME SUISSE DE PARIS ET DE LONDRES

Les offices du tourisme suisse de Paris et de Londres ont été endommagés, les samedi 11 et dimanche 12 octobre, par des explosions qui, dans un cas et dans l'autre, n'ont fait que des dégâts matériels. La responsabilité de ces attentats a été revendiquée au téléphone par une « *organisation du 3 octobre* », jusqu'alors inconnue de la police.

Ce mouvement a refusé de préciser ses mobiles, mais a déclaré que le gouvernement helvétique, lui, les connaissait très bien. A Londres, le correspondant anonyme qui a revendiqué l'attentat a assuré que l' « *organisation du 3 octobre* » était également responsable des « *deux attaques perpétrées à Beyrouth les 8 et 9 octobre contre la voiture de l'attaché de presse de l'ambassade de Suisse et contre les bureaux de la compagnie Swissair* ». Il a, en outre, indiqué que cette organisation « *frappera encore les institutions suisses dans le monde entier* ».

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Jean-François Deniau*, ministre chargé des réformes administratives, qui était, dimanche soir 12 octobre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment indiqué, à propos des déclarations faites à Gouvieux par le premier secrétaire du P.S. : « *Le vrai dialogue républicain, ce n'est pas ce que vient dire M. Mitterrand (...). Pour un éventuel candidat à la présidence de la République, cela ne me paraît pas être le ton qui convient (...) Le dialogue républicain, cela veut dire qu'on respecte l'autre (...) et que l'on considère que certaines questions d'intérêt national et général dépassent à la fois les petites phrases, les campagnes électorales et les positions partisanes.* »

● *M. Jacques Blanc*, qui présidait, lundi matin 13 octobre, la réunion du conseil national du parti républicain (dont il est le secrétaire général), a répondu — sans, toutefois, les nommer — aux radicaux. Il a déclaré : « *Le premier ministre peut compter sur nous pour soutenir son action courageuse. Nous n'effeuillerons pas notre soutien au gouvernement. Nous n'égrènerons pas le chapelet des conditions de notre adhésion. Nous ne sommes pas de ceux qui distillent leur soutien au goutte à goutte en fonction des jeux, de l'humeur et du hasard.* »

● *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 13 octobre, sur France-Inter, que « *le premier objectif de son parti n'est pas d'attaquer le parti socialiste* ». Selon M. Fiterman, la presse a rendu compte « *d'une façon inadmissible* » du rapport qu'il avait présenté samedi devant la conférence nationale du P.C.F. « *Sur les cinquante-deux feuillets que compte celui-ci*, a-t-il dit, *seuls trois feuillets et demi sont consacrés au P.S.* »

● *L'Institut universitaire Saint-Pie-X, institut privé d'enseignement supérieur* (*le Monde* du 2 juillet), a été inauguré, le samedi 11 octobre, à Paris, par Mgr Lefebvre, supérieur du séminaire traditionaliste d'Ecône, suspendu *a divinis* par Paul VI. Le recteur de cet institut, l'abbé Alain Lorans, vingt-six ans, ordonné prêtre le 27 juin dernier, à Ecône, a renouvelé le serment anti-moderniste demandé par Pie X aux prêtres, au cours de la messe votive du Saint-Esprit, célébrée par Mgr Lefebvre en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Cet institut, qui se propose de « *restaurer un enseignement supérieur libre catholique conforme à la mission éducatrice de l'Eglise telle que l'a définie Pie X* », recevra au cours de la première année une cinquantaine d'étudiants.

● *Une automobile a été incendiée*, le dimanche soir 12 octobre, sur le parking d'un garage de Goussainville (Val-d'Oise), dont le propriétaire est israélite. Ce dernier nous a indiqué que rien, pour l'instant, ne permettait d'affirmer qu'il s'agissait d'un attentat antisémite. L'enquête en cours permettra de savoir si le véhicule a été piégé ou s'il s'agit d'un incendie dû à une défaillance de son système électrique.

● *Attentat manqué contre la voiture du maire du Mans.* — Dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 octobre, des inconnus ont tenté d'incendier la voiture du maire du Mans, M. Robert Jarry (P.C.), ainsi que celle de son fils. C'est en quittant son domicile que l'épouse du maire constata que les bouchons des réservoirs des voitures de son mari et de son fils avaient été posés sur le sol et que des mèches en partie calcinées sortaient des orifices. Plusieurs attentats ont eu lieu l'été dernier au Mans, pavés dans la vitrine du restaurant autogéré Le Bouffon, vitrine brisée à la librairie La Taupe, cocktail Molotov à l'U.D. C.F.D.T. Les dégâts matériels ont été très limités. — *(Corresp.)*

● *Accident d'hélicoptère : cinq morts.* — Quatre membres de la direction de zone sud-ouest (Midi-Pyrénées-Languedoc) de la Régie Renault ont trouvé la mort, le samedi 11 octobre, dans un accident d'hélicoptère, près de Cahors alors qu'ils participaient à la Journée portes ouvertes de cette firme automobile. Le pilote de l'appareil a également été tué.

L'hélicoptère, un Bell 206B, a heurté une ligne à haute tension au sud de Cahors et a explosé.

Les victimes, toutes âgées d'une quarantaine d'années, sont : MM. Charles Tricorian, directeur commercial de zone, demeurant à Toulouse, Jacques Paillon, son attaché commercial, Jean-Pierre Moinet, chargé des services de production dans cette zone. L'hélicoptère était piloté par M. Georges Daubian, domicilié à Mirande (Gers).

● *Mlle Pascale de Varga*, dans une lettre ouverte, publiée le lundi 13 octobre par *le Matin de Paris*, affirme que son père, M. Pierre de Varga, soixante et onze ans, emprisonné depuis le 29 décembre 1976, en attendant d'être jugé pour complicité dans le meurtre de Jean de Broglie, subit des conditions de détention, à Fleurys-Mérogis, incompatibles avec son état de santé. Mlle de Varga rappelle que les trois médecins, commis le 22 mai 1980 par la chambre d'accusation, ont diagnostiqué une insuffisance coronarienne.

● *« Le Monde » honoré par la Catalogne.* — Au cours d'une réception organisée le 10 octobre à Paris, les représentants de la généralité de Catalogne ont remis à M. Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, un prix destiné à reconnaître l'effort du journal pour faire connaître les richesses touristiques de cette région. La même distinction était attribuée à MM. Georges Colson, directeur général des voyages Fram, installée à Toulouse, et Jean Furet, directeur du Salon Mitcar (voyages touristiques en autocar).

● *Le metteur en scène argentin Liber Forti* a été libéré par les autorités boliviennes qui le détenaient depuis le coup d'Etat militaire du 17 juillet. M. Forti est arrivé à Paris le 12 octobre.